UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

LES DÉTERMINANTS ÉCONOMIQUES DU VOTE FÉDÉRAL AU QUÉBEC ET DANS LE RESTE DU CANADA DE 1963 À 1993

PAR

DANIEL GUÉRIN

DÉPARTEMENT DE SCIENCE POLITIQUE

FACULTÉ DES ARTS ET DES SCIENCES

THÈSE PRÉSENTÉE À LA FACULTÉ DES ÉTUDES SUPÉRIEURES

EN VUE DE L'OBTENTION DU GRADE DE

PHILOSOPHIAE DOCTOR (Ph.D.)

EN SCIENCE POLITIQUE

MARS 1996

© DANIEL GUÉRIN, 1996

National Library of Canada
Acquisitions and Bibliographic Services
395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Bibliothèque nationale du Canada
Acquisitions et services bibliographiques
395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Your file Votre référence

Our file Notre référence

The author has granted a non-exclusive licence allowing the National Library of Canada to reproduce, loan, distribute or sell copies of this thesis in microform, paper or electronic formats.

The author retains ownership of the copyright in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque nationale du Canada de reproduire, prêter, distribuer ou vendre des copies de cette thèse sous la forme de microfiche/film, de reproduction sur papier ou sur format électronique.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur qui protège cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

0-612-26789-X

Canada

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

FACULTÉ DES ÉTUDES SUPÉRIEURES

CETTE THÈSE DE DOCTORAT INTITULÉE:

LES DÉTERMINANTS ÉCONOMIQUES DU VOTE FÉDÉRAL

AU QUÉBEC ET DANS LE RESTE DU CANADA

DE 1963 À 1993

PRÉSENTÉE PAR

DANIEL GUÉRIN

A ÉTÉ ÉVALUÉE PAR UN JURY

FORMÉ DES PERSONNES SUIVANTES:

M. Edouard CLOUTIER, président-rapporteur

M. Pierre MARTIN, membre du jury

M. Richard NADEAU, directeur de recherche

M. Réjean PELLETIER, examinateur externe

SOMMAIRE

Il est maintenant bien établi que le sort électoral des gouvernements démocratiques est lié à l'état de l'économie. Cependant, il apparaît de plus en plus que la relation entre les variables économiques et les comportements électoraux n'est pas aussi simple ni directe que les chercheurs le pensaient au départ. Par exemple, plusieurs travaux ont mis en évidence le caractère fluctuant de la relation à l'intérieur même de certains électorats et d'un contexte national à l'autre. Pour certains, ce problème s'expliquerait par le rôle intermédiaire joué par diverses variables politiques, notamment le constat suivant lequel certains groupes d'électeurs sont plus susceptibles que d'autres de répondre à l'influence des conditions économiques. Le cas canadien se prête bien à ce type de questionnement étant donné les résultats contradictoires qui ressortent des études antérieures ayant trait à l'influence de l'économie sur les électeurs canadiens depuis l'après-guerre. En étudiant le vote économique au Canada entre 1963 et 1993, nous voulions montrer que la relation entre les conditions économiques et les comportements électoraux peut être conditionnée par certains facteurs d'ordres micro et macro-politique, notamment la force et la stabilité des alignements et des attachements partisans.

Dans le contexte canadien, la pertinence de cette hypothèse nous fut suggérée par la dualité du système partisan, dont la principale manifestation a été dans le passé le comportement électoral distinct, au niveau fédéral, des électeurs du Québec comparativement à celui des électeurs du reste du Canada. Notre démarche empirique a permis de mesurer les conséquences de cette situation du point de vue du vote axé sur

l'économie. Nous l'avons fait en appliquant une double stratégie de vérification, la première recourant aux analyses des données de sondages en série chronologique (fonction de popularité) et la seconde utilisant des données recueillies au moment des élections (analyse du vote individuel).

Nos principales conclusions montrent que l'électorat canadien considéré dans son ensemble a été sensible politiquement au problème du chômage durant la période comprise entre 1963 et 1993. Toutefois, la présence de cette forme de rationalité est attribuable pour l'essentiel au comportement des électeurs du reste du Canada, qui ont manifesté un solide vote économique tout au long de la période à l'étude. Pour leur part, les électeurs du Québec n'ont pas été influencés dans leur appui au gouvernement fédéral, du moins pendant la période d'hégémonie libérale au Québec, par les hauts et les bas de la conjoncture économique. Par contre, il semble bien que l'affaiblissement de la forte loyauté d'un grand nombre d'électeurs québécois au Parti libéral conjugué à la renaissance du Parti progressiste-conservateur au début des années 1980 aient contribué à faire éclater le cadenas partisan qui bloquait l'expression d'un vote économique chez les électeurs québécois. Les conclusions tirées de nos analyses en coupe transversale viennent confirmer les résultats obtenus au moyen de la fonction de popularité en expliquant les micro-mécanismes à l'origine du vote économique ou de son inhibition. Enfin, notre étude contribue à conforter la thèse voulant que le comportement distinctif des Québécois au niveau fédéral constitue un "fait social autonome" reposant sur une rationalité propre et non pas uniquement une conséquence des distorsions liées au système électoral fédéral (Cairns 1968).

TABLE DES MATIÈRES

IDENTIFICATION DU JURY

SOMMAIRE ii

TABLE DES MATIÈRES iv

LISTE DES TABLEAUX ix

LISTE DES FIGURES xi

DÉDICACE xii

REMERCIEMENTS xiii

***

INTRODUCTION 1

Aperçu du contenu de la thèse 13

CHAPITRE 1: REVUE DES ÉCRITS(1) 17

1.1 Études sur le vote économique: une diversité d'approches 17

1.2 Analyses en série chronologique 19

1.3 Le courant dominant: les États-Unis 22
1.3.1 Premiers efforts
1.3.2 La sophistication de l'électeur: une remise en cause 26
1.3.3 Fonction de popularité et jugements prospectifs 30
1.3.4 La relation économie/popularité et les problèmes d'estimation 36
1.3.5 Critique du modèle du banquier 40

1.4 Fonction de popularité du gouvernement britannique ..46

1.5 Bilan des travaux sur la fonction de popularité 52

1.6 Une réponse à la nature fluctuante de la relation: la désagrégation 59

1.6.1 Force des déterminants traditionnels du vote et rationalité économique 68

1.6.2 Les limites du modèle classique de l'électeur rationnel 73

1.7 Le vote économique au Canada 80
1.7.1 Fonctions de popularité dans le contexte canadien 81
1.7.2 Fonctions de vote au Canada 92

1.8 Le vote économique des Québécois 101

1.9 Bilan des études canadiennes 103

CHAPITRE 2: CHOIX DE LA DÉMARCHE EMPIRIQUE ET PRÉCISIONS MÉTHODOLOGIQUES 105

2.1 Cadre théorique et modèle retenu 105

2.2 Stratégies de recherche 108

2.3 Questions et hypothèses: analyse en série chronologique 109

2.4 Problèmes d'estimation statistique 111

2.5 Justification du recours à la co-intégration 117

CHAPITRE 3: LE CANADA: DEUX ÉLECTORATS EN UN? 123

3.1 Particularités des systèmes partisans du Québec et du reste du Canada 124
3.2 A quel moment a pris fin la domination libérale? 126
3.3 Distribution des attachements partisans dans le reste du Canada 131

CHAPITRE 4: UNE FONCTION DE POPULARITÉ AU CANADA 144

4.1 Définition des composantes 144
4.2 Résultats de l'analyse empirique 150
4.3 Analyse de la dépendance temporelle 159
4.4 Effets d'interaction 173
4.5 Convergences et divergences avec les autres études canadiennes 176
4.6 Bilan des résultats de la fonction de popularité au Canada 181
4.7 Pourquoi des analyses en coupe transversale 187
4.8 Une meilleure compréhension des micro-mécanismes 191
4.9 Plan de la démarche en coupe transversale 193

CHAPITRE 5- L'ÉTAT DE LA QUESTION (2): LES MODÈLES DE VOTE 197

5.1 Le modèle psychosociologique : l'École de Michigan 198
5.1.1 L'interprétation classique de l'identification partisane 200

5.1.2 Les mécanismes de la décision 203
5.1.3 Critiques révisionnistes du modèle de Michigan 207
5.1.4 Pertinence du concept d'identification partisane dans le contexte canadien 213
5.1.5 La flexibilité partisane, ou qu'est-ce que l'instabilité? 217

5.2 Le modèle économique 224
5.2.1 Critiques adressées au modèle rétrospectif 229
5.2.2 Le débat rétrospectif/prospectif 230
5.2.3 Critiques de l'hypothèse du gouvernement sortant 234
5.2.4 Le mécanisme d'attribution de la responsabilité: automatique ou non? 235
5.2.5 L'économie personnelle ou l'économie du pays? 240
5.2.6 Expérience économique personnelle 240
5.2.7 Attribution différentielle de la responsabilité 245
5.2.8 L'hypothèse sociotropique 249
5.2.9 Erreurs de mesure liées à l'item égocentrique 251

5.3 Études d'attribution de la responsabilité dans le contexte canadien 252

CHAPITRE 6- ORIENTATIONS MÉTHODOLOGIQUES 257

6.1 Le concept d'identification partisane et le problème "d'endogénéité" 258
6.1.1 Débat récursif/non récursif 261

6.2 Le choix des types d'évaluations économiques 264

6.3 Questions et hypothèses 269

CHAPITRE 7- LES ALIGNEMENTS PARTISANS AU QUÉBEC ET DANS LE RESTE DU CANADA 273

7.1 Les attachements partisans au Québec: le rôle des images partisanes 279
7.1.1 L'influence des images partisanes sur le vote 281
7.1.2 Les images partisanes ajoutent-elles une dimension supplémentaire? 287
7.1.3 Leadership et images partisanes 292
7.1.4 Bilan sur le rôle des images partisanes 295

7.2 Affaiblissement et réorientation des liens partisans: effets de génération ou conversion? 296
7.2.1 Effets générationnels 301
7.2.2 Effets de conversion 305

CHAPITRE 8- ÉCONOMIE OBJECTIVE ET ÉCONOMIE SUBJECTIVE: RECOUPEMENTS ET DIFFÉRENCES 309

8.1 Une économie objective fortement perturbée 310

8.2 Jugements sociotropiques 313

8.3 Évaluations égocentriques 318

8.4 Établir un lien avec la performance gouvernementale 325

CHAPITRE 9- ENJEUX ÉCONOMIQUES ET COMPORTEMENT ÉLECTORAL: UN LIEN RÉEL MAIS FLUCTUANT 332

9.1 L'influence des enjeux: une évolution 332
9.11 Comment les enjeux influencent-ils les résultats électoraux? 339

9.2 1972\: une économie en difficulté et un chef en perte de vitesse 340

9.3 1974\: les électeurs et l'inflation 341

9.4 1979\: une réorientation de la politique économique? 343

9.5 1980\: l'unité nationale reprend le dessus sur l'économie .. 344

9.6 1984\: "Jobs, jobs, jobs" 345

9.7 1988\: l'élection du libre-échange 347

9.8 1993\: le retour de la préoccupation de l'emploi 349

CHAPITRE 10- L'ANALYSE DES CHOIX ÉLECTORAUX INDIVIDUELS: L'INTERACTION DES DÉTERMINANTS 353

10.1 Les mécanismes de la décision électorale individuelle 353
10.1.1 Le poids des divers types de déterminants: les évaluations des chefs 354
10.1.2 Une règle de décision électorale 367

10.2 L'effet des images partisanes sur le vote: un impact substantiel au Québec 383

10.3 L'ère de l'après Trudeau: le changement se confirme au Québec 391

10.4 L'affaiblissement des attachements partisans: un phénomène plus large 399

10.5 Présentation des modèles multivariés de vote 401
10.5.1 Définition du modèle de vote 402

10.6 Résultats de l'analyse multivariée 414
10.6.1 Interprétation en termes de changement de probabilités 422
10.6.2 Résultats de l'analyse pour l'ère de l'après Trudeau .. 429

10.7 Résultats du modèle longitudinal 438

10.8 Bilan du vote économique au Québec et au Canada pendant les deux sous-périodes 440
10.8.1 Effets d'interaction 443

10.9 Modèle selon l'approche de Markus 452

Conclusion générale 464

Bibliographie i

Annexes xxvi

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1- Tests de racine unitaire de Dickey-Fuller 120
Tableau 2- Régressions de co-intégration 121
Tableau 3- Modèle de la fonction de popularité au Canada (1963.S2-1993.S2) 151
Tableau 4- Résultats des fonctions de popularité (sous-périodes) 170
Tableau 5-Modèle de fonction de popularité (spécification interactive) 175
Tableau 6- Items économiques disponibles 267
Tableau 7- Structures des images partisanes, 1974-1984. 294
Tableau 8- Évolution de l'intensité partisane,Canada, 1979-1993. ...299
Tableau 9- Évolution de la non identification, 1979-1993 300
Tableau 10- Attentes économiques des électeurs 322
Tableau 11- Évaluations de l'impact des politiques sur la situation économique, Reste du Canada 326
Tableau 12- Evaluation de l'impact des politiques, Québec.....329
Tableau 13- Enjeux importants lors des élections, 1974-1993 335
Tableau 14- Vote selon les préférences de chefs,1972-1979 360
Tableau 15- Matrice de vote à deux dimensions 370
Tableau 16- Degré de vote économique en fonction des préférences (partis et chefs, Reste Canada, 1972-1980 372
Tableau 17- Degré de vote économique, Québec, 1972-80 374
Tableau 18- Répartition du vote dans les catégories de la matrice ..377
Tableau 19- Distribution des images partisanes, Québec/Reste du Canada, 1979 386
Tableau 20- Vote libéral selon la force des images partisanes 390
Tableau 21- Relation vote/évaluations économiques, Reste du Canada, 1984-93 392

LISTE DES TABLEAUX (SUITE)

Tableau 22- Relation/vote évaluations économiques, Québec, 1984-93 395
Tableau 23- Vote selon les évaluations quant à l'impact des politiques économiques, Québec, 1984-93, ...396
Tableau 24- Déterminants du vote fédéral, 1972-80 415
Tableau 25-Déterminants du vote fédéral,(prob.), 1972-80, ... 423
Tableau 26- Déterminants du vote fédéral, 1984-1993 430
Tableau 27- Déterminants du vote fédéral, (prob.), 1984-93 434
Tableau 28- Déterminants du vote fédéral-complet, 1988 et 1993.....435
Tableau 29- Déterminants du vote fédéral, 1972-80 et 1984-93 441
Tableau 30- Déterminants du vote, spécifications interactives, 1972-79 446
Tableau 31- Analyses du vote, spécifications interactives, 1984-93..449
Tableau 32- Résultats coupes transversales fusionnées, 1972-93.....459

LISTE DES FIGURES

Graphique 1- Le modèle du banquier 35
Graphique 2- Taux de chômage et popularité du gouvernement 113
Graphique 3-Distribution de l'identification partisane,... Québec, 1963-1993.....126
Graphique 4- Évolution du problème économique comme plus important, Québec, 1980-1984.....129
Graphique 5- Distribution de l'identification partisane, Reste du Canada, 1963-1993.....132
Graphique 6- Vote moyen recueilli par les partis fédéraux, 1962-1980.....135
Graphique 7- Intentions de vote fédérales, Québec, 1963-1993 139
Graphique 8- Intentions de vote fédérales, reste du Canada, 1963-1993.....140
Graphique 9- Analyse de stabilité des coefficients, Québec 166
Graphique 10- Analyse de stabilité des coefficients, Reste du Canada, 1963-1990.....167
Graphique 11- Liens de causalité dans le modèle de Michigan 204
Graphique 12- Dynamique des attachements partisans 219
Graphique 13- Liens de causalité dans un modèle non récursif 262
Graphique 14- Stabilité des attachements partisans, Québec-Reste du Canada, 1974-79 276
Graphique 15- Taux de chômage, Québec-Reste du Canada, 1963-1993 312
Graphique 16- Problème économique comme problème le plus important, Québec-reste du Canada, 1972-1993 314
Graphique 17- L'économie du pays est-elle en mauvaise santé? 318
Graphique 18- Détérioration de la situation financière des familles 319
Graphique 19- Projections optimistes et économie personnelle 321
Graphique 20- Enjeux de la campagne électorale 1993 351
Graphique 21- Popularité des chefs, 1974-1993 356
Graphique 22-Vote selon les préférences de chefs, 1980 359
Graphique 23- Vote en fonction des préférences de chefs, 1972-79 361
Graphique 24- Vote selon les préférences de partis, 1972-79 363
Graphique 25- Vote selon les préférences de chefs, 1984-93 365
Graphique 26- Vote selon les préférences de partis, Québec/Reste du Canada, 1984-93.....366

DÉDICACE

À mon épouse Guylaine pour son encouragement et son appui indéfectibles dans la poursuite de mes études. Sans les lourds sacrifices qu'elle a généreusement consenties tout au long de ce cheminement parfois difficile pour la vie familiale, je n'aurais jamais pu compléter la présente thèse de doctorat. Je veux remercier également chacun de mes enfants, Marie-Claude, Myriam, Audrey, Stéphanie, Louis-Olivier, Anne-Sophie et Jean-Philippe, pour leur compréhension à l'endroit d'un père qui, ces dernières années, n'a pu partager avec eux autant qu'espéré les jeux de leur enfance.

REMERCIEMENTS

Mes premiers mots de remerciements s'adressent à mon directeur de recherche le professeur Richard Nadeau pour son soutien constant dans tous les aspects de la réalisation de mes études doctorales. Ses conseils éclairés ont guidé la progression de mes travaux sur des voies sûres et en même temps novatrices. Sa rigueur m'a incité au dépassement tout au long de mes travaux de recherche.

Ayant fait mes premières armes d'étudiant gradué à l'Université Laval, je m'en voudrais de passer sous silence l'encouragement de plusieurs membres du Département de science politique de cette institution, qui se reconnaîtront à travers ces quelques mots de reconnaissance. Enfin, j'adresse une marque d'appréciation au Fonds FCAR ainsi qu'au Département de science politique de l'Université de Montréal pour leur appui financier dans la poursuite de mes études.

INTRODUCTION

La présente thèse de doctorat examine le lien entre l'état de l'économie et le comportement électoral au Canada. Plus précisément, elle vise à déterminer si la situation économique a pu influencer, durant les trois dernières décennies, l'appui accordé aux partis politiques canadiens et en particulier au parti formant le gouvernement à Ottawa.

Il est bien établi que le sort électoral des gouvernements démocratiques est lié à l'état de l'économie (Norpoth, Lewis-Beck, Lafay 1991). Cette proposition générale constitue aujourd'hui un acquis important de la recherche sur les déterminants économiques du vote en régime démocratique puisqu'elle a été attestée dans plusieurs sociétés (Lewis-Beck 1988b). Toutefois, si l'existence de cette relation ne soulève plus de controverse parmi les politologues, certaines questions spécifiques n'ont pas obtenu de réponse satisfaisante jusqu'à ce jour, par exemple l'explication de la force variable du lien économie/vote selon les contextes nationaux.

Nous avons choisi le cas canadien pour tenter d'éclairer cette question. Quelles sont les raisons à l'origine de ce choix? La situation canadienne a ceci de particulier que les études sur le vote économique dans ce pays ont donné

jusqu'à présent des résultats contradictoires. En effet, alors que certaines recherches observaient la présence d'une relation entre la conjoncture économique et le vote, d'autres niaient l'existence d'un tel lien, les variables politiques étant alors jugées prépondérantes du point de vue des sources de fluctuations de l'appui gouvernemental.[1]

Cette absence de conclusion ferme quant au lien entre l'économie et les comportements électoraux n'est pas propre uniquement au cas canadien. Car autant la dite relation apparaît forte dans certains pays, autant elle peut sembler faible et ténue dans d'autres contextes nationaux.

La Grande-Bretagne est souvent citée comme le pays où se manifeste typiquement une forte relation entre ces deux variables (Lewis-Beck 1991:2). Le cas des États-Unis est lui aussi suffisamment clair dans la mesure où de nombreuses études ont démontré le rôle significatif des conditions économiques dans les élections présidentielles et dans les élections au Congrès (voir Norpoth 1984; Beck 1991; Tufte 1978). À l'opposé, on observe dans d'autres

[1]Voir Monroe et Erickson (1986) de même que Clarke et Zuk (1987) pour des résultats concluant à une absence de relation entre la conjoncture économique et la popularité des partis. A l'opposé, Happy (1992) ainsi que Nadeau et Blais (1993) ont mis en évidence une relation entre l'économie et les résultats d'élections.

pays tous les symptômes d'une relation fragile et incertaine quant au lien entre les conditions économiques et les choix des électeurs. Parmi ces pays, les cas de l'Italie et de l'Allemagne sont bien documentés (Belluci 1991; Rattinger 1991). En ce qui concerne le cas canadien, les résultats mitigés obtenus jusqu'à ce jour font en sorte qu'il est difficile pour l'instant de se prononcer de façon catégorique sur l'existence et la force de cette relation. Cette incertitude constitue une ombre au tableau de la recherche sur le vote économique au Canada, et c'est là une première raison qui justifiait la conduite de cette étude.

Après avoir constaté ces résultats variables, il est intéressant de s'interroger sur l'origine de telles variations dans la force du vote économique observées dans différentes sociétés fortement industrialisées. Lewis-Beck (1991) a suggéré que ces fluctuations pourraient s'expliquer par la nature conditionnelle de la relation entre l'économie et le vote. Parmi les facteurs pouvant conditionner la relation à l'étude, on peut citer différentes variables politiques susceptibles d'influencer le comportement de groupes importants d'électeurs du point de vue de leur réponse politique aux signaux de l'économie. En vertu de cette hypothèse, des variables comme la composition socio-économique de l'électorat

(Hibbs 1987) ou certaines caractéristiques du système de partis, par exemple le degré de stabilité des alignements partisans dans un électorat donné (Lewis-Beck 1991), peuvent influencer la relation entre les forces électorales de court terme, incluant l'économie, et le vote.

Il a été observé par exemple que certains groupes d'électeurs appartenant à des classes socio-économiques plus vulnérables aux aléas de l'économie sont davantage sensibles politiquement à une augmentation du chômage (Hibbs 1987) que d'autres groupes de travailleurs. D'autres travaux ont montré que les groupes d'électeurs subissant l'influence marquée de certains déterminants traditionnels du vote, par exemple l'attachement qu'ils ont collectivement pour un parti politique en particulier, sont moins perméables que d'autres citoyens à l'influence de l'économie (Belluci 1991).

Cette façon de concevoir la relation entre l'économie et le comportement électoral a été récemment qualifiée d'approche non mécaniste (W.L.Miller 1989), par opposition à un modèle du vote économique postulant l'existence d'une relation directe et inconditionnelle entre les fluctuations de l'économie et les choix des électeurs, ces derniers étant considérés comme une masse indifférenciée.

Nous avons choisi de tester la capacité de la nouvelle approche non mécaniste du vote économique à évaluer la dite relation dans le cas canadien.

Ce changement de "paradigme" est d'autant plus justifié dans le cas canadien que la présence possible de variables capables d'influencer la relation entre l'économie et le vote a été rarement prise en compte dans les études sur le vote économique au Canada. Cette omission peut surprendre si on considère les résultats non concordants obtenus jusqu'à présent avec l'approche traditionnelle qui ne fait aucune distinction entre les groupes d'électeurs quant à leurs réactions aux stimulis de l'économie.[2]

Dans le cas qui nous intéresse, nous pensons à l'une des différenciations ayant le plus marqué la politique canadienne, soit celle reposant sur le clivage entre le Québec et le reste du Canada. En effet, la thèse voulant que les électeurs du Québec se soient comportés traditionnellement comme un électorat distinct en politique fédérale est bien appuyée dans la littérature (Johnston et al. 1992:3; Bakvis et Macpherson 1995).

---

[2]L'étude de Leithner (1993) portant sur les conséquences politiques des difficultés économiques affectant diverses strates des populations rurales du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande est une exception à cette règle. D'une autre façon, l'étude de Clarke et Zuk (1987) sur la popularité du gouvernement fédéral canadien entre 1974 et 1979 montre que la relation entre l'économie et l'appui au gouvernement a été conditionnée par l'agenda politique établi par les partis au moment des élections et entre celles-ci.

Dans cette perspective, la possibilité que les deux strates électorales formées par les électeurs du Québec et par ceux du reste du Canada aient réagi politiquement, dans le passé, de façon distincte aux fluctuations de l'économie ne peut être éliminée a priori. Au contraire, il semble justifié de soumettre une telle hypothèse à la vérification empirique dans la mesure où il a été démontré dans d'autres contextes nationaux que différents groupes de citoyens au sein d'un même électorat pouvaient réagir de façon fort différente aux fluctuations des indicateurs économiques (Hibbs 1982).

A cette fin, nous proposons une approche du vote économique au Canada qui tient compte de la différenciation de l'électorat canadien en lien avec le clivage du système partisan fédéral marquant une nette distinction entre les électeurs du Québec et ceux du reste du Canada. Le point central de la démonstration à venir consiste donc à établir que ce clivage a entraîné des conséquences majeures en ce qui concerne l'expression du vote économique.

Nous soutenons dans cette étude que l'un des facteurs susceptibles de conditionner l'influence de l'économie sur le vote est la stabilité plus ou moins grande des

alignements partisans à l'intérieur d'un électorat donné. L'une des manifestations-clés de cette stabilité peut être la domination sans partage de l'un ou l'autre des principaux partis sur ses opposants. Par exemple, on peut imaginer une situation où cette domination repose, dans un électorat donné, sur des attachements partisans intenses et durables à l'endroit d'un seul parti, celui-ci étant considéré pour diverses raisons comme étant le seul digne de confiance pour représenter les intérêts de ce groupe d'électeurs. Ce cas de figure renvoit alors à un système partisan dit "aligné" (Clarke, Jenson, LeDuc, Pammet 1991: 50).

Une telle situation peut avoir pour conséquence que certains groupes d'électeurs ont tendance à maintenir de façon indéfectible leur appui au même parti, peu importe les hauts et les bas de la conjoncture économique ou les aléas de la performance politico-économique des dirigeants en place. On peut soutenir que la forte loyauté d'un grand nombre de Québécois envers le Parti libéral fédéral dans certaines périodes historiques peut être assimilée à un phénomène similaire. Rappelons que ce parti a recueilli en moyenne 56 pour cent des votes exprimés par les Québécois dans les élections tenues entre 1945 et 1980 (Feigert 1989) et que ce même parti a revendiqué un taux d'identification partisane dépassant souvent le niveau des

55 pour cent dans les décennies 1960 et 1970 (Kornberg et Clarke 1992).

Léon Dion (1975) a déjà interprété cette caractéristique de la politique fédérale comme la manifestation d'une rationalité électorale particulière en ce qui concerne le Québec. Fondant son analyse sur l'opposition entre rationalité démocratique et rationalité électorale, Dion a souligné les contradictions inhérentes au succès d'un des leaders ayant le plus bénéficié selon lui de l'affinité particulière des Québécois envers le Parti libéral fédéral, en l'occurence Pierre Elliott Trudeau qui dit-il, a recueilli lui aussi "avec gourmandise les votes des Canadiens français même s'ils sont, aujourd'hui comme hier, ethniques" (Dion 1975: 48).

L'un des objectifs secondaires de cette thèse vise donc à vérifier l'existence d'une rationalité politico-économique particulière chez l'électeur québécois dans le cadre de la politique fédérale. Ce phénomène aurait eu pour effet pendant les récentes décennies du règne libéral de mettre en veilleuse certains attributs habituels de l'électeur économique, par exemple le fait d'accorder son appui au gouvernement au pouvoir en fonction des fluctuations des principaux indicateurs économiques comme le taux de chômage et le taux d'inflation.

Dans cette optique, la possibilité que la conjoncture ou les évaluations économiques aient plus ou moins influencé le vote d'un groupe électoral important dans une démocratie moderne, et ce dans une période jalonnée par d'importants soubresauts de l'économie, mérite une attention particulière.

Objectifs et stratégie de recherche

Notre premier objectif consiste à tester un modèle de comportement électoral qui tient compte du fait que la conjoncture économique peut influencer de façon différente certains groupes d'électeurs possédant des caractéristiques sociales, partisanes ou culturelles distinctes. Notre devis permettra d'une part d'évaluer si les conditions économiques ont pu avoir une influence différente sur le vote des Québécois et sur celui des électeurs du reste du Canada et, d'autre part, de voir si cet effet a pu varier dans le temps en fonction des régimes partisans en place.

Cette dernière remarque sur la variation temporelle du phénomène à l'étude nous amène à exposer les raisons justifiant la division du temps arrêtée dans le cadre de cette recherche. Nous avons opté pour la période 1963-1993 pour deux raisons principales. D'une part, la première

partie de cette période (1963-1980) correspond presque fidèlement aux limites du troisième système partisan identifiées par Johnston et al. (1992:60), système dominé par le Parti libéral grâce principalement à l'appui massif et constant reçu de la part des électeurs québécois. Cette sous-période commence avec le premier mandat Pearson (8 avril 1963) pour se terminer durant le dernier mandat libéral de Pierre Elliott Trudeau.

D'autre part, la seconde tranche de cette période (1981-1993 ou 1984-1993 si on établit la division en fonction des élections) correspond au règne du Parti progressiste-conservateur après plus de vingt ans de mainmise libérale ininterrompue sur le gouvernement fédéral. Or, il est nécessaire d'introduire cette variation dans l'orientation du système partisan pour évaluer dans quelle mesure cette variable de contexte politique a pu influencer la force du vote économique en politique fédérale canadienne.

Dans un premier temps, ces hypothèses sont testées en élaborant une fonction de popularité comprenant trois volets. Le premier vise à expliquer la popularité du gouvernement fédéral au Québec à l'aide des principaux déterminants économiques et politiques. Le second poursuit le même objectif mais cette fois dans les autres provinces

du Canada et le troisième s'applique à l'électorat de l'ensemble du Canada.

Dans un deuxième temps, nous utilisons un devis en coupe transversale pour nous permettre d'analyser en profondeur les mécanismes du vote économique. Cette stratégie est employée dans chacune des élections fédérales ayant eu lieu pendant notre période d'étude. Malgré les avantages associés à l'utilisation de données en série chronologique, cette stratégie de recherche n'en possède pas moins ses limites. "We cannot infer microlevel decision-making processes such as voting from the macrolevel time series data. Recognizing this general limitation, Fiorina (1978) called for a turn to survey research on individual" (Lewis-Beck 1988a:17).

L'utilisation d'un devis bicéphale intégrant l'analyse de données en série chronologique et l'analyse en coupe transversale apparaît tout à fait pertinente si on veut répondre à une double question. L'état de l'économie a-t-il influencé dans le passé l'appui accordé aux partis politiques canadiens, et si oui, quels sont les micro-mécanismes intervenant dans la formulation d'un vote économique au niveau fédéral à l'intérieur des deux électorats étudiés?

À première vue, l'utilisation de ce devis bicéphale peut surprendre compte tenu de la classification classique reposant sur la dichotomie entre analyse de données en série chronologique et analyse de données en coupe transversale. Habituellement, les chercheurs optent pour l'une ou l'autre de ces approches ce qui a pour effet d'exclure la seconde. Qu'est-ce qui justifie l'utilisation combinée des deux types d'analyses dans la présente thèse? Lorsque bien utilisée, chacune de ces approches ne peut-elle pas conduire à l'obtention de résultats valides? N'est-ce pas faire double emploi que de recourir tour à tour à chacune des deux méthodes? Nous ne le pensons pas puisque les deux approches ne permettent pas de répondre aux mêmes questions de recherche.

L'analyse en série chronologique permet de porter un jugement sur l'existence ou non d'un vote économique ainsi que sur les variations temporelles de ce phénomène. Malgré les avantages associés à l'utilisation de cette approche, une telle stratégie de recherche n'en possède pas moins ses limites.

Par exemple, elle ne permet pas de remonter davantage dans la chaîne de causalité à l'origine de l'expression (ou non) du vote économique. Pour ce faire, il est nécessaire de recourir à l'analyse en coupe transversale, seule

stratégie permettant d'examiner les micro-mécanismes du vote économique. Nous avons donc choisi d'utiliser cette stratégie d'analyse complémentaire dans chacune des élections fédérales de notre période d'étude.

Parmi les micro-mécanismes du vote économique, nous avons considéré principalement le facteur de l'attribution de la responsabilité que l'on peut définir sommairement comme l'imputation d'un blâme (ou d'un crédit) au gouvernement en place pour les déboires (ou les succès) économiques perçus par l'électeur et un vote conséquent de la part de ce dernier au moment des élections fédérales des trois dernières décennies.

Aperçu du contenu de la thèse

Voici un aperçu du contenu des différents chapitres composant la présente thèse. Premièrement, nous procédons à une revue des écrits sur le vote économique dans les deux démocraties les plus étudiées à ce chapitre, soit les États-Unis et la Grande-Bretagne. Nous poursuivons en analysant les écrits sur le rôle de l'économie dans les comportements électoraux au Canada et au Québec (CHAPITRE 1).

Nous abordons cet exercice en distiguant deux grands courants de recherche sur le vote économique. Le premier se caractérise par la relation inconditionnelle et uniforme postulée entre l'économie et le vote tandis que le second met de l'avant la conception d'un électorat différencié et d'un effet inégal de l'économie à l'intérieur de certains sous-groupes d'électeurs.

Le CHAPITRE 2 décrit le modèle d'analyse retenu et nous y formulons les objectifs et hypothèses de l'étude. Nous entrons ensuite de plein pied dans la démonstration empirique en analysant au CHAPITRE 3 les particularités du système partisan canadien vues sous l'angle du clivage Québec/reste du Canada. La démarche empirique de la fonction de popularité est conduite au CHAPITRE 4. Un bilan de l'analyse de la fonction de popularité gouvernementale est ensuite établi avant d'amorcer la partie de cette thèse portant sur les analyses des choix électoraux individuels au moyen d'études en coupe transversale.

La mise en application de cette seconde stratégie de recherche, soit l'analyse des choix électoraux individuels, emprunte les étapes suivantes. Nous livrons d'abord les résultats de la seconde partie de notre revue des écrits (CHAPITRE 5- Revue des écrits sur la

modélisation des choix électoraux individuels). Nous analysons ensuite les grandes approches des choix électoraux individuels en science politique, soit les modèles socio-psychologiques et ceux fondés sur le paradigme économique. Nous y abordons également le problème posé par l'utilisation du concept d'identification partisane dans le contexte canadien.

Le CHAPITRE 6 intitulé La démarche en coupe transversale précise les choix méthodologiques ainsi que les questions et hypothèses.

Le CHAPITRE 7 examine les spécificités des alignements partisans au Canada d'un point de vue individiduel, toujours selon une perspective comparative Québec/reste du Canada. Nous verrons que les jugements globaux sur la nature des attachements partisans au Canada (par exemple, la flexibilité, Clarke et al. 1991:46) doivent être nuancés si on veut traduire de façon adéquate les particularités du système partisan fédéral au Québec pendant plusieurs décennies. Nous introduisons ensuite le concept d'images partisanes de façon à mieux comprendre l'affinité particulière d'un grand nombre d'électeurs québécois envers le Parti libéral dans les décennies 1960 et 1970.

Nous décrivons ensuite l'évolution des principaux indicateurs de l'économie objective (conjoncture) et de l'économie subjective (jugements sur l'état de l'économie) pendant les trois décennies couvrant la période à l'étude. (CHAPITRE 8). Au CHAPITRE 9, il est question de l'impact des enjeux sur l'issue des élections et nous y décrivons également les contextes des élections fédérales de 1972, 1974, 1979, 1980, 1984, 1988 et 1993.

Enfin, une dernière partie (CHAPITRE 10) nous plonge au coeur de la démonstration empirique sur les fondements individuels du vote économique. Nous mettons d'abord l'accent sur la compréhension des micro-mécanismes de base intervenant dans le vote économique. Après avoir décrit les principales composantes du modèle de vote retenu, nous appliquons un modèle multivarié des déterminants économiques et politiques du vote fédéral au Québec et dans le reste du Canada. L'aboutissement de cette démarche devrait nous permettre de répondre de façon satisfaisante à nos principales interrogations de recherche, soit les questions concernant l'existence, la nature ainsi que la force de la relation entre l'économie et le comportement électoral des Québécois et des autres Canadiens au niveau fédéral.

CHAPITRE 1: REVUE DES ÉCRITS

LE VOTE ÉCONOMIQUE DANS LES DÉMOCRATIES OCCIDENTALES

1.1 Études sur le vote économique: une diversité d'approches

Le corpus de recherche constitué par les études sur le vote économique n'a rien d'un bloc monolithique. Compte tenu de cette diversité, il est utile de regrouper ces travaux en fonction d'un certain nombre de critères de classification (e.g. William L. Miller 1989:144). Ces critères sont le choix de la variable dépendante (niveau d'appui recueilli par le parti gouvernemental pendant le déroulement de son mandat, pourcentage de vote obtenu par les partis lors des élections, etc.), la distinction entre divers types d'élection (présidentielle, Congrès) ou le choix de l'unité d'analyse (agrégats électoraux comme les intentions de vote ou les choix électoraux individuels). Généralement, ce dernier critère sert à opérer une distinction fondamentale entre les études qui cherchent à établir une relation entre l'économie et les choix électoraux individuels (analyse en coupe transversale) et recherches qui examinent les relations temporelles et/ou spatiales entre des agrégats économiques et électoraux (analyse en série chronologique).

Dans cette revue des écrits, nous aborderons les études reposant sur des analyses en série chronologique puisqu'il s'agit de la première stratégie de recherche utilisée dans cette thèse. Nous aborderons les écrits sur les micro-analyses du vote économique (à partir de données individuelles) au chapitre 5, soit juste avant d'amorcer la démarche empirique recourant à ce type de stratégie.

De façon générale, on peut identifier deux types d'approche recourant à l'analyse des données en série chronologique dans le domaine du vote économique: les études de la fonction de popularité (Mueller 1970; Stimson 1976; Norpoth 1984) et les travaux mettant en relation certains agrégats économiques et les résultats d'élections (Kramer 1971; Nadeau et Blais 1993). Compte tenu de notre principal objectif de recherche dans la première partie de cette thèse, nous allons surtout nous intéresser aux analyses de la fonction de popularité, et de façon plus précise aux études réalisées dans les contextes britannique, américain et canadien. Le choix des deux premiers pays se justifie par le fait qu'ils ont été les deux démocraties les plus étudiées au plan du vote économique. Notre intérêt particulier pour le cas canadien nous conduira à élargir quelque peu la revue des écrits sur le vote économique dans ce pays. Nous y incluerons également les fonctions de vote

cherchant à modéliser l'influence de la conjoncture économique sur les résultats d'élections au Canada.

1.2 Analyse en série chronologique appliquée à la fonction de popularité

L'étude des relations entre les fluctuations de la conjoncture économique (variable indépendante) et la popularité des gouvernements pendant le déroulement de leur mandat (variable dépendante) comporte plusieurs avantages comparativement à l'approche utilisant les résultats d'élections en tant que variable dépendante. Selon Norpoth (1992:132), ce type d'étude permet d'accroître de façon significative le nombre de cas disponibles pour l'analyse comparativement aux devis reposant sur les seuls résultats électoraux. En second lieu, elle facilite la reconnaissance de traits plus fondamentaux du comportement électoral. Ces caractéristiques peuvent facilement être occultées par les contextes électoraux particuliers qui nous sont imposés dans le cadre des analyses reposant sur des résultats d'élections.

La fonction de popularité a été employée pour étudier les fluctuations des intentions de vote dans plusieurs pays [3]

[3]Notamment les Etats-Unis (Mueller 1970; Hibbs 1982; Norpoth 1984; Beck 1991; Mackuen, Erickson et Stimson 1992), la Grande-Bretagne (Pissarides, 1980; Hoskin, Mishler et Fitzgerald, 1989; Sanders, Ward et Marsh, 1987; Price et Sanders 1993), la France (Lafay 1991),

et, de façon générale, les spécialistes ont pu établir une relation assez nette entre la conjoncture économique et la popularité des gouvernements (Norpoth, Lewis-Beck et Lafay 1991). Cependant, le bilan de ces recherches est loin d'être pleinement satisfaisant dans la mesure où plusieurs questions demeurent sans réponse, notamment en ce qui concerne le caractère fluctuant de la relation à l'étude.

Un tel lien entre conjoncture économique et popularité gouvernementale est-il observable dans toutes les sociétés démocratiques à un degré similaire ou existe-t-il certains électorats nationaux beaucoup moins perméables à ce type d'influence? Cette dernière interrogation n'est pas sans pertinence dans la mesure où quelques études sur le vote économique au Canada ont eu pour effet de jeter un doute sérieux sur l'existence d'une telle relation dans ce pays.

Mais avant d'aborder le cas canadien, nous allons nous intéresser aux études sur les cas américain et britannique, des travaux ayant contribué à établir une véritable tradition de recherche en ce domaine. L'importance de ces travaux nous permet de les identifier comme le courant dominant en science politique en ce qui a trait à l'étude du vote économique. Nous désignerons cette approche sous l'expression de modèle rétrospectif classique (Kramer

---

l'Allemagne (Kirchgassner, 1991), l'Italie (Belluci, 1991), le Canada fédéral (Monroe et Erickson, 1986), etc.

1971). Cette approche met l'accent sur la découverte de relations générales entre certaines variables économiques et les comportements politiques des citoyens. Ces derniers sont considérés comme un bloc d'électeurs indifférenciés, i.e. un électorat homogène sans distinction des groupes socio-économiques ou partisans le composant.

Dans un deuxième temps, nous nous intéresserons à un courant de recherche dont la principale caractéristique a consisté à développer des stratégies de désagrégation visant à prendre en compte les différenciations au sein des divers électorats nationaux (socio-économiques, culturelles, partisanes, etc.). Selon les tenants de cette approche (e.g.Hibbs 1987), cette stratégie se justifie par la présence de sensibilités économiques distinctes à l'intérieur des sous-groupes d'électeurs isolés sur la base de leurs caractéristiques partisanes ou socio-économiques. Autant de particularités qui sont susceptibles, pensent les tenants de cette approche, d'induire d'importantes fluctuations dans la relation économie/politique. Mais avant d'aborder les travaux du courant de la désagrégation, nous nous intéresserons aux contributions de l'approche dominante du vote économique, soit le modèle rétrospectif classique. Les travaux pionniers s'inscrivant dans cette tradition ont été réalisés aux États-Unis et en Grande-Bretagne.

1.3 Le courant dominant: le vote économique aux États-Unis

1.3.1 Mueller: premiers efforts systématiques de modélisation de la fonction de popularité présidentielle

L'étude du cas américain a marqué les premiers efforts de modélisation de la fonction de popularité gouvernementale. Ces travaux contribuèrent par la suite à établir les normes de la recherche scientifique en ce domaine. C'est John Mueller (1970) qui a jeté les bases de cet effort de modélisation en analysant les déterminants politico-économiques de la popularité présidentielle américaine. Rappelons brièvement les caractéristiques fondamentales de sa modélisation et les progrès qu'on lui doit en lien avec l'analyse de la popularité présidentielle.

La variable dépendante du modèle de Mueller est l'approbation de la performance du président. Il intègre dans sa fonction de popularité cinq variables explicatives:

1. une variable "coalition des minorités" pour traduire le phénomène d'érosion de la popularité fondé sur le cycle du mandat présidentiel;
2. une variable de récession économique;
3. une variable identifiant les conflits armés auxquels participent les États-Unis;

4. une variable marquant le déroulement d'une série d'événements internationaux qui poussent les Américains à se solidariser autour de leur président (rally round the flag" ou ralliement autour du président);
5. une variable muette (1,0) qui singularise chacun des quatre mandats présidentiels étudiés (Truman, Eisenhower, Kennedy et Johnson).

Les résultats de son étude furent suffisamment impressionnants pour entraîner dans son sillage plusieurs études subséquentes sur la fonction de popularité présidentielle. Les coefficients associés à la variable "ralliement autour du président" et à la variable "coalition des minorités" sont significatifs et de signe attendus, tout comme celui mesurant l'effet de la variable de récession économique. La principale innovation de Mueller aura été la vérification empirique de concepts théoriques clés qui allaient exercer dans les années subséquentes un profond ascendant sur le développement des fonctions de popularité présidentielle.

S'agissant de l'influence des variables économiques sur la popularité, son modèle a le mérite d'être le premier à découvrir une telle relation, même si on peut lui reprocher certaines faiblesses au plan du choix de ses indicateurs. D'ailleurs, sa modélisation n'a pu éviter la critique en ce

qui a trait à l'opérationnalisation de la variable économique.[4] Partant du point de vue que les électeurs évaluent la performance économique en termes relatifs plutôt qu'absolus, il a défini son seul déterminant économique au moyen d'une variable muette dont les valeurs sont établies à partir d'une comparaison entre le taux de chômage courant et le taux de chômage au moment où le chef de la Maison-Blanche est entré en fonction. Malgré ses limites, cette première contribution lançait sur des bases solides la discussion sur les déterminants économiques de la popularité.

Nous ne pouvons relater toutes les étapes importantes du développement ultérieur de la fonction de popularité présidentielle. Compte tenu de nos intérêts de recherche, nous avons opté pour certaines contributions majeures du point de vue des déterminants économiques de la popularité. En conséquence, nous allons nous concentrer tout particulièrement sur les travaux de Kernell et Hibbs (1981), Norpoth (1984), Chappel et Keech (1985), Beck (1991), Mackuen, Erikson et Stimson (1992) et Clarke et Stewart (1994). Ce choix nous obligera à négliger des contributions importantes comme celles de Stimson (1976) et Kernell (1978), qui ont porté sur l'appréciation de l'importance du cycle de popularité dans l'approbation de

[4]Voir Hibbs, D. (1974).

la performance présidentielle. De même, les apports de Monroe (1978) et de Golden et Poterba (1980), qui tentaient au même moment d'éclairer le débat relatif aux différentes façons de concevoir la structure de délai s'agissant de l'impact des variables économiques sur la popularité, ne sont que brièvement évoqués.

De façon générale, la question qui préoccupe le plus les chercheurs à l'époque est l'appréciation du rôle explicatif de chacun des déterminants économiques du vote. Kenski (1976, 1977) a permis d'éclairer plusieurs aspects de cette problématique lorsqu'il a mis en perspective le rôle prépondérant du chômage durant certaines périodes politiques (présidences Eisenhower et Kennedy) et de l'inflation par la suite. D'autres auteurs ont établi la supériorité de la variable inflation parmi les déterminants économiques du vote (Monroe 1978). En somme, cn peut affirmer que cette première vague de travaux sur le vote économique a permis de montrer l'existence d'une relation entre certains des principaux indicateurs économiques et la popularité du chef du gouvernement américain. Dans la majorité des cas, ces travaux reposent sur les hypothèses du modèle rétrospectif classique, que nous allons maintenant définir.

1.3.2 La sophistication de l'électeur ou la remise en cause du modèle classique

Nous avons mentionné au début de ce chapitre que le modèle rétrospectif classique s'était imposé dès le départ comme l'approche dominante dans l'étude du vote économique. Reposant sur les assises théoriques mises en place par Key (1966) et Kramer (1971), ce modèle postule que l'attention de l'électorat est dirigée vers la performance gouvernementale récente en matière économique. D'où l'orientation *rétrospective* du processus d'évaluation mis en branle par l'électeur, mécanisme qui conduira éventuellement à un vote dit économique. Selon Kiewiet et Rivers (1985), on peut également identifier d'autres postulats à la base du modèle rétrospectif: 1- la cible du vote économique est le gouvernement sortant. 2- ce vote repose sur une évaluation des résultats atteints par les politiques économiques et non pas sur le contenu des politiques elles-mêmes.

S'agissant du degré de sophistication des électeurs, le modèle rétrospectif soutient "that voters have limited abilities to decipher the complexity of the economic environment. Voters observe a few readily available information items on outcomes that are presumed to reflect

the incumbent administration's performance" (Suzuki 1991: 625). Par exemple, les électeurs, si on en croit le modèle rétrospectif, seraient peu enclins à considérer les relations d'arbitrage entre les grands objectifs macro-économiques.

Nous verrons maintenant que les travaux de Chappel et Keech (1985) furent parmi les premiers à remettre en cause les canons du modèle rétrospectif. Ils ont proposé une vision renouvelée des capacités de l'électeur relatives à son jugement en matière économique. Par le fait même, ils se trouvaient à questionner le postulat de l'horizon temporel rétrospectif et celui du jugement orienté vers les résultats de l'économie plutôt que vers les politiques macro-économiques. "A sophisticated voter would have some sense of feasability constraints in evaluating outcomes and would be concerned with future as well as current implications of present choices" (Chappel et Keech 1985: 13).

Selon la conception de Chappel et Keech (1985), l'électeur sophistiqué déduit la performance économique future à partir de son appréciation de la courbe de Philips anticipée, de ses observations sur les taux d'inflation passés et de l'écart entre les résultats économiques observés (production) et potentiels (ou souhaités). Ainsi,

l'électeur sophistiqué serait en mesure d'adapter ses critères de jugement au contexte économique du moment. Par exemple, en contexte inflationniste, la politique macro-économique souhaitée sera restrictive. Les électeurs sont donc prêts à accepter un ralentissement de la croissance induite par le gouvernement pour venir à bout d'une inflation dont le niveau dépasse un certain seuil d'aversion qui varie selon les pays et les contextes.

Toutefois, cette application empirique ne permet pas de rejeter la thèse de l'électeur rétrospectif, du moins en ce qui concerne les déterminants économiques de la popularité. En effet, la performance générale du modèle de Chappel et Keech n'apparaît pas supérieure quant au fond à celle d'un modèle rétrospectif (voir Suzuki 1991: 626). Les résultats de la comparaison effectuée par Chappel et Keech montrent tout simplement que les deux modèles performent de façon à peu près similaire du point de vue statistique.

Pour sa part, Beck (1991) a jeté un doute sérieux sur la valeur du modèle de Chappel et Keech en le soumettant au test d'un modèle d'ajustement partiel permettant de comparer la capacité explicative des approches classiques et de l'électeur sophistiqué.[5] Fondant son analyse sur les

[5]Ce type de modèle permet d'intégrer une dimension dynamique dans la fonction de popularité. Beck (1991) le définit par l'équation $Pop_t = vP_{t-1} + b X_t + e_t$, où le paramètre v représente le taux d'ajustement graduel par lequel la popularité est affectée par les conditions

indicateurs économiques les plus directement observables par les électeurs (chômage mesuré en termes de changement et taux inflation), Beck rejette la plupart des hypothèses de l'électeur sophistiqué.

> "Voters appear to use an informationally efficient strategy. They cue on easy-to-obtain indicators changes in the state of the economy. They don't attempt to separate the forecastable component of those indicators; they do not attempt to discount the politically irrelevant component of those indicators; they do not look at forecasts and they do not look at policy (Beck 1991:100). En résumé, it is easier for voters to monitor outputs that to monitor policy, and they appear to use the informationally simpler strategy" (Beck 1991: 98).

On peut ajouter que la fiabilité du jugement de l'électeur sophistiqué apparaît bien hypothétique en regard des études ayant exploré la profondeur des connaissances économiques de la population. Par exemple, Fischer et Huizinga (1982) ont étudié les connaissances économiques du public au moyen de sondages d'opinion avant d'en arriver à la conclusion que les gens n'étaient pas en mesure de comprendre un concept clé du modèle de Chappel et Keech, soit la relation d'arbitrage entre l'inflation et le chômage. Dans la même veine, Figlewski et Wachtel (1981) de même que Jacobs et Jones (1980) ont établi que l'information utilisée par les

---

économiques courantes. On peut voir une certaine parenté entre ce modèle et le modèle à retards échelonnés de Koyck, qui spécifie que la valeur courante de la variable dépendante est liée à la somme des valeurs des variables indépendantes dont le poids décroît selon une progression géométrique.

gens pour prédire les taux d'inflation futurs était strictement limitée aux taux d'inflation passés.

En conclusion, l'état actuel des connaissances ne permet pas pour l'instant de démontrer la supériorité du modèle de l'électeur sophistiqué par rapport au modèle de l'électeur rétrospectif et naïf. Certes, un certain nombre de travaux ont soutenu que le processus de traitement de l'information était plus complexe que ne le postule le modèle rétrospectif (Alesina et Rosenthal (1989); Chrystal et Peel (1986); Garman et Richards (1990. Toutefois, la validité de celui-ci n'a pas été véritablement remise en cause par l'approche de l'électeur sophistiqué que nous venons d'évoquer.

1.3.3 Fonction de popularité et jugements prospectifs

Cette controverse de l'électeur naïf/sophistiqué n'était pas pour autant terminée. Elle reprit bientôt sous une autre forme avec le débat sur l'importance des attentes économiques dans la fonction de popularité et plus généralement dans la fonction d'évaluation de l'électeur. La question fondamentale posée par ce débat de fond consiste à déterminer si le vote économique est guidé par des perceptions de la situation économique passée (Kramer 1971) ou plutôt par des anticipations concernant les

conditions économiques attendues ou prévues (Mackuen, Erikson et Stimson 1992).

Déjà, la logique du choix rationnel proposée par Downs (1957) suggérait la présence d'une forte composante prospective dans la fonction d'évaluation de l'électeur. Par la suite, plusieurs travaux ont apporté une confirmation empirique à cette idée. Par exemple, Alt (1979) a documenté l'influence des attentes économiques des électeurs (à court et à long termes) sur le niveau d'appui recueilli par le gouvernement. De son côté, Fiorina (1981) a montré comment les électeurs américains pouvaient utiliser leurs jugements rétrospectifs vis-à-vis leur bien-être personnel durant un mandat gouvernemental pour former des attentes quant à l'évolution future de leur niveau de vie sous cette même administration.

Quand Michael B. Mackuen, Robert S. Erikson et James A. Stimson (1992) publièrent dans l'American Political Science Review leur article percutant intitulé "Peasants or Bankers? The American Electorate and the U.S. Economy", le débat reprit de plus belle. L'apport original de ces auteurs fut de proposer un test direct visant à évaluer la capacité explicative respective (en regard de la popularité présidentielle) des anticipations économiques et des jugements rétrospectifs.

Leur principale conclusion confirme l'existence d'un électeur utilisant ses anticipations par rapport à la situation économique future pour récompenser ou punir le président suivant leurs attitudes vis-à-vis les événements économiques anticipés.

Dans leur article, ils cristallisent les caractéristiques de l'électeur rétrospectif et de l'électeur prospectif sous les traits du paysan et du banquier. Au moment de faire son choix, l'électeur paysan tente de répondre à la question suivante: -Qu'est ce que le gouvernement sortant a fait pour moi durant son séjour au pouvoir? De son côté, l'électeur banquier fonde son choix électoral sur des considérations plus complexes, notamment en termes d'attentes vis-à-vis le comportement futur de l'économie. On peut résumer son raisonnement de la façon suivante: -A quoi peut-on s'attendre du point de vue économique sous la gouverne de cette future administration? Il va sans dire que l'efficacité relative de ces deux modèles concurrents est une question empirique cruciale pour le champ de spécialisation de la science politique s'intéressant aux déterminants économiques du vote.

Leur étude permet de mettre en compétition la valeur explicative respective de chacun des deux modèles

(rétrospectif et prospectif) à l'intérieur d'une fonction de popularité présidentielle de conception assez classique dans la modélisation de ses principales composantes politiques.

Leur démarche vise d'abord à évaluer si les perceptions économiques peuvent influencer la popularité présidentielle d'une façon indépendante vis-à-vis la situation économique objective. Après avoir répondu oui à cette question, ils estiment un modèle de l'approbation de la performance présidentielle où l'état de l'économie exerce une influence indirecte sur la popularité à travers l'effet direct des perceptions, qu'elles soient rétrospectives ou prospectives.

Ils se posent ensuite la question suivante: Lesquelles des perceptions économiques ont le plus d'impact sur l'approbation de la performance présidentielle? En effet, ces perceptions peuvent être distinguées en fonction des deux axes suivants: égocentrique et sociotropique ainsi que rétrospectif et prospectif. La combinaison de ces deux axes nous donne six types d'évaluations: (i) égocentriques/ rétrospectifs, (ii) égocentriques/prospectifs, (iii) sociotropiques/rétrospectifs, (iv) et trois versions différentes d'évaluations sociotropiques/prospectives. Dans ce dernier cas, il s'agit de formulations différentes avec

des horizons temporels d'un an (deux variantes) et de cinq ans.

Incorporant ces combinaisons d'indicateurs dans leur fonction de popularité, ils procèdent ensuite à l'estimation de leur modèle. Leurs principaux résultats tendent à montrer que seules les attentes quant à l'économie du pays ont un effet significatif sur l'approbation de la performance présidentielle. C'est ainsi que la variable d'évaluation prospective (économie du pays) supplante toutes les autres variables concurrentes testées, que ce soient les jugements rétrospectifs égocentriques ou sociotropiques ou les attentes quant à la situation financière personnelle.

Leur modèle peut être illustré graphiquement de la façon suivante:

Graphique 1

L'enchaînement causal des déterminants de l'approbation de la performance présidentielle

Modèle du banquier

Conditions économiques objectives	⟶	Perceptions économiques prospectives	⟶	Approbation performance présidentielle

Leurs conclusions sont donc à l'effet que "controlling for business expectations, no other measure of economic sentiment directly affects approval". Cette constatation a des conséquences majeures en ce qui concerne le rôle exact des conditions économiques objectives sur la popularité du président. "Economic conditions affect presidential popularity only to the extent that economic conditions alter expectations of the economic future" (Mackuen, Erikson et Stimson 1992: 603).

Franchissant une étape supplémentaire, les auteurs plaident pour la révision en profondeur du modèle de rationalité à la base du jugement des électeurs. "The electorate responds with the sophistication of the banker, evaluating the president on the basis of an informed view of the nation's economic prospects, rather than its current standard of living" (Mackuen, Erikson et Stimson 1992: 606).

1.3.4 La relation économie/popularité et les problèmes d'estimation

Cette première victoire du modèle prospectif sur le modèle rétrospectif classique allait être de courte durée. En effet, la supériorité du modèle du banquier telle que démontrée par Mackuen, Erikson et Stimson (1992) fut rapidement remise en cause. Cette critique se fonda non pas sur des considérations théoriques mais sur certains problèmes économétriques classiques affectant l'estimation de la fonction de popularité. Avant d'entrer dans le vif de ce débat, rappelons ce qui caractérise le problème statistique des corrélations fallacieuses. Nous rappellerons également les solutions qui lui ont été apportées dans le cadre des études de la fonction de popularité aux États-Unis et en Grande-Bretagne.

Le problème des corrélations fallacieuses risque d'apparaître lorsque nous sommes en présence de séries non stationnaires, c'est-à-dire lorsque la moyenne des observations et/ou leur variance n'est pas constante dans le temps. Le risque de corrélation fallacieuse surgit lorsque des séries de valeurs chronologiquement ordonnées comportent des tendances (ascendante ou descendante) analogues. Or, ces variables peuvent laisser apparaître de fortes corrélations entre elles sans que cette relation n'exprime une quelconque liaison à caractère explicatif entre les variables. Traditionnellement, les statisticiens ont souligné qu'il pouvait être nécessaire d'enlever cette tendance en calculant la différence des données pour vérifier si de véritables relations de causalité existaient entre les variables (Gourieroux et Monfort 1983).

Dans le cadre de leurs travaux sur la fonction de popularité, Norpoth (1984) et Norpoth et Yantek (1983) se sont attaqués à ce problème des corrélations fallacieuses. Recourant à la technique dite de Box-Jenkins (1976) et aux modèles de type ARIMA (ou en anglais "autoregressive-integrated-moving average") développées par ces mêmes auteurs[6], Norpoth (1984) a voulu estimer une fonction de

[6]Fondamentalement, ces techniques visent à obtenir des séries d'observations dont les valeurs présentent un minimum d'auto-corrélation, et ce quelle que soit la structure de délai considérée. Une série dite stationnaire peut être obtenue au moyen de diverses transformations qui ont pour but de retirer de la série d'observations trois composantes susceptibles de s'y retrouver: autorégressive (AR), tendance ou trend (I), et moyenne mobile (MA). Une fois les séries

popularité des présidents américains entre 1961 et 1980 exempte de tels problèmes d'estimation.

Cette application au domaine de la popularité présidentielle d'une méthode d'estimation statistiquement très exigeante allait permettre par ailleurs de clarifier un certain nombre de questions de portée théorique laissées en suspens par les études antérieures. Signalons entre autres la structure de délai qui caractérise la relation entre les variables économiques et l'appui au président ainsi que la nature même du cycle de popularité mis en évidence par Mueller (1970) et Stimson (1976). Nous allons nous concentrer essentiellement sur le premier point.

Tout d'abord, l'étude de Norpoth (1984) vient réaffirmer les acquis des travaux antérieurs sur les déterminants économiques de la popularité en confirmant l'impact de l'inflation sur l'approbation de la performance présidentielle. Son étude a de plus le mérite de clarifier le problème de la structure de délai en observant que

---

rendues stationnaires, les corrélations observées devraient refléter une véritable relation entre les variables, réduisant ainsi la possibilité de corrélations fallacieuses découlant de l'autocorrélation des termes de la série (Voir à ce sujet Box et Jenkins 1976; Pour un exposé complet de l'application de cette technique au domaine des sciences sociales, voir McCleary et Hay 1980). Le principal inconvénient de la méthode Box-Jenkins tient aux conséquences possibles du procédé de "blanchiment" ("prewhitened") qui peut avoir pour effet, selon l'expression consacrée, de jeter le bébé avec l'eau du bain, une autre façon de souligner que la technique est biaisée en faveur de l'hypothèse nulle.

l'effet de l'inflation s'étend sur une période limitée à deux trimestres. [7]

Cette fois dans l'étude du cas britannique, Whiteley (1986) utilisa lui aussi la méthode Box/Jenkins dans l'estimation de son modèle de la fonction de popularité couvrant la période de 1947 à 1980. Son modèle contient les deux variables économiques les plus fréquemment employées (chômage et inflation) et Whiteley prend soin d'inclure des variables de contrôle relatives au cycle électoral et aux chocs économiques. Sa fonction de popularité passe le test avec succès: les coefficients du chômage, de l'inflation et de la dévaluation de la livre sont tous trois statistiquement significatifs. Compte tenu de la technique d'estimation utilisée, ces résultats sont assez concluants en ce qui concerne l'existence de la relation entre l'économie et la popularité gouvernementale. Quelques années plus tard, la fonction de popularité britannique et le rôle clé joué par les variables économiques ont résisté à une autre application des techniques ARIMA redevable à Mishler, Hoskin et Fitzgerald (1989).

---

[7]La méthode Box/Jenkins recourt largement aux diagrammes de corrélation croisée pour déterminer quelle est la meilleure structure de délai caractérisant la relation à l'étude. Il s'agit de techniques reconnues pour la fiabilité de ses résultats s'agissant de cette tâche particulière (voir Yantek 1985).

Norpoth (1991), dans une étude qui tient compte des effets de la guerre des Malouines sur la popularité du gouvernement britannique entre 1979 et 1988, confirme l'effet du chômage sur l'appui au parti gouvernemental, mais pas de l'inflation. Encore une fois, Norpoth a recours à la technique de la fonction de transfert (Box/Jenkins) pour estimer son modèle de popularité, un élément de nature à renforcer ses conclusions.

Toutefois, on ne saurait affirmer que ce problème d'estimation classique lié à l'analyse des données en série chronologique a été solutionné une fois pour toutes. Nous verrons comment cette difficulté a eu pour effet de remettre en question ce qui est apparu un moment comme une percée majeure dans la modélisation de la fonction de popularité présidentielle, à savoir le modèle du banquier mis au point par Mackuen, Erikson et Stimson.

1.3.5 Critique méthodologique du modèle du banquier

Les conclusions de Mackuen, Erikson et Stimson quant à la supériorité du modèle prospectif ne manquèrent pas de susciter une importante controverse théorique et méthodologique. Empruntant le terrain de la critique méthodologique, Clarke et Stewart (1994) ont concentré leur attaque sur le problème statistique de la non stationnarité

des séries chronologiques utilisées par les trois auteurs dans leur modèle du banquier.

Nous avons vu précédemment que les données en série chronologique posent des problèmes d'analyse particuliers, notamment dans le cas où les variables à l'étude ne sont pas stationnaires. Le cas de figure le plus fréquent survient lorsque nous sommes en présence d'une variable dépendante et de régresseurs non stationnaires. Le risque d'oberver des régressions fallacieuses (rejeter faussement l'hypothèse nulle testant la signification des coefficients) est ici fort important (Granger et Newbold 1974).

Clarke et Stewart (1994) font remarquer que la façon traditionnelle de contrer cette difficulté liée au traitement statistique de séries non stationnaires consiste à transformer les données sous la forme de différences. Cette technique permet alors d'obtenir des séries stationnaires qui peuvent être soumises à l'analyse de régression classique sans risque d'encourir les difficultés évoquées précédemment.

Cette approche présente toutefois un inconvénient. Elle est susceptible de faire disparaître, dans les cas où elle existerait, une véritable relation de long terme entre les

variables. Il existe cependant une solution à ce problème: le modèle de co-intégration. Ce type de modèle permet d'intégrer à la spécification les relations de court et de long termes entre les variables. Cette dernière composante est alors mesurée par le mécanisme de correction d'erreur (MCE)[8]. Clarke et Stewart se donnent donc pour tâche d'estimer un tel modèle à partir des mêmes variables que celles employées par Mackuen, Erikson et Stimson dans leur modèle du banquier. Nous n'insisterons pas ici sur les détails techniques de la démonstration, qui reprend essentiellement les procédures et les étapes développées par Engle et Granger (1987) et Engle et Yoo (1991).

Leur modèle prend la forme générale suivante:

Modèle de co-intégration de Clarke et Stewart (1994) [9]

$$\Delta \text{APP PRES}_t = \beta_0 + \beta_1 \Delta \text{APP PRES}_{t-1} + \beta_2 \Delta \text{ATTSOC5}_t + \beta_3 \Delta \text{ATTEGO} + \beta_4 \Delta \text{RETROSOCIO}_t + \beta_5 \Delta \text{RETROEGO}_t + \beta_6 \text{MCE}_{t-1} + \beta_7 \text{EVENEMENTS} + \beta_8 \text{VIET}_t + \beta_{11-17} \text{ADM} + \varepsilon_t$$

où,

[8] On obtient la variable du mécanisme de correction d'erreur en conservant le terme résiduel de la régression de co-intégration entre la popularité gouvernementale et le taux de chômage.

[9] Compte tenu de nos propres choix méthodologiques, nous accordons un traitement plus détaillé à la démarche de ces auteurs.

APP PRES = est la variable de l'approbation de la performance présidentielle;

ATTSOC = attentes sociotropiques;

ATTEGO = attentes égocentriques;

RETROSOCIO = jugements rétrospectifs sociotropiques;

RETROEGO = jugements rétrospectifs égocentriques;

MCE = mécanisme de correction d'erreur;

ÉVÉNEMENTS = variables dichotomiques situant des événements politiques marquants;

VIET = indicateur de l'engagement militaire au Vietnam;

ADM = séries de variables dichotomiques visant à distinguer les différents changements d'administrations.

On peut voir dans cette équation que les variables-clés, soit l'approbation de la performance présidentielle (APP PRES) et les différentes variables de perceptions sont sous la forme changement (après calcul des différences), ce qui permet d'éviter le problème des corrélations fallacieuses. La variable MCE (mécanisme de correction d'erreur) permet de mesurer l'effet éventuel d'une relation de long terme entre la variable dépendante et les variables explicatives. Cette relation peut être interprétée comme une fonction de rééquilibrage des effets de court terme des perceptions économiques sur l'approbation présidentielle.

Voyons les principaux résultats de l'estimation du modèle de correction d'erreur développé par Clarke et Stewart. Première constatation, les évaluations rétrospectives de type sociotropique ont un effet significatif immédiat sur l'approbation de la performance présidentielle. La même remarque vaut pour les attentes sociotropiques portant sur un horizon temporel de 5 ans. Les perceptions de type égocentrique ne semblent pas avoir d'influence sur la variable dépendante à l'étude. Les variables politiques du modèle ont toutes l'effet significatif escompté sur la popularité présidentielle.

Pour Clarke et Stewart (1994), la conclusion est claire. Le modèle du banquier de Mackuen, Erikson et Stimson a mal estimé l'effet des rétrospections sociotropiques sur l'approbation de la performance présidentielle.

> "(...) MES rightly conclude that prospective evaluations affect presidential approval but wrongly conclude that retrospective judgments do not matter. Sociotropic retrospections are influential in our approval models once nonstationnarity in other economic evaluations is considered, regardless of whether approval is assumed to be stationary or nonstationary" (Clarke et Stewart 1994: 1118).

Cette conclusion signifie que les deux types d'évaluations rétrospectives et prospectives, ont un effet spécifique sur les fluctuations de la popularité présidentielle.

Conformément aux résultats de Clarke et Stewart, nous pensons que les deux modèles ne sont pas antinomiques. Il est préférable selon nous de se rallier à une vision soulignant l'apport respectif des jugements rétrospectifs et des attentes économiques dans la fonction d'évaluation de l'électeur.

Suivant les démonstrations de Beck (1991) et de Clarke et Stewart (1994), on ne peut soutenir dans l'état actuel des connaissances que la validité du modèle rétrospectif tel qu'appliqué dans un grand nombre de travaux sur la fonction de popularité apparaît entachée d'un vice fondamental. L'utilisation actuelle de tels modèles généraux semble pleinement justifié dans l'étude des relations entre les conditions économiques et la popularité gouvernementale ou présidentielle.

Cette conclusion nous permet d'envisager la spécification d'un modèle rétrospectif de la popularité du gouvernement canadien. Ainsi, l'inclusion parmi les déterminants économiques de la popularité des seuls indicateurs comme le taux de chômage et le taux d'inflation, statistiques largement diffusées dans les médias et reflétant la performance générale de l'économie, n'apparaît pas comme une limite de nature à invalider la capacité explicative de ces modèles.

Nous entreprenons maintenant une revue des écrits portant sur la fonction de popularité du gouvernement britannique. Même si ces travaux appartiennent aussi au paradigme dominant des études sur le vote économique, nous verrons que plusieurs résultats issus de ces recherches ont contribué à mettre en doute l'idée d'une relation inconditionnelle entre l'économie et les comportements électoraux.

1.4 Fonction de popularité du gouvernement britannique

Goodhart et Bhansali (1970) furent les premiers auteurs à soumettre à la vérification empirique l'hypothèse voulant que les fluctuations de l'économie pouvaient influencer la popularité des partis britanniques. L'une de leur principale conclusion tend à confirmer l'impact significatif des deux principales mesures de la performance économique (chômage mesuré six mois auparavant et le taux d'inflation) sur les intentions de vote recueillies par chacun des partis politiques britanniques entre 1947 et 1968.

Toutefois, certains résultats de Goodhart et Bhansali viennent nuancer significativement leur principale conclusion. A ce titre, quelques-unes de leurs conclusions

introduisent déjà un certain doute sur l'existence d'une relation économie/politique exempte de variations temporelles et/ou spatiales.

Par exemple, ces auteurs ont fait observer que l'influence des indicateurs économiques apparaît nettement plus forte ("notably stronger") après 1959 qu'avant cette date. De plus, ils ont noté que l'impact de l'économie variait selon la nature des indicateurs et des partis concernés. [10] Si les deux partis semblent également sensibles aux fluctuations du taux de chômage, il n'en va pas de même du taux d'inflation, qui affecte davantage le Parti conservateur britannique que le Parti travailliste.

Au lieu de constituer une démonstration décisive du rôle prépondérant de l'économie parmi les déterminants de la popularité du parti gouvernemental et des partis d'Opposition, cette première contribution ouvrait plutôt un débat. L'orientation prise par ce débat a tôt fait de susciter un doute sérieux quant à la nature inconditionnelle de la relation entre l'économie et le comportement électoral.

---

[10]Cette observation a été reliée ultérieurement par plusieurs auteurs à l'explication de la "policy-oriented hypothesis" (voir Kiewiet 1983; Fiorina 1981). L'hypothèse de priorité stipule que les électeurs, qui se départagent sur la base des clivages socio-économiques et donc du continuum gauche-droite, choisissent entre les candidats sur la base des priorités macroéconomiques de leur parti respectif.

En effet, la principale conclusion de Goodhart et Banshali fut rapidement contestée par les travaux de William L. Miller et M. Mackie (1973) portant sur la popularité du gouvernement britannique durant la même période. Dans une étude qui demeure célèbre pour les progrès théoriques qu'elle permit de réaliser dans la compréhension de la "chaîne causale" entre l'économie et les comportements politiques, Miller et Mackie concentrent leur analyse sur le phénomène du déclin de la popularité du gouvernement britannique s'amorçant à mi-mandat.

Fondant leur analyse empirique sur une définition assez détaillée des variables économiques [11], ils ont développé un modèle qui vise à évaluer l'effet spécifique des variables économiques après contrôle du cycle électoral. Leur conclusion est nette: "When the electoral cyclical component is removed from the government popularity series, none of our performance measures added much to the prediction of popularity" (Miller et Mackie 1973: 279).

Comment réconcilier les conclusions plutôt défavorables de Miller et Mackie avec les résultats positifs de Goodhart et Banshali? Leurs résultats divergents s'expliquent en grande partie par les différences de spécification entre les deux

[11]Les auteurs ont notamment eu recours aux indicateurs économiques suivants: taux de chômage, nombre d'emplois disponibles, taux d'inflation, balance commerciale, taux d'intérêt, indice de construction domiciliaire.

modèles, notamment en ce qui concerne l'opérationnalisation de la variable du cycle électoral.

De cet article de Miller et Mackie, nous préférons retenir les progrès théoriques suivants. Une première conclusion marquante est selon nous la remise en cause d'une relation simple et directe entre l'économie et la politique.

> "The evidence is against a simple view of politics in which the electorate choose between competing teams of economic managers, base their choice on only two economic variables, and take no account of the politician's verbal interpretations of these economic statistics" (Miller et Mackie 1973: 279).

Ces chercheurs sont parmi les premiers à plaider pour le développement de modèles plus complexes quant à la structure de la relation entre la popularité et ses déterminants économiques. Nous retenons également de leurs travaux l'identification des éléments de la chaîne causale permettant de progresser vers l'explication de la popularité gouvernementale. Ces maillons sont les suivants: réalité économique objective/ compte-rendu de la situation au moyen de statistiques économiques/ diffusion de ces informations dans les médias/ réception et transformation de cette information par les électeurs qui en retiendront certaines impressions et perceptions/ évaluation

conséquente de la performance gouvernementale via le mécanisme électoral.

> "We shall need to include all the links in the chain of causation from objective events to the media, and from both to the electorate's perceptions and hence to its evaluation of the government before there is any chance of constructing a theory of the electorate's response to the march of events" (Miller et Mackie 1973: 279).

Ces conclusions nuancées de Miller et Mackie n'eurent pas pour effet de clore le débat. Il reprit de plus belle lorsque Frey et Schneider (1978) de même que Pissarides (1980) confirmèrent l'influence de plusieurs indicateurs économiques sur la popularité du gouvernement britannique (inflation, chômage et revenu réel dans l'étude de Frey et Schneider et croissance de la consommation, changement dans le taux d'inflation, le taux de chômage et le taux de change de la monnaie dans celle de Pissarides).

De nouveaux raffinements dans la compréhension de la relation à l'étude permirent de réconcilier partiellement ces résultats en apparence contradictoires. Pour certains chercheurs, la relation économie/politique, lorsqu'elle existe, n'est sans doute pas aussi directe et inconditionnelle qu'on pouvait le croire à l'origine.

Par exemple, Mosley (1978) a montré que la détérioration des conditions économiques ne conduit pas nécessairement à un déclin de la popularité du gouvernemment britannique. Son argumentation est fondée sur l'hypothèse d'un seuil de détérioration des conditions économiques. Il s'agirait d'une sorte de frontière psychologique à partir de laquelle les électeurs commenceraient à rendre le gouvernement responsable pour sa gestion économique déficiente. Elle repose sur l'idée selon laquelle les électeurs auraient tendance à s'habituer au niveau élevé atteint par certains indicateurs économiques. Cette adaptation aurait pour conséquence d'induire une tolérance accrue face à la performance économique de leurs dirigeants. Ainsi, l'impact des mauvaises conditions économiques sur la popularité ne se ferait sentir que lorsque les niveaux anticipés ont été dépassés.

Alt (1979) a confirmé l'analyse de Mosley en fournissant une explication intéressante au phénomène observé par ce dernier. Recourant au concept d'anticipation développé à l'origine par des économistes (Muth 1961), Alt fait valoir que les normes habituelles quant au caractère acceptable ou non d'une situation économique donnée ne sont pas immuables. Au contraire, ils évoluent en fonction de l'expérience récente des électeurs quant au comportement de l'économie. "Government popularity is diminished by

inflation when inflation is high relative to recent experience" (Alt 1979: 120). Suivant cette perspective, un taux d'inflation de 10 pour cent serait susceptible de provoquer une baisse de popularité gouvernementale si le taux d'inflation pendant l'année précédente se situait autour de 7 ou 8 pour cent. Par contre, le même taux d'inflation de 10 pour cent n'aurait pas pour effet de diminuer l'appui au parti gouvernemental dans l'éventualité où cet indicateur a frôlé le niveau des 13 pour cent dans les années précédentes.[12]

1.5 Bilan des travaux sur la fonction de popularité

Avant d'aborder le cas canadien, il convient de tracer un bilan des études de fonction de popularité réalisées dans les deux démocraties les plus étudiées au plan du vote économique, les États-Unis et la Grande-Bretagne. Il faut bien admettre que les divergences plus ou moins marquées qui ressortent de ces travaux rendent périlleuse une tentative de synthèse la moindrement ambitieuse au plan de

[12] Dans un ouvrage ultérieur (Alt 1983), l'auteur précise certains aspects contingents de la relation économie/popularité gouvernementale: "People may respond only to economic changes which are particular large, or exceed some threshold of perception, or diverge sufficiently from what they expect or have grown accustomed to. (...) Is public evaluation of an economic condition contingent on what they have become accustomed to, or what they have come to expect, or what they believe can be achieved? The impact on approval ratings of a 1 percent increase in inflation rates could not have been the same in 1960 (when average inflation in the United States or Britain was only 1 or 2 percent per annum) and in 1980 (when the average was closer to 15 percent). The marginal cost of an extra one percentage point of inflation in 1980 should thus be smaller than in 1960, and so the penalty in approval ratings should be less (Alt 1983: 168)".

la généralisation des conclusions recherchées. On peut toutefois affirmer que ces travaux permettent globalement de tirer des conclusions positives en ce qui concerne l'influence de la conjoncture économique sur la popularité des gouvernements des principaux pays industrialisés depuis la Deuxième guerre mondiale.

La majorité des travaux qui ont mis en relation l'économie et la popularité des gouvernements britanniques ou du président américain (étudiée durant l'ensemble des mandats gouvernementaux sur une base mensuelle ou trimestrielle) ont généralement confirmé l'existence d'un tel lien. Ce qui ne veut pas dire que des nuances ou même des réserves n'ont pas été enregistrées dans un certain nombre de cas.

Dans une synthèse des résultats d'études portant sur six pays (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie, Espagne et France), Lewis-Beck (1988b) conclut: "All but a handful find that economic conditions are significantly related to electoral outcomes. One conclusion is unambiguous: macroeconomic dowturn is associated with a fall in government support" (Lewis-Beck 1988b: 29). Ce constat est devenu si universel qu'une nouvelle règle d'or a été ajoutée au code électoral des gouvernements démocratiques: "In the dictionary of political economy, prosperity spells r-e-e-l-e-c-t-i-o-n for governing parties

at the polls, whereas recession spells d-e-f-e-a-t" (Norpoth 1992:1). Plus précisément dans le cas américain, "what we have learned from time series analyses of retrospective voting is that the electoral fortunes of the incumbent president and congressional candidates of his party, as well as the president's approval ratings, are influenced by fluctuations in employment, prices, and real output" (Kiewiet et Rivers 1985: 211).

Toutefois, cette conclusion générale ne recueille pas nécessairement l'adhésion unanime des chercheurs, non plus qu'elle n'épuise tout questionnement sur le vote économique. Que l'on pense au problème de la structure de délai, aux choix nombreux qui s'offrent aux chercheurs quant à la mesure des indicateurs économiques ou bien à l'importance relative des déterminants économiques en comparaison des autres variables qui influencent le comportement des électeurs.

Faut-il se surprendre de ces désaccords lorsque nous sommes en présence de choix de modélisation si divers? Par exemple, les périodes échantillonnales de même que les unités temporelles (mois, trimestres) varient d'une étude à l'autre. Les indicateurs économiques et les façons de les mesurer présentent tout autant de variabilité. Sans oublier le cadre temporel de la réponse électorale (structure de

délai) qui ne fait l'objet d'aucun consensus. Enfin, les techniques d'estimation ne sont pas toujours identiques comme en font foi l'emploi de la méthode économétrique classique (des moindres carrés ordinaires) et de la méthode Box-Jenkins.

Certes, la tendance générale qui se dégage de ces écrits permet d'établir que l'économie fut une source importante de changement de la popularité gouvernementale aux États-Unis, en Grande-Bretagne et dans divers pays européens depuis la seconde guerre mondiale (Kernell et Hibbs 1981; Lewis-Beck 1988b). Mais on ne peut nier qu'il subsiste un doute sérieux quant à l'existence d'un modèle de vote économique qui impliquerait un effet uniforme et inconditionnel, dans le temps et dans divers contextes politiques, de l'économie sur la popularité des partis. Le bilan des études laisse également en suspens diverses questions sur les micro-mécanismes par lesquels les électeurs perçoivent, interprètent et transforment politiquement les indications sur l'état de l'économie. De même, des divergences subsistent en lien avec le problème du ou des indicateurs économiques prépondérants dans la fonction de popularité.

Afin de conclure ce premier bilan, rappelons les propositions de Paldam (1991) en ce qui concerne les résultats issus des fonctions de popularité et de vote:

1. les fonctions de vote et de popularité (ou fonctions V-P) permettent d'obtenir des résultats significatifs dans certains pays et durant des périodes précises;

2. elles souffrent cependant d'un problème d'instabilité dans la mesure où les relations entre l'économie et le comportement électoral sont non significatives pour d'autres pays et moments étudiés;

3. les fonctions V-P jouent un rôle important tant aux plans théorique qu'empirique;

4. il n'y a pas vraiment d'alternative à l'utilisation de ces fonctions pour atteindre l'objectif visé, soit une meilleure compréhension des interrelations entre les facteurs économiques, les événements politiques et le comportement des électeurs.

Selon Paldam (1991), un progrès dans la résolution du problème d'instabilité de la relation à l'étude passe par l'amélioration des théories de la rationalité à la base des fonctions de vote ou de popularité. Dépendant des modèles

de rationalité sous-jacents, on peut concevoir plusieurs façons de considérer la relation à l'étude. Alors que les premières études sur le vote économique postulaient un effet uniforme dans toutes les strates de l'électorat [13], plusieurs études ont montré que cette assertion n'était pas toujours fondée. Ces recherches ont mis en évidence le fait que diverses portions de l'électorat peuvent réagir de façon distincte à des conditions économiques objectives tout à fait similaires.

Traditionnellement, les chercheurs se sont tournés vers l'analyse des données individuelles obtenues au moyen d'enquêtes en coupe transversale pour tenir compte des différenciations partisanes ou socio-économiques.[14] C'est la stratégie que nous appliquerons dans la seconde phase de notre démonstration empirique.

En ce qui concerne les analyses en série chronologique, il existe une approche permettant d'explorer l'impact de tels clivages sur la relation entre l'économie et la popularité

---

[13]Ces strates peuvent être définies soit en termes de clivage horizontal (classes sociales, identité ethno-culturelle ou identification partisane; voir Hibbs (1982) pour un exemple de réponse différentielle aux problèmes du chômage et de l'inflation dans divers classes sociales), soit en termes de clivage vertical (élites vs électeurs). Nous nous intéressons au premier type de clivage (horizontal), plus spécifiquement aux attachements partisans distincts d'une strate importante de l'électorat, en l'occurrence les électeurs du Québec.

[14]Pour une revue exhaustive de ces écrits, voir Kiewiet et Rivers (1985). Nous aborderons ces travaux dans la seconde partie empirique de notre thèse portant sur le rôle de l'économie dans les choix électoraux individuels.

gouvernementale. Peu exploitée dans le contexte canadien, cette approche est celle de la désagrégation des séries chronologiques sur la base de certains clivages présents dans l'électorat. Ces divisions peuvent être soit de nature socio-économique (classes sociales) soit de nature politique (identification partisane). "Disaggregation of public opinion trends along class-relevant lines in particular, permits us to explore how differentially affected citizens perceive and politically respond to a changing economic environment" (Kernell et Hibbs 1981:50).

Nous verrons maintenant que les travaux de Hibbs en particulier ont tenté de mettre à profit cette avenue de la désagrégation des séries chronologiques. Nous serons également à même de constater qu'il est possible d'envisager une désagrégation des données de popularité gouvernementale. Cette opération peut se faire en fonction de certains clivages reposant sur l'identification partisane des électeurs (Kernell et Hibbs 1981). Ces travaux devraient nous permettre de mieux appuyer notre propre démarche empirique dans la mesure où celle-ci repose sur un modèle reconnaissant l'existence de deux strates fortement différenciées quant à leurs affinités partisanes [15] au sein de l'électorat canadien (Québec/reste du

[15]Evidemment, notre approche de désagrégation ne repose pas ici sur le critère strict de l'identification partisane au niveau individuel. Le principe de désagrégation mis de l'avant dans notre démarche empirique en série chronologique s'appuie sur certaines caractéristiques des

Canada). Notre objectif vise à mesurer les conséquences possibles de cette stratification du système partisan sur le vote économique de ces deux électorats.

1.6 Une réponse à la nature fluctuante de la relation économie/popularité: la désagrégation

L'idée de la désagrégation est au coeur des travaux de Kernell et Hibbs (1981). Leur modèle permet une ventilation des données de popularité présidentielle sur la base des clivages de l'identification partisane. Pour ce faire, ils ont étudié, à l'intérieur des différents sous-groupes partisans, les mouvements de popularité des présidents américains en poste durant la période 1953-1974.

Selon eux, trois hypothèses sont envisageables quant à la façon dont les Démocrates et les Républicains sont susceptibles de se distinguer relativement à leur évaluation de la performance économique du président. Premièrement, il y a l'hypothèse de priorité voulant que les électeurs démocrates soient plus sensibles au problème du chômage et les électeurs républicains à celui de l'inflation dans leur évaluation de la performance du président.

---

systèmes partisans fédéraux du Québec et du reste du Canada comme la stabilité de ces alignements. La prise en compte des attachements partisans individuels sera effectuée dans la seconde partie de notre démarche empirique.

Deuxièmement, ils partent du point de vue que le filtre partisan puisse colorer dans un certain sens les évaluations de la performance économique du président. Ainsi, les électeurs s'identifiant au parti opposé à celui du président sont susceptibles d'être plus négatifs, voire même plus extrêmes, dans leurs évaluations que les électeurs de même allégeance partisane que celle du chef du gouvernement.

La troisième hypothèse soutient que l'identification partisane ne constitue pas un clivage pertinent quant à la fonction d'évaluation économique de l'électeur. En effet, cette hypothèse stipule que "the economy-popularity relationships for Democrats and Republicans should be similar simply because both political parties are composed largely of middle-class constituents" (Kernell et Hibbs 1981).

Empruntant à la spécification utilisée par Kernell antérieurement (Kernell 1978), les auteurs incluent dans leur modèle de popularité présidentielle les deux principales variables économiques (pourcentage de changement du taux d'inflation dans les six mois précédents et pourcentage de changement du taux de chômage au cours de la même période) et un certain nombre de variables

politiques. Celles-ci incluent les événements internationaux marquants, les gains de popularité liés au phénomène de lune de miel, deux variables relatives à certains événements de la guerre du Vietnam, une variable identifiant la crise du Watergate et une dernière distinguant les administrations Johnson et Nixon.

Compte tenu de nos intérêts de recherche, nous allons limiter nos commentaires aux résultats sur les seuls déterminants économiques du modèle. Tout d'abord, notons que la plupart des coefficients liés aux deux variables économiques sont significatifs, traduisant l'influence de ces indicateurs sur la popularité présidentielle. De plus, Kernell et Hibbs observent que les relations entre l'économie et la popularité du président sont systématiquement plus fortes sous un règne démocrate qu'en présence d'un chef de l'exécutif d'allégeance républicaine. Les auteurs se disent impuissants à identifier la cause de ce phénomène, se contentant d'énoncer deux explications possibles. Premièrement, cela pourrait refléter un changement structurel de l'environnement économique dans les années 1960; deuxièmement, cette situation traduirait la réponse politique particulière des électeurs envers des administrations démocrates dont la propension à intervenir dans l'arène économique est généralement reconnue comme supérieure à celle des administrations républicaines.

D'une part, leurs résultats ne permettent pas de confirmer l'hypothèse d'une priorité économique différente pour les électeurs démocrates et républicains. Toutefois, les auteurs rejettent l'hypothèse nulle quant à l'effet de l'identification partisane sur la fonction d'évaluation de la performance économique du président. Leur modèle tend plutôt à montrer que l'identification partisane joue un rôle significatif dans la genèse de ce jugement en colorant ce dernier dans le sens de l'allégeance partisane, particulièrement en ce qui concerne la situation du chômage. En effet, l'impact négatif d'une augmentation du chômage sur la popularité d'un président démocrate est significativement plus élevé chez les électeurs républicains que chez les électeurs démocrates.

Cette conclusion sur l'importance des clivages partisans dans l'appréciation du vote économique fait maintenant partie des acquis de la recherche en ce domaine. Cette remarque d'Helmut Norpoth énoncée dix ans plus tard le montre bien: "Much of the discussion of economic voting needs to be amended with the clause with partisanship held constant" (Norpoth 1992: 63).

Norpoth poursuit en précisant l'importance de l'identification partisane dans les perceptions économiques

des électeurs. Bien que cette remarque porte plus spécifiquement sur le cas britannique, cela n'enlève rien à sa pertinence pour les autres pays démocratiques.

> "Voters do not decide on how satisfied they are with the governing party in a vacuum of political attitudes. Most British voters are partisans, in the sense that they maintain some generalized partisan self-image. They perceive the political and economic world through lenses tinted by partisan colors. An economic record that is good enough when the party of one's affection is in office may not be good enough when the opposition holds office" (Norpoth 1992: 62).

Une seconde contribution majeure recourant à la stratégie de désagrégation est celle de Hibbs (1982). Cet auteur introduit plusieurs innovations dans la modélisation de la popularité du gouvernement britannique entre 1962 et 1980:

1. Premièrement, il substitue une fonction de type logistique à la fonction de popularité classique;
2. les évaluations des performances économiques sont analysées mandat par mandat et parti par parti;
3. il modélise le poids des événements et l'impact des conditions économiques de façon décroissante selon un modèle à retards échelonnés;
4. des variables économiques de types nominal et réel sont introduites dans la spécification: taux de chômage mesuré sous les formes niveau et changement, taux de croissance du revenu per capita, taux

d'inflation (changement) et taux de change de la livre (changement);

5. et ce qui nous intéresse tout particulièrement, il désagrège les intentions de vote constituant la variable dépendante en fonction des clivages socio-économiques de la société britannique.

Rappelons les fondements de la stratégie de désagrégation envisagée par Hibbs. "For aggregate analyses of political behavior to be consistent with an underlying micromodel of individuals making discrete political choices, it must be assumed that voters respond more or less homogeneously to macroeconomic (and non-economic) outcomes" (Hibbs 1982: 259).

Or, ajoutent les auteurs, les réactions des électeurs aux conditions de l'économie sont susceptibles de varier considérablement suivant les intérêts et les enjeux économiques. Elles peuvent également fluctuer en lien avec les appartenances sociales ou partisanes, clivages qui ont le potentiel d'affecter les perceptions et les interprétations des électeurs ainsi que leur façon de traiter l'information pertinente. En particulier, ils font référence à l'impact non uniforme des mouvements de l'économie sur les divers groupes socio-économiques composant la société britannique. Par exemple, ils

signalent que les ouvriers manuels constituent le principal groupe socio-économique supportant le fardeau du chômage dans la société britannique. En résumé, "the electorate's preferences and their objective economic interests in macroeconomic issues and outcomes appear to be class-related" (Hibbs 1982: 261). En conséquence, il devient tout à fait justifié de concevoir un modèle des déterminants de l'appui au parti gouvernemental qui permet aux coefficients mesurant l'effet de la performance de l'économie de varier selon les principaux groupes socio-économiques.

Voyons maintenant leurs principaux résultats. Tout d'abord, ils font remarquer que le paramètre "g" reflétant le poids décroissant des fluctuations économiques est significatif. Ce résultat tend à établir une certaine capacité des électeurs à se remémorer les chocs économiques passés et à en tenir compte dans leurs jugements politiques contemporains.

En vertu de nos objectifs de recherche, c'est l'hypothèse quant à l'effet distinct des variables économiques dans divers groupes de l'électorat qui nous intéresse plus particulièrement. A ce sujet, Hibbs (1982) constate que les coefficients associés à la variable taux de chômage varient en fonction des divers groupes socio-économiques, confirmant les attentes à ce sujet. Ses résultats montrent

en effet que les employés non manuels semblent manifester, en termes de réponse politique, une sensibilité beaucoup moins grande au chômage que celle ressentie par les ouvriers, spécialisés ou non. Le même schéma quant à la réponse des diverses strates de l'électorat au chômage est mis en évidence dans le cas de la variable du revenu personnel disponible.

En conclusion, Hibbs confirme en grande partie l'hypothèse formulée quant aux conséquences politiques de la redistribution macroéconomique inter-classes à l'intérieur de la société britannique. De façon plus générale, on peut dire que l'un des apports importants de Hibbs est d'avoir jeté un doute sérieux sur les modèles de popularité gouvernementale reposant sur des formes fonctionnelles simples et linéaires. De tels modèles sont fondés sur l'hypothèse d'un effet uniforme, dans toutes les strates électorales, de certaines variables économiques sur la popularité des gouvernements.

> "For aggregate analyses of political behavior to be consistent with an underlying micromodel of individuals making discrete political choices, it must be assumed that voters respond more or less homogeneously to macroeconomic (and noneconomic outcomes). However, voters' responses to economic conditions (as well as to other salient social and political issues) are likely to vary considerably because of differences in the objective, concrete interests at stake, and perhaps also because group loyalties and contextual influences affect voters'

> perceptions and interpretations of politically relevant information" (Hibbs 1982: 259).

Ainsi, le concept de public différencié peut être considéré comme l'un des fondements des modèles alternatifs de vote économique (W.L. Miller 1989). Nous avons vu que les premières études sur le vote économique (Key 1966; Kramer 1971) reposaient sur un modèle de l'électeur rationel fondé sur le postulat d'uniformité quant à l'impact de l'économie dans toutes les strates de l'électorat et sur celui d'un lien inconditionnel entre les fluctuations de la conjoncture économique et les comportements électoraux.

Or, les approches alternatives remettent en cause ces postulats de base du modèle rétrospectif (Kiewiet et Rivers 1985).

> "Alternative models incorporate the idea of a differentiated public, with different groups more or less responsive to different economic factors, or indeed to economic factors generally, and the electorate as a whole perhaps only indirectly responsive" (W.L. Miller 1989: 151).

Nous allons maintenant nous concentrer sur le deuxième postulat énoncé dans la citation précédente de Miller (1989), soit celui touchant la nature de la relation entre l'économie et le vote. Contrairement au modèle rétrospectif classique, les modèles alternatifs postulent

que la relation entre ces deux variables est conditionnelle et qu'elle peut être influencée par l'interaction de certaines variables politiques intermédiaires. Quelles sont les variables politiques à considérer et de quelle façon peut-on envisager leur rôle de modulation par rapport à la relation économie et comportement électoral? C'est à cette question que nous allons maintenant tenter de répondre.

1.6.1 Force des déterminants traditionnels et vote économique

Lewis-Beck (1991) a tenté d'identifier certaines variables politiques qui sont susceptibles de conditionner la relation à l'étude en vue d'expliquer la force variable du lien entre l'économie et le comportement électoral.

> "That is to say, the effect of economics on elections depends on the values of other variables, such as these three: the time context of the election, the type of election, and the national setting" (Lewis-Beck 1991:2).

La troisième variable nous intéresse plus particulièrement dans cette étude compte tenu des particularismes qui caractérisent les comportements électoraux des Québécois et des autres Canadiens. Selon nous, la présence de certaines caractéristiques nationales relativement à la

composition socio-économique ou partisane de l'électorat est une variable qui peut conditionner fortement la relation entre l'économie et le vote au Canada. Dans cette perspective, nous allons concentrer notre attention sur les facteurs relatifs à la composition de l'électorat vue sous l'angle du clivage partisan Québec/reste du Canada.

Dans un système partisan caractérisé par la force des attachements partisans, les comportements électoraux seraient peu perméables à l'influence de la conjoncture de court terme, en particulier dans la sphère économique. Dans cette perspective, le poids des déterminants traditionnels du vote comme la stabilité des attachements partisans représente un facteur susceptible de moduler l'intensité du vote économique.

D'autres façons d'expliquer la nature conditionnelle de la relation économie/vote rejoignent celle de Lewis-Beck en lui apportant toutefois certaines précisions. Par exemple, des auteurs s'intéressant à la société italienne (Parisi et Pasquino 1977; Belluci 1991), un cas de faible réponse électorale aux fluctuations de l'économie, ont noté que l'intensité de la réponse économique était susceptible de varier en fonction des facteurs politiques guidant les choix électoraux. Ils ont systématisé leur approche en construisant une typologie des facteurs de vote. Le

premier type réfère au vote d'opinion (ou vote fondé sur les enjeux) et on peut lui attribuer en grande partie les phénomènes de mobilité électorale de court terme. Le second type est le vote considéré comme monnaie d'échange, vote dont l'utilité est orientée vers l'obtention de bénéfices liés à l'intérêt personnel.

Le troisième type retiendra davantage notre attention. Il s'agit du vote d'attachement ou d'appartenance, qui est caractérisé par la réponse économique minimale des électeurs votant sous l'influence de ce facteur politique. La définition donnée par les auteurs à ce type de comportement électoral est la suivante: "It identifies traditional, subcultural voting. It is the affirmation of voter's subjective identification with a political force that is closely connected with the social group to which the voters belong" (Belluci 1991:71). Par exemple, dans le cas italien, le comportement électoral des Catholiques (ayant manifesté traditionnellement une grande affinité pour la Démocratie chrétienne) et des socialistes/communistes (affinité dirigée cette fois vers le Parti communiste italien) traduisent un tel vote d'appartenance.

Il semble donc que le poids des conditions économiques dans le comportement des strates électorales qui votent

selon une certaine conception de l'appartenance nationale serait beaucoup plus faible comparativement à la situation où la décision électorale prend appui sur les deux autres types de motivations. Cela ne veut pas dire pour autant que toute forme de sensibilité économique est exclue à priori dans ce type d'électorat. Mais simplement que l'influence de l'économie sur les électeurs soumis à l'attraction intense d'une affinité partisane orientée vers un seul parti politique est probablement plus faible ou aléatoire que dans le cas où les électeurs ne présentent pas une identification ou un attachement aussi intense à l'endroit d'un parti en particulier.

Le faible poids des évaluations économiques dans une situation de vote d'appartenance peut s'expliquer au moyen de certaines théories cognitives qui s'intéressent plus spécifiquement aux causes d'un tel phénomène. Un auteur apporte l'explication suivante au cas allemand, considéré dans la littérature comme un exemple de faible réponse électorale aux conditions économiques:

> "In sum, the West German voter is much more likely to entertain strong affective ties with a particular party than his or her U.S. counterpart. Furthermore, this attachment is not easily ignored, resting solidly on fundamental beliefs and/or an internalized allegiance (...) However, the emotional attachment is particularly important. It serves as a filter in cognitive information processing, i.e., information unfavorable to the party of choice will be not

> processed at all or it will be immediately modified by discrediting its source or by offsetting it with information unfavorable to alternative parties" (Kuechler 1988: 226).

Un attachement partisan intense et stable a donc le potentiel d'étouffer ou d'inhiber le vote économique dans un électorat donné. Ainsi, l'une des conditions préalables au fonctionnement du modèle de vote rétrospectif classique est que les divers groupes d'électeurs puissent envisager de faire défection du parti auquel ils ont l'habitude d'accorder leur appui. Si pour diverses raisons ils ne peuvent envisager un tel comportement, on peut présumer que les facteurs de court terme comme les évaluations économiques joueront de façon minimale dans leur choix électoraux.

Dans le cadre de la présente étude, la question de savoir si le comportement électoral des Québécois au niveau fédéral a pu présenter certaines des caractéristiques assimilables à un tel vote d'appartenance est primordiale. Si tel était le cas, il est possible que le vote économique des électeurs québécois ait pu s'avérer très faible durant certaines périodes politiques plus ou moins longues. Cette absence de réceptivité économique dans une partie importante de l'électorat québécois aurait alors contribué à diluer les conséquences politiques du vote

économique dans d'autres strates électorales échappant à l'emprise de telles forces de stabilité.

De façon à évaluer le caractère plausible d'une telle hypothèse, examinons les grandes caractéristiques des systèmes partisans fédéraux du Québec et du Canada du double point de vue des clivages socio-économiques et partisans.

1.6.2 Les limites du modèle classique de l'électeur rationnel dans le contexte canadien

Suivant la version classique des modèles de vote économique, c'est l'ensemble de l'électorat qui tient le gouvernement responsable pour la totalité de ses bonnes ou mauvaises performances au plan économique. Or, nous avons vu qu'une telle vision de ce vote économique implique un effet uniforme des conditions de l'économie sur les différentes strates de l'électorat. Examinons si une telle présomption est valable dans le cas canadien.

Ce postulat des modèles économiques classiques veut que les différents groupes d'électeurs accordent une importance égale aux divers aspects ou volets de la politique économique du gouvernement. Par exemple, en présence d'une politique keynésienne de stimulation

contra-cyclique, tous les groupes d'électeurs accorderont un poids à peu près comparable aux différents volets que sont les objectifs visés (relance de l'économie), les avantages souhaités (augmentation de l'emploi) et les inconvénivents possibles (risque d'alimenter l'inflation).

Déjà, ce premier postulat risque de faire problème lorsqu'une société est fortement différenciée au plan socio-économique. On peut alors s'attendre à ce que les clivages gauche/droite se manifestent dans les choix de politique économique des divers partis (chômage vs inflation) visant à retenir l'appui de leurs clientèles "naturelles" respectives. Dans un tel contexte, il se pourrait que la fonction d'évaluation de l'électeur se résume plus souvent qu'autrement à un jugement global déterminé en grande partie par les appartenances de classe.

Ce facteur d'atténuation du vote économique est toutefois susceptible de perdre de l'importance dans une société moins perméable aux divisions socio-économiques ou dans laquelle ces clivages ont occupé historiquement une place réduite. Le Canada peut être considéré dans cette catégorie dans la mesure où les clivages sociaux ont joué un rôle relativement marginal dans la configuration du

système partisan de ce pays. [16] On peut donc soutenir que la différenciation socio-économique de la société canadienne n'a pas constitué historiquement une variable susceptible de conditionner l'impact de l'économie sur l'appui aux principaux partis politiques fédéraux. "History and traditional loyalties, rather than logic or ideology behind party platforms, are the distinguishing features of Canadian political parties" (Jackson et Jackson 1990:439).

Un deuxième facteur susceptible de conditionner le jugement des électeurs sur la performance économique du gouvernement est celui des attachements partisans. L'influence de ce facteur peut être analysée d'un point de vue individuel (identification partisane des électeurs) ou dans une optique plus globale où l'accent est placé sur des caractéristiques agrégées comme la stabilité des alignements partisans dans un électorat donné.

---

[16] Il faut bien sûr souligner l'exception des partis formés dans l'Ouest canadien sur la base des revendications des agriculteurs comme le CCF qui deviendra plus tard le NPD. Par contre, ce genre de clivage n'a pas représenté un facteur dominant dans la politique des deux principaux partis, le Parti libéral fédéral et le Parti conservateur. Pour une analyse politico-historique sur les raisons d'une telle absence de clivages sociaux dans la politique canadienne, voir Brodie et Jenson (1984: 252). Pour sa part, Meisel (1975) a montré que les Canadiens percevaient peu de différences de classes entre les deux principaux partis centristes, le PLC et le PC. Le jugement de Clarke, Jenson, LeDuc et Pammet (1991) résume bien le consensus sur la question: "Ideology, too, has been notably weak as a factor in Canadian partisanship, and the Canadian Party system has long defied a simple, left-right characterization (Clarke et al. 1991:50)".

La première approche s'intéresse aux manifestations individuelles de l'identification partisane en lien avec le processus d'évaluation mis en branle par l'électeur. Suivant ce point de vue, l'identification partisane est perçue comme une influence indirecte pouvant affecter le jugement d'un électeur sur les candidats, leurs évaluations de la performance gouvernementale ou bien leurs perceptions des événements politiques (Asher 1983). C'est ce qu'on pourrait désigner sous le nom de théorie du filtre partisan, l'identification partisane étant alors assimilée à des verres teintés aux couleurs partisanes à travers lesquels l'électeur perçoit l'ensemble de l'environnement politique. Les travaux de Norpoth (1992) et ceux de Kernell et Hibbs (1981), entre autres, ont bien mis en évidence l'impact de ce facteur sur la force du vote dit économique. Ces travaux ont montré que la présence d'attachements partisans intenses peut limiter considérablement l'influence de l'économie sur les comportements électoraux.

> "The strength of partisanship is also important (...) We hypothesize that the stronger and more durable party attachments are, the less important economic judgments (of whetever kind) will be in the support process" (Kornberg et Clarke 1992: 250).

Nous allons montrer dans la section portant sur l'analyse des choix électoraux individuels qu'une telle situation de stabilité a caractérisé l'électorat du Québec pendant la période d'hégémonie libérale. Quant à l'électorat canadien considéré de façon globale, il n'a jamais été perçu comme un idéal-type s'agissant de certaines propriétés classiques de l'identification partisane. Au contraire, certains auteurs ont pu parler d'un électorat manifestant une grande flexibilité au plan des attachements partisans (Clarke, LeDuc, Jenson et Pammet 1991). "For at least 25 years (the period for which national level survey data are available), the hallmark of partisanship in Canada has been its flexibility" (Clarke, LeDuc, Jenson et Pammet 1991:47). On peut ajouter à cette tendance lourde une observation plus récente, à savoir l'affaiblissement des liens partisans envers les partis nationaux depuis le milieu des années 1980 (Kornberg et Clarke 1992: 74). Compte tenu de ces facteurs, on ne peut pas dire que l'identification partisane, considérée d'un point de vue individuel, soit actuellement ou ait été dans les dernières décennies un facteur pouvant affecter de façon systématique le vote économique de l'électorat canadien dans un sens ou dans l'autre.

La seconde façon d'approcher le problème des attachements partisans consiste à les considérer au niveau global.

Encore une fois, une ligne de démarcation nette se dessine entre le Québec et les reste du Canada. Si on observe au Québec une tendance marquée favorisant la domination d'un seul parti pendant plusieurs décennies, on ne peut déceler une stabilité aussi forte dans les alignements partisans du reste du Canada considéré globalement. Même que certains auteurs sont d'avis que "it is even possible that the Canadian party system was never really 'aligned' in the sense that parties could count on stable bases of support in the electorate" (Clarke, Jenson, LeDuc et Pammet 1991: 52).

Suivant cette perspective, il apparaît que l'instabilité des alignements partisans au Canada anglais a eu pour effet de favoriser la compétitivité électorale et un type d'élection où les partis sont jugés en fonction des enjeux.

> "Electoral choice in Canada takes place in a context of continuing, frequently intense party competition. Although parties do not try to best their opponents by developing carefully crafted policy programs, or clarifying how these may differ from those offered by their rivals, they do state what they consider to be salient problems confronting the country" (Clarke, Jenson, LeDuc et Pammet 1991:37).

Un tel système partisan contribue à maximiser l'influence électorale des facteurs de court terme comme les mécanismes d'évaluation de la performance économique des partis en général et du gouvernement en particulier. Par contre, la force et la stabilité des attachements partisans pourraient contribuer à minimiser l'expression du vote en fonction des enjeux économiques de court terme dans certains électorats.

Nous tenterons bientôt (chapitre 3) de déterminer au moyen des critères reconnus si les électorats du reste du Canada et du Québec peuvent être considérés dans leur situation respective comme des archétypes illustrant d'une part la faiblesse (reste du Canada) et d'autre part la stabilité des alignements partisans (Québec). Si cette interprétation s'avère exacte, il faudrait alors en tirer des conséquences importantes pour l'élaboration de notre modèle de fonction de popularité gouvernementale au niveau fédéral.

Mais avant de procéder à cette démonstration, nous allons compléter notre revue des écrits sur le vote économique en traitant du cas canadien.

1.7 Le vote économique au Canada

Le Canada n'a pas échappé à la vague des travaux sur la composante économique du vote. Les chercheurs ont examiné la question selon trois points de vue différents. Une première approche a tenté de mettre en relation les enjeux [17] ou évaluations économiques [18] et les choix électoraux individuels. Deuxièmement, quelques auteurs ont cherché à établir l'influence des indicateurs macroéconomiques sur les fluctuations de court terme de la popularité gouvernementale [19]. Enfin, un troisième courant de recherche a examiné comment la conjoncture économique pouvait affecter l'issue de l'élection en tant que tel [20]. Nous allons nous intéresser dans un premier temps au deuxième courant de recherche, soit celui de la fonction de popularité gouvernementale, avant d'examiner le troisième courant (résultats électoraux). Les rares travaux ayant utilisé l'approche de la fonction de popularité n'ont pu mettre en évidence une relation claire et directe entre les conditions économiques et les intentions de vote. Mais nous allons voir que la stratégie envisagée dans la présente thèse, à savoir l'analyse en

---

[17] Voir à ce sujet Keith Archer et Marquis Johnson (1988).
[18] Voir Harold D. Clarke et Allan Kornberg (1992).
[19] Voir Kristen Monroe and Lynda Erickson (1986); Harold D. Clarke et Gary Zuk (1987); Richard Nadeau (1987).
[20] Voir J.R. Happy (1990, 1992); Calum M.Carmichael (1990); Nadeau et Blais (1993).

série chronologique avec désagrégation de la variable dépendante au niveau des strates électorales, n'a pas été utilisée jusqu'à présent dans le cas canadien, et ce malgré les résultats encourageants qu'elle a permis d'obtenir dans d'autres contextes nationaux.

1.7.1 Fonctions de popularité dans le contexte canadien

Cherchant à évaluer l'impact de la conjoncture économique sur les fluctuations des intentions de vote au Canada entre 1954 et 1979, Monroe et Erickson (1986) ont mis au point un modèle empruntant la spécification suivante:

$$PS = \alpha + \beta_1 UNP + \beta_2 RPI + \beta_3 INF + \beta_4 LEADER + \beta_5 ELECT + \varepsilon$$

où,

PS = variation (trimestre) de la popularité du gouvernement et des principaux partis politiques fédéraux;
UNP = taux de chômage;
RPI= revenu personnel réel;
INF = taux d'inflation;
LEADER = variable marquant l'élection d'un nouveau chef à la tête d'un des trois principaux partis politiques fédéraux;
ELECT = variable identifiant la période lune de miel et la période de rétablissement de la popularité du parti gouvernemental à la veille d'une élection;
ε=erreur aléatoire.

Les auteurs adoptent le point de vue selon lequel l'influence de l'économie sur la popularité des partis politiques est conditionnée par les perceptions des électeurs quant à l'existence de différences dans la gestion macroéconomique des partis. "Where the public sees few economic policy differences between the parties, the economy's impact on support for major parties will be limited" (Monroe et Erickson 1986: 640).

Sur la base d'une analyse univariée reposant sur quelques données de sondages, ils soutiennent ensuite que les Canadiens perçoivent fort peu de différences entre les Libéraux et les Conservateurs au plan de leurs orientations économiques. Ces données leur permettent de soutenir que "the tendency for respondents to say the economic situation would be the same if the Conservatives were substituted for the Liberals suggest that Canadians find few economic differences between their main parties" (Monroe et Erickson 1986: 626). Par contre, les Canadiens établissent selon les auteurs une distinction nette entre la politique économique des deux principaux partis et celle du parti néodémocrate.

Les résultats de leur analyse de la fonction de popularité sont les suivants. D'une part, les auteurs concluent à

l'absence de relation entre les indicateurs de l'inflation, du chômage et du revenu personnel disponible et l'appui aux deux principaux partis canadiens, le Parti progressiste conservateur et le Parti libéral. Par contre, ils observent une influence des trois indicateurs économiques sur la popularité du principal tiers parti canadien, le Nouveau parti démocratique, effet qu'ils expliquent par le caractère distinctif de sa politique économique. [21]

Cependant, le caractère peu vraisemblable des coefficients obtenus dans l'équation de l'appui au NPD inspire un certain nombre de réserves quant à la validité des résultats obtenus. En effet, les signes des coefficients associés aux variables économiques vont dans le sens contraire des attentes découlant de l'hypothèse de priorité. Alors qu'on s'attendrait à ce que l'appui au NPD augmente concurremment avec une hausse du chômage et une baisse du revenu disponible, c'est plutôt le contraire qui est observé.

Les auteurs fournissent l'explication suivante pour tenter de "sauver" leurs résultats: "Our tentative interpretation

---

[21]De plus, ils constatent que l'inflation aurait eu un impact sur la popularité des Conservateurs, mais seulement lorsque ceux-ci sont au gouvernement. Cependant, comme dans le cas du NPD, le coefficient mesurant cette relation n'affiche pas le signe attendu, ce qui ne contribue pas à rehausser la crédibilité des résultats.

of this finding is that NDP popularity resides primarily in its social welfare policies on issues such as pensions and national health, and not as a party believed to offer viable policies for increased employment" (Monroe et Erikson 1986: 637).

Loin d'améliorer leurs résultats, cette dernière explication semble plutôt confirmer les lacunes de la démonstation. L'ajout de la condition "alternative viable" apparaît comme une tentative a posteriori de présenter des résultats conservant un minimum de cohérence. Malheureusement, cette opération dénote plutôt une contradiction évidente. En effet, l'explication revient à dire que les coefficients mesurant une influence des conditions économiques sur l'appui au NPD ne sont pas de signe attendu parce que, en fin de compte, les principaux déterminants de la popularité de ce parti relèvent de la politique sociale plutôt que de... la politique économique. Ce qui ne les empêche pas de soutenir dans leur conclusion, en revenant cette fois à la condition initiale, que "public support for a noncentrist party believed to offer distinct economic alternatives will be influenced by economic considerations" (Monroe et Erickson 1986: 642-43). En somme, les résultats de cette étude nous semblent douteux à plus d'un point de vue et c'est pourquoi ils ne sauraient constituer une démonstration

valable concernant l'utilité d'une fonction de popularité dans le cas canadien.

Dans une étude portant sur la période comprise entre 1974 et 1979, Harold Clarke et Gary Zuk (1987) [22] ont développé un modèle de fonction de popularité intéressant. Leur contribution consiste à évaluer l'impact des conditions macro-économiques sur l'appui aux partis, mais également de mieux tenir compte de l'influence des événements et du contexte politiques sur la popularité gouvernementale. Méthodologiquement bien conçue, cette étude allait jeter un certain doute sur la relation entre l'économie et la popularité des partis politiques canadiens.

Ils partent du point de vue selon lequel les études sur le vote économique souffrent généralement d'une grave lacune: "The role of parties, political leaders, and the mass media in shaping economic and other issue agendas often have been ignored in the specification and interpretation of analyses of party popularity" (Clarke et Zuk 1987: 299).

Ils se donnent donc pour mandat de définir une spécification qui intègre parmi les variables explicatives

[22]Cette étude fait suite à d'autres travaux sur la fonction de popularité conduits par Clarke et divers collaborateurs dans les années précédentes. Entre autres, H.D. Clarke, M.C. Stewart et G. Zuk (1986).

certains événements politiques. Ils tiennent compte notamment de la lune de miel consécutive à la réélection du gouvernement en 1974, de l'élection du Parti québécois en novembre 1976, de la sélection de Joe Clark comme chef conservateur et de la mise sur pied du programme de contrôle des prix et des salaires.

Au plan méthodologique, les auteurs ont une préoccupation majeure à l'esprit, celle d'éviter à tout prix les conséquences indésirables du problème des corrélations fallacieuses. Cette préoccupation les conduit à recourir à la méthode d'analyse des séries chronologiques de Box/Jenkins.

Après avoir mesuré au moyen de leur modèle l'impact significatif des événements politiques sur la popularité des partis, les auteurs tentent d'évaluer l'effet des deux indicateurs économiques sur l'appui partisan. Leur principale conclusion est plutôt décevante en ce qui concerne l'existence d'un vote économique: "Despite the worsening state of the Canadian economy in the latter half of the 1970's, political forces rather than macroeconomic conditions were responsible for the wide swings in party popularity occuring during the period" (Clarke et Zuk 1987: 308).

Comment les auteurs expliquent-ils un tel résultat dans un contexte de difficultés économiques comme celui prévalant à la fin des années 70? Ils suggèrent que la relation entre la situation de l'économie et la popularité des partis puisse être conditionnée par la variable du contexte politique qu'ils définissent comme le contenu de l'agenda des affaires publiques. Ils présentent cette variable comme "the manner in which parties and the mass media translate economic and other societal conditions into political issues" (Clarke et Zuk 1987: 311). Or, les partis auraient plus ou moins évacué du débat politique les questions économiques entre 1974 et 1979 au profit des enjeux constitutionnels suscités par l'arrivée au pouvoir du Parti québécois et par la préparation du référendum québécois de 1980.

Les mêmes auteurs suggèrent la présence d'une deuxième variable conditionnant la relation entre l'économie et la popularité gouvernementale. Selon eux, les électeurs n'interprètent pas les conditions économiques dans un contexte de vide politique, mais plutôt "in light of existing partisan predispositions as well as images of parties and leaders" (Clarke et Zuk 1987: 311). Cette remarque ouvre la porte à la stratégie envisagée dans la présente étude, approche qui fait une large place aux différences dans les attachements partisans chez les

électeurs du Québec et chez ceux du reste du Canada. Ainsi, elle cherche à évaluer l'impact de ces différenciations sur l'expression du vote économique.

Que penser des résultats obtenus par Clarke et Zuk? Faut-il se surprendre de n'observer aucun effet des conditions économiques sur la popularité des partis entre 1974 et 1979? Il faut dire tout d'abord que cette absence de relation doit être interprétée en tenant compte de la courte période échantillonnale retenue. Il est vrai qu'il s'agit d'une période particulièrement troublée politiquement parlant. Il est intéressant de noter que Clarke et al. (1986) avait mis en évidence, dans une étude antérieure, un impact significatif du chômage sur la popularité du gouvernement canadien pendant la période 1980-1984.

Deuxièmement, il faut tenir compte des aspects méthodologiques de la recherche de Clarke et Zuk (1987). En effet, les techniques d'estimation de type Box/Jenkins sont reconnues pour leur tendance à favoriser l'hypothèse nulle. Compte tenu également de la période d'étude étroitement circonscrite, ces résultats ne doivent pas être considérés comme définitifs quant à l'absence d'influence du chômage et de l'inflation sur la popularité des partis canadiens. Par contre, le principal apport de

ces auteurs est d'avoir mis en évidence le rôle des variables politiques intermédiaires dans la relation entre l'économie et la popularité gouvernementale au Canada.

La prochaine étude s'inscrit dans une tendance tout à fait différente en ce qui concerne l'absence de relation économie/popularité. Nadeau (1987) a estimé une fonction de popularité du gouvernement canadien qui peut être qualifiée d'innovatrice. La définition de sa période échantillonnale embrasse toute la période d'après-guerre jusqu'en 1984. Les points forts de cette étude sont un effort conceptuel visant tout particulièrement la définition des déterminants politiques de la popularité gouvernementale, l'exploration des effets d'interaction entre les variables économiques et politiques et la rigueur de la modélisation dans son ensemble. Cet exercice a été effectué de façon rigoureuse au plan méthodologique, avec une attention toute particulière portée aux problèmes classiques de l'analyse en série chronologique que sont l'autocorrélation et la multicolinéarité, sans oublier une gestion adéquate du problème d'instabilité des relations observées.

La forme générale de la fonction de popularité estimée par Nadeau est donnée par l'équation suivante:

Pop = f (Tchôm, Tinfla, cycle, élites, régime, communauté).

où

Tchom = taux de chômage;

Tinfla = taux d'inflation;

Cycle = variable introduisant la dimension cyclique des fluctuations de l'appui populaire recueilli par le gouvernement;

Élites = variable traduisant l'appui reçu par les personnalités gouvernementales;

Régime = variable reflétant l'appui reçu par un gouvernement relativement à son action visant à maintenir l'intégrité des institutions;

Communauté = variable mesurant l'appui reçu par un gouvernement relativement à son action visant à maintenir l'intégrité de la communauté.

Les résultats de cette étude ont mis en évidence un lien statistique entre les deux principaux indicateurs économiques, taux de chômage et taux d'inflation, et les fluctuations de court terme de la popularité gouvernementale entre 1945 et 1984. Toutefois, le coefficient associé à la variable inflation passe à peine la rampe de la signification statistique.

C'est le taux de chômage qui apparaît comme la variable clé dans la relation économie/popularité. Globalement, l'étude de Nadeau confirme l'existence d'un effet réel quoique modeste de l'évolution de l'indicateur du chômage sur la fortune électorale du gouvernement et de l'opposition officielle. Au cours de la période à l'étude, une hausse d'un point du taux de chômage aurait provoqué, avec un retard d'une période, une baisse de l'avance gouvernementale atteignant 0,5 point de pourcentage. La décomposition de ce résultat montre que la hausse du chômage a davantage affecté la popularité de l'opposition que du gouvernment et qu'elle n'a eu aucun impact sur la popularité du N.P.D. L'auteur explique ces résultats par la logique décisionnelle suivante: lorsque la situation de l'emploi se dégrade et que le chômage est en hausse, l'électorat a tendance à exprimer sa désapprobation en ralliant non pas le N.P.D. mais l'Opposition officielle.

Nous allons maintenant nous tourner vers les études basées sur la fonction de vote. Nous verrons que ce type de recherche a connu un certain succès dans la tâche consistant à mettre en évidence une relation entre les fluctuations des indicateurs économiques et les résultats électoraux.

1.7.2 Fonctions de vote au Canada

Rappelons d'abord que c'est au moyen de la fonction de vote que les premiers efforts visant à mesurer l'infuence des conditions économiques sur le comportement électoral ont été accomplis. Cette approche a été utilisée tout particulièrement dans le cas des élections à la Chambre des représentants des États-Unis. L'étude pionnière de Kramer (1971) a établi les normes scientifiques en ce domaine et elle continue d'influencer le débat contemporain sur le rôle de l'économie dans la politique américaine. Portant sur les élections à la Chambre des représentants tenues entre 1896 et 1964, l'étude de Kramer concluait à l'impact significatif du revenu personnel sur la fortune électorale des candidats appartenant au même parti que celui du président sortant. Par la suite, plusieurs travaux ont suivi les traces de Kramer en mettant l'accent sur l'importance du revenu personnel disponible (Bloom et Price 1975; Tufte, 1975, 1978; Hibbing et Alford 1982) dans les résultats des élections législatives américaines. Fair (1978) pour sa part a mis en évidence le rôle d'un changement per capita dans le produit national brut sur l'issue des élections présidentielles américaines.

Cette tradition a semblé influencer la majorité des chercheurs intéressés au cas canadien puisque la fonction de vote a été l'approche de recherche la plus utilisée par ces spécialistes. Toutefois, il faut souligner une différence importante avec les devis mis au point par les chercheurs américains. En effet, les études sur le cas canadien ont utilisé pour la plupart des résultats électoraux désagrégés aux niveaux provincial ou régional tandis que les études américaines recouraient généralement à une variable dépendante constituée par les résultats électoraux nationaux.

J.R. Happy (1989) a eu recours à un devis de type série chronologique fusionnée pour étudier les déterminants économiques du vote fédéral entre 1930 et 1979, une période pendant laquelle 15 élections fédérales ont eu lieu. La variable dépendante de son modèle peut être représentée par le pourcentage de vote obtenu dans la province (i) par le parti au pouvoir lors de la (t) ième élection fédérale. Cette forme de désagrégation comporte l'avantage d'augmenter, dans ce cas-ci, le nombre d'observations à près de 150 (15 élections X 10 provinces).

Happy a conçu une modélisation où toutes les variables explicatives du modèle sont de nature économique. Ces

variables incluent le revenu personnel, le revenu disponible, le taux de chômage et le taux d'inflation. Ces variables ont été intégrées au modèle sous deux formes différentes, soit niveau et changement.

La principale conclusion de cette étude est à l'effet que les mesures de revenu ont un impact significatif sur le vote en faveur du parti au pouvoir, mais pas les indicateurs économiques du chômage et de l'inflation. Le revenu personnel disponible semble être un prédicteur du vote plus puissant que le revenu réel, tant dans sa forme niveau que lorsqu'il est mesuré en termes de changement. "Both the proportion of variance explained and the estimated impact of the two income variables suggest that they have had a significant effect on electoral behaviour and electoral outcomes in Canada" (Happy 1989: 385).

Dans une étude subséquente, Happy (1992) reprenait un devis semblable pour étudier l'impact de la performance économique et fiscale du gouvernement fédéral sur les résultats électoraux entre 1953 et 1988. En plus des variables économiques incluses dans sa spécification précédente, il intégrait à son modèle des variables mesurant le fardeau fiscal des contribuables canadiens sous la forme d'indicateurs de taxation directe.

Les résultats sont encore plus probants que dans son étude précédente. Surtout, il observe l'effet du chômage sur l'issue des élections au Canada, ce que d'autres auteurs confirmeront par la suite:

> "This study has shown that both economic and fiscal performance have a significant impact on incumbency voting in Canadian federal elections. As in both the United States and the United Kingdom, voters respond as economic citizens to inflation and unemployment independent of their concerns as consumers in real disposable income" (Happy 1992: 127).

Carmichael (1990) a utilisé la même approche de type série chronologique fusionnée pour étudier les effets des conditions macro-économiques sur la popularité du parti au pouvoir au Canada entre 1945 et 1988. La principale différence avec les devis employés par Happy est que cette fois, l'unité de désagrégation des résultats électoraux est la région plutôt que la province. Ainsi, la variable dépendante est constituée par le pourcentage d'appui accordé au parti victorieux dans chacune des cinq régions du pays (Canada atlantique, Québec, Ontario, l'Ouest et la Colombie-Britannique) lors d'une élection fédérale donnée.

Les principaux résultats suggèrent la présence de deux périodes distinctes quant à l'effet des conditions économiques sur le vote. Dans la première période, comprise entre 1945 et 1972, il observe que de mauvaises

conditions économiques auraient eu pour effet de favoriser le parti au pouvoir au plan électoral. En ce qui concerne les élections de 1974 à 1988, les résultats laissent voir un effet inverse (et donc de direction attendue) du chômage et du revenu personnel disponible, cette fois de moindre importance. Selon les auteurs, l'explication de ce retournement tiendrait à la forte détérioration des conditions économiques au début des années 1970, situation qui aurait eu pour effet de rendre les électeurs moins tolérants face à la performance économique gouvernementale. De plus, il se pourrait que les électeurs aient commencé à percevoir des différences plus marquées entre les politiques économiques des deux principaux partis fédéraux dès le début des années 1970.

Ces raisons n'expliquent pas, toutefois, pourquoi les gouvernements auraient bénéficié des conditions économiques défavorables entre 1945 et 1972. L'argument selon lequel les électeurs auraient alors préféré le parti sortant en vertu de l'adage "Better the devil you know" nous apparaît peu convaincant. Compte tenu de l'invraisemblance de ce résultat, nous pensons qu'il faille considérer cette étude avec beaucoup de prudence. On peut se demander sérieusement si le constat d'un effet positif de la détérioration des indicateurs économiques sur le vote entre 1945 et 1972 ne résulte pas plutôt d'un

artéfact statistique lié à un problème d'autocorrélation sévère. Cette possibilité ne peut être rejetée surtout si on considère que l'auteur a estimé ses équations au moyen de la méthode des moindres carrés ordinaires. En outre, il est plutôt avare de précisions sur les diagnostics permettant d'exclure de tels problèmes d'estimation.

Si tel est le cas, les erreurs-types de certains coefficients peuvent être fortement biaisées et conduire à une surestimation des statistiques 't' de Student. Si cette hypothèse est exacte, cela mènerait à des conclusions bien différentes en ce qui regarde cette recherche. On pourrait alors imaginer une relation faible si on considère l'ensemble de la période et une relation plus forte dans la sous-période la plus récente. Même si de telles conclusions demeurent hypothétiques, il n'en reste pas moins que les résultats de Carmichael doivent inspirer de toute façon un prudent scepticisme compte tenu de leur allure quelque peu surprenante.

Souhaitant épouser de façon plus classique le type de recherche effectuée aux États-Unis sur le vote économique, Richard Nadeau et André Blais (1993) ont proposé un modèle parcimonieux pouvant expliquer les résultats des élections fédérales tenues entre 1953 et 1988. Leur justification d'un modèle reposant sur l'analyse de données agrégées au

niveau national est double. D'une part, ils soulignent l'intérêt de tester dans le contexte canadien la pertinence d'un modèle qui a donné des résultats intéressants dans le cas américain. D'autre part, ils font remarquer qu'une telle approche apparaît prometteuse compte tenu du fait que les résultats issus des études utilisant des données fusionnées étaient mitigés et contradictoires dans le cas canadien.

Ainsi, la fonction de vote proposée par les auteurs prend la forme suivante:

$$LIBVOTE = \alpha + \beta_1 UNEMP + \beta_2 INF + \beta_3 INCOME + \beta_4 LEADER + \varepsilon$$

où,

LIBVOTE = est le pourcentage du vote obtenu par le parti libéral;

UNEMP = taux de chômage;

INF = taux d'inflation;

INCOME = revenu personnel disponible;

LEADER = variable identifiant la présence d'un chef québécois francophone à la tête du parti libéral.

Parmi les particularités de la spécification, notons que les variables économiques ont été construites en termes relatifs en vertu du principe selon lequel "what matters is whether income, unemployment or inflation is higher or lower than what it had been in the recent past" (Nadeau et Blais 1993:779). Les auteurs rejettent donc l'hypothèse d'amnésie sévère affectant les électeurs canadiens, une caractéristique postulée dans les études de Carmichael (1990) et Happy (1989). Autre élément particulier de leur analyse, ils opèrent une distinction entre les élections dites idéales (i.e. ayant eu lieu au moins trente mois après les précédentes) et des élections consécutives à un mandat écourté. Cette distinction est fondée sur l'une des conditions du modèle rétrospectif du vote, à savoir que les électeurs doivent avoir suffisamment de temps pour évaluer la performance économique d'un nouveau gouvernement.

Il ressort de leur analyse que le taux de chômage a un impact significatif et important sur le vote, mais pas le taux d'inflation ni le revenu personnel disponible. De façon plus spécifique, une augmentation d'un point du taux de chômage (comparé à son niveau moyen des cinq dernières années) a pour effet d'abaisser de deux points de pourcentage le vote obtenu lors d'une élection fédérale.

S'agissant de la variable politique du modèle, les résultats montrent que la présence d'un chef québécois à la tête d'un des deux principaux partis fédéraux a eu dans le passé un impact puissant sur le vote fédéral. En effet, un boni dont l'ampleur varie entre 5 et 6 points de pourcentage est rattaché à la présence d'un chef québécois.

Contrairement aux craintes des auteurs, le modèle démontre une bonne performance que soient incluses ou non les élections faisant suite à de courts mandats. Les deux seuls cas problématiques demeurent les élections de 1958 et de 1980. Il s'agit de deux consultations populaires qui suivent des mandats ayant la double caractéristique d'être restreint en termes de longueur et d'avoir été sous la responsabilité d'un nouveau gouvernement. Pour de telles élections, le modèle rétrospectif du vote semble s'avérer inopérant.

En résumé, le modèle de vote rétrospectif mis sur pied par Nadeau et Blais a l'avantage de reposer sur une approche bien éprouvée, en particulier aux États-Unis (Kramer 1971; Bloom et Price 1975; Fair 1978). Claire et rigoureuse, leur démonstration évite de trop compliquer sans toutefois confondre les différents contextes électoraux. A ce titre, leur distinction quant aux

différents types d'élections (idéales ou non idéales) mérite d'être retenue en tant que condition d'un vote rétrospectif mesuré à l'aide de résultats électoraux. La définition de leurs variables économiques en termes relatif se situe dans la tradition des meilleures études américaines (Hibbs 1982). Enfin, leurs résultats quant à l'effet important du chômage sur le vote fédéral est compatible avec les résultats de Happy (1992) et de Carmichael (1990) évoqués précédemment.

1.8 Le vote économique des Québécois

Les rares travaux ayant examiné l'effet de la conjoncture économique sur le vote des citoyens du Québec ont suggéré une dichotomie intéressante. Les électeurs québécois auraient dans le passé puni ou récompensé les gouvernements provinciaux sortants selon la performance de l'économie durant leurs mandats (Crête et Simard 1984; Albert 1980; Guérin et Nadeau 1995) mais pas les gouvernements fédéraux. Dans ce dernier cas, leur vote s'expliquerait par des facteurs non économiques (Crête et Simard 1984) comme les déterminants culturels.

Crête et Simard (1984) ont appliqué au cas des élections québécoises (provincial et fédéral) des cinquante dernières années le modèle de Kramer, cherchant à

expliquer la fortune électorale des Parti libéral du Québec et du Canada en les liant à l'évolution de la conjoncture économique (inflation et diverses versions du revenu personnel mesuré en termes de taux de croissance).

La variable dépendante était constituée par le pourcentage de vote obtenu par le Parti libéral lorsque celui-ci est au pouvoir et, lorsqu'il est dans l'opposition, au total des votes accordés à tous les partis d'opposition réunis. Au niveau des élections fédérales, les coefficients associés aux variables économiques se sont avérés non significatifs, traduisant une relation inexistante entre l'économie et le vote. Ces résultats sont à l'opposé de ce que les mêmes auteurs avaient observé au niveau des élections provinciales où les coefficients étaient significatifs et de signe attendu.

S'agissant des élections fédérales, le comportement des Québécois semble plutôt répondre à l'influence de facteurs culturels. Cette conclusion est attestée par les coefficients des variables mesurant le vote normal à long terme obtenu par le Parti libéral (fédéral ou provincial) et par le constat selon lequel la présence d'un leader francophone à sa tête procure au Parti libéral canadien un boni de 13 points de pourcentage au Québec.

Même si l'étude de Crête et Simard (1984) souffre d'un certain nombre de problèmes de spécification -par exemple il aurait mieux valu inclure une variable dichotomique pour refléter l'identité linguistique du leader dans le cas des élections fédérales- il n'en reste pas moins qu'elle est exempte de vices méthodologiques majeurs qui viendraient invalider ses principales conclusions. En conséquence, la constatation voulant que les fluctuations du vote québécois lors des élections fédérales s'expliquent sans doute mieux par des variables culturelles qu'économiques semble être suffisamment solide pour qu'on s'y appuie dans le cadre de la présente recherche.

1.9 Bilan des études canadiennes

Notre bilan des études sur les cas canadien et québécois est mitigé. Si les analyses de la fonction de popularité ont donné des résultats plutôt décevants sauf dans un cas (Nadeau 1987), les études fondées sur les résultats électoraux ont été plus concluantes du point de vue de la relation entre l'économie et le vote au Canada (Happy 1992; Nadeau et Blais 1993). C'est ce qui permet de soutenir que les études du vote économique au Canada présentent un bilan mitigé.

> "The findings from these studies are decidedly mixed; some analysts report strong economic effects on governing party support, whereas others find weak, null or even seemingly perverse effects. In part, these mixed results may be attributed to the diversity of data employed and time periods considered, coupled with a lack of consistency in model specification and analytic techniques" (Clarke et Kornberg 1992:31).

Nous pensons qu'une approche de fonction de popularité recourant à une certaine forme de désagrégation des variables pertinentes sur la base du clivage Québec/reste du Canada pourrait permettre de réconcilier au moins en partie les résultats contradictoires issus des études sur le cas canadien. Cette orientation générale nous permet de préciser maintenant les principaux choix méthodologiques (forme du modèle, méthode d'estimation, etc.) associés à notre démarche.

CHAPITRE 2: DÉMARCHE EMPIRIQUE RETENUE ET CHOIX MÉTHODOLOGIQUES

2.1 Cadre théorique et modèle retenu

Les principaux constats tirés de la revue des écrits nous amènent à adopter pour notre étude un cadre théorique qui aborde la relation économie/politique selon une approche non mécaniste. Voici quelques précisions sur les propriétés de ce modèle. Sa nature non mécaniste signifie qu'il ne postule en rien "that the relationship between economic conditions and the vote is unconditional, uniform and constant" (Leithner 1993: 340). Au contraire, le modèle de vote économique sur lequel reposera notre recherche fera intervenir un certain nombre de facteurs qui sont susceptibles de conditionner la relation entre l'économie et le vote ou les intentions de vote. Parmi ces facteurs, il y a la possibilité d'une réponse politique distincte aux conditions économiques dans les deux portions de l'électorat canadien constituées par les électeurs du Québec et ceux du reste du Canada.

Suivant l'approche du vote économique reposant sur la désagrégation des séries chronologiques (Hibbs 1982;

Kernell et Hibbs 1981), la relation entre l'économie et l'appui des Québécois et des autres Canadiens au gouvernement canadien sortant (tel que mesuré par les intentions de vote et par les choix électoraux individuels) devrait être modélisée de façon séparée pour chacun de ces deux électorats. De plus, nous devrons évaluer la stabilité des relations estimées de façon à tester l'hypothèse selon laquelle le vote économique des électeurs québécois et canadiens a pu fluctuer durant l'ensemble de la période à l'étude.

L'une de nos hypothèses est à l'effet que la configuration des systèmes partisans, une variable susceptible de moduler la réponse politique à l'économie, a subi d'importantes transformations dans le temps. Si on adopte le langage économétrique, une telle possibilité renvoie à la situation où le comportement électoral d'orientation économique aurait été soumis à différents "régimes" entre 1963 et 1993. Dans le cas du Québec, certaines observations empiriques nous amènent à préciser que ces régimes correspondent aux deux sous-périodes précédant et suivant l'arrivée des Conservateurs de Brian Mulroney au pouvoir en 1984 (voir chapitre 3 pour la démonstration).

En ce qui concerne la relation entre les fluctuations de la conjoncture économique et la popularité gouvernementale

dans le reste du Canada, nous nous attendons à ce qu'elle soit relativement constante tout au long de la période à l'étude (1963-1993). Cette constance n'exclut pas pour autant certaines fluctuations dont l'amplitude restera à préciser au moyen des tests de stabilité que nous entendons appliquer pour évaluer cette hypothèse de façon plus rigoureuse.

Les résultats de cette démarche devraient nous permettre d'ouvrir des pistes de recherche quant aux modèles alternatifs de la rationalité économique. En effet, le modèle de vote économique proposé ici est fondé sur la remise en cause d'un postulat central du modèle rétrospectif traditionnel. Ce postulat prévoit une réponse uniforme de tous les électeurs aux fluctuations de l'économie. Un tel modèle de récompense/punition renvoie à un schéma de responsabilité automatique s'appliquant à des électorats entiers sans considération pour les caractéristiques socio-économiques ou partisanes qui distinguent certaines strates électorales.

Le modèle non mécaniste mis à l'épreuve dans la présente recherche est fondé sur une vision renouvelée de la rationalité économique de l'électeur. Si un tel modèle peut aider à mieux comprendre le cas canadien, il pourrait également ouvrir des perspectives intéressantes dans

d'autres contextes nationaux où des chercheurs ont constaté la faiblesse de la relation entre l'économie et les comportements politiques.

2.2 Stratégies de recherche

La vérification empirique de notre modèle s'articule autour des deux grandes stratégies suivantes, à savoir:

1. une analyse en série chronologique basée sur une fonction de popularité (1963-1993) comprenant trois volets. Le premier cherchera à modéliser l'impact des principaux indicateurs économiques sur l'appui des électeurs québécois au gouvernement fédéral. Le second fera de même pour les électeurs du reste du Canada et le troisième s'appliquera à l'électorat canadien dans son ensemble. Des événements politiques marquants seront également introduits dans cette modélisation.

2. une analyse des micro-mécanismes à l'origine du vote économique des électeurs dans chacune des sept élections fédérales survenues entre 1972 et 1993, toujours dans une optique Québec/reste du Canada. Cette contraction de la période échantillonnale nous est imposée par un problème de disponibilité des données. Toutefois, cette limitation ne vient pas

invalider la démarche de recherche dans la mesure où la période comprise entre 1972 et 1993 comporte sept élections ayant eu lieu dans des systèmes partisans nettement différents, du moins du point de vue de la distribution des attachements partisans. Ainsi, nous serons en mesure de comparer les mécanismes du vote économique dans deux contextes politiques bien différenciés (règne libéral et règne conservateur).

La combinaison de ces deux stratégies nous permettra de répondre à un certain nombre de questions de recherche. Un énoncé des hypothèses correspondantes suit chaque questionnement.

2.3 Questions et hypothèses

Stratégie 1- Analyse en série chronologique dans les électorats du Québec et du reste du Canada.

Nous nous limiterons pour l'instant à formuler les hypothèses associées à notre démarche en série chronologique. Les hypothèses de notre analyse en coupe transversale seront énoncées au chapitre 6.

Rappelons que le principal objectif de notre analyse en série chronologique consiste à évaluer l'impact des

indicateurs économiques usuels (chômage, inflation) sur l'appui au gouvernement fédéral dans les électorats canadien, québécois et du reste du Canada tel que mesuré par les intentions de vote (données semestrielles) .

La question sous-jacente à cet objectif est la suivante:

L'appui des électeurs canadiens, québécois et du reste du Canada a-t-il varié en fonction de la conjoncture économique entre 1963 et 1993? Observe-t-on des variations de cet effet selon les sous-périodes considérées (1963-1982 et 1983-1993)?

Nos principales hypothèses sont les suivantes: [23]

[23]Voici quelques précisions sur les divers types de critères qui nous permettront d'accepter ou de rejeter nos hypothèses de recherche. On peut classer ces critères en trois types : a priori ou théoriques, statistiques et économétriques. Les critères à priori concernent le signe et la valeur des paramètres inclus dans le modèle postulé par la théorie politique sous-jacente. Si les coefficients estimés ne correspondent pas aux coefficients postulés, le modèle doit être rejeté ou révisé. Les critères statistiques permettent de répondre aux deux questions suivantes: 1- quelle part de variation touchant la variable dépendante est expliquée par les changements de valeur des variables indépendantes?; 2- la dispersion ou l'écart de chaque coefficient estimé autour du paramètre vrai correspondant sont-ils suffisamment faibles pour donner confiance dans l'estimation? Enfin, les critères économétriques réfèrent aux tests vérifiant si les hypothèses du modèle fondamental de la régression sont satisfaites. L'ensemble de ces tests (série chronologique) ont été effectués au moyen du logiciel PcGive. Tous ces critères nous permettront en bout de ligne de déterminer l'influence respective des conditions économiques et des événements politiques sur la popularité du gouvernement fédéral à l'intérieur des deux électorats étudiés, les électeurs du Québec et les électeurs des autres provinces canadiennes. Ainsi, selon l'hypothèse 1 de cette étude, les coefficients estimés en ce qui concerne les variables économiques ne devraient pas être significativement différents de zéro pour le Québec, du moins pour la période 1968-1983, et être inférieurs à 1 (relation négative entre l'économie et la popularité) dans le cas du reste du Canada, et ce pour l'ensemble de la période à l'étude.

Dans le cas du Québec, la force du vote économique n'est pas constante durant toute la durée de la période à l'étude, des variations importantes étant susceptibles d'être observées entre la sous-période d'hégémonie libérale (1963-1982) et la sous-période conservatrice (1983-1993).

Dans le reste du Canada, on observe un vote économique dont le degré de stabilité durant l'ensemble de la période à l'étude reste à évaluer.

Pour ce qui est de l'électorat canadien dans son ensemble, on observe une relation significative entre la conjoncture économique et la popularité. Cependant, la force de ce lien est atténuée comparativement à ce que l'on perçoit dans l'électorat du reste du Canada en raison d'un effet de dilution introduit par la faiblesse du vote économique dans la strate électorale québécoise.

2.4 Problèmes et méthodes d'estimation statistique

Si la fonction de popularité présente des avantages certains dans l'étude des relations entre les principaux indicateurs économiques et les intentions de vote (voir à ce sujet Norpoth 1992 et Paldam 1991), la spécification et

l'estimation de tels modèles n'en présentent pas moins des difficultés importantes au plan statistique.

L'un des problèmes classiques est celui des corrélations fallacieuses, qui est souvent associé à la présence de variables non stationnaires, c'est-à-dire dont la moyenne et la variance ne sont pas constantes dans le temps. [24] Or, les variables économiques et les variables de popularité gouvernementale présentent souvent de telles propriétés.

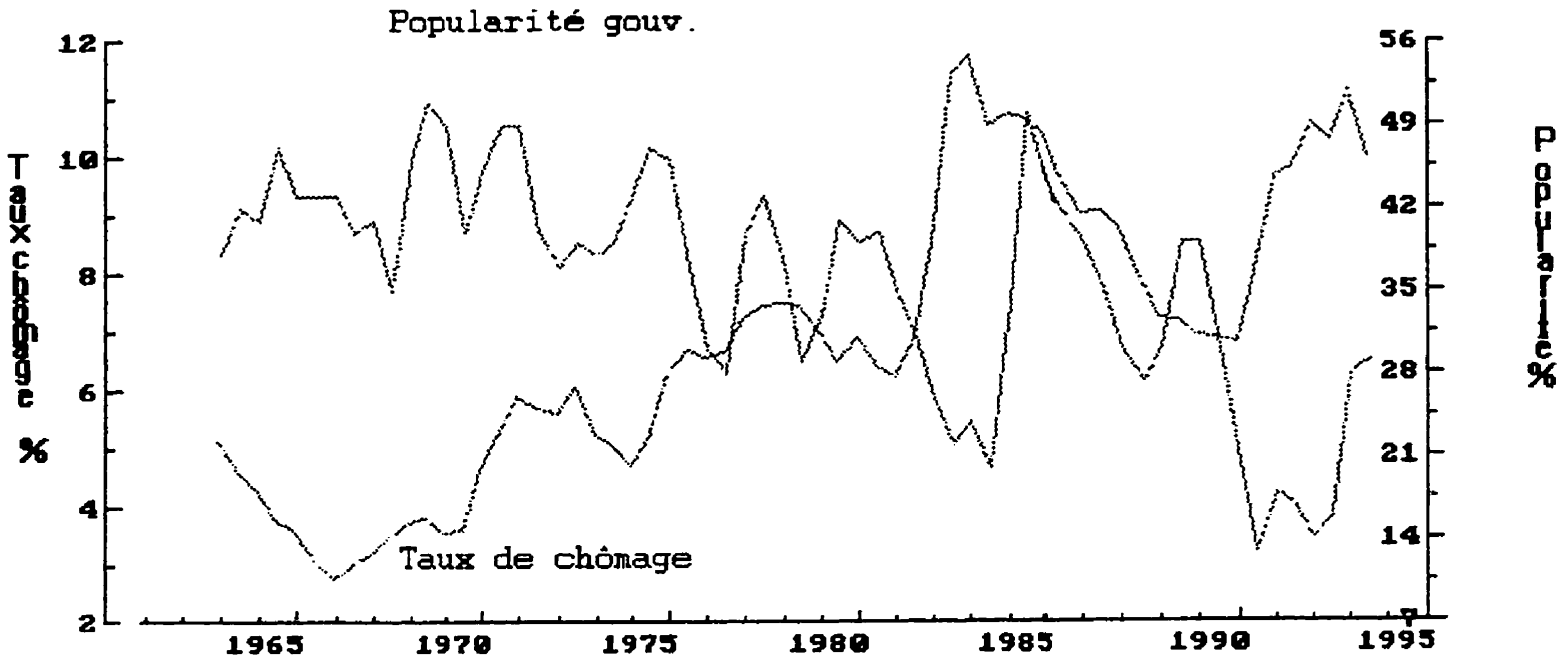
Dans le cas présent, le taux de chômage au Canada a suivi une tendance à la hausse lorsqu'on considère l'ensemble de la période à l'étude. De même, une tendance de longue durée est souvent décelable dans les intentions de vote recueillies par le parti gouvernemental, situation qui justifie le recours à des stratégies de modélisation et des techniques d'estimation adaptées à ces problèmes. Dans le cas canadien, la simple observation du graphique (2) reproduisant les fluctuations du taux de chômage (hausse) et de la popularité gouvernementale (baisse) dévoile une tendance de long terme, dont le caractère significatif pourra être testé statistiquement dans une section à venir.

---

[24] Voir Granger et Newbold (1975).

Graphique 2

Taux de chômage et popularité du gouvernement au Canada, 1963-1993



De façon courante, les chercheurs ont procédé au calcul des différences pour prévenir les effets indésirables de la non stationnarité.[25] De plus, certaines techniques d'analyse plus sophistiquées comme la méthode dite de

[25]Il s'agit de soustraire les valeurs de la variable non stationnaire en suivant la séquence suivante: (t)-(t-1), (t+1)-(t)...jusqu'à ce que nous ayions obtenu une nouvelle série formée des différences entre les valeurs de l'ancienne série.

Box/Jenkins ont été utilisées pour faire face au problème des corrélations fallacieuses. [26] Cependant, ces méthodes ont été critiquées en raison de leur propension à faire disparaître des relations de long terme potentiellement intéressantes au plan théorique entre les variables à l'étude (Beck 1992).

Une famille de modèles économétriques permet de tenir compte de cette critique dans l'étude des relations entre variables non stationnaires. Il s'agit des modèles dits de co-intégration développés initialement par des méthodologues économètres comme Sargan (1984) et Engle et Granger (1987) et importés plus tard en science politique par Ostrom et Smith (1991), Beck (1992) et Clarke et Stewart (1994). Le concept de co-intégration a l'avantage de fournir un cadre théorique permettant l'élaboration de modèles conçus pour capter à la fois les relations de court et de long termes entre les variables à l'étude.

Le concept de co-intégration [27] permet de conserver cette relation de long terme sous la forme d'un d'équilibre entre deux ou plusieurs variables qui, prises individuellement, ne sont pas stationnaires. Deux

[26]Voir à ce sujet Norpoth 1987 pour une application en science politique. De façon plus générale, voir McCleary et Hay 1980 pour diverses applications de cette technique au domaine des sciences sociales.

[27]Engle et Granger (1987) ont écrit l'ouvrage de référence sur la cointégration. Précédemment, Hendry (1986) avait livré une contribution importante sur le sujet.

variables sont dites cointégrées lorsque la moyenne, la variance ou la covariance de chaque série prise séparément changent dans le temps mais qu'une certaine combinaison linéaire de ces séries présente des propriétés de stationnarité (Banerjee et al. 1993: 136). Or, les modèles de co-intégration permettent de capter cette relation de long terme entre les variables cointégrées au moyen du mécanisme de correction d'erreur (MCE).

Toutefois, la présence d'un état de co-intégration entre certaines variables ne peut être présumée au départ; on doit au contraire la démontrer de façon empirique en suivant certaines étapes bien précises énoncées par Engle et Granger (1987). Cette démonstration est un préalable à la spécification d'un modèle de correction d'erreur puis à l'estimation du mécanisme de rééquilibrage de long terme faisant contrepoids aux effets de court terme des variables explicatives sur la variable dépendante.

La première étape de cette démonstration préalable exige que l'on évalue le caractère stationnaire ou non des variables à l'étude à l'aide des tests appropriés. Les tests de racine unitaire de Dickey-Fuller sont maintenant considérés comme la norme en cette matière (Dickey et Fuller 1979). Si certaines de ces séries chronologiques sont non stationnaires et que la théorie politique et/ou

économique permet d'envisager un lien hypothétique entre ces variables, il est possible que ces dernières puissent être cointégrées. Pour le vérifier, il faut commencer par estimer une équation de co-intégration suggérée par la théorie politico/économique.

Deux conditions doivent être satisfaites pour établir la preuve de co-intégration. Tout d'abord, le coefficient mesurant la relation entre les deux variables que l'on suppose cointégrées doit être significatif. Deuxièmement, le terme d'erreur aléatoire de cette équation de co-intégration doit présenter des propriétés de stationnarité telles que démontrées par un test de racine unitaire.

Si l'hypothèse de co-intégration est acceptée, le terme aléatoire de l'équation de co-intégration est ensuite utilisé (sous la forme retardée ou t-1) en tant que variable mesurant le mécanisme de correction d'erreur (MCE) à l'intérieur d'un modèle de co-intégration intégrant les diverses variables pertinentes. Il ne reste enfin qu'à estimer le dit modèle et d'en interpréter les résultats en termes de relation de court (autres variables indépendantes) et de long terme (MCE) entre les variables indépendantes et dépendantes.

2.5 Justification du recours à la co-intégration

Les raisons nous incitant à utiliser l'approche de co-intégration dans la présente recherche relèvent davantage du domaine empirique que théorique. En effet, nous ne pensons pas que le recours à la technique de co-intégration soit toujours nécessaire dans le cas où les variables étudiées montrent certaines propriétés de non stationnarité. L'argumentation retenue ici s'appuie entre autres sur le point de vue développé dans les travaux de Amato (1993) et de Nadeau, Niemi et Amato (1995).

Comme ces auteurs, nous ne partageons pas le point de vue selon lequel le risque de corrélation fallacieuse exige d'emblée l'utilisation de la dite méthode de co-intégration. Nous pensons qu'il existe certains moyens de diagnostiquer de façon assez fiable une corrélation fallacieuse entre deux variables. Entre autres, la présence simultanée d'un R carré élevé et d'une statistique de Durbin Watson faible devrait suggérer l'existence d'une telle relation (Kennedy 1992: 265). D'autre part, certains auteurs soulignent que l'utilisation de cette approche ne peut éviter de sacrifier, et ce malgré les précautions qui sont inhérentes à la méthode, certaines relations de long terme

entre les variables. Plutôt que d'imposer une contrainte a priori à la spécification du modèle empirique conçu pour les fins de la présente recherche, nous avons fait reposer notre choix sur le raisonnement et les critères suivants:

1. la nature particulière de la variable dépendante constituée par les intentions de vote recueillies semestriellement plutôt que mensuellement ou trimestriellement;

2. le bilan contradictoire des études portant sur la présence ou non d'un vote économique au Canada.

Ces deux éléments ont été déterminants dans le choix d'une méthode d'estimation appropriée. D'une certaine façon, l'utilisation d'une technique plus exigeante au plan statistique reflète la prudence dont nous voulions faire preuve dans la procédure d'estimation compte tenu des deux points soulevés.

Comme nous l'avons déjà indiqué, le bien-fondé du recours à ce type de modèle repose sur la démonstration de critères empiriques stricts. Ces modèles peuvent être utilisés à la condition que les séries non stationnaires laissent apparaître des propriétés de co-intégration, en d'autres mots que leur combinaison linéaire résulte en un

processus stationnaire. A partir des étapes énoncées par Engle et Granger (1987), nous allons démontrer la présence d'une telle co-intégration entre la variable chômage et la variable popularité gouvernementale. Nous allons par la suite décrire notre modèle de fonction de popularité au Canada en tenant compte de ces analyses préliminaires. Le tableau 1 présente les résultats des tests de racine unitaire de Dickey-Fuller pour l'ensemble de la période à l'étude.

Tableau 1

Tests de racine unitaire de Dickey-Fuller.
Variables d'appui au gouvernement
fédéral et variables économiques, 1963.S2-1993.S2

	Statistique t	
Variables	**Série originale**	**Série différenciée**
Popularité du gouvernement (Canada)	-2.36	-6.72 **
Popularité du gouvernement (Reste du Canada)	-2.52	-6.57 **
Popularité du gouvernement (Québec)	-3.04 *	-9.93 **
Taux de chômage	-0.71	-4.70 **
Taux d'inflation	-1.42	-5.02 **

Tous les tests ont été effectués en incluant une constante mais sans la présence d'une variable de tendance (trend). Lorsqu'une telle variable est ajoutée, les résultats ne diffèrent pas, sauf pour les variables popularité du gouvernement (Canada) et popularité du gouvernement (Québec). Dans ces deux cas, l'hypothèse nulle d'une racine unitaire est rejetée avec des statistiques t respectives de -4.14 et -5.18 (valeur critique = -3.47).

* rejette l'hypothèse nulle de la présence d'une racine unitaire, $p \leq .05$, valeur critique= -2.88 ; **rejette l'hypothèse nulle de la présence d'une racine unitaire, $p \leq .01$, valeur critique= -3.47.

Ces résultats nous montrent que tant les variables économiques (chômage et inflation) que politiques (trois variables traduisant l'appui au parti gouvernemental) manifestent des propriétés de non stationnarité. Toutefois, cette dernière caractéristique disparaît dans chaque cas suite au calcul de la différence des variables au premier degré. Ces données nous suggèrent également la

possibilité que l'appui au parti gouvernemental puisse être cointégré avec l'un ou plusieurs de ses déterminants présumés. Cette possibilité est évaluée en procédant à une analyse de régression de l'appui au parti gouvernemental par rapport aux deux variables économiques pertinentes, le taux de chômage et le taux d'inflation. Le tableau 2 présente les résultats de six équations, soit deux (A et B) pour chacune des trois fonctions de popularité présentées (Canada /reste du Canada/Québec).

Tableau 2
Régressions de co-intégration, popularité gouvernementale (Canada, reste du Canada et Québec) et indicateurs économiques, 1963.S2-1993.S2

	(Canada)		(Reste du Canada)		(Québec)	
Variables économiques prédictrices	A	B	A	B	A	B
taux de chômage t-1	-2.45 a (5.62)	-2.40 a (5.58)	-2.09 a (5.07)	-2.14 a (5.19)	-3.15 a (4.79)	-2.71 a (3.78)
taux d'inflation t-1	0.28 (0.82)		-0.38 (1.19)		2.05 a (3.76)	
R carré	.35	.35	.33	.31	.35	.19
Erreurs résiduelles (test de racine unitaire)	-3.08 *	-3.21 *	-3.16*	-3.18 *	-4.45 **	-4.42 **

Statistiques t entre parenthèses
a - p≤ .01
* rejette l'hypothèse nulle d'une racine unitaire au seuil .05; ** rejette l'hypothèse nulle d'une racine unitaire au seuil .01.

Les équations de co-intégration A indiquent que les fluctuations du taux de chômage ont eu un effet significatif dans les trois modèles sur l'appui au parti gouvernemental, mais les fluctuations du taux d'inflation n'ont pas eu le même effet. [28] Les équations B incluent seulement le taux de chômage, dont les coefficients sont tous significatifs. Les termes aléatoires de ces trois régressions sont stationnaires, remplissant ainsi une condition importante pour accepter l'hypothèse de co-intégration entre le chômage et la popularité gouvernementale.

Avant d'aborder la définition de la fonction de popularité, nous allons démontrer qu'il est justifié de distinguer les électorats du Québec et du reste du Canada. Nous verrons que la principale justification à l'appui de ce choix de spécification tient au fait que la politique fédérale canadienne a été caractérisée durant plusieurs décennies par la présence de deux électorats plutôt qu'un seul.

[28] Un effet significatif de l'inflation est observé dans le cas de la popularité du gouvernement fédéral au Québec. Toutefois, le coefficient obtenu n'étant pas de signe attendu, nous avons choisi d'ignorer cet indicateur dans l'équation B.

CHAPITRE 3: LA DÉMONSTRATION-

LE CANADA: DEUX ÉLECTORATS EN UN?

Notre revue des écrits nous a permis de constater que le clivage Québec/reste du Canada n'a jamais été pris en compte dans les études sur le cas canadien même si cette pratique est susceptible d'avoir des conséquences fondamentales pour l'expression du vote économique dans ce pays. Cette anomalie peut paraître surprenante [29] si on considère le constat largement répandu "that francophones in Quebec respond to the party system in a distinct way" (Johnston et al. 1992:30).

Nous allons maintenant décrire les caractéristiques qui ont contribué, du moins pendant la période à l'étude (1963-1993), à façonner le comportement distinct de la strate électorale québécoise à l'intérieur de l'électorat canadien. Ce particularisme s'est exprimé en premier lieu par le niveau d'appui très important accordé au Parti libéral par les électeurs du Québec depuis plusieurs décennies. Il est bien connu que l'hégémonie libérale - depuis la fin de la seconde guerre mondiale et jusqu'en 1984, le Parti libéral fédéral a gouverné pendant 33 ans à

[29] On peut penser que cette omission peut s'expliquer par la faible disponibilité de données sur les intentions de vote désagrégées selon certains clivages socio-économiques, partisans ou régionaux (Québec/reste du Canada).

Ottawa sur une possibilité de 39 années- est redevable en grande partie à la domination de ce parti au Québec.

Une façon simple de mettre en évidence ce particularisme consiste à se demander en quoi la direction, l'intensité et le niveau d'appui manifestés par les Québécois envers les principaux partis politiques fédéraux ont-ils différé de ceux exprimés par les autres Canadiens. Trois critères de comparaison seront retenus pour ce faire: la distribution de l'identification partisane dans chacun des électorats, le niveau d'appui recueilli lors des élections et enfin, les affinités partisanes telles que reflétées par les intentions de vote entre les élections.

Dans la mesure déterminée par la disponibilité des données, ces analyses ont pour but de cerner le plus étroitement possible la période d'étude de notre démarche empirique, soit les trois décennies comprises entre 1963 et 1993.

3.1 Particularités des systèmes partisans du Québec et du reste du Canada

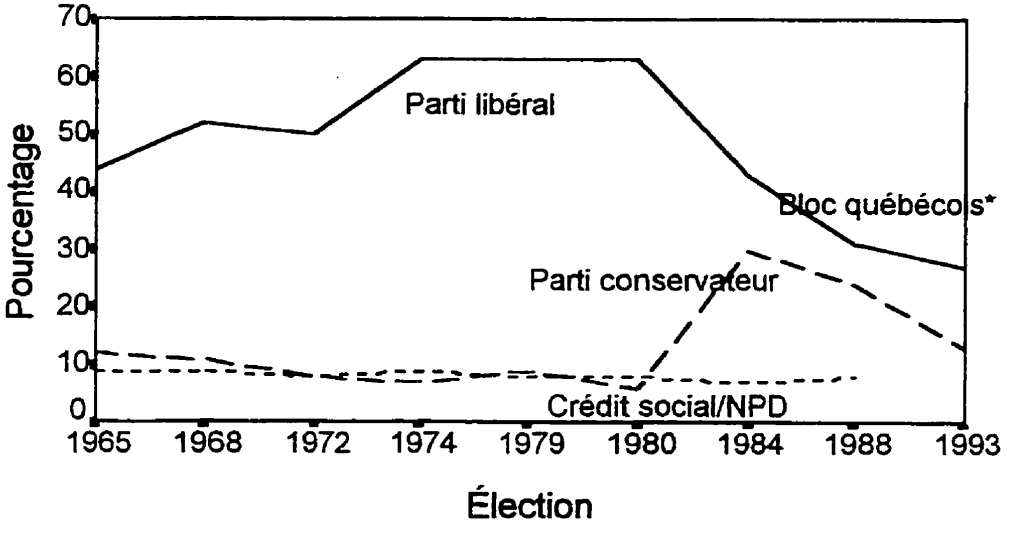
Nous allons commencer par examiner la distribution de l'identification partisane dans les deux strates électorales pendant les trois décennies à l'étude (1963-

1993). Amorçons cette analyse avec le cas québécois. Jusqu'à tout récemment, le Parti libéral du Canada a été la force dominante en politique fédérale québécoise si on considère les majorités substantielles de Québécois s'identifiant à ce parti entre 1965 et le début des années 1980. Kornberg et Clarke (1992: 156) citent des taux d'identification au Parti libéral du Canada avoisinants les 55-60 pour cent dans les enquêtes pan-canadiennes réalisées entre 1965 et 1980 (voir graphique 3). On peut noter également la position marginale du Parti progressiste-conservateur tout au long des décennies 1960 et 1970. Le principal tiers parti fédéral au Québec pendant cette période, le Crédit social, a eu également une part relativement mince dans le partage des attachements partisans au Québec (8-9%). Cette domination du Parti libéral du Canada au Québec s'est maintenue tout au long du troisième système partisan, soit du début de la décennie 1960 à 1980 (selon la classification de Johnston et al. 1992: 60).

Graphique 3

Distribution de l'identification partisane,

Québec, 1963-1993.



Source: 1965, 1968, 1974-79-80, 1984, 1988, 1993-CNES; 1972: M.O.R.
Note: % excluent les discrets et ne sais pas mais incluent non ident.

3.2 À quel moment a pris fin la domination libérale?

Le graphique 3 montre bien que la position dominante du Parti libéral a commencé à s'effriter au début des années 1980. La proportion de Québécois s'identifiant à ce parti a chuté à environ 40% en 1984 puis à 30% lors de l'élection de 1988, un signe que l'hégémonie libérale, s'il en fut une, a entrepris son recul dans les premières années de la décennie 1980. Toutefois, le graphique montre que ce repli s'est effectué de façon graduelle dans les

premières années 1980. Jusqu'au début de 1982, presque 50% des électeurs s'identifiaient encore au Parti libéral.

Une préoccupation fort importante dans le cadre de cette thèse consiste à préciser le moment exact où l'effritement de l'identification au Parti libéral s'est amorcé de façon définitive. Malheureusement, nous n'avons pas à notre disposition de données d'enquêtes pouvant nous permettre de suivre l'évolution de cette attitude au Québec ou au Canada pendant ces années cruciales. Nous tenterons de mieux préciser le moment de cette rupture au moyen des intentions de vote recueillies dans les électorats du Québec et du reste du Canada. Pour l'instant, contentons-nous d'identifier un certain nombre d'événements politiques marquants qui ont pu contribuer à la chute spectaculaire de l'appui recueilli au Québec par le Parti libéral.

Tout d'abord, il est possible d'observer que l'Accord constitutionnel de novembre 1981 -dont la ratification officielle a eu lieu en avril 1982- a eu des conséquences importantes pour la popularité du gouvernement libéral au Québec. Au moment où les formalités protocolaires du rapatriement de la constitution ont lieu en avril 1982, le pessimisme quant à l'avenir du pays atteint des sommets

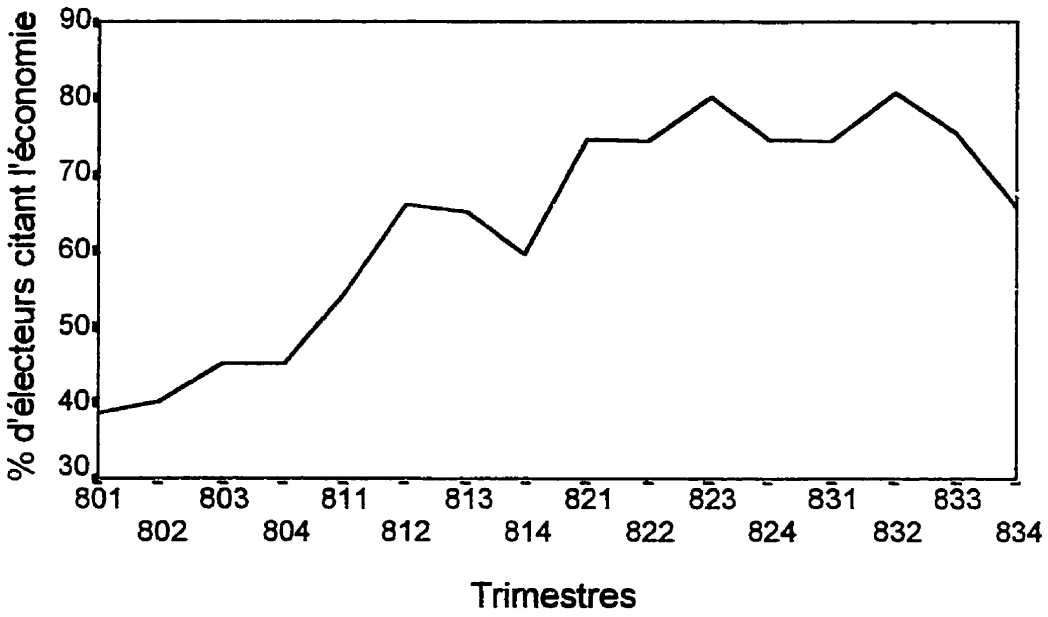
historiques, en particulier au Québec. [30] Nous pensons que cette insatisfaction a laissé par la suite des traces beaucoup plus profondes sur la façon des Québécois de voir le Parti libéral fédéral.

Deux autres événements majeurs ont probablement contribué à renforcer la tendance observée dans les niveaux d'appui recueillis respectivement par le Parti libéral et le Parti progressiste-conservateur. Tout d'abord, l'aggravation de la situation économique au moment de la sévère récession de 1982 a sans doute eu pour effet de sensibiliser davantage les électeurs québécois aux préoccupations économiques. Ce mouvement d'opinion est bien attesté par le graphique 4 montrant l'évolution de l'indicateur du problème le plus important entre 1981 et 1984 au Québec.

---

[30] En mai 1982, 37% des électeurs québécois sont d'avis que la Confédération ne subsistera pas à cette nouvelle crise dans les rapports Québec-Canada, la proportion la plus élevée parmi l'ensemble des régions du Canada (Gallup Report, 19 mai 1982).

Graphique 4
Pourcentage de l'électorat citant un problème économique (chômage, inflation ou économie générale) comme problème le plus important, 1980.S1-1983.S4



Source: Données de la firme Décima-1980.S1-1983.S4.

Deux observations importantes sont à tirer du graphique 4. Premièrement, les trois premières années de la décennie 1980 ont été marquées par une forte tendance à la hausse de la préoccupation envers les problèmes économiques dans l'électorat québécois. Alors que 38,8% des Québécois considèrent le chômage, l'inflation ou l'économie en général comme le problème le plus important au début de l'année 1980, cette proportion est multipliée par deux au

pire moment de la crise de 1982 (75% au premier trimestre de 1982).

D'autre part, il est intéressant de noter que la hausse la plus importante de cet indice a eu lieu entre le dernier trimestre de 1981 et le premier trimestre de 1982, soit au moment même où se déroulait le rapatriement de la constitution. Nous sommes d'avis que la conjugaison de ces deux chocs majeurs, l'un politique et le second de nature économique, a contribué à transformer les bases du système partisan au début des années 1980. On peut également penser que cette transformation du système partisan a coïncidé avec l'installation d'un nouveau régime structurel quant à l'effet de l'économie sur la popularité gouvernementale au Québec. Nous verrons plus loin dans notre analyse de la fonction de popularité si tel est le cas.

Comme si cela n'était pas suffisant pour le Parti libéral, un dernier facteur d'ordre politique s'est ajouté aux deux précédents pour faire chuter l'appui au gouvernement libéral à des seuils records, notamment au Québec. Il s'agit de l'élection de Brian Mulroney à titre de chef du Parti progressiste-conservateur. Comme l'indiquent Johnston et al. (1992:72), l'événement historique constitué par l'arrivée d'un chef québécois à la tête du

Parti progressiste-conservateur est venu renforcer le changement déjà amorcé dans les alignements partisans au Québec. Ce parti avait alors la possibilité d'être perçu par un grand nombre de Québécois comme une alternative crédible face au Parti libéral du Canada.

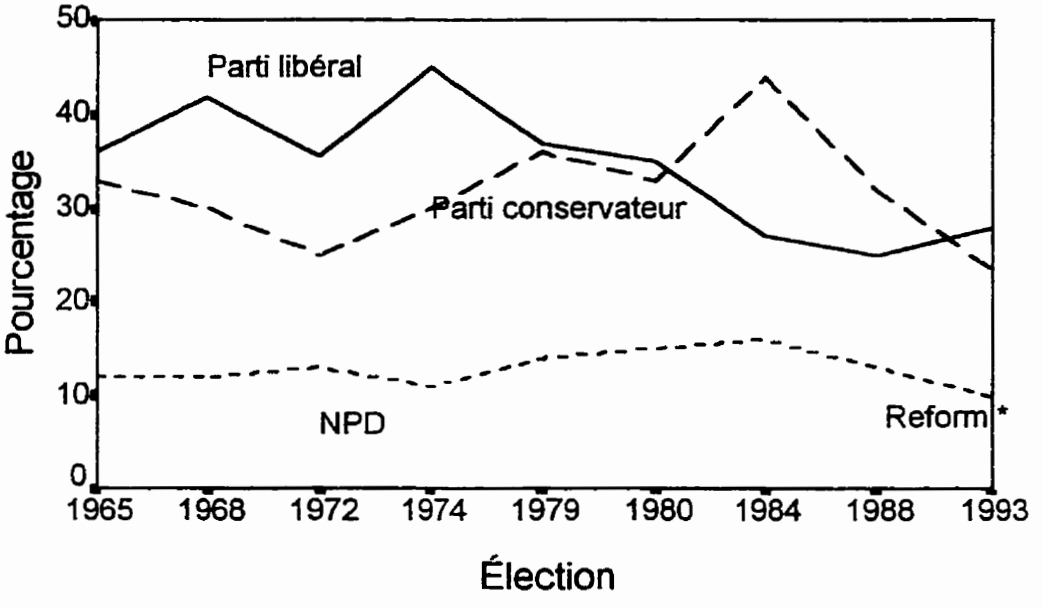
"Why were Quebec francophones drawn to Mr Mulroney's Conservatives? Part of the answer directly parallels the realignment of 1896: in 1984 Mr Mulroney was the only party leader from Quebec, as was Wilfrid Laurier in the earlier period"(Johnston et al. 1992: 72).

3.3 Distribution des attachements partisans dans le reste du Canada

Si on regarde la distribution des attachements partisans ailleurs au Canada pendant la même période (voir graphique 5), le tableau n'apparaît pas aussi tranché en faveur de l'un des principaux partis, même si le Parti libéral a dominé dans la décennie 1970. Il faut bien voir toutefois que la somme des électeurs s'identifiant au Parti progressiste-conservateur et ceux s'identifiant au Parti néo-démocrate dépassait souvent le pourcentage d'électeurs identifiés au Parti libéral.

Graphique 5

Distribution de l'identification partisane, Reste du Canada, 1963-1993.



Source: 1965, 1968, 1974-79-80, 1984, 1988, 1993-CNES; 1972-M.O.R.

Il est vrai qu'une telle analyse considérant le reste du Canada comme un bloc monolithique peut ne pas refléter parfaitement la situation des attachements partisans dans certaines sous-régions importantes. C'est pourquoi nous tenterons de nuancer cette analyse en considérant la situation dans chacune des grandes régions du pays.

Dans les Prairies, la période 1963-1993 a été caractérisée par la domination du Parti conservateur en ce qui concerne

le niveau d'identification partisane recueilli. Cependant, la proportion moyenne de 45% d'électeurs identifiés au Parti progressiste-conservateur entre 1965 et 1988 (Kornberg et Clarke 1992: 156) dans cette région est loin de correspondre à la situation hégémonique observée au Québec avec 60% d'électeurs s'identifiant au Parti libéral.

En Colombie-Britannique, la situation laisse voir une distribution beaucoup plus égale des attachements partisans, avec chacun des trois principaux partis recueillant entre 28 et 29% de l'identification partisane (Kornberg et Clarke 1992:156). Si on regroupe les données des sondages électoraux de 1972, 1974, 1979 et 1980, on obtient la distribution suivante: Parti libéral-30%; Parti progressiste-conservateur-25%; NPD-21%.

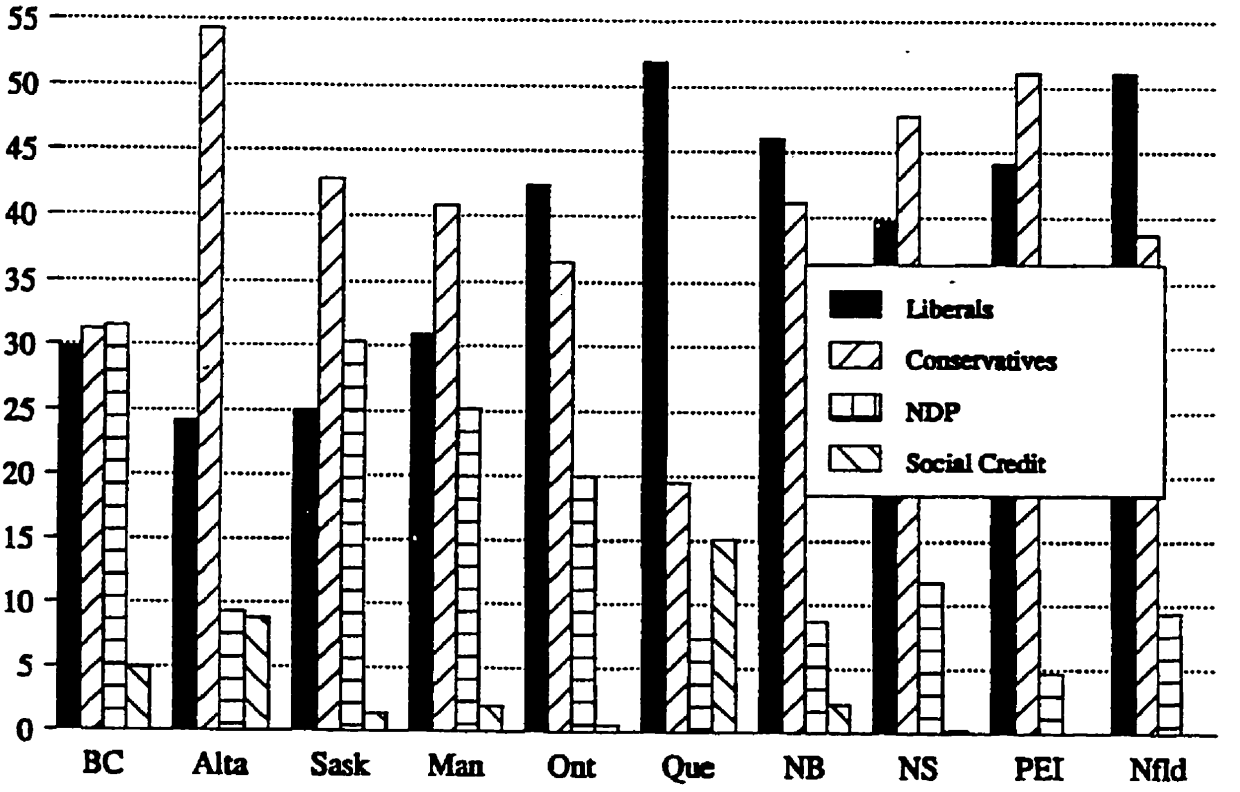
Le cas de l'Ontario peut être assimilé à celui de la Colombie-Britannique en ce sens qu'aucun parti n'a dominé de façon radicale ses concurrents au plan de l'identification partisane. Pour les mêmes quatre élections, on observe la distribution suivante: Parti libéral-40%; PC-28%; NPD-13%.

L'examen d'un deuxième critère peut nous aider à comparer la force respective des principaux partis fédéraux au

Québec pendant la même période. Examinons d'abord le comportement électoral des Québécois dans les huit élections qui ont eu lieu au Canada entre 1963 et 1980. Ce découpage correspond à celui adopté par Johnston, Blais, Brady et Crête (1992) pour identifier le troisième système partisan canadien. Tiré du même ouvrage, le graphique 6 présente le pourcentage moyen du vote recueilli par les principaux partis politiques canadiens dans chacune des dix provinces, lors des élections du troisième système partisan.

Graphique 6

Vote recueilli par les principaux partis fédéraux aux élections



Source: Reproduit de Johnston, Blais, Brady et Crête (1992).

Examinons d'abord le cas du Québec, où l'on observe un vote moyen de 52 pourcent en faveur du Parti libéral, ne laissant au principal parti d'opposition, le Parti

conservateur, qu'un maigre 20% des suffrages exprimés. L'écart entre ces deux pourcentages (+32 points de pourcentage en faveur du PLC) donne une indication du caractère peu compétitif du troisième système partisan fédéral au Québec.

De plus, la distribution du vote moyen dans les autres provinces révèle la présence d'écarts généralement beaucoup plus minces entre les pourcentages moyens de vote recueillis par les deux principaux partis, sauf en Alberta où la domination conservatrice semble plus marquée. Toutefois, le cas de l'Alberta, une province qui compte pour moins de 10% de la population canadienne, ne peut être invoqué pour remettre en cause la tendance dominante quant au niveau élevé de compétitivité électorale existant dans le reste du Canada pendant cette période.

Dans les deux autres provinces des Prairies, les écarts entre le vote moyen recueilli par le Parti progressiste-conservateur et celui obtenu par le Parti libéral du Canada sont de 10 points et de 17 points de pourcentage respectivement pour le Manitoba et la Saskatchewan. Cependant, la compétitivité électorale dans ces deux provinces fut rehaussée par les succès notables du NPD, un parti qui a recueilli en moyenne 25% (Manitoba) et 30% (Saskatchewan) des suffrages exprimés entre 1963 et 1980.

De plus, l'apparition du Parti de la réforme vers la fin des années 80 a contribué au renforcement de la compétitivité du système partisan dans cette région. En effet, cette observation supplémentaire combinée à la situation de l'Ontario et de la Colombie-Britannique militent en faveur du jugement global selon lequel "The competition for votes has traditionally been much stronger in the rest of the country than in Quebec" (Jackson et Jackson 1990: 516).

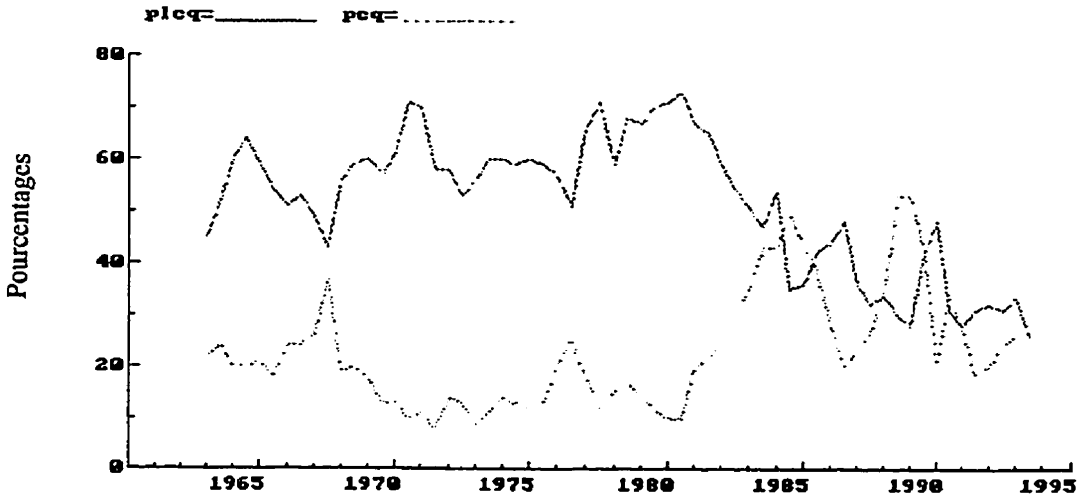
Dans la province la plus populeuse du Canada, l'écart du vote moyen obtenu par les deux principaux partis dans l'électorat ontarien est assez restreint avec un avantage de 6% favorisant les Libéraux, une différence qui ne peut être assimilée à une nette domination. Le jugement selon lequel "the Conservative remained competitive in Ontario" (Johnston et al. 1992: 61) ne fait aucun doute. En ce sens, l'Ontario peut être considérée comme un cas typique de compétitivité électorale où aucun des deux principaux partis n'a pu revendiquer pendant de longues périodes la pluralité des votes.

La Colombie-Britannique fut également caractérisée par une compétitivité électorale que l'on peut qualifier de forte avec un vote moyen de 30% favorisant le Parti libéral et 31% pour les Progressistes-Conservateurs.

Enfin, les écarts moyens des résultats électoraux pour les quatre provinces maritimes pendant la période 1963-1980 sont de 5%, 7%, 7% et 13% respectivement pour le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Ecosse, l'Ile-du-Prince- Edouard et Terre-Neuve. Ces données traduisent un degré de compétitivité électorale qui peut être qualifié de modéré à fort. L'examen des fluctuations de la popularité de chacun des partis fédéraux entre les élections nous permettra de conclure relativement au profil spécifique des électorats québécois et du reste du Canada. La non disponibilité de données trimestrielles sur les intentions de vote par province ou par région nous oblige ici à procéder selon le clivage Québec/reste du Canada. Les graphiques 7 et 8 présentent les intentions de vote recueillies, au Québec et dans le reste du Canada, par le Parti libéral et le Parti conservateur durant la période à l'étude (1963.S1-1993.S2).

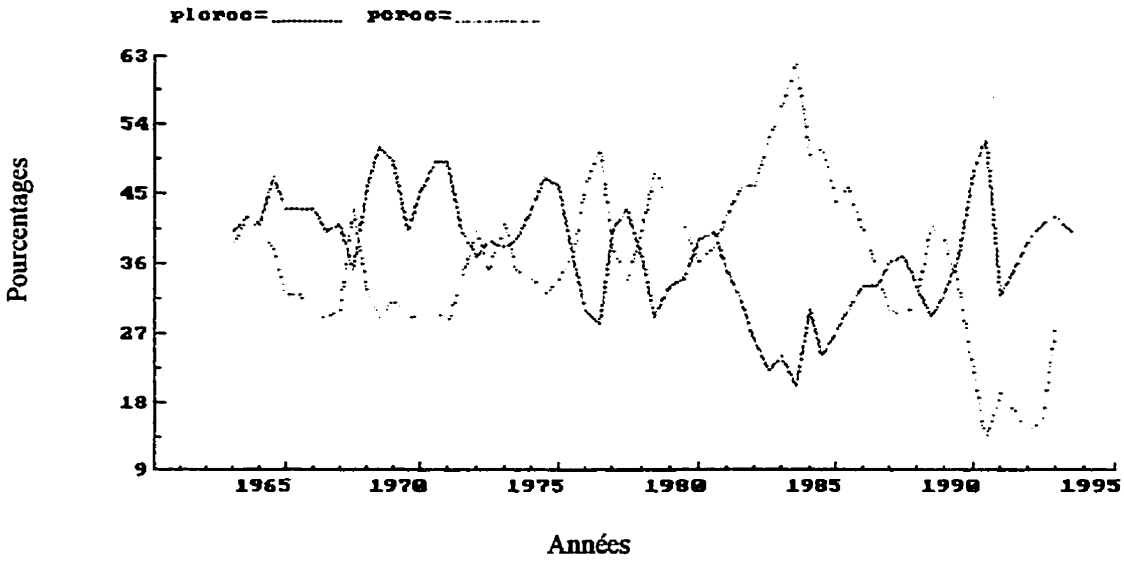
Graphique 7

Intentions de vote recueillies par le Parti libéral et le Parti progressiste-conservateur, Québec, 1963-1993.



Graphique 8

Intentions de vote recueillies par le Parti libéral et le Parti progressiste-conservateur, Reste du Canada, 1963-1993.



Premièrement, l'allure générale de chacune de ces courbes confirme ce que nous avons déjà observé dans la présente section, soit la faible compétitivité électorale au Québec comparativement à celle existant dans le reste du Canada. Au Québec, le Parti libéral et le Parti progressiste-conservateur ont recueilli des intentions de vote moyennes de 51,7 et 23,0% respectivement. Dans le reste du Canada, la situation est nettement plus serrée avec des proportions respectives de 37,6 (PLC) et 36,0% (PC).

Conformément à nos observations précédentes, ces deux graphiques traduisent bien la présence de deux sous-périodes distinctes quant à l'orientation du système partisan. Tel qu'indiqué précédemment, la rupture semble se situer au début de la décennie 1980. Si on observe le graphique du Québec, le rapprochement entre les deux principaux partis est alors saisissant.

En conclusion, le Parti libéral a recueilli un niveau d'appui très important de la part des électeurs québécois dans les décennies 1960 et 1970. La domination de ce parti au Québec s'est étalée sur une période de seize ans, qui correspond presque fidèlement au règne de Pierre Elliott Trudeau en tant que Premier ministre du Canada. Nous verrons dans le prochain chapitre quelles ont été les conséquences de cette stabilité partisane sur le vote économique des électeurs du Québec.

Avant l'arrivée de Trudeau comme chef du Parti libéral, la domination libérale au Québec ne fut évidemment pas aussi hégémonique, comme certains auteurs l'ont déjà montré (Lemieux 1973). Ceci est particulièrement vrai pour la période 1962 à 1968 où la présence d'un tiers parti (Ralliement créditiste) a eu pour effet de fragmenter quelque peu l'appui électoral des Québécois au niveau fédéral. Entre 1984 et 1993, le système partisan québécois

devient nettement plus compétitif, même si on assiste à la domination du Parti progressiste-conservateur sur les autres partis, surtout de 1984 à 1989.

Concernant la situation dans le reste du Canada, notre hypothèse de départ est que l'électorat n'a pas été soumis à des forces partisanes d'une telle stabilité. Par exemple, en ce qui concerne les attachements partisans dans les autres provinces du Canada considérées comme un seul bloc, et notablement dans le cas de l'Ontario, leur distribution apparaît beaucoup moins orientée vers un seul parti, même si certaines formations partisanes ont dominé la scène politique pendant des périodes plus ou moins longues dans l'une ou l'autre région du pays.

Malgré le fait que de telles généralisations sont toujours difficiles à faire, on peut soutenir pour les fins de cette démonstration que le système partisan dans le reste du Canada a été caractérisé par un degré de compétitivité que on peut qualifier de modéré à fort dépendant des régions et des périodes considérées. On peut penser que la présence de cette mobilité partisane a rendu possible une réponse politique des citoyens aux conditions économiques, la situation québécoise représentant possiblement le cas de figure opposé.

Après avoir démontré la pertinence de distinguer les électorats du Québec et du reste du Canada lorsque nous nous intéressons aux comportements électoraux pendant les décennies 1960 à 1990, nous allons maintenant définir la forme et les composantes de la fonction de popularité que nous entendons appliquer dans cette analyse en série chronologique.

CHAPITRE 4 : UNE FONCTION DE POPULARITÉ AU CANADA

Le concept général de fonction de popularité à la base de la présente étude stipule que la popularité des gouvernements dépend des fluctuations de l'économie et d'événements politiques majeurs. La fonction de popularité a été employée pour étudier les fluctuations des intentions de vote dans plusieurs pays et, de façon générale, les spécialistes ont pu établir un lien entre la conjoncture économique et la popularité des gouvernements (Norpoth, Lewis-Beck et Lafay 1991). Cependant, le bilan de ces recherches laisse voir que la force de la relation a tendance à fluctuer grandement selon les pays et les périodes étudiées (Paldam 1991). Le cas du Canada en est un où cette relation apparaît incertaine, d'où la mise au point d'une nouvelle fonction de popularité.

4.1 Définition des composantes

Notre définition des composantes de la fonction de popularité au Canada s'appuie sur les travaux existants et, en particulier, sur l'énoncé de Clarke, Mishler et Whitely (1990: 66). Selon ces auteurs, une telle fonction devrait tenir compte des quatre facteurs principaux

pouvant affecter la popularité des gouvernements, soit l'inertie partisane des électeurs, l'image des leaders, l'évaluation de la performance gouvernementale sur des enjeux économiques et non économiques ou l'avènement soudain d'un fait ou d'une circonstance (un scandale, une démission, une crise politique) susceptible d'influencer les choix électoraux.

La variable dépendante dans cette étude est constituée par la différence entre le pourcentage d'intentions de vote recueillies par le gouvernement en place au cours d'un semestre donné et le pourcentage obtenu lors du semestre précédent. L'analyse débute au premier semestre de 1963 (premier gouvernement Pearson) et se termine avec le retour au pouvoir des Libéraux dirigés par Jean Chrétien le 25 octobre 1993. Les variables indépendantes ou explicatives comprendront les indicateurs usuels de la conjoncture économique (les taux de chômage et d'inflation sous la forme changement) et certaines variables correspondant à des événements politiques marquants.

Pour chacun des électorats considérés, ce modèle prend la forme suivante:

$$\Delta POP\ t = \alpha + \beta_1 \Delta POP\ t-1 + \beta_2 MCE\ t-1 + \beta_3 \Delta CHOM_{\ t-1} +$$

$$\beta_4 \Delta INFL_{\ t-1} + \beta_5 LMIEL + \beta_6 GOUV + \beta_7 POL + \beta_8 CHEFS + \varepsilon$$

Où POP t [31] = l'appui au parti gouvernemental tel que mesuré par les intentions de vote semestrielles dans chacun des trois électorats [32];

MCE= le mécanisme de correction d'erreur; [33]

CHOM = le taux de chômage désaisonnalisé de la population canadienne âgée de 15 et plus; [34]

INFL = le taux d'inflation au Canada; [35]

---

[31]Les études sur la fonction de popularité recourent habituellement à la variable dépendante constituée par les intentions de vote recueillies mensuellement ou trimestriellement. Cependant, la non disponibilité de telles données pour le Québec dans certaines sous-périodes nous a obligé à utiliser le semestre comme unité d'analyse. Compte tenu de la non disponibilité des intentions de vote en provenance d'une seule source pour l'ensemble de la période, nous avons dû combiner les sondages réalisés par deux firmes reconnues. Pour les années 1963 à 1984 inclusivement, les données ayant servi à constituer les variables dépendantes de cette étude proviennent de la firme Gallup. Nous avons eu recours aux données de la firme Angus Reid pour les années 1985 à 1993. Les valeurs des semestres 85.S2 et 89.S1 ont été obtenus par intrapolation.

[32]En ce qui concerne la variable des intentions de vote dans le reste du Canada, elle a été calculée à partir des valeurs connues des intentions de vote québécoises et des intentions de vote dans l'ensemble du pays (simple équation à une inconnue: POP reste du Canada). La variable inconnue a été calculée à partir de la valeur de POP Canada résultant de la somme des moyennes pondérées de POP reste du Canada et POP Québec sur la base d'une pondération de .25 pour le Québec et de .75 pour le reste du Canada.

[33]Le mécanisme de correction d'erreur dans le présent modèle est MCE t $=$POP t $-\alpha_0-\alpha_1$ CHOM t-1.

[34]Pour l'équation de régression de la popularité du gouvernement fédéral au Québec, nous avons utilisé le taux de chômage désaisonnalisé du Québec, 15 ans ou plus. Pour l'équation de la popularité dans le reste du Canada, nous avons utilisé le taux de chômage du Canada, que nous avons corrigé en retirant la portion québécoise de ce taux national selon un ratio de 1 pour le Québec contre 4 pour le reste du Canada.

[35]Le taux d'inflation a été calculé sur une base semestrielle à partir de la base de données de Statistiques Canada, CANSIM, IPC du Canada, désaisonnalisé, (86=100), mensuel, ensemble des produits.

LUNE de MIEL = une variable marquant l'arrivée d'un gouvernement majoritaire au pouvoir et prenant la valeur 1 au premier semestre d'un tel gouvernement, .5 au second semestre, et 0 autrement; [36]

GOUV = quatre variables dichotomiques indiquant un changement de parti au pouvoir. Elle vise à faire en sorte que la popularité du nouveau gouvernement ne soit pas liée statistiquement à celle du précédent gouvernement; [37]

POLI = quatre variables dichotomiques situant le déroulement d'événements politiques marquants; [38]

---

[36]Cinq gouvernements majoritaires sont identifiés par cette variable: Trudeau 1 (1968.S2-1969.S1), Trudeau 2 (1974.S2-1975.S1), Trudeau 3 (1980.S1-1980.S2), Mulroney 1 (1984.S2-1985.S1), Mulroney 2 (1988.S2-1989.S1).

[37]Cette variable marque quatre changements de gouvernement pendant la période à l'étude: Pearson (1963.S2), Clark (1979.S2), Trudeau (1980.S1) et Mulroney (1984.S2).

[38]Le choix des événements politiques, bien que balisé par des critères objectifs comme leur prééminence dans les médias, repose en bout de ligne sur le jugement des chercheurs. Voir à ce sujet Price et Sanders (1993: 324). Nous avons toutefois voulu respecter le principe de parcimonie dans l'inclusion de telles variables. Trois événements touchant le domaine politiquement sensible de l'unité nationale ont été sélectionnés: la crise d'Octobre 1970 (1970.S2), la victoire du Parti québécois au Québec en novembre 1976 (1977.S1, 1977.S2, 1978.S1), le rapatriement de 1981-1982 (1981.S2) et la crise constitutionnelle entourant l'Accord du Lac Meech (1990.S1). Dans ce dernier cas, l'échec formel de Meech a eu lieu le 23 juin 1990, mais les ratés dans le processus de ratification ainsi que les débats acrimonieux qui en ont découlé ont culminé bien avant cette date. C'est pourquoi la date de cette variable est le premier semestre de 1990. Une variable identifiant le rapatriement unilatéral de la constitution (1982.S1) a été insérée dans une version préliminaire de la fonction de popularité. Étant donné le peu d'effet de cette variable, nous l'avons retiré de la spécification finale étant donné le grand nombre de variables déjà présentes. Il semble que l'impact du rapatriement unilatéral sur la popularité du gouvernement libéral au Québec ne se soit pas fait sentir de façon abrupte et marquée à un moment précis immédiatement après l'événement mais plutôt se soit répercuté petit à petit à travers une baisse graduelle dans l'identification au Parti. Il y a bien eu un léger recul de 4 points de la popularité du gouvernement libéral au premier semestre de 1982, mais l'ampleur de cette baisse n'était pas suffisante pour enregistrer un effet significatif de la variable rapatriement.

CHEFS = sept variables dichotomiques signalant l'arrivée d'un nouveau chef à la tête d'un des deux principaux partis politiques fédéraux. [39]

Quelques explications s'imposent au sujet de l'inclusion et de la forme de ces variables. On remarque tout d'abord l'inclusion des variables politiques et économiques clés après calcul de leurs différences au premier degré, ce qui permet d'éviter les problèmes de corrélation fallacieuse. La présence de la variable dépendante à la traîne (t-1) parmi les variables explicatives vise à tenir compte de l'inertie partisane des électeurs conformément à la pratique largement répandue (Beck 1991; Norpoth 1991; Mackuen, Erikson et Stimson 1992).

Le choix des variables économiques s'est appuyé sur la pratique courante qui consiste à privilégier le chômage et l'inflation en tant qu'indicateurs de la performance économique des gouvernements, à la fois pertinents pour les électeurs et largement diffusés par les médias

[39]Sept nouveaux chefs ont été élus à la tête de l'un des deux principaux partis fédéraux canadiens, le Parti progressiste-conservateur et le Parti libéral, durant la période à l'étude. Il s'agit de Robert Stanfield (1967.S2), Pierre Elliot Trudeau (1968.S1), Joe Clark (1976.S2), Brian Mulroney (1983.S2), John Turner (1984.S1), Jean Chrétien (1990.S2) et Kim Campbell (1993.S2). Les variables ont été conçues de façon à correspondre au semestre du choix du nouveau chef par son parti. Dans le cas de Jean Chrétien, sa nomination officielle a eu lieu à la toute fin du premier semestre de 1990. C'est pourquoi nous avons opté pour le second semestre de 1990 comme date de la variable Chrétien.

(Clarke, Mishler et Whitely 1990; Nannestad et Paldam 1993). L'inclusion de la variable chômage repose sur une double justification. C'est qu'une augmentation du taux de chômage peut rejoindre les électeurs de deux façons distinctes, l'une directe et l'autre indirecte. La première situation réfère au cas de l'électeur qui perd son emploi et qui par le fait même, voit son revenu personnel décroître de façon abrupte. Dans le second cas, une augmentation du taux de chômage a pour effet d'accroître l'appréhension des personnes qui craignent de perdre leur emploi compte tenu de la détérioration générale de la situation de l'emploi.

D'autre part, il n'est pas tout à fait clair pourquoi un changement dans le taux d'inflation pourrait avoir une influence quelconque sur les électeurs. Hibbs (1987) a montré que l'inflation avait peu ou pas d'impact sur la distribution du revenu dans la société. En fait, la seule explication d'une influence possible de l'inflation sur les électeurs est qu'elle peut avoir pour effet d'éroder la valeur réelle de l'épargne (Hibbs 1987: 79-80).

Les coefficients associés à ces indicateurs économiques transformés en calculant les différences des valeurs originales pourront être interprétés comme l'influence de

court terme de l'économie sur la popularité du gouvernement canadien.

La variable LUNE de MIEL vise à capter l'effet de gonflement des attentes associé généralement à l'arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement ayant reçu un appui important de la population. La variable GOUV est introduite afin de tenir compte des divers changements de gouvernement survenus pendant la période à l'étude. Elle vise à faire en sorte que la popularité d'un nouveau gouvernement ne soit pas liée statistiquement à celle du précédent gouvernement (e.g. Pissarides 1980). Enfin, les recherches antérieures ont reconnu l'importance d'une variété d'événements politiques marquants (POLI) quant à la popularité gouvernementale, que ce soit en régime parlemenaire (Clarke, Mishler et Whitely 1990; Price et Sanders 1993) ou pour la popularité présidentielle (voir Mueller 1970; MacKuen 1983; Norpoth 1984).

4.2 Résultats de l'analyse empirique

Le Tableau 3 présente les résultats de l'estimation du modèle de co-intégration. Il comprend trois colonnes, une pour chaque équation du modèle: (1) fonction de popularité du gouvernement dans l'ensemble du Canada, (2) dans le reste du Canada, (3) au Québec.

Tableau 3
Modèle de la fonction
de popularité au Canada (1963.S2-1993.S2)

	Canada 1963:2-1993:2	**Reste du Canada** 1963:2-1993:2	**Québec A** 1963:2-1993:2	**Québec B** (1) 1963:2-1993:2
Constante	-1.78 (2.87) ***	-1.60 (2.41) **	-1.66 (1.63)	0.65 (.54)
ΔPop t-1	-0.01 (.06)	-0.00 (.05)	0.04 (.51)	0.09 (1.26)
Mécanisme de correction d'erreur t-1	-0.36 (5.39) ***	-0.43 (5.65) ***	-0.14 (1.84) *	-0.33 (3.89) ***
ΔChômage t-1	-2.00 (2.46) ***	-2.84 (3.37) ***	-1.76 (1.43)	-.39 (.30)
ΔInflation t-1	-0.20 (.40)	0.25 (.50)	-0.97 (1.10)	-.89 (1.10)
Changements de gouvernement				
Pearson (1963:2)	8.33 (2.31) **	4.76 (1.32) *	27.09 (4.08) ***	18.73 (2.97)***
Clark (1979:2)	-6.44 (1.80) **	7.66 (2.05) **	-51.27 (7.99) ***	-48.81 (8.52) ***
Trudeau (1980:1)	4.58 (1.02)	-7.28 (1.84) *	50.13 (5.63) ***	46.61 (5.58) ***
Mulroney (1984:2)	7.67 (1.95) **	13.95 (3.53) ***	3.66 (.52)	8.72 (1.38)
Evénements:				
Crise d'octobre	10.82 (3.10) ***	10.26 (2.90) ***	10.58 (1.84)*	8.22 (1.61)
Election PQ (1976:2)	10.22 (3.93) ***	7.90 (3.00) ***	11.04 (2.50) ***	9.33 (2.38) **
Echec Meech	-12.46 (3.38) ***	-9.66 (2.54) ***	-19.45 (3.13) ***	-16.24 (2.90) ***
Lune de miel	7.94 (3.51) ***	7.85 (3.45) ***	6.12 (1.79) *	4.41 (1.40)
Nouveaux chefs:				
Stanfield	-5.88 (1.63)	-5.32 (1.45)	5.92 (0.94)	-11.11 (1.94) *
Trudeau	10.41 (2.82) ***	9.85 (2.67) ***	13.76 (2.15) *	7.98 (1.36)
Clark	-2.30 (.62)	-3.91 (1.04)	-4.88 (.76)	-5.69 (1.00)
Mulroney	-1.45 (.36)	-3.19 (.79)	-4.05 (.55)	-1.83 (.27)
Turner	12.0 (3.08) ***	5.36 (1.34)	-4.47 (.66)	-2.74 (.44)
Chrétien	-5.97 (1.54)	-10.62 (2.93) ***	22.23 (3.40) ***	23.95 (4.15) ***
Campbell	5.77 (1.55)	4.96 (1.23)	0.50 (0.08)	2.82 (.50)
Mulroney (mandat)	----------	----------	----------	-6.49 (3.01) ***
Mulroney *Δtaux de chômage	----------	----------	----------	-6.55 (2.39) ***
N	61	61	61	61
R^2	0.78	0.75	0.86	0.90
auto. (x^2_3)	2.49	4.19	3.44	2.07
ARCH test (x^2_7)	2.56	0.78	1.91	2.59
Hétérosc. F (26, 14)	0.23	0.19	0.13	-
Norm. Test	1.24	2.62	4.01	1.25
RESET Test F (1,40)	0.67	1.15	8.70	2.95

Les chiffres de ce tableau sont des coefficients de régression obtenus par MCO. Statistique 't' de Student entre ( ). *** 99% (test unilatéral), ** 95% (test unilatéral), * 90% (test unilatéral)

(1) La spécification Québec B introduit des variables d'interaction pour tenir compte de la possibilité d'un effet distinct du chômage sur la popularité pendant la période Mulroney.

Nous constatons tout d'abord que les trois événements politiques identifiés, soit la crise d'Octobre 1970, l'élection du Parti québécois au Québec en 1976 et l'épisode de l'échec de l'Accord du Lac Meech, ont tous eu un impact significatif sur la popularité du gouvernement fédéral, et ce peu importe l'électorat considéré. Les menaces à la sécurité et à l'unité nationale qu'ont pu représenter les deux premiers événements aux yeux des différents électorats ont eu pour effet d'induire une augmentation de popularité du gouvernement fédéral variant entre 8 et 10 points de pourcentage.

Le coefficient associé à la variable crise d'Octobre indique que ce dernier événement, par son caractère hautement dramatique, a eu pour effet de provoquer un ralliement autour du gouvernement libéral dirigé à l'époque par Pierre Elliott Trudeau. En ce qui concerne la victoire du Parti québécois en novembre 1976, les résultats obtenus tendent à confirmer l'interprétation selon laquelle l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement souverainiste à Québec a été perçue, tant dans le reste du Canada que dans une partie importante de l'électorat québécois, comme un danger clair menaçant l'avenir du Canada (Kornberg et Clarke 1992: 166). Face à une telle menace intérieure, le gouvernement fédéral fut alors perçu

comme le rempart de l'unité nationale, canalisant vers lui l'appui de nombreux Canadiens et Québécois inquiets de la situation constitutionnelle du pays. Clarke et Zuk (1987:304-5) avaient déjà fait une observation similaire au sujet de l'élection du PQ.

En ce qui concerne l'épisode du Lac Meech, la crise provoquée par l'échec de sa ratification semble avoir eu un effet opposé sur le gouvernement conservateur, ce constat valant autant pour les électeurs du Québec que pour ceux du reste du Canada. En ce qui concerne le Québec, on peut expliquer la baisse d'appui au gouvernement par l'échec d'un projet de réforme constitutionnelle populaire visant à faire du Canada un pays mieux adapté aux aspirations autonomistes des Québécois. En ce sens, cet échec a pu renforcer l'attachement au Québec, diminuer l'identification envers le Canada et favoriser le pessimisme quant au succès éventuel d'un dialogue avec le reste du Canada concernant un renouvellement du système fédéral (Nadeau 1992:23).

Dans le reste du Canada, où l'Accord ne disposait pas de l'appui majoritaire de la population, l'échec de Meech fut perçu davantage comme la faillite de la classe politique à gérer les problèmes constitutionnels de façon démocratique. Cet échec a plutôt eu pour effet d'accentuer

la chute de crédibilité des dirigeants politiques traditionnels, et en particulier le parti canalisant le mieux cette hostilité, le Parti progressiste-conservateur, l'initiateur du processus constitutionnel tant décrié (Breton et Jenson 1992: 88).

Tel qu'attendu, le coefficient de la variable LUNE de MIEL traduit l'existence d'un phénomène de gonflement de la popularité gouvernementale dont l'amplitude varie de 4.88% au Québec à 7.94% dans l'ensemble du Canada. Ceci signifie que durant une période de deux semestres suivant leur élection, les gouvernements majoritaires ont vu leur popularité s'accroître dans la proportion indiquée précédemment. Ce résultat peut s'interpréter dans la lignée des phénomènes de gonflement des attentes associées à l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle équipe. Un tel phénomène a déjà été observé au Canada (Nadeau 1990) ainsi que dans d'autres contextes politiques (Mueller 1970, 1973) et son existence a résisté à l'utilisation de techniques très exigeantes au plan statistique (Norpoth 1984; Lanoue 1987).

Les résultats établissent clairement que l'élection d'un nouveau chef n'entraîne pas automatiquement une augmentation d'appuis pour cette formation politique. Dans le reste du Canada, ce sont les nominations de deux chefs

libéraux, Pierre Elliott Trudeau et Jean Chrétien, qui ont eu l'effet le plus marqué sur la popularité du gouvernement avec des impacts atteignant environ 10 points de pourcentage. Par contre, on ne peut en dire autant des quatre chefs conservateurs qui se sont succédés pendant la période à l'étude. L'effet variable de l'élection d'un nouveau chef a été observé ailleurs et pourrait être lié aux circonstances particulières entourant l'arrivée de nouveaux dirigeants à l'avant-scène politique, notamment l'écart entre la popularité du parti au moment de l'élection du nouveau chef et la popularité normale ou habituelle de ce parti (Nadeau et Mendelsohn 1994).

Les résultats suivants nous intéressent plus particulièrement compte tenu de notre intérêt pour la relation entre l'économie et la popularité gouvernementale. Notons d'abord le caractère significatif des coefficients associés au mécanisme de correction d'erreur dans chacune des trois équations, indiquant la présence d'effets à long terme sur la popularité gouvernementale. Le mécanisme de correction d'erreur capte la relation de long terme entre les variables co-intégrés. Les coefficients qui y sont associés (qui varient entre -.14 et -.43) peuvent être interprétés comme un mécanisme de rééquilibrage qui tend à compenser les fluctuations de la popularité gouvernementale (de diverses sources) par

l'effet d'une variation subséquente du taux de chômage, et ce à un taux variant entre 14 et 43%.

Par exemple, si on examine l'équation de l'appui au gouvernement dans l'ensemble du Canada, une augmentation de la popularité de huit points de pourcentage (7.94) liée à l'avènement d'un gouvernement majoritaire (LUNE de MIEL) est susceptible d'être grugée dans les semestres subséquents par la détérioration de l'indicateur du chômage, et ce à un rythme de 36%. Ainsi, un gain de huit points au temps t consécutif à l'élection d'un gouvernement majoritaire est ramené à seulement 5 points au semestre suivant dans le cas où des difficultés économiques font augmenter le taux de chômage d'un point de pourcentage.

Voyons maintenant les résultats relatifs à l'effet de court terme des variables économiques sur la popularité du gouvernement canadien au sein des trois électorats considérés. Dans l'ensemble du Canada, on observe un effet significatif du taux de chômage sur la popularité gouvernementale (coefficient de -2.00). Un coefficient d'une telle magnitude correspond à une variation de plus de deux points de pourcentage dans le niveau d'appui au gouvernement pour chaque point d'augmentation ou de baisse du taux de chômage.

Par contre, le taux d'inflation ne semble pas avoir eu d'impact sur la popularité du gouvernement du Canada, à tout le moins pendant la période à l'étude.[40] Ces résultats sont compatibles avec les conclusions de Nadeau et Blais (1993) qui ont observé un effet significatif du chômage sur les résultats électoraux, alors qu'ils n'ont décelé aucune influence de l'inflation sur les résultats des élections canadiennes tenues entre 1953 et 1988.

Nos conclusions sont également compatibles avec les études ayant montré une plus grande sensibilité des électeurs envers le chômage comparativement à l'inflation, le chômage constituant un phénomène économique plus concret que l'inflation, et de ce fait, plus facilement communicable via la télévision (Katona 1975; Alt 979; Olshavsky et Jaffe 1981; Peretz 1983; Conover, Feldman et Knight 1986, 11987; Behr et Iyengar 1985; Iyengar et Kinder 1987).Le lien statistique observé entre les fluctuations du taux de chômage et la popularité a été interprété ailleurs comme signifiant l'existence d'un comportement électoral motivé par des facteurs économiques

[40]Nous avons également inséré dans l'un de nos modèles une variable de changement du revenu personnel disponible. Les résultats décevants nous ont fait abandonner cette variable. Par contre, cette absence de relation ne signifie pas que cet indicateur n'a pas influencé d'une autre façon les comportements électoraux, par exemple en fournissant au moment des élections un indice général sur l'état de l'économie durant le mandat. Une telle possibilité sera envisagée dans le modèle "à la Markus" présentée dans la deuxième partie empirique de cette thèse.

(Norpoth 1991). Dans le même esprit, nous concluons que nos résultats tendent à confirmer dans l'électorat canadien l'existence d'un vote d'inspiration économique du même type que celui ayant été observé dans la plupart des démocraties occidentales.

Les résultats des colonnes 2 et 3 permettent d'éclairer l'hypothèse centrale de cette étude, à savoir que l'électorat du Québec et celui des autres provinces du Canada ont eu à une certaine époque des comportements distincts s'agissant de leur réponse politique aux conditions économiques prévalentes. La deuxième colonne montre que le taux de chômage a un effet important (coefficient de -2.84) sur la popularité du gouvernement fédéral dans l'électorat des provinces anglophones. Encore une fois, l'inflation ne joue aucun rôle dans la dynamique de la popularité de cette portion de l'électorat.

La troisième colonne présente les résultats pour le Québec. On y voit que le coefficient associé au taux de chômage est relativement faible (-1.76) et qu'il n'est pas statistiquement significatif, ce qui tend à souligner la faiblesse du vote économique au Québec pendant l'ensemble de la période étudiée.

Examinons maintenant les diagnostics pour chacune des équations de régression. Un problème semble se poser dans le cas de la fonction de popularité du gouvernement fédéral au Québec. En effet, la valeur élevée du test de spécification fonctionnelle (RESET) est susceptible de révéler un problème en regard de l'application du modèle linéaire. Ceci peut suggérer entre autres la présence d'instabilité dans les paramètres estimés. La prochaine section nous permettra de diagnostiquer ce problème de façon plus précise afin de suggérer une correction appropriée.

4.3 Analyse de la dépendance temporelle du paramètre Δ taux de chômage

Le problème de l'instabilité dans le temps des relations entre variables économiques a fait l'objet d'une attention soutenue depuis plusieurs années en économétrie (Chow 1960; Dufour 1982). En science politique, l'importance qu'ont prise depuis quelques décennies les études de fonction de popularité ont conduit les spécialistes de cette discipline à se préoccuper de ce problème (Beck 1983; Hibbs 1974).

Selon Dufour (1982:31), il existe deux façons de considérer l'instabilité d'une relation économétrique. La

première consiste à l'assimiler à un problème de spécification, par exemple l'omission d'une variable explicative importante ou un choix fonctionnel inadéquat. La seconde interprète l'instabilité comme un changement structurel dans la relation étudiée. Dufour (1982) souligne toutefois que ces deux façons de voir se rejoignent dans la mesure où le bris structurel peut être imputé à l'omission d'une variable pertinente ayant provoqué ce changement. Ainsi, l'identification d'un problème d'instabilité revient d'une façon ou d'une autre à rechercher l'existence d'erreurs de spécification dans un modèle,un préalable à la correction ultérieure de telles erreurs.

Plusieurs stratégies permettent d'identifier des problèmes semblables dans un modèle de régression linéaire. Le choix d'une méthode efficace dépend à la fois de la nature du problème et de la fiabilité des différents tests pour chacune des situations rencontrées. Dans le champ de la science politique, Nathaniel Beck (1983) a comparé une variété de techniques visant à identifier la dépendance temporelle des paramètres estimés dans des modèles de régression. L'approche du problème que nous avons adoptée dans cette thèse s'inspire de la démarche défendue par Beck (1983), principalement le recours successif à une

variété de techniques économétriques dans le cadre d'un processus séquentiel.

Certaines étapes ont donc été suivies. D'abord, nous avons cherché, dans le modèle de l'électorat québécois, à identifier le type de variation temporelle affectant le coefficient associé à la variable économique qui nous intéresse tout particulièrement compte tenu de son effet sur la popularité gouvernementale, soit le changement dans le taux de chômage. Cette question revient à se demander si la valeur du dit paramètre a varié de façon brusque à un moment donné dans la période échantillonale. Selon Beck (1983), certaines techniques possèdent la flexibilité nécessaire pour répondre à ce genre de questionnement. Il faut toutefois se rappeler que ces techniques sont de type "data-driven", une autre façon de désigner leur caractère a-théorique.

Dans un deuxième temps, il sera intéressant d'établir si les deux autres modèles sont affectés d'une quelconque façon par de telles instabilités. Cette dernière vérification devrait nous permettre de porter un jugement sur l'un des objectifs importants de la présente recherche. C'est celui qui consiste à évaluer dans quelle mesure la relation entre l'économie et l'appui au parti gouvernemental telle que mesurée dans l'électorat canadien

dans son ensemble est elle-même influencée par ce qui se passe dans les strates électorales du Québec au plan du vote économique.

Par exemple, supposons que l'électorat québécois n'a pas été influencé dans son appui partisan par les fluctuations de l'économie pendant la sous-période t 1 à t 20 mais qu'il a commencé à y réagir fortement à partir de la sous-période t 21. Il serait intéressant d'examiner l'effet de ce changement sur la relation économie/popularité dans l'ensemble de l'électorat canadien au moment du passage entre les deux sous-périodes. Etant donné que le modèle "reste du Canada" fera également l'objet d'un diagnostic quant à la présence possible d'instabilité, nous serons en mesure de tenir compte de cette deuxième strate électorale et de l'effet combiné attendu dans l'ensemble de l'électorat canadien.

Le premier test d'instabilité auquel nous avons eu recours est celui de Farley-Hinich. Farley, Hinich et McGuire (1975) ont bien décrit les propriétés de ce test en soulignant qu'il s'agissait d'un "simple, robust, reasonably powerful test for a shift in one or more of the slopes in a linear time series model at some unknown point of time" (Farley, Hinich et McGuire 1975:297). Un second test, celui de Chow, correspond aussi à une telle

définition, mais il possède certains désavantages en regard du premier. Entre autres, le test de Chow est surtout efficace lorsque le changement dans les paramètres se situe au milieu de la période échantillonale. D'ailleurs, Beck (1983) favorise le test de Farley-Hinich, "given the greater power of the Farley-Hinich test to detect shifts far from the middle of the sample period" (Beck 1983: 595).

Mais le test de Farley-Hinich n'en possède pas moins ses limites. S'il est relativement efficace pour détecter des changements brusques et importants à l'intérieur d'une période échantillonale suffisamment longue, il en est tout autrement lorsque les changements dans les paramètres sont plus nombreux ou se produisent de façon erratique. [41]

Notre deuxième stratégie consistera à utiliser la technique dite des régressions mobiles. Mise au point par Brown, Durbin et Evans (1975), cette technique est très

[41] Farley et al. (1975: 315) de même que Beck (1982) suggèrent alors de recourir à une adaptation du même test, soit celui dit de Farley-Roll. Il s'agit d'une variante polynomiale du test de Farley-Hinich, qui permet de mieux modéliser un changement graduel dans le temps plutôt qu'une rupture brusque survenant à un moment précis. Le test de Farley-Roll est fondé sur le postulat suivant: si les paramètres du modèle varient d'une façon graduelle, il s'ensuit que le schéma temporel de n'importe lequel de ces paramètres peut être estimé par un polynome du degré adéquat. Avant de recourir à ce test, nous examinerons les graphiques de régression mobile. S'il s'avère que ces derniers nous donnent un aperçu adéquat des variations temporelles du changement du taux de chômage, nous ne pensons pas que le test de Farley-Roll soit nécessaire. La valeur de ce point de vue est rehaussée par le fait que nous estimerons dans une étape ultérieure les paramètres associés au changement dans le taux de chômage pour les principales sous-périodes se dégageant des graphiques de régression mobile.

utile, selon Beck (1983), en ce qu'elle permet d'obtenir des graphiques informatifs sur l'instabilité de sources diverses. Une certaine prudence est toutefois de mise dans l'interprétation de ces graphiques, en particulier lorsque les changements dans la valeur des coefficients ne sont pas très importants. Cette mise en garde tient au fait que les régressions à l'origine de ces graphiques sont réalisées à partir d'un nombre limité d'observations, soit environ 16 comme le suggère Beck (1983).

Les résultats des tests de Farley-Hinich [42] ont été obtenus au moyen du logiciel PcGive. Résumons maintenant ces résultats. D'abord, en ce qui concerne le modèle de la popularité gouvernementale dans l'électorat québécois, le test de Farley-Hinich nous a permis de rejeter au seuil de signification de 95% l'hypothèse nulle de la stabilité du paramètre associé à la variable changement du taux de chômage (t = 1.68). Ce résultat pourrait indiquer que la relation entre le chômage et la popularité a connu un changement brusque quelque part entre 1963 et 1993. S'agissant des modèles estimés dans l'électorat canadien et dans la strate électorale du reste du Canada, le test

[42]Ces tests ont été réalisés en procédant à une régression ajoutant la variable (N * taux chômage (t-1)) à l'ensemble des variables indépendantes utilisées dans les trois modèles de fonction de popularité. La variable N servant à créer ce terme d'intéraction est donnée par la séquence de valeurs suivantes: 1/61, 2/61, 3/61 ... 59/61, 60/61, 1. Le chiffre 61 correspond évidemment au nombre d'observations de l'échantillon total. L'hypothèse nulle de l'absence d'instabilité est ensuite testée au moyen d'un test t sur la signification statistique du coefficient obtenu.

de Farley-Hinich n'est pas significatif, ce qui suggère l'absence d'une rupture radicale dans les paramètres estimés. Par contre, on peut se demander si nous ne sommes pas en présence d'un pattern alternatif caractérisé par "many shifts or erratic drifts over time" (Farley, Hinich et McGuire 1975:315). Les graphiques de régression mobile nous permettront de vérifier cette possibilité.

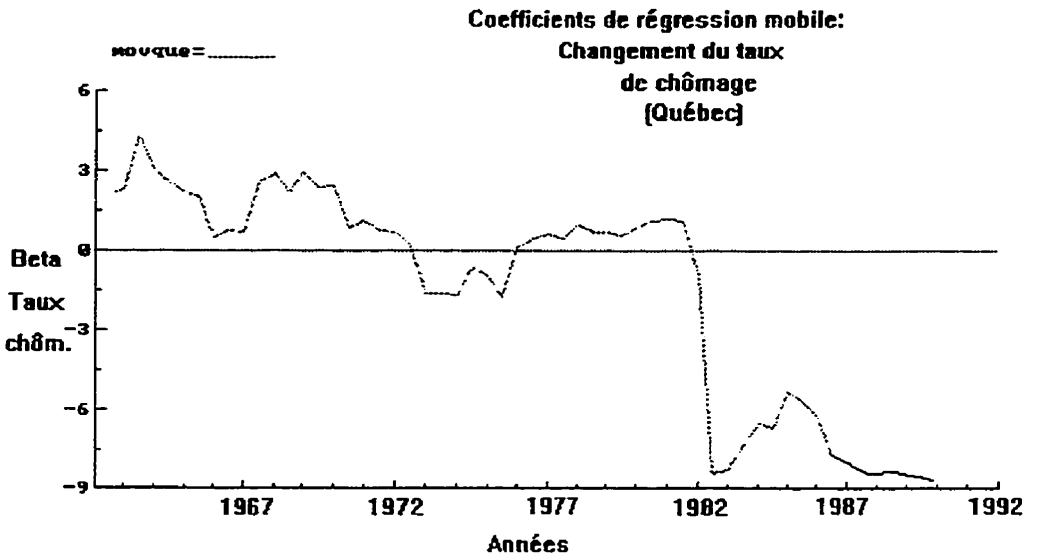
La technique des régressions mobiles nous permet de visualiser la dépendance temporelle des paramètres estimés pendant l'ensemble de la période à l'étude. Cette procédure est réalisée en procédant successivement à une série de régressions portant sur des sous-ensembles réunissant entre 12 et 24 observations. Par exemple, le premier sous-ensemble est formé des observations 1 à 24, la deuxième des observations 2 à 25, et ainsi de suite. Dans le cas présent, nous avons procédé en utilisant 17 observations. [43] Les graphiques 9 et 10 illustrent les résultats obtenus au moyen de cette technique. Il convient de garder à l'esprit que les informations qu'on peut en tirer sont davantage d'ordre suggestif que confirmatoire.

---

[43] La spécification utilisée pour effectuer ces régressions a été limitée à l'insertion, parmi les variables indépendantes, de la variable changement du taux de chômage retardé d'un semestre. Cette parcimonie dans la spécification se justifie par l'objectif d'augmenter au maximum le nombre de degrés de liberté des régressions mobiles qui ont été conduite avec seulement 17 observations.

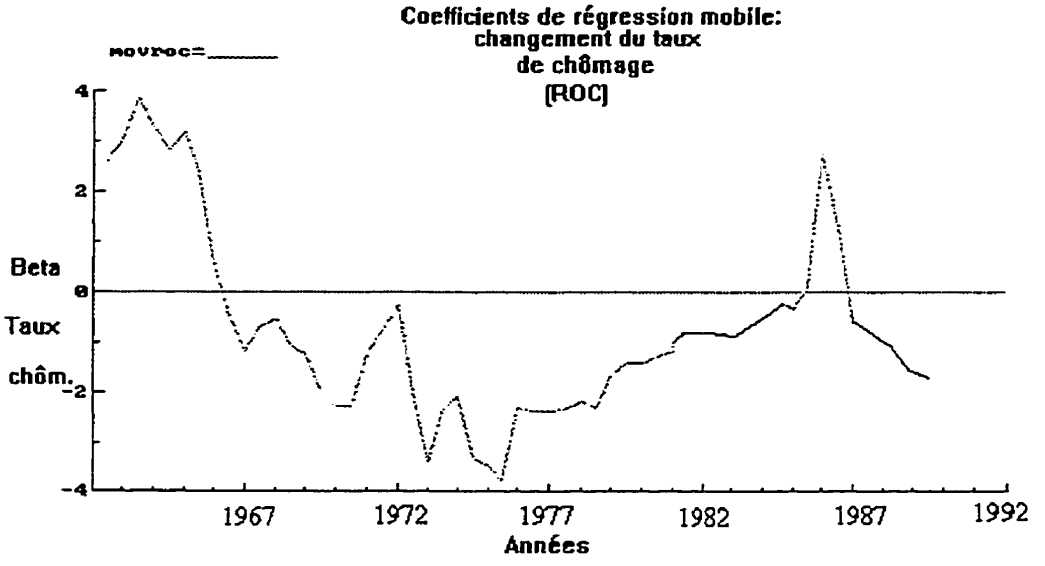
Graphique 9

Analyse de stabilité des coefficients de la variable changement du taux de chômage, Québec.



Graphique 10

Analyse de stabilité des coefficients de la variable changement du taux de chômage, Reste du Canada.



Le graphique 9 présente l'évolution temporelle des coefficients associés à la relation entre le changement du taux de chômage et la popularité du gouvernement fédéral au Québec. Le graphique illustre la présence de deux régimes bien distincts affectant cette relation. Le premier se situe dans la sous-période 1963-1982 et il est caractérisé par un faible impact (ou parfois un impact plus important mais de signe contraire, i.e. positif) du taux de chômage sur la popularité. Le graphique suggère

l'apparition d'un bris structurel brusque et important vers le début de l'année 1983. Cette rupture s'accompagne d'une forte augmentation de l'impact du chômage sur la popularité du gouvernement (de signe négatif), impact qui va se maintenir par la suite à ce niveau élevé jusqu'à la fin de la période à l'étude. Nous avons montré que ce moment avait été marqué par des événements politiques et économiques majeurs, notamment les conséquences du rapatriement de la constitution, l'élection d'un Québécois à la tête du Parti progressiste-conservateur et enfin la préoccupation grandissante des électeurs pour les questions économiques.

Le graphique 10 présente une image assez différente de la dépendance temporelle qui a affecté la relation chômage/popularité dans l'électorat du reste du Canada. Premièrement, nous observons, en début de période (1963-1968), la même absence de relation de signe attendu (négatif) entre le chômage et la popularité du gouvernement. Ce résultat est compatible avec ceux de Nadeau (1987) ayant observé un faible impact du même indicateur économique durant les années Pearson. Pendant la sous-période suivante qui s'étend de 1968 à 1987, la relation fluctue autour d'un certain palier de niveau -2.0. [44] Cependant, on assiste vers 1984 (premier mandat

[44]La moyenne des coefficients de régression mobile pendant cette période est -1.93.

Mulroney) à un réajustement à la baisse des paramètres mesurant le lien entre le chômage et la popularité. Cet impact moins important du chômage sur la popularité des Conservateurs de Mulroney a déjà été constaté ailleurs (Clarke et Kornberg 1992:74) pour le premier mandat conservateur.

Comme troisième étape à cette stratégie visant à éclairer la variation temporelle des coefficients de l'effet des indicateurs économiques sur la popularité gouvernementale dans les différents électorats, nous avons procédé à des régressions sur la base des sous-périodes identifiées par les analyses précédentes. Ces sous-périodes sont 1963.S2-1968.S1, 1968.S2-1982.S1, 1982.S2-1993.S2. Etant donné que la première sous-période ne contient pas suffisamment d'observations et que les coefficients observés n'étaient pas de signe attendu, nous avons décidé de la combiner à la sous-période 1968-1982 dans le cadre de la prochaine analyse. Celles-ci porteront donc sur les sous-périodes 1963.S2-1982.S1 et 1982.S2-1993.S2. [45] Le Tableau 4 montre les résultats de ces analyses de régression conduites dans les deux sous-périodes. Considérons tout d'abord la sous-période 1963-1982 dans les trois modèles

[45]Dans le cas de la sous-période 1984.S2, nous avons inclus dans ces régressions les seules variables explicatives ayant montré un effet significatif sur l'appui au parti gouvernemental (changement dans le taux de chômage, lune de miel, Meech, Chrétien). Cette conduite se justifie par le fait que nous voulions augmenter au maximum le nombre de degrés de libertés compte tenu du nombre réduit d'observations dans cette sous-période échantionnale.

étudiés. Nous allons concentrer notre attention sur l'effet de la variable économique en relation avec le changement dans la popularité gouvernementale.

Tableau 4

Fonction de popularité *
(sous-périodes)

	Canada		Reste du Canada		Québec	
Sous-périodes	1 63S2-82S1	2 82S2-93S2	1 63S2-82S1	2 82S2-93S2	1 63S2-82S1	2 82S2-93S2
constante	-0.12 (0.16)	-2.44 (2.05)a	-0.63 (0.72)	-0.99 (0.84)	0.28 (0.24)	-6.33 (-2.38) a
MCE t-1	-0.62 (6.07) a	-0.35 (2.53)a	0.68 (5.15) a	-0.33 (2.38) a	-0.32 (3.27) a	-0.39 (2.15) a
Chômage t-1	-1.74 (1.96) b	-2.93 (1.40)	-2.72 (2.75)a	-2.29 (1.04)	1.23 (0.87)	-5.88 (2.04) a
N	38	23	38	23	38	23
R carré corrigé	.85	.69	.82	.62	.93	.77

a $p < .01$ (test unilatéral)
b $p < .05$ (test unilatéral)
Statistiques t de Student entre parenthèses.

* Ces régressions sur les échantillons des sous-périodes ont été réalisées avec toutes les variables politiques et économiques pertinentes.Nous nous limitons dans ce tableau à présenter les résultats qui nous intéressent tout particulièrement du point de vue de la stabilité du lien étudié, soit les coefficients associés au changement dans le taux de chômage et ceux relatifs au mécanisme de correction d'erreur.

Dans l'ensemble du Canada, le coefficient associé à cette variable est significatif et de signe attendu (-1.74). La magnitude de ce coefficient de -1.74 est sensiblement inférieure à celle observée dans la strate électorale du reste du Canada (-2.72) entre 1963 et 1984. (Rappelons que

pour l'ensemble de la période, le coefficient associé à l'effet du changement dans le taux de chômage est un peu plus faible à -2.66, reflétant en cela le fléchissement du vote économique dans cette strate électorale.) On peut penser que la dilution du vote économique dans l'ensemble de l'électorat canadien est due au fait que les électeurs du Québec n'ont pas manifesté un comportement de rationalité économique pendant cette sous-période comme le laisse voir le coefficient obtenu dans ce dernier cas (1.23, t = 0.87).

Examinons maintenant les résultats de la sous-période 1982.S2-1993. Dans cette sous-période échantillonnale, les schémas du vote économique que nous venons de décrire pour le Québec et le reste du Canada semblent s'inverser. Nous constatons d'abord l'absence d'un vote économique significatif dans le reste du Canada (-2.29, t = 1.04), phénomène qui peut être attribuable à la faiblesse du vote économique entre 1984 et 1988. [46] Dans l'ensemble du Canada, la relation entre le taux de chômage est également plus faible dans la sous-période conservatrice quoique

[46] Il convient d'interpéter avec prudence les résultats de ces régressions étant donné le nombre réduit d'observations qu'elles contiennent et l'impact important que peut avoir sur les résultats une variation temporelle dans la force de la relation. Par exemple, le fait d'obtenir un coefficient non significatif (2.29) dans le reste du Canada pendant la sous-période 1982-1993 ne doit pas être interprété comme une absence de vote économique pendant l'ensemble du règne conservateur. Il faut bien voir que la faiblesse du vote économique pendant le premier mandat conservateur a pu avoir pour conséquence d'affaiblir considérablement le coefficient de la sous-période 1984-1993, masquant ainsi la reprise d'un vote économique à partir du début du second mandat conservateur (1989-93: seulement 10 observations)

dans une moindre mesure (-2.93, t = 1.40). Par contre, la situation semble bien différente dans l'électorat québécois où l'on observe un solide vote économique (coefficient de -5.88, t=2.03) sous le règne conservateur. Pendant la sous-période conservatrice, on peut penser que l'apparition des attributs classiques de l'électeur rationnel chez l'électeur québécois a eu pour effet de renforcer quelque peu, dans l'électorat canadien considéré globalement, un vote économique affaibli chez les électeurs du reste du Canada pendant les années Mulroney.

L'absence d'impact du taux de chômage (changement) sur la popularité du gouvernement fédéral lors du premier mandat conservateur est d'ailleurs compatible avec certaines observations issues des sondages sur la popularité du premier gouvernement Mulroney.

> "Collateral support for this interpretation [47] is provided by the results of time series analyses of CIPO and Canadian Facts monthly intention data. These show that neither inflation nor unemployment levels had significant effects on the Conservative gouvernment's popularity between 1984 and 1988. Rather, the marked decrease in Conservative support was strongly associated with various political interventions, most notably a seemingly endless series of scandals involving high-ranking Conservative cabinet ministers (see Gratton 1988). Conservative support also was eroded by the Mulroney government decision

[47] Il est question ici de l'interprétation selon laquelle l'affaiblissement des liens partisans à partir de 1984 soit le fruit d'une insatisfaction profonde et largement répandue à l'endroit de la performance du gouvernement Mulroney.

> to place a major Air Canada maintenance facility in Montreal, Quebec, rather than in Winnipeg, Manitoba- a decision that angered and disappointed Conservative partisans in Western Canada" (Kornberg et Clarke 1992: 74).

4.4 Effets d'interaction

Ces divers résultats nous amènent à conclure que l'effet du chômage sur la popularité du gouvernement fédéral au Québec a augmenté de façon assez abrupte à partir du moment où l'appui au Parti libéral du Canada a connu un fléchissement historique à partir de 1982. Si cette hypothèse est exacte, nous devrions retrouver, dans le cas du Québec, un effet d'interaction indiquant l'effet significatif du taux de chômage à partir de cette date et incluant le règne du Parti progressiste-conservateur à Ottawa. Dans le cas du reste du Canada, un terme d'interaction semblable devrait s'avérer non significatif.

Nous avons donc introduit dans chacune des équations (Québec et reste du Canada) deux variables supplémentaires, l'une identifiant les dix semestres des mandats conservateurs successifs de 1984 et 1988 plus les deux semestres de 1983 et la seconde formée de la multiplication de cette variable avec la variable du changement dans le taux de chômage. [48]

[48]En fait, la variable Mulroney correspond à la sous-période comprise entre 1985.S2 et 1993.S2. Nous avons restreint la dite période pour tenir compte du phénomène de lune de miel associée à la première année

Comme l'indique le tableau 5, l'insertion de ces deux variables dans la spécification portant sur le cas québécois, en plus de capter un impact significatif du chômage sur la popularité du gouvernement fédéral au Québec pendant les deux gouvernements Mulroney, a pour effet de corriger le problème de spécification fonctionnelle constatée auparavant. [49]

---

d'un mandat majoritaire. Toutefois, l'inclusion d'une variable débutant au deuxième semestre de 1984 ne change pas significativement les résultats obtenus avec la version 1985.S2.

[49]Nous avons également inséré ces variables dans les deux autres équations du modèle de fonction de popularité (Canada et reste du Canada) afin d'en vérifier l'impact sur l'appui au gouvernement fédéral dans ces deux électorats. Dans les provinces anglophones, les coefficients obtenus étaient faibles et non significatifs, indiquant que l'effet du chômage n'a pas changé de façon marquée si l'on compare le règne libéral et l'ensemble du règne des Conservateurs de Mulroney. Dans l'ensemble du Canada, le coefficient du terme d'interaction était de signe attendu mais non significatif (t=1.04), indiquant un certain redressement du vote économique, que l'on peut imputer à l'électorat québécois comme nous venons de le constater. Le coefficient associé à la variable identifiant les deux mandats conservateurs était significatif et de signe attendu (négatif), traduisant un net affaiblissement de la popularité gouvernementale sous le règne Mulroney.

Tableau 5

Modèle de fonction de popularité

(spécification interactive)

	Québec B **1963:2-1993:2**
Constante	0.65 (.54)
ΔPopularité (t-1)	0.09 (1.26)
Mécanisme de correction d'erreur t-1	-.33 (3.89) ***
ΔChômage t-1	-.39 (.30)
ΔInflation t-1	-.89 (1.10)
Changement de gouvernement:	
Pearson (1963:2)	18.73 (2.97)***
Clark (1979:2)	-48.81 (8.52) ***
Trudeau (1980:1)	46.61 (5.58) ***
Mulroney (1984:2)	8.72 (1.38)
Evénements:	
Crise d'octobre	8.22 (1.61)
Election PQ (1976:2)	9.33 (2.38) **
Echec Meech	-16.24 (2.90) ***
Lune de miel gouvernement majoritaire	4.41 (1.40)
Mulroney (mandat)	-6.49 (3.01) ***
Mulroney *Δtaux de chômage	-6.55 (2.39) ***
N	61
R^2	0.90
auto. (x^2_3)	2.07
ARCH test (x^2_7)	2.59
Hétérosc. F (26, 14)	-
Norm. Test	1.25
RESET Test F (1,40)	2.95

Les chiffres de ce tableau sont des coefficients de régression obtenus par MCO. Statistique t de Student entre ( ). *** 99% (test unilatéral), ** 95% (test unilatéral), * 90% (test unilatéral). Le modèle a été estimé avec les variables de chefs, mais les résultats ne sont pas présentés dans ce tableau.

L'apparition d'un vote économique dans l'électorat du Québec entre 1982 et 1993 montre que les électeurs de cette province ne sont pas imperméables, politiquement parlant, aux fluctuations de la conjoncture. Avec la dure récession de 1982-83 et l'arrivée à la tête du PC d'un chef québécois, on peut penser que le cadenas partisan qui bloquait l'expression d'un vote économique au Québec sous la période d'hégémonie libérale a fini par éclater. Les électeurs québécois rejoignaient alors les autres Canadiens en tant que citoyens affichant les principaux attributs de la rationalité économique telle qu'elle se manifeste au plan électoral dans la plupart des démocraties occidentales.

4.5 Convergences et divergences avec les autres études canadiennes

L'existence d'un relation significative entre les fluctuations du taux de chômage et l'appui accordé au parti gouvernemental à Ottawa ne constitue pas un résultat inédit dans la littérature sur le vote économique au Canada. Un certain nombre de travaux ont déjà mis en évidence une telle relation (Happy 1992; Nadeau 1987; Nadeau et Blais 1993) dans le contexte canadien. Parmi ces recherches, seule l'étude de Nadeau (1987) a eu recours à une analyse de fonction de popularité similaire à celle

utilisée dans la présente thèse. Les autres études reposant sur des fonctions de popularité ont rejeté l'existence du lien économie/politique. Nous avons déjà souligné dans la revue des écrits que ces résultats négatifs pouvaient s'expliquer dans le cas de Monroe et Erickson (1986) par certaines lacunes méthodologiques et dans le second cas (Clarke et Zuk 1987) par le choix d'une période de temps très circonscrite (1974-1979) et ayant été marquée par un contexte politique peu favorable à l'expression d'une réponse des électeurs canadiens à la conjoncture économique (élection du PQ et Référendum québécois).

Par contre, l'étude de Nadeau (1987) a mis en évidence une relation entre les deux principaux indicateurs économiques, les taux de chômage et d'inflation, et les fluctuations de la popularité gouvernementale entre 1945 et 1984. La variable du taux de chômage est toutefois la plus intéressante du point de vue de la magnitude du lien mis en évidence. Le résultat de Nadeau quant à faiblesse du lien entre l'inflation et la popularité est compatible avec notre propre conclusion à ce sujet.

Au cours de la période à l'étude, Nadeau (1987) a observé qu'une hausse d'un point du taux de chômage aurait provoqué, avec un délai d'une période, une baisse de

l'avance gouvernementale d'un demi point de pourcentage. La décomposition de ce résultat montre que la hausse du chômage a davantage affecté la popularité de l'opposition que du gouvernement et qu'elle n'a eu aucun impact sur la popularité du N.P.D.

Globalement, l'étude de Nadeau confirme l'existence d'un effet réel quoique modeste de l'évolution d'indicateurs macroéconomiques globaux sur la fortune électorale du gouvernement et de l'opposition officielle. Or, la force de la relation mise en évidence dans la présente étude semble plus importante comparativement à celle observée par Nadeau. En effet, dans l'ensemble de l'électorat canadien, nous avons constaté qu'une hausse d'un point dans le changement du taux de chômage provoquait en moyenne une baisse de deux points de pourcentage dans le changement de la popularité gouvernementale. Comment expliquer cette différence entre les deux études quant à la force de la relation entre le taux de chômage et la variable d'appui au parti gouvernemental?

Nous pensons que ce contraste tient à un certain nombre de différences quant aux périodes étudiées, aux spécifications retenues et aux méthodes d'estimation utilisées. Premièrement, Nadeau avait observé une certaine

variabilité de l'impact du chômage à travers le temps. Rappelons ses conclusions à ce sujet:

> "S'agissant de la variable chômage par exemple, le portrait d'ensemble qui se dégage est le suivant: l'impact de cet indicateur économique sur la popularité a été faible en début de période, fort important dès après la période de lune de miel du deuxième mandat Diefenbaker, moins important durant les années Pearson, de nouveau appréciable à compter de la seconde partie du premier mandat Trudeau, de nouveau extrêmement faible durant le troisième mandat Trudeau, avant de redevenir très significatif à la faveur de la hausse marquée du chômage durant le quatrième mandat Trudeau" (Nadeau 1987: 754).

Cette division temporelle plus fine permet de faire ressortir les différences dans les périodes échantillonales. Ainsi, la période de quinze ans comprise entre 1945 et 1959 semble avoir été caractérisée par la faiblesse de la relation entre chômage et popularité. Comme notre propre période échantionnale débute à partir du premier gouvernement Pearson (1963), cela peut faire une différence appréciable dans le renforcement de la relation observée pendant l'ensemble de la période échantillonale.

S'agissant des différences marquées de spécification entre les deux modèles, elles peuvent expliquer à elles seules une partie des divergences observées dans les résultats. Mentionnons entre autres la forme différente de la

variable dépendante (avance gouvernementale vs popularité gouvernementale), l'inclusion de variables économiques de type changement plutôt que niveau, l'inclusion (dans le modèle de Nadeau) d'une variable traduisant la dimension cyclique des fluctuations de l'appui populaire reçu par un gouvernement et enfin, la prise en compte d'un plus grand nombre de variables politiques. [50] De même, l'inclusion de la variable du cycle électoral a pu jouer également sur la force de la relation observée entre les indicateurs économiques et la popularité.

Enfin, il faut noter que les deux études ont eu recours à des approches économétriques différentes. A ce sujet, l'utilisation dans notre propre étude de la méthode de co-intégration nous a obligé à opérationnaliser les variables d'intérêt sous la forme changement plutôt que niveau. Ceci a eu pour effet d'éliminer presque complètement l'influence de la variable dépendante retardée sur la popularité du gouvernement. On peut penser que la disparition de cet effet d'inertie partisane a permis aux déterminants économiques d'expliquer une portion plus importante des fluctuations de court terme de la popularité gouvernementale.

---

[50] Nous avons traité de l'approche des variables politiques utilisée par Nadeau (1987) dans la section portant sur la revue des écrits.

4.6 Bilan des résultats de la fonction de popularité au Canada

Malgré de nombreuses recherches ayant conclu à l'influence des conditions économiques sur le comportement des électeurs dans plusieurs sociétés démocratiques, les études sur le vote économique ne peuvent revendiquer un bilan sans failles, aussi bien au Canada qu'ailleurs dans le monde. Dans le cas canadien, les études antérieures n'ont pas permis de tirer des conclusions claires quant à l'effet des conditions économiques sur les choix électoraux.

La principale question qui sous-tendait cette recherche était la suivante. Dans le cas canadien, peut-on mieux comprendre la réponse politique des électeurs aux fluctuations des indicateurs économiques en définissant un modèle qui reconnaît explicitement que la dite réponse n'est pas nécessairement uniforme dans toutes les strates de l'électorat et peut varier en fonction des divers groupes d'électeurs distingués selon certaines caractéristiques comme la force de leurs attachements partisans?

Selon ce point de vue, les divers groupes d'électeurs peuvent manifester une plus ou moins grande perméabilité à l'influence des conditions économiques. Cette approche stipule que les électeurs peuvent réagir politiquement à l'économie dans la mesure où la force des déterminants traditionnels du vote comme la grande affinité ressentie à l'endroit d'un parti en particulier n'ait pas pour effet de réduire presque à néant l'expression d'une telle rationalité économique. Le choix d'une période d'étude recouvrant deux systèmes partisans distincts (libéral: 1963-1980; conservateur: 1984-1993) nous a permis d'introduire un élément de variation important dans le contexte politique. Ceci visait à évaluer l'effet possible d'une telle variable intermédiaire sur la relation économie/popularité.

Dans les études en série chronologique, nous avons vu qu'une façon de tenir compte de la réponse différentielle des électeurs aux conditions économiques consistait à désagréger les valeurs de la variable dépendante (les intentions de vote par exemple) suivant les lignes de démarcation partisane inscrites dans l'électorat. Dans le cas qui nous intéresse, de telles données n'étaient pas disponibles pour notre devis en série chronologique. Cependant, une autre stratégie nous était accessible

compte tenu de la nature particulière du système partisan canadien.

En effet, il est bien connu que l'appui aux partis fédéraux canadiens a différé sensiblement dans l'électorat du Québec et dans celui du reste du Canada. Au Québec, le Parti libéral du Canada a reçu traditionnellement un appui très important des électeurs, surtout lorsque celui-ci avait à sa tête un chef francophone (Nadeau et Blais 1993). A l'opposé, le Parti progressiste-conservateur a dû se contenter d'un appui marginal de la part des Québécois pendant la plus grande partie du vingtième siècle. Nous nous attendions à un effet minimal de l'économie sur la popularité du gouvernement fédéral au Québec durant les décennies 1960 et 1970 compte tenu de la forte affinité manifestée par les électeurs québécois envers le Parti libéral. Par la suite, on pouvait penser que la transformation du système partisan au Québec au début des années 1980 était susceptible de permettre l'expression d'un vote économique au sein du même électorat.

Étant donné que le système partisan dans le reste du Canada n'a pas été caractérisée par la domination d'une seule formation politique pendant les décennies 1960 à 1990, nous nous attendions à ce que les forces économiques de court terme puissent avoir un impact plus important et

plus constant sur le comportement électoral de ce groupe d'électeurs.

La présente recherche visait donc à évaluer les conséquences du clivage Québec/reste du Canada sous l'angle du vote économique. A cette fin, nous avons présenté un modèle de fonction de popularité au Canada distinguant l'appui électoral dans les trois électorats (Québec, reste du Canada et Canada dans son ensemble).

L'interprétation des résultats est relativement simple. Nous avons observé une réponse électorale au problème du chômage à l'intérieur de l'électorat canadien dans son ensemble au cours de la période d'étude complète (1963-1993). Dans le reste du Canada, un vote économique a été enregistré entre 1968 et 1984, suivi d'une éclipse partielle pendant le premier mandat du gouvernement conservateur de Brian Mulroney. Pendant cette période, le regard des électeurs du reste du Canada a eu tendace à se déplacer vers les dossiers de nature politique qui ont contribué à ternir l'image des Conservateurs comme les scandales politico-financiers. Ainsi, même si les principaux indicateurs économiques ont connu des améliorations notables lors du premier mandat Mulroney, cette conjoncture n'a pas semblé intervenir dans les

évaluations de la performance gouvernementale à ce moment-là.

S'agissant des électeurs du Québec, ils n'ont pas été influencés dans leur appui au gouvernement fédéral, du moins pendant le règne hégémonique du Parti libéral au Québec, par les hauts et les bas de l'économie. Nous expliquons ce résultat par le fait que le comportement électoral des Québécois aurait été influencé par des facteurs d'ordre partisan. La force de ces déterminants chez un grand nombre d'électeurs québécois aurait eu pour effet de limiter sensiblement le rôle possible d'une forme directe de réponse politique aux fluctuations de l'économie. Ces résultats tendent à montrer que la réponse électorale aux indicateurs économiques peut être conditionnée par la force des déterminants traditionnels du vote, notamment la stabilité du vote fédéral pendant plusieurs décennies au Québec sous le règne des Libéraux.

En combinant les deux strates électorales constituées par les électeurs du Québec et par ceux des neuf autres provinces du Canada, l'effet net correspond à un vote économique dilué au niveau de l'électorat canadien pendant l'ensemble de la période à l'étude. Ainsi, ce jeu de contrepoids au sein de l'électorat peut expliquer les constats de faiblesse et/ou de fragilité du vote

économique au Canada que diverses études antérieures ont permis de dresser. Enfin, cette première démonstration empirique, en plus de documenter un chapitre important des rapports Québec/Canada et d'illustrer le caractère distinct de la société québécoise au plan de la rationalité électorale de type économique, permet d'ajouter une pièce à l'appui de la thèse voulant que la relation entre l'économie et le vote soit de nature contingente plutôt qu'inconditionnelle.

4.7 Les micro-mécanismes du vote économique: Pourquoi des analyses en coupe transversale?

Les modèles de vote reposant sur l'approche économique partent du point de vue que les électeurs évaluent la performance de leurs dirigeants sur la base de leur capacité à assurer le bien-être matériel des individus et de la société en général. Cet objectif constitue maintenant l'un des principaux fondements de la vie démocratique des sociétés industrialisées.

> "Theories that view variations in support as a product of citizen assessments of governmental performance can be tested with data on how effective people judge government to be in providing a variety of goods and services such as social welfare, health care, etc. (...) Similarly, judgments about the state of the economy, one's personal financial condition, and the attributions of governmental responsibility for economic affairs can be employed to test theories that political support is a product of people's evaluation of the ability of a government to manage the economy in ways that secure and enhance their own and their country's well-being" (Kornberg et Clarke 1992: 22).

Or, les résultats obtenus dans la première partie de cette thèse, en particulier ceux portant sur le cas québécois, ne sont pas pleinement compatibles avec une telle définition de l'électeur rationnel. En effet, nous avons constaté que l'appui des électeurs québécois au gouvernement fédéral n'avait pas varié suivant les

fluctuations des principaux indicateurs économiques pendant les décennies 1960 et 1970. Ce constat nous amène à poursuivre la démarche empirique entreprise dans cette thèse afin de répondre à certaines questions fondamentales.

- La société québécoise a connu plusieurs périodes économiques difficiles dans les dernières décennies. Comment expliquer que ces chocs économiques, en particulier les problèmes de chômage, n'aient pas eu un impact plus significatif sur l'appui des électeurs québécois aux gouvernements canadiens pendant l'ère Trudeau?

- Quels sont les facteurs susceptibles de modifier aussi drastiquement la fonction d'évaluation de la performance gouvernementale à l'intérieur d'un électorat donné?

Ces questions se situent au coeur de notre travail empirique dans la deuxième partie de cette thèse.

L'une des principales hypothèses de notre étude est que la force du vote économique peut être conditionnée par le degré de stabilité qui caractérise les alignements partisans.

> "The strength of linkages in such a model also can be expected to vary with the intensity and durability of individual-level partisan attachments. Where party ties tend to be both strong and stable, public judgments about the success or failure of incumbent governments as managers of the economy will be less important in the support process than where partisan attachments are weaker and less stable" (Clarke et Kornberg 1989: 272).

Outre la stabilité des attachements partisans, le caractère plus ou moins équilibré de leur distribution peut également influencer l'expression du vote économique. Prenons le cas d'un système partisan largement dominé par un seul parti, celui-ci ayant été considéré historiquement comme le seul apte à représenter les intérêts d'un groupe important d'électeurs. Notre point de vue est qu'une telle situation peut limiter significativement l'influence des évaluations et des conditions économiques sur le vote.

Dans un système semblable, le parti dirigeant peut compter sur l'appui indéfectible de certains groupes d'électeurs dont la fidélité n'est nullement remise en cause par les soubresauts de l'économie.

En ce qui concerne la politique fédérale au Québec, on peut soutenir que l'appui des Québécois au Parti libéral du Canada est assimilable à ce type de situation, du moins pendant les décennies 1960 et 1970. Nous soutenons que cet

appui traduit une affinité sous-jacente forte et intense envers le Parti libéral fédéral.

Le cas québécois semble donc représenter une anomalie si on se place du point de vue des modèles économiques du vote. Ce paradoxe tient au fait que la rationalité économique est maintenant considérée comme l'un des principaux attributs de l'électeur en démocratie. "It would be surprising if they [economic factors] did not have some influence in a period when economic issues are widely held to be important and economic conditions commonly held to be the responsibility of governments" (Alt et Chrystal 1983: 152). Dans cette optique, une telle possibilité mérite un approfondissement supplémentaire quant aux mécanismes sous-jacents à la décision électorale individuelle. C'est la tâche que nous nous assignons dans la seconde phase de notre démonstration.

La première partie de cette thèse a permis de montrer que l'effet de l'économie sur les électeurs n'était pas nécessairement uniforme dans l'ensemble d'un électorat donné. Ces résultats tendent à indiquer l'existence d'une relation fluctuante entre l'économie et les comportements électoraux dans le cas canadien. En effet, l'impact minimal de l'économie dans l'électorat québécois pendant l'ère Trudeau a probablement eu pour effet de diluer le

degré de vote économique dans l'ensemble de l'électorat canadien.

4.8 Une meilleure compréhension des micro-mécanismes

Cette conclusion étant acquise, qu'est-ce qui justifie de poursuivre cette démonstration par des analyses en coupe transversale? Selon Michael Lewis-Beck(1988a), c'est l'approfondissement des mécanismes de décision électorale qui l'exige. "We cannot infer microlevel decision-making processes such as voting from the macro-level time series data" (Lewis-Beck 1988a: 17).

Fiorina (1981) a identifié les principaux avantages méthodologiques des analyses en coupe transversale comparativement aux analyses en série chronologique. L'un de ces avantages est une meilleure compréhension des micro-mécanismes à l'origine du vote économique.

> "Third, aggregate analyses say nothing about the micromechanisms through which the aggregate patterns arise. Generally there will be several plausible microlevel theories that could generate the observed aggregate results" (Fiorina 1981: 123).

Si les analyses en coupe transversale nous aident à découvrir les micro-mécanismes à l'origine du vote économique, elles peuvent également contribuer à une

meilleure compréhension des facteurs pouvant expliquer l'absence d'un tel phénomène dans l'électorat québécois à certains moments.

Le recours aux analyses en coupe transversale est donc nécessaire si on souhaite approfondir le problème posé par l'effet variable des conditions économiques dans divers groupes d'électeurs, qu'on les définisse selon leurs caractéristiques socio-économiques ou par leur profil partisan.

> "Do changing economic conditions affect the evaluations of all citizens equally, or do they affect particular subgroups of the citizenry differentially? Are workers more sensitive to unemployment, and the middle class and the aged more sensitive to inflation? Are independents more sensitive to everything than partisans?" (Fiorina 1981: 123).

Une limite des analyses en série chronologique renvoit à la difficulté d'inclure toutes les variables politiques pertinentes dans les modèles de popularité gouvernementale. Selon Fiorina, les conséquences de cette sous-spécification peuvent s'avérer sérieuses dans la mesure où l'effet des variables économiques est susceptible de varier de façon inverse à celui des enjeux non économiques (Gusfield 1966; Hofstadter 1955). Si cela est exact, il se pourrait que les variables absentes de la spécification ne puissent être réduites à un terme

d'erreur indépendant des indicateurs de l'économie. Dans un tel cas, le terme d'erreur est corrélé avec les variables économiques, biaisant ainsi l'estimation des coefficients associés à ces dernières variables.

Pour toutes ces raisons, Fiorina (1981) suggère de ne pas négliger le recours aux analyses en coupe transversale dans l'étude du vote économique de type rétrospectif. C'est pourquoi nous avons décidé de compléter la présente démarche au moyen d'une stratégie d'analyse en coupe transversale.

4.9 Plan de la démarche d'analyse en coupe transversale

La démonstration qui suit vise à expliquer les choix électoraux individuels dans les sept dernières élections fédérales (1972, 1974, 1979, 1980, 1984, 1988 et 1993) en appliquant un modèle de vote fondé sur les postulats de l'électeur rationnel au plan économique. Comme pour l'analyse en série chronologique, cette analyse prévoit la possibilité que les conditions économiques aient eu un effet différent sur le comportement électoral des Québécois et des autres Canadiens.

La démonstration emprunte les étapes suivantes. Nous procéderons dans un premier temps à une revue des écrits

traitant des principales approches du vote en science politique, soit les modèles socio-psychologiques et les modèles économiques. Suite à l'examen critique des postulats fondamentaux associés à chacun de ces courants, nous serons en mesure de dégager une approche du vote qui pourra être qualifiée de "mixte", c'est-à-dire un modèle combinant divers aspects de ces modèles.

Le chapitre 6 précise les choix méthodologiques de la démarche empirique en coupe transversale. Nous y examinons entre autres le problème posé par l'utilisation du concept d'identification partisane dans le contexte canadien. De plus, nous y proposons une solution empirique au problème "d'endogénéité" inhérent à l'insertion de la variable d'identification partisane dans le modèle de vote que nous avons choisi d'appliquer.

Le chapitre 7 examine les spécificités des alignements partisans au Québec et dans le reste du Canada. Nous verrons que les jugements globaux visant à caractériser les attachements partisans au Canada, notamment la flexibilité partisane (Clarke, Jenson, LeDuc et Pammet 1991:54), doivent être nuancés si on veut interpréter de façon adéquate la spécificité du système partisan fédéral au Québec. Nous introduisons ensuite le concept d'images partisanes, qui nous permettra de mieux comprendre la

nature particulière des liens qu'ont entretenu, dans les décennies 1960 et 1970, les électeurs québécois avec les principaux partis fédéraux.

Nous abordons dans les chapitres suivants le coeur de notre démonstration: l'analyse du rôle des évaluations économiques dans le comportement des électeurs. Nous décrirons d'abord l'évolution des principaux indicateurs de l'économie objective (conjoncture) et de l'économie subjective (jugements sur l'état de l'économie) au Canada pendant les trois décennies couvrant la période à l'étude, toujours en conservant la distinction Québec/reste du Canada. Nous serons déjà à même de constater qu'il existe parfois de fortes disparités entre l'état réel de l'économie et la façon dont les électeurs perçoivent cette réalité.

Enfin, dans un dernier chapitre (10), nous définissons les principales composantes du modèle de vote retenu avant de procéder à l'analyse des déterminants économiques et politiques des choix électoraux individuels. Le premier mode d'analyse met l'accent sur la compréhension des mécanismes de base intervenant dans le vote économique. Pour ce faire, nous recourons de façon privilégiée à l'analyse des relations bi-variées entre quelques déterminants politiques et économiques clés et le vote

dans nos deux électorats. Ceci nous permettra de mieux comprendre les mécanismes individuels à l'origine du vote économique. Enfin, la démarche recourt à des analyses multivariées intégrant l'ensemble des déterminants individuels du vote, avec une préoccupation particulière pour les facteurs économiques à l'origine de la décision électorale.

Ces diverses stratégies d'analyse devraient nous conduire à une meilleure compréhension de la relation entre l'économie et le comportement électoral des Québécois et des autres Canadiens. Plus précisément, notre démarche empirique devrait contribuer à montrer que cette relation peut être conditionnée par les déterminants traditionnels du vote comme les alignements et les attachements partisans. Egalement, notre démonstration pourrait permettre d'expliquer pourquoi le vote économique n'est pas nécessairement uniforme dans les deux électorats que nous étudions ici.

CHAPITRE 5- L'ÉTAT DE LA QUESTION (2IÈME PARTIE): MODÉLISATION DES CHOIX ÉLECTORAUX INDIVIDUELS

Compte tenu des objectifs visés dans cette partie de notre démonstration, il est utile de procéder à une revue des écrits faisant état des principaux développements ayant marqué l'analyse des déterminants du vote considéré d'un point de vue individuel. Cet exercice ne sera pas limité aux seuls facteurs économiques intervenant dans la décision électorale. En effet, divers types de déterminants entrent en jeu dans le processus guidant les choix électoraux individuels. Au plan de l'analyse, ces différents facteurs doivent être pris en compte de façon simultanée si on souhaite évaluer le poids spécifique des diverses sources d'influence. Même si chacun des deux modèles que nous décrirons (socio-psychologique et économique) met l'accent sur une dimension en particulier, nous sommes d'avis, à l'instar de Lewis-Beck (1988b:59), que ces approches distinctes ne doivent pas pour autant être considérées comme des modèles concurrents. Dans cette perspective, il nous apparaît tout à fait opportun et même nécessaire de combiner certaines des caractéristiques de ces modèles afin de parvenir à une explication du vote plus satisfaisante parce que plus complète.

Dans un premier temps, nous allons procéder à un survol des principaux modèles de comportement électoral tels qu'ils ont été conçus dans les décennies 1950 et 1960. Nous décrirons d'abord les fondements du *modèle de Michigan,* développé en réponse aux limites des premiers modèles sociologiques du vote apparus à la fin des années 1940 (*modèle de Columbia*). Nous examinerons également quelques-unes des critiques qui ont été formulées à l'endroit de certaines propositions du modèle de Michigan. Nous nous tournerons enfin vers une approche qui connaît un essor important depuis deux décennies, et que l'on désignera sous l'étiquette générale de *modèle de vote économique.* Nous serons à même de constater que cette expression reflète bien imparfaitement la diversité des modèles fondés sur le postulat général de la rationalité économique des électeurs.

5.1 Le modèle psycho-sociologique: l'École de Michigan

Les pionniers de la sociologie électorale, qu'on associe généralement à l'école de Columbia (Lazarsfeld, Berelson et Gaudet 1944; Berelson, Lazarsfeld et McPhee 1954), ont proposé à la fin des années 1940 un modèle de vote attribuant un rôle prépondérant aux variables sociales dans l'explication des choix électoraux. Si le vote est

par définition un comportement individuel, il ne peut toutefois être compris sans référence aux divers groupes sociaux auxquels appartient l'électeur. Selon ce point de vue, le statut socio-économique, la religion ainsi que le lieu de résidence apparaissent comme des variables clés dans l'explication des choix électoraux.

Toutefois, la faible capacité explicative du modèle sociologique eut tôt fait de susciter le développement d'une nouvelle approche du vote. C'est à l'instigation d'un groupe de chercheurs associés à l'Université du Michigan que fut élaboré un modèle de vote fondé principalement sur les mécanismes psychologiques intervenant dans la décision électorale.

En publiant *The American Voter* en 1960, Campbell et ses collaborateurs jetaient les bases de cette nouvelle approche du vote qu'on qualifia par la suite de socio-psychologique. Au centre de ce modèle, nous retrouvons le rôle crucial des prédispositions psychologiques de longue date (en particulier l'identification partisane).

5.1.1 L'interprétation classique de l'identification partisane

Compte tenu de notre propos, il n'est pas inutile de rappeler la définition du concept d'identification partisane tel que le concevait les chercheurs de l'école de Michigan. Comme l'écrivent alors les auteurs de *The Voter Decides*:

> "The present analysis of party identification is based on the assumption that the two parties serve as standard-setting groups for a significant proportion of the people of this country. In other words, it is assumed that many people associate themselves psychologically with one or the other of the parties, and that this identification has predictable relationships with their perceptions, evaluations and actions. These relationships would be expected to be in the areas of experience relevant to the activities of political parties" (Campbell et al.1954: 90).

Suivant le modèle de Michigan, la genèse de l'identification partisane chez un individu ne découle pas directement des caractéristiques socio-économiques ou démographiques. Il faut plutôt voir le milieu social et familial comme un environnement qui place l'individu en situation d'influence vis-à-vis ses parents, ses amis, ses collègues d'étude ou de travail, etc. L'une des conséquences de ces expériences de socialisation est le

développement d'une identification affective à l'un des partis, dont la formation se produit généralement pendant l'enfance ou la pré-adolescence (Hyman 1959; Greenstein 1965) et qui a tendance à se renforcer au fur et à mesure de la progression en âge.

Cette conception de l'identification partisane a été maintes fois assimilée à un filtre perceptuel qui serait placé devant les yeux de l'électeur. Le rôle de cet écran consiste à trier les messages transmis à l'électeur par l'environnement politique; il peut également colorer les jugements de l'électeur sur les politiques du parti ou les performances de son chef. Suivant ce point de vue, l'une des principales fonctions de l'identification partisane est de fournir un outil utile pouvant guider le jugement de l'électeur sur des phénomènes ou situations politiques aux multiples facettes, facilitant ainsi la tâche d'un électeur confronté à des choix difficiles dans un environnement complexe.

> "Partisanship thus plays a useful role for party leaders: it gives them a base of support in the electorate which can generally (within limits) be depended upon to view their actions in a favorable light. Just as the home team's fans will always tend to see the referee's close calls in favor of the home team, so will partisans support their party leader in questionable cases" (Wattenberg 1984:12).

L'identification partisane remplit également d'autres fonctions à l'intérieur du système politique. Par exemple, lorsqu'une partie importante de l'électorat s'identifie à un parti, ce facteur peut alors introduire un élément important de stabilité et de continuité à l'intérieur du dit système. "If people identify with a party they are not likely to shoot off in all directions at successive elections. Rather, they will have a 'normal' vote which in most cases will remain stable from election to election " (Denver 1989: 28). Cette fonction de stabilisation nous intéresse tout particulièrement dans le cadre de cette thèse compte tenu du fait que nous cherchons à identifier, dans le cas du Québec, les effets de l'économie sur le vote dans un électorat caractérisé par des alignements partisans relativement stables, du moins dans les décennies 1960 et 1970.

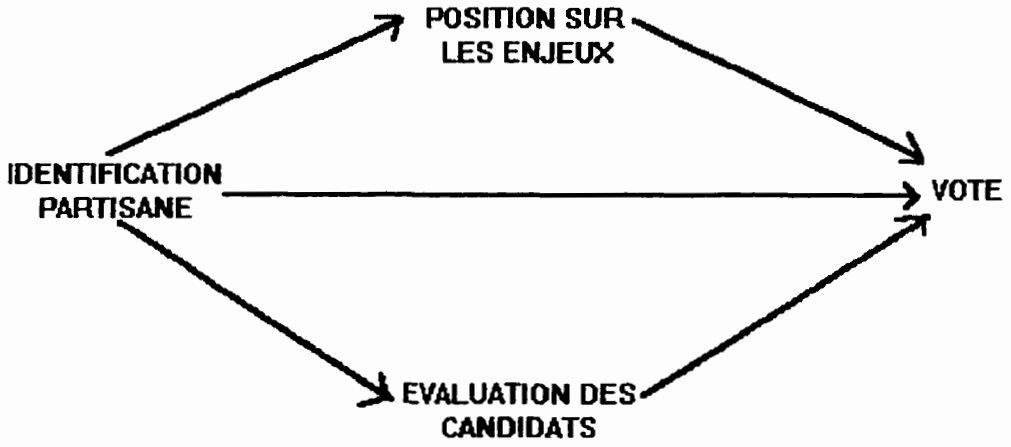
D'un point de vue théorique, la mesure de l'identification partisane permet donc d'expliquer le vote de l'électeur, ce qui ne veut pas dire que la corrélation entre les deux phénomènes est parfaite, auquel cas le concept ne serait qu'une simple rationalisation de l'intention de vote. Ce qui rend le concept d'identification partisane particulièrement attrayant, c'est qu'il permet d'identifier les situations où le choix électoral s'éloigne du comportement normalement attendu.

5.1.2 Les mécanismes de la décision

Toutefois, le modèle de Michigan ne fonde pas toute sa capacité explicative sur les seuls facteurs de long terme comme l'identification partisane. Le modèle stipule que la décision électorale découle d'une interaction entre les facteurs de long et de court termes. Les premiers réfèrent principalement à l'identification partisane alors que les seconds comprennent les attitudes des électeurs sur les enjeux de la campagne électorale, certains événements marquants ou les personnalités des chefs ou des candidats. On peut représenter le modèle par le diagramme suivant:

Graphique 11

Diagramme illustrant les liens de causalité dans le modèle de Michigan



Source: Adaptation du diagramme de Asher (1983:342).

Observons d'abord que les flèches symbolisant les relations causales sont unidirectionnelles. Pour cette raison, un tel modèle de vote est dit récursif (i.e. impliquant une causalité à sens unique). Dans ce modèle, l'identification partisane, les enjeux et les évaluations des candidats ont tous un effet direct sur le vote. Toutefois, la variable de l'identification partisane, de par sa position clé dans la chaîne causale, a également un effet indirect sur le vote compte tenu de son influence

via les attitudes des électeurs quant aux enjeux et aux candidats.

Campbell, Converse et Miller (1960) comparent le processus conduisant au vote à un entonnoir. Cette analogie permet de distinguer les déterminants les plus lointains du vote de ceux qui ont une influence immédiate sur les choix électoraux. A la sortie de l'entonnoir se situent les déterminants qui ont une influence immédiate sur la décision, notamment les évaluations des candidats. Les flèches de causalité directe entre les variables explicatives et le vote ont donc comme point de départ l'identification partisane, les enjeux et les évaluations des chefs, mais des flèches tracent également un lien de causalité entre la variable des liens partisans et les deux autres déterminants du vote.

L'identification partisane est considérée dans cette conception comme l'élément de stabilité qui permet de distinguer l'effet respectif des variables de court et de long termes dans la décision électorale. C'est ainsi que l'électeur peut être présenté sous les traits paradoxaux d'un individu qui peut s'éloigner momentanément du parti auquel il est identifié, mais qui revient tôt ou tard à cette formation partisane après disparition des facteurs

de court terme ayant provoqué cette défection ("unmoved movers").

Fait crucial, le modèle stipule, dans sa formulation classique, que c'est l'orientation partisane qui le plus souvent exerce une influence sur les perceptions et les diverses évaluations des électeurs, et non l'inverse. "In the period of our studies, the influence of party identification on attitudes toward the perceived elements of politics has been far more important than the influence of these attitudes on party identification itself"(Campbell et al. 1960:151).

Le modèle de Michigan fut fréquemment utilisé dans les études sur le comportement électoral pendant les années 1960 et 1970 (e.g. Goldberg 1966; Schulman et Pomper 1975 ou Hartwig et al. 1980). Ses diverses applications ont démontré que, malgré un certain fléchissement de l'influence directe de l'attachement partisan sur le vote dans les élections les plus récentes (e.g. Declercq et al. 1975 et Wattenberg 1987), l'approche psycho-sociologique s'avérait un modèle explicatif des choix électoraux fort valable, surtout lorsque les effets indirects de l'identification partisane sur le vote sont pris en considération.

5.1.3 Critiques révisionnistes du modèle de Michigan

Ce bilan favorable allait être fortement critiqué à partir du milieu des années 1970 par les tenants d'un modèle de vote recourant à une conception révisée de l'identification partisane. Les critiques des révisionnistes s'attaquent de front à deux des principaux fondements de la conception classique de l'identification partisan. Premièrement, ils remettent en cause le postulat selon lequel l'identification partisane traduit une orientation affective d'une grande stabilité (e.g. Mackuen, Erikson et Stimson 1989; Niemi et Jennings 1991) et deuxièmement, que cette attitude est pratiquement imperméable aux influences politiques externes.

Sur ce dernier point, des recherches ont établi que l'identification partisane pouvait être influencée par les évaluations rétrospectives de la performance présidentielle (Fiorina 1981; Brody et Rothenberg 1988), le degré de satisfaction des électeurs envers les partis sur certains enjeux importants (Jackson 1975; Franklin et Jackson 1983), l'évaluation des candidats (Page et Jones 1979) et même les choix électoraux antérieurs (Markus et Converse 1979).

Selon cette conception, l'identification partisane peut être définie comme un processus continu de mise à jour des attachements partisans se déroulant sous l'influence des évaluations politiques du moment. C'est ce que Fiorina (1981:89) désigne sous l'expression "running tally of retrospective evaluations".

Cette critique allait ouvrir un débat plus large sur les limites des modèles de vote dits récursifs (Jackson 1975; Page et Jones 1979). Selon ces auteurs, ce type de modèle ne tient pas compte du fait que les attachements partisans ne sont pas imperméables à l'influence des évaluations contemporaines des électeurs quant aux partis et aux chefs.

La réplique ne tarda pas à venir de la part de certains chercheurs défendant une conception plus classique de l'identification partisane. Reconnaissant certains des points soulevés par l'école révisionniste, ils apportèrent divers amendements à l'approche classique des choix électoraux telle que développée par les tenants du modèle de Michigan. Par exemple, Converse et Markus (1984)[51] ont admis que les évaluations des candidats pouvaient

[51]L'article dont il est question ici (Converse et Markus 1984) a été publié originalement en 1979 dans l'A.P.S.R.sous le titre "Plus ça change:....The New CPS Study Panel", mais nous référons dans notre texte à la version reproduite dans l'ouvrage collectif de Niemi et Weisberg (1984).

constituer, dans certaines circonstances, l'élément explicatif le plus immédiat intervenant dans les choix électoraux, cette conclusion se dégageant en particulier du cas de l'élection présidentielle américaine de 1976.

Malgré ces concessions, l'importance analytique fondamentale du concept d'identification partisane fut réaffirmée par Converse et Markus (1984). Ils confirmèrent entre autres le rôle antécédent de l'identification partisane par rapport aux évaluations des candidats.

> "First, party identifications are much more stable in the intermediate term than other elements of the model. If the game were redefined as one of predicting a voting decision on the basis of political attitudes examined eight years earlier there would be no contest" (Converse et Markus 1984: 151).

Plusieurs autres chercheurs ont continué d'utiliser le modèle de Michigan en y apportant toutefois certains correctifs. Weisberg (1984), par exemple, n'a pas utilisé les critiques révisionnistes pour proposer une refonte en profondeur du modèle de Michigan ou pour remettre en question le concept d'identification partisane, mais plutôt pour favoriser une meilleure façon de mesurer le concept.

En effet, plusieurs recherches ont montré qu'environ 10 à 15% de la variance inhérente à l'échelle d'identification partisane en sept points de Michigan [52] était d'origine aléatoire ("random noise") et qu'une fois prise en compte cette erreur de mesure, l'identification partisane demeurait une attitude à la fois très stable dans le temps (Achen 1975; Asher 1974; Green et Palmquist 1990, Krosnick 1991; Green et Palmquist 1992) et raisonnablement exogène par rapport aux autres déterminants du vote.

Même s'il est difficile de trancher en faveur de l'une ou l'autre des conceptions de l'identification partisane mises de l'avant dans ce débat encore très actuel, nous pouvons néanmoins suggérer certaines conclusions susceptibles de guider la conduite de l'analyse empirique à venir.

Premièrement, les critiques de l'école révisionniste ayant mis en évidence certaines propriétés endogènes de la variable d'identification partisane apparaissent suffisamment sérieuses pour justifier qu'on se préoccupe de cette question au moment d'élaborer un modèle de vote. En effet, il apparaît maintenant assez clair que la

---

[52]Rappelons le libellé de cet item classique: "Generally speaking, do you usually think of yourself as a Republican, a Democrat, an Independent, or what?" Si républicain ou démocrate: "Would you call yourself a strong (party chosen) or a not very strong (party chosen)?". Si indépendant: "Do you think of yourself as closer to the Republican or to the Democratic Party?".

relation entre l'identification partisane et les facteurs politiques de court terme n'est pas univoque comme le soutenaient au départ les tenants de l'école de Michigan (e.g. Abramson 1989: 102). Il semble de plus en plus évident que l'attachement individuel envers un parti politique peut varier en fonction des évaluations rétrospectives ou contemporaines de la performance des partis. Par contre, nous n'irions pas jusqu'à réduire, à l'instar de Fiorina (1981), le concept d'identification partisane à la définition suivante:

> "We defined party identification as the difference between an individual's past political experiences with the two parties... Past political experiences, of course, are simply the voters subjectively weighted retrospective evaluations formed while observing the postures and performances of the contending parties during previous election periods" (Fiorina 1981: 89).

Le fait d'admettre que l'identification partisane puisse être influencée par les évaluations contemporaines ne signifie pas que le concept doive perdre du même coup son puissant caractère exogène par rapport aux choix politiques. "Il reste que les fidélités partisanes demeurent, quelle que soit l'approche considérée, l'un des principaux facteurs contribuant à modeler les décisions exprimées par les électeurs lors du vote" (Abramson 1989: 102).

Nous pensons donc que la variable d'identification partisane peut être utilisée, dans un modèle de vote, comme point d'ancrage relativement stable pour départager les influences de court et de long terme agissant sur les choix électoraux individuels. L'inclusion de la variable d'identification partisane constitue donc une pratique courante bien établie dans la formulation d'un modèle de vote adéquat au plan de la spécification. De façon générale, cette exigence répond à une fonction importante que doit remplir tout modèle de vote:

> "It is crucially important to distinguish between the effects of these factors (i.e. short-term) and the effects of factors which exert a prior long-term influence upon voting behavior. The obvious strategy in this endeavor is to establish a stable, temporally prior baseline against which to measure changes induce by the particular short-term factors of interest" (Kiewiet 1983:28).

Malgré tout, nous somme d'avis qu'il est prudent d'entourer cette pratique de certaines précautions. Si l'inclusion de la variable d'identification partisane du côté droit des équations de vote est devenue la norme en science politique, nous sommes toutefois d'accord avec Fiorina (1981:97) pour affirmer que l'exercice ne doit pas pour autant être assimilé à l'utilisation d'une simple variable contrôle du même ordre que le niveau de revenu ou de scolarité, la langue ou la religion. Certaines

précautions sont donc indiquées si on souhaite diminuer le plus possible le risque d'erreur de spécification de nature statistique ou relevant d'une mauvaise définition conceptuelle. Nous reviendrons plus loin sur les précautions méthodologiques que nous entendons prendre afin de prévenir ce genre de difficultés (chapitre 6).

5.1.4 Pertinence du concept d'identification partisane dans le contexte canadien

L'utilisation du concept d'identification partisane comporte une autre difficulté potentielle. Cette difficulté découle d'un questionnement sur la pertinence du concept d'identification partisane dans des contextes nationaux différents de celui des États-Unis, et particulièrement dans le contexte canadien.

Nous entendons utiliser dans cette étude une approche du vote empruntant certains concepts fondamentaux du modèle socio-psychologique. De plus, notre démonstration vise à évaluer l'hypothèse selon laquelle la force des attachements partisans peut conditionner fortement l'influence de l'économie sur la décision électorale. C'est pourquoi il nous apparaît nécessaire d'examiner les conceptions dominantes quant à la nature des attachements et des alignements partisans au Canada. La présente

section vise donc à établir la pertinence des dits concepts dans le contexte canadien et québécois.

La question de savoir si le concept d'identification partisane revêt une quelconque utilité dans l'étude du comportement électoral au Canada a fait l'objet de certains débats dans le passé. L'interprétation selon laquelle les électeurs canadiens sont très fluctuants dans leurs attachements partisans et leurs choix électoraux (Clarke et al. 1991:46) a eu pour effet de soulever les premiers doutes sur la validité du concept dans le contexte canadien. Le fait que l'identification partisane constitue généralement un bien meilleur prédicteur du vote au Canada qu'aux États-Unis a également inspiré des interrogations sur la validité de construit de ce concept dans le premier pays. A partir de cette observation, certains ont été tentés de conclure que la mesure de l'identification partisane dans l'électorat canadien n'était autre chose, en définitive, qu'un indicateur légèrement déguisé de l'intention de vote. En conséquence, certains auteurs ont émis des doutes sur la signification et la pertinence du concept d'identification partisane en dehors du contexte américain [53], particulièrement dans le cas canadien (LeDuc 1988).

---

[53] Au début des années 60, les politologues européens commencèrent à utiliser de façon régulière dans leurs études électorales le concept nouvellement défini de l'identification partisane. Cet intérêt se transforma rapidement en désillusion lorsqu'ils découvrirent que

Malgré cette conception bien ancrée d'un électeur canadien flexible au plan partisan (LeDuc 1988), nous sommes d'avis que le concept d'identification partisane, même dans sa formulation classique, peut être utile dans la présente étude. Tout d'abord, nous pensons que cette image de flexibilité partisane a été quelque peu exagérée dans le contexte canadien. Selon nous, trois facteurs sont à l'origine de cette interprétation trop fortement axée sur la flexibilité au détriment de la stabilité. La première est liée à un problème de mesure, la seconde renvoit à une définition étroite de la stabilité et la troisième découle de la pratique largement répandue de ne pas distinguer le Québec du reste du Canada dans les études électorales canadiennes.

Au sujet du premier facteur, Johnston (1992) a montré de façon convaincante qu'une partie significative de cette tendance à la flexibilité partisane était d'origine fallacieuse. Une partie de cette flexibilité attribuée aux électeurs canadiens serait plutôt due à un problème de mesure affectant la question de l'identification partisane utilisée traditionnellement dans les enquêtes électorales canadiennes, du moins celles réalisées avant 1988. Grâce à

---

certaines des propriétés dynamiques du concept ne pouvaient être reproduites dans certains pays (Budge, Crewe et Farlie 1976; Thomassen 1976).

une étude expérimentale testant divers libellés de questions mesurant l'identification partisane des répondants, Johnston (1992) a montré que le nombre de partisans réels aurait été surestimé de façon systématique par le type de question utilisé. Ainsi, environ 10% des électeurs identifiés comme partisans de l'un ou l'autre des principaux partis étaient plutôt des répondants sans réel attachement mais déclarant une allégeance partisane sous l'effet du stimulis particulier transmis par le libellé de la question. On sait que dans la question dite de l'échelle de Michigan, le choix de la catégorie "Indépendant" est proposé simultanément comme alternative aux deux autres grands partis, le Démocrate et le Républicain. Dans le cas des études canadiennes, aucune catégorie du type sans attachement à un parti n'était proposée au départ dans la première partie de la question sur l'identification partisane.

Cette particularité aurait eu pour effet dans le passé de sousestimer la proportion d'indépendants et de gonfler de façon équivalente la proportion de partisans dans l'électorat canadien. D'où une certaine tendance dans les études électorales canadiennes à surestimer les changements concomitants de l'allégeance partisane et du vote et conséquemment à accorder une importance démesurée aux changements brusques et fréquents qui surviennent dans

les choix électoraux individuels. A cette interprétation s'ajoute l'idée selon laquelle les allégeances partisanes dans l'électorat canadien sont trop faiblement enracinées pour prévenir ces va-et-vient massifs et fréquents dans les choix des électeurs.

Un deuxième facteur peut expliquer la tendance à exagérer l'instabilité des attachements partisans au Canada. Ce problème renvoit à la définition empirique du concept de stabilité.

5.1.5 La flexibilité partisane, ou qu'est-ce que l'instabilité?

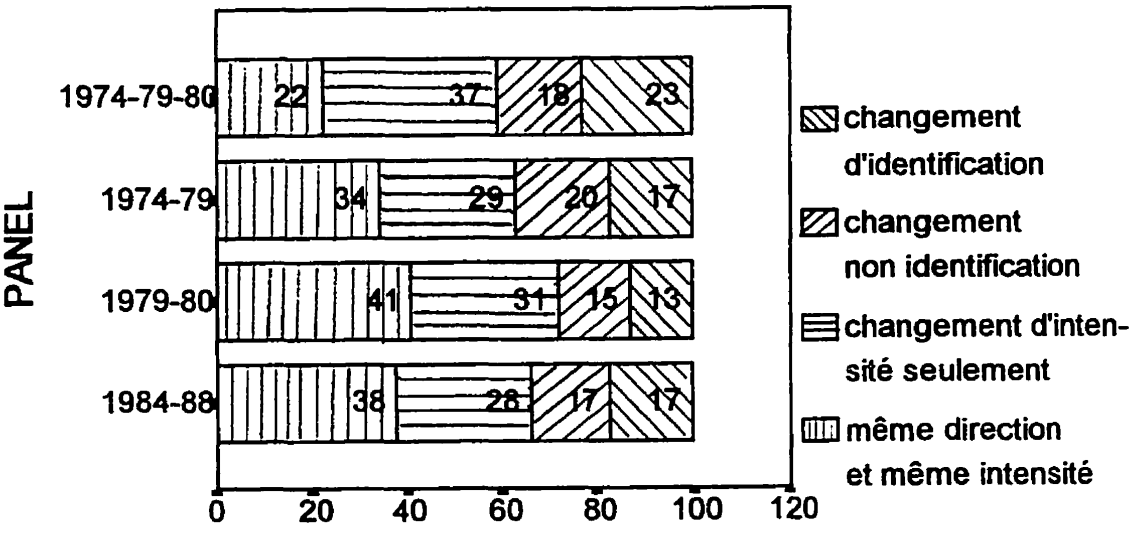
L'idée selon laquelle l'électorat canadien serait peu enclin à développer des affinités partisanes stables envers les partis politiques en raison de la nature même du système politique fédéral (qu'on peut définir en termes de courtage ("brokerage politics"), représente un point de vue dominant dans les études électorales canadiennes. Cette caractéristique du système partisan conduirait les partis politiques canadiens à minimiser leurs différences, sauf peut-être le NPD face aux autres partis, ce qui aurait pour effet de prévenir le développement de fortes affinités partisanes et de favoriser la tendance aux renversements électoraux spectaculaires.

> "In Canada, when the times seem to call for change, many people find their partisan ties are sufficiently flexible to allow them to shift party preferences. This at least partly accounts for the volatility of Canadian electoral politics in recent years" (Clarke et al. 1991: 47).

Dans cette perspective, le point de vue dominant sur les alignements partisans au Canada tend à mettre en évidence l'instabilité des attachements partisans d'un point de vue individuel. Le graphique suivant tiré de l'ouvrage *Absent Mandate: Interpreting Change in Canadian Elections* (1991), plus précisément du chapitre portant le titre évocateur de "Shifting Loyalties", illustre bien cette interprétation en insistant sur le niveau relativement élevé d'instabilité présent dans la force et l'orientation de l'identification partisane au Canada, dans la période comprise entre le début des années 1970 et la fin des années 1980.

Graphique 12

Dynamique des attachements partisans: panels 1984-88, 1979-80, 1974-79 et 1974-79-80



Source: adapté de Clarke et al. 1991: 64.
Sources: CNES 1974-79-80; PSS 1984-88.

La conclusion des auteurs n'a rien d'équivoque: "Relatively high levels of partisan change have been found in all studies of the Canadian electorate in the 1960's and 1970's, as well as in the 1980's" (Clarke et al. 1991: 65).

Deux remarques s'imposent en lien avec ce constat. Tout d'abord, il a été montré ailleurs (Brody 1977) [54] que

[54] Analysant des données en panel (1956-58 et 1972-74), Brody (1977), a montré que si seulement 50% des répondants maintenaient la même intensité d'identification partisane entre les périodes t-1 et t, ce

l'appréciation du degré de stabilité caractérisant les attachements partisans dépendait en grande partie des critères retenus pour la mesurer. En effet, il est bien différent de définir la stabilité partisane par le maintien de la même orientation et de la même intensité ou de la décrire au moyen du critère de continuité dans la direction de l'identification à un même parti. Selon le point de vue adopté, la différence d'interprétation peut s'avérer particulièrement frappante.

Prenons par exemple les données présentées dans le graphique précédent. Si on considère les résultats du panel 1974-79-80, on peut mettre l'accent surtout sur le fait que seulement 22% des répondants ont conservé exactement la même identification quant à la direction et à son intensité. C'est ce que font Clarke et al. (1991). "Evidence of this (change) is found in the longer three-wave panel (1974-79-80), where only 22% of all those interviewed had maintained both the same direction and intensity of partisanship" (Clarke et al. 1991: 64).

Cette interprétation repose donc sur une définition stricte de la stabilité, c'est-à-dire une concordance totale en termes de direction et d'intensité. Or, on peut se questionner sérieusement sur la pertinence théorique de

---

pourcentage augmentait à 90% si l'on considérait les électeurs conservant leur appui au même parti.

cette définition, compte tenu des erreurs de mesure bien connues qui sont susceptibles de toucher l'évaluation de l'intensité partisane (Johnston 1992) et de la signification réelle de tels changements dans l'intensité partisane. Une telle instabilité doit-il nécessairement être interprétée comme un changement des allégeances partisanes fondamentales? Pas nécessairement, même si on peut penser qu'un affaiblissement de l'intensité peut être vu comme un signe précurseur de changement éventuel dans les sensibilités partisanes.

Dans la mesure où l'on adopte une définition moins étroite de la stabilité du lien partisan, l'évaluation de cette propriété prend alors une perspective bien différente. Revenons aux données longitudinales 1974-79-80 reproduites dans le graphique précédent. Le groupe identifié par les barres horizontales est justement composé d'électeurs ayant maintenu leur orientation partisane, mais pas l'intensité de celle-ci. Si on choisit de les inclure à l'intérieur du groupe des citoyens stables dans leur identification partisane, on se retrouve alors avec près de 60% des électeurs satisfaisant cette condition, soit la majorité de l'électorat. Il s'agit d'une proportion fort respectable si on considère l'ampleur de la période de temps écoulée entre les deux mesures, soit près de sept ans. Si on regarde les données des autres panels, on

retrouve dans tous les cas au moins 60% de l'échantillon parmi les électeurs ayant conservé la même direction dans leur identification partisane. Entre 1984 et 1988, cette proportion atteint même 66%, soit les deux tiers de l'électorat. Certes, ce résultat indique que les attachements partisans souffrent d'une certaine instabilité dans le temps. Toutefois, l'ampleur de cette instabilité ne semble pas plus importante que dans d'autres pays démocratiques (Converse et Pierce 1992: 240). Ajoutons à cela que l'un des pionniers du modèle psycho-sociologique Warren E. Miller (1991), a montré qu'une part importante du problème d'instabilité était due à l'élargissement (sept catégories) de l'échelle de mesure de l'identification partisane utilisée à l'origine par les chercheurs de Michigan.

Enfin, la troisième explication renvoie à la pratique largement répandue de ne pas distinguer les électorats du Québec et du reste du Canada dans les études électorales. Nous verrons dans le chapitre intitulé "Les alignements partisans au Québec et dans le reste du Canada: des spécificités à reconnaître" qu'on ne peut traiter du problème d'instabilité partisane au Canada sans considérer à part le cas du Québec pendant l'ère Trudeau. Ne pas le faire équivaut à poser un même diagnostic sur l'état des alignements partisans dans les électorats du Québec et du

reste du Canada pendant cette période, ce qui apparaît fort discutable. Considérons la définition suivante d'un système dit "aligné" (Clarke, Jenson, LeDuc, Pammet 1991):

> "In contrast, a system may be said to be aligned if sufficient numbers of people believe their interests are best served by one particular party. These voters have settled into a recurrent pattern of thought and behaviour over a period of time. This type of system is most likely to develop or to be sustained when the attachment to parties is reinforced by strong groups identities, such as those based on religion, language, or social class" (Clarke, Jenson, LeDuc et Pammet 1991: 50).

S'il est vrai qu'un tel constat peut difficilement s'appliquer au reste du Canada dans les décennies 1960 à 1990, on ne peut toutefois le rejeter aussi facilement dans le cas du système partisan fédéral au Québec pendant l'ère Trudeau. Nous examinerons cette question de façon plus approfondie dans notre chapitre sur les alignements partisans au Québec et dans le reste du Canada. Mais avant de procéder à cette analyse, examinons un modèle de vote qui remet en cause de façon encore plus radicale certains postulats de l'approche socio-psychologique.

5.2 Le modèle économique

Proposant un nouveau type de rationalité guidant les choix électoraux, les théoriciens de l'approche économique du vote voient l'électeur comme un calculateur rationnel guidé par des intérêts divers, principalement économiques.

On associe généralement la naissance de ce courant à l'ouvrage d'Anthony Downs, *An Economic Theory of Democracy* (1957). Reposant sur l'axiome que les citoyens se comportent de façon rationnelle dans leurs choix politiques, la théorie du vote développée par Downs implique "that each citizen casts his vote for the party he believes will provide him with more benefits than any other" (Downs 1957: 36) .

C'est la notion d'utilité anticipée qui est au coeur du processus décisionnel conduisant l'électeur à son choix politique.

> "As a result, the most important part of a voter's decision is the size of his current party differential, that is, the difference between the utility income he actually received in period t and the one he would have received if the opposition had been in power" (Downs 1957: 40).

On peut penser que les exigences inhérentes à la mise en oeuvre de cette fonction d'utilité, en termes de coûts

d'information, dépassent amplement le niveau de ce qui est accessible à l'électeur moyen, dont le degré de sophistication a été jugé traditionnellement comme plutôt modeste (Converse 1964). Sur ce point précis, on peut dire que le modèle de Michigan dispose d'un avantage marqué sur son concurrent dans la mesure où l'identification partisane est justement considérée comme un outil simplifiant les choix partisans dans un contexte où le coût d'acquisition de l'information est onéreux.

Toutefois -et contrairement à une interprétation largement répandue- le modèle développé par Downs n'est pas incompatible avec l'utilisation, par l'électeur, de dispositifs tenant lieu de "raccourcis" utiles facilitant sa prise de décision. Downs (1957) consacre même l'un des chapitres de son ouvrage à divers moyens utilisés par l'électeur pour réduire les coûts d'information (chap. 12). En plus des évaluations de la performance gouvernementale, l'électeur peut aussi compter, pour l'aider dans ses décisions, sur un certain nombre de points de repère simples basés sur des informations qui lui sont directement accessibles, principalement le degré de satisfaction en regard de son niveau de vie durant le règne du gouvernement sortant. Downs affirme que de tels jugements sur la performance gouvernementale fondés sur un horizon temporel rétrospectif ont beaucoup plus de poids

et de pertinence dans les choix des électeurs que les simples promesses des partis, par exemple. Il définit ainsi la première hypothèse du modèle de l'électeur rationnel au plan économique: il juge la performance gouvernementale de façon rétrospective.

> "(The voter)...must either compares two hypothetical future utility incomes or one actual present utility income and one hypothetical present one. Without question, the latter comparison allows him to make more direct use of concrete facts than the former. Not only is one of its terms a real entity, but the other can be calculated in full view of the situation from which it springs. If he compares future utility incomes, he enjoys neither of these advantages. Therefore, we believe it is more rational for him to ground his voting decision on current events than purely on future ones" (Downs 1957:40).

Le modèle downsien postule donc que les réalisations de l'administration sortante constituent la principale source d'information directement accessible aux électeurs lorsque ceux-ci doivent décider du sort du gouvernement en place. Ce constat représente la seconde règle du modèle de l'électeur rationnel: il s'intéresse d'abord et avant tout à ce que fait le parti au pouvoir, nommément aux résultats des politiques mises en oeuvre plutôt qu'à leur contenu. Inversement, ils manifestent un intérêt limité pour les orientations proposées par les partis formant l'opposition.

Cette seconde règle de fonctionnement de l'électeur dit rationnel est souvent désigné comme étant l'hypothèse du gouvernement sortant ("incumbency-oriented hypothesis"). Cette règle de rationalité électorale se retrouve également dans l'approche théorique de Key (1964, 1966) et dans les modèles de vote économique mis au point par des auteurs comme Kramer (1971) et Fiorina (1981), parmi d'autres. Selon la définition donnée par Kiewiet (1983): "This hypothesis posits that voters give greater support to the incumbents during periods of prosperity, but turn against them and opt for their opponents when times are poor" (Kiewiet 1983: 6).

Suivant cette conception, le choix de l'électeur est essentiellement une décision en faveur ou à l'encontre des réalisations du parti gouvernemental selon une logique de "récompense/punition", l'électorat agissant comme un Dieu de vengeance et de récompense (Key 1964: 568). L'élément décisif du choix électoral, qui peut être assimilé à un référendum sur le bilan du gouvernement sortant, est résumé par la question suivante: les électeurs sont-ils satisfaits ou insatisfaits des réalisations des dirigeants actuels?

> "If the performance of the incumbent party is 'satisfactory' according to some simple standard, the voter votes to retain the incumbent governing party in office to enable it to continue its present policies; while if the government's performance is not 'satisfactory', the voter votes against the incumbent, to give the opposition party a chance to govern" (Kramer 1971: 134).

Cette forme simple d'évaluation postule donc un jugement plus ou moins automatique sur la performance économique du gouvernement. Lorsque les électeurs ont l'impression que les choses vont bien au plan économique -peu importe l'objet précis de cette amélioration ou ses causes réelles- le gouvernement en récolte alors un crédit en termes d'appui électoral. L'électeur ne se demande pas si c'est la politique expansionniste du gouvernement qui est à l'origine de l'amélioration de l'emploi ou bien si c'est la conjoncture internationale favorable qui en est la cause. Du moment que le chômage ou l'inflation sont en recul, le parti au pouvoir devrait être en mesure d'en tirer un certain profit. Par contre, si les choses vont mal -encore une fois sans distinction du ou des problèmes économiques sous-jacents- le gouvernement subira alors nécessairement les foudres des électeurs insatisfaits.

Nous verrons maintenant que les trois postulats des premiers modèles économiques du vote, soit l'orientation

rétrospective des évaluations, l'attention de l'électeur portée exclusivement sur le bilan du gouvernement sortant de même que le mécanisme de responsabilité automatique, ont alimenté de nombreuses controverses depuis une quinzaine d'années. Nous allons rappeler les principaux résultats des recherches qui permettent de soulever des doutes sérieux à l'encontre de ces trois postulats classiques du modèle économique.

5.2.1 Critiques adressées au modèle économique de type rétrospectif

Ce que nous avons appelé l'approche économique du vote a inspiré dans les dernières décennies un effort de recherche très important, que ce soit en Amérique du Nord ou en Europe. Plusieurs de ces travaux n'ont pas manqué de remettre en question certains postulats classiques bien établis, incluant ceux que nous venons d'évoquer. Le bilan des conclusions les plus marquantes de ce processus de révision laisse apparaître un tableau plus nuancé quant à l'effet de l'économie sur le vote. Entre autres, la relation entre les conditions économiques et le vote ne semble pas aussi directe et inconditionnelle que ce qui était postulé au départ. Se pourrait-il que les règles de décision électorale s'avèrent nettement plus complexes que celles d'abord postulées par les pionniers de la recherche

sur le vote économique? C'est ce que nous chercherons maintenant à déterminer.

5.2.2 Le débat rétrospectif/prospectif

Au premier rang des controverses associées à la révision du modèle économique classique, mentionnons le débat sur l'orientation rétrospective des évaluations économiques. Ce débat a pris une grande importance ces dernières années dans le sillage de certains résultats de recherche montrant que plusieurs citoyens étaient en mesure de formuler et d'utiliser dans leurs choix électoraux certaines attentes quant à la performance économique future des principaux partis concurrents (Kuklinski et West 1981).

Si Downs (1957) a bien montré la supériorité de la rationalité rétrospective par rapport à la logique prospective, il faut bien voir que la distinction qu'il fait entre les deux horizons temporels repose d'abord et avant tout sur une opposition entre performance réelle et promesses électorales. En élargissant la définition de l'orientation prospective à un jugement de l'électeur sur les perspectives attendues quant à la performance de chacun des partis en présence, le débat prend alors une toute autre signification.

> "Promises made by competing parties and their leaders are only one component of a prospective evaluation. The rational voter will consider how best to use existing information in order to make a judgment about what the future will hold if one rather than another party is elected" (Clarke et al. 1992: 8).

La présence de cette forme de jugement prospectif a été observée dans plusieurs contextes nationaux. Kuklinski et West (1981) ont montré que la situation économique personnelle, opérationnalisée sous la forme d'attentes quant au bien-être matériel futur, pouvait influer sur les choix électoraux aux États-Unis, particulièrement dans les élections sénatoriales. En Grande-Bretagne, Alt (1979) a démontré que les électeurs formaient leurs attentes à partir des évaluations économiques rétrospectives récentes et que de telles anticipations jouaient un rôle clé dans les choix politiques. Lewis-Beck (1988a), dans l'étude des élections présidentielles américaines, conclut que l'influence des anticipations économiques sur les choix électoraux était au moins égale en magnitude à celle des évaluations rétrospectives.

L'existence possible d'un tel jugement prospectif soulève une fois de plus le problème de la sophistication de l'électeur. L'électeur moyen dispose-t-il des ressources cognitives nécessaires à la mise en branle d'évaluations

de nature prospective? La question n'est pas sans pertinence étant donné le doute qu'on peut émettre quant à la profondeur des connaissances économiques des électeurs.

En réponse à cette interrogation, Conover, Feldman et Knight (1986) ont soutenu que les électeurs n'ont pas besoin de formuler des prédictions exactes du taux de chômage ou du taux d'inflation pour développer certaines attentes quant à l'évolution future de l'économie. Selon eux, il suffit que les électeurs soient en mesure de discerner lequel des partis est le plus apte à solutionner les problèmes économiques du pays ou le plus susceptible de donner un coup de pouce à leur propre situation financière. Ce jugement, soutiennent-ils, est le résultat d'un mélange de considérations économiques et non économiques.

> "In effect, economic forecasts reflect more a combination of hopes and politicized guesses about the future than they do an awareness of current economic conditions and an understanding of how the economy functions" (Conover et al. 1986: 579).

Enfin, d'autres auteurs ont fait remarquer que le recours à l'un ou l'autre des deux types d'évaluations (rétrospectif ou prospectif) pouvait dépendre de certaines caractéristiques du système partisan. Par exemple, Clarke et Kornberg (1989) ont émis l'hypothèse que les systèmes

fragmentés ou dans lesquels il existe peu de différences idéologiques entre les partis auraient tendance à favoriser l'expression de décisions électorales basées sur les évaluations économiques rétrospectives. Par contre, les systèmes partisans fortement différenciés, que ce soit sur le plan du programme ou sur celui de l'idéologie, inciteraient plutôt les électeurs à recourir aux attentes économiques.

Dans la même veine, Miller et Wattenberg (1985) ont soutenu que les électeurs avaient tendance à évaluer les partis et les candidats sortants selon le mécanisme des évaluations rétrospectives tandis que les aspirants à la conduite des affaires publiques seraient soumis au régime des évaluations de type prospectif.

Quoi qu'il en soit, il est de plus en plus reconnu qu'un modèle de vote complet doit inclure à la fois des évaluations économiques rétrospectives et prospectives (Lewis-Beck 1988a;1988b:157), et c'est pourquoi nous tiendrons compte de ces deux horizons temporels dans notre modélisation des déterminants du vote fédéral au Québec et dans le reste du Canada.

5.2.3 Critiques adressées à l'hypothèse du gouvernement sortant

Les modèles de vote qui font une place aux évaluations prospectives remettent en cause non seulement l'hypothèse rétrospective, mais également l'hypothèse du gouvernement sortant. En effet, plutôt que de porter son attention uniquement sur les réalisations des dirigeants en place, l'électeur de type prospectif place dans la balance les différences des partis en compétition. Le but de cette comparaison est de dégager certaines attentes vis-à-vis la performance éventuelle des partis concurrents dans un futur mandat hypothétique (Fiorina 1981).

Ce mode de fonctionnement est certes plus exigeant du point de vue de l'électeur. Il l'est également davantage pour les partis qui sollicitent la confiance de l'électorat. Dans cette perspective, un gouvernement sortant ne peut s'appuyer uniquement sur ses réussites passées en attendant tout simplement que l'appui de l'électorat lui soit automatiquement réitéré. Le gouvernement doit également être en mesure de convaincre les électeurs qu'il est un meilleur candidat que les divers partis d'opposition pour assurer aux citoyens la prospérité future. La situation inverse est tout aussi vraie dans le cas des partis aspirant au pouvoir.

> "Similarly, the out party cannot simply attack the record of the incumbent party. The out party must be able to convince members of the electorate that they can make electorate's future more prosperous. *Even if an individual's economic position has faltered because of the incumbent party, the opposition party will not necessarily gain an adherent*" (Lockerbie 1989:295).[L'italique est dans le texte original].

Même si l'importance de ce type de comparaison entre les dirigeants sortants et les "challengers" a été surtout soulignée par les tenants du modèle prospectif, il faut toutefois reconnaître que l'insistance sur cette modalité n'est pas l'apanage de ce seul courant. Des auteurs aussi classiques que Butler et Stokes (1975:372) dans la définition d'un électeur rétrospectif, ont eux aussi plaidé pour une révision de l'hypothèse du gouvernement sortant telle qu'énoncée dans sa forme traditionnelle. Nous verrons maintenant que d'autres postulats du modèle économique classique ont connu des remises en question. Ce fut le cas entre autres du mécanisme d'attribution de la responsabilité.

5.2.4 Le mécanisme d'attribution de la responsabilité: automatique ou non?

Dans sa formulation la plus simple, l'hypothèse de responsabilité stipule que l'électeur blâme le

gouvernement et en conséquence lui refuse son appui lorsque la situation économique est mauvaise, et à l'inverse, lui accorde le crédit d'une situation économique favorable en lui réitérant son appui. Toutefois, de nombreux résultats de recherche indiquent que les choses ne sont probablement pas aussi simples. Il semble en effet que divers facteurs sont en mesure de conditionner la propension des électeurs à attribuer un blâme ou à accorder un crédit à leurs dirigeants sur la base de leur performance économique. Ces facteurs peuvent être distingués selon qu'ils relèvent des acteurs du système partisan en tant que tel ou des mécanismes intervenant au coeur du jugement des électeurs.

Au niveau du système, certains ont fait remarquer que les acteurs politiques tentent souvent d'échapper au blâme des électeurs et parfois y réussissent en développant diverses stratégies échappatoires ou de report du blâme sur les opposants politiques. Un exemple classique de ce type de stratégie vient de la Grande-Bretagne sous le Gouvernement Wilson, cas relevé pour la première fois par Butler et Stokes (1975). Lorsqu'ils prirent la gouverne du pays en 1966 après treize années de règne conservateur, les Travaillistes, armés du slogan "treize années perdues", eurent tôt fait de persuader un grand nombre de citoyens britanniques que les graves problèmes économiques du pays

étaient dus à l'incurie de leurs prédécesseurs. Même après avoir complété un mandat de quatre ans, le parti au pouvoir réussissait encore à reporter l'odieux des difficultés économiques sur les épaules du gouvernement conservateur précédent.

> "Here Labour's success in unloading responsibility for economic difficulties onto its predecessors must be seen as an important factor in the electorate's response to the economy as an issue in the middle and later 1960's" (Butler et Stokes 1975: 390).

Un autre cas de figure où les élus réussissent jusqu'à un certain point à échapper au jugement des citoyens réfère à la situation où le système partisan n'offre pas d'alternative crédible aux électeurs en termes de remède économique. Par exemple, malgré un bilan fort peu reluisant de la situation du chômage en Grande-Bretagne, les Conservateurs de Margaret Thatcher ont largement bénéficié de la clémence des électeurs lors de leur réélection en 1983. Dunleavy et Husbands (1985) ont imputé cette attitude magnanime de l'électorat au manque d'alternative crédible et acceptable aux yeux des électeurs. En effet, les solutions travaillistes prônant une stimulation de l'économie au moyen d'investissements publics ne recueillaient plus à cette époque la faveur de l'électorat.

Norpoth (1992) a confirmé de façon encore plus nette l'existence de ce type d'évaluation coûts/bénéfices appliqué aux options de politique économique disponibles en étudiant l'ensemble de la période Thatcher. Ses conclusions en regard du modèle classique de "punition/récompense" méritent d'être citées. Après avoir souligné que les Travaillistes avaient été chassés du pouvoir en 1979 malgré un bilan favorable en ce qui concerne l'inflation et que les Conservateurs avaient été reconduits dans un nouveau mandat en 1983 malgré un chômage élevé. Norpoth plaide pour une définition moins étroite des enjeux économiques pour une appréciation du cadre politique dans lequel ils s'inscrivent. Par exemple, il propose l'interprétation suivante de la défaite travailliste de 1979.

> "In the 1979 election, for example, it was the issues of nationalization and industrial relations that proved pivotal for Labour's defeat, not inflation or unemployment. By the end of the 1970's, many Britons had concluded that nationalization was a deplorable failure hampering economic performance and that Labour was incapable of preventing the unions from wreaking havroc with the economy. In a broad sense, then, Labour can be said to have paid for its economic sins in the 1979 election" (Norpoth 1992:210).

Plusieurs mérites doivent être reconnus aux critiques ayant remis en cause certains aspects des postulats classiques du modèle économique. Parmi les éléments les

plus valables de cette révision, nous retenons principalement le rôle important des évaluations prospectives parmi les déterminants économiques du vote. C'est pourquoi nous chercherons à intégrer la dimension des attentes économiques à l'intérieur de nos modèles de choix électoraux individuels. Toutefois nous devrons tenir compte de la faible disponibilité de ce type de données dans le cas canadien.

La critique portant sur le mécanisme d'attribution automatique de la responsabilité est un second point qui nous apparaît suffisamment sérieux pour que nous en tenions compte dans la définition de notre modèle de vote. Enfin, nous tenterons d'élaborer un modèle dans lequel la fonction d'évaluation de l'électeur n'est pas orientée de façon unilatérale vers le parti au pouvoir mais embrasse plutôt une vision anticipée de la performance économique des principaux partis en compétition pour la conduite des affaires publiques auprès d'un électorat donné.

Nous abordons maintenant le problème des types d'évaluations économiques susceptibles d'être utilisés par l'électeur dans l'élaboration d'un jugement sur la performance économique des partis. S'agit-il d'évaluations portant sur la situation économique personnelle ou plutôt

des jugements sur l'économie du pays? C'est ce que nous examinerons dans la prochaine section.

5.2.5 L'économie personnelle ou l'économie du pays?

Tous les modèles économiques de l'électeur rationnel postulent l'existence d'une relation plus ou moins forte entre les conditions économiques prévalentes et les préférences politiques exprimées au moment des élections. Mais de quelle économie s'agit-il? Laquelle des situations économiques est la plus susceptible d'influencer le comportement de l'électeur: celle du pays, dont l'électeur se fait une opinion via les informations diffusées dans les médias, ou bien celle de sa propre situation personnelle? La prochaine section fait le point sur l'état des connaissances relativement à ces questions en commençant par examiner la présomption d'intérêt personnel ayant influencé fortement les premières études du vote économique.

5.2.6 Expérience économique personnelle

Depuis 1952, les enquêtes électorales américaines ("National Elections Studies") comportent un item mesurant le changement de revenu au niveau du ménage:

"We are interested in how people are getting along financially these days. Would you say that you (and your family) are better off or worse off financially that you were a year ago, or about the same?"

Notons d'abord la forte composante rétrospective de la question ('than a year ago') et son orientation égocentrique. La plupart des études recourant à des items de ce type ont tenté de démontrer que les électeurs dont la situation financière s'est améliorée appuyaient le gouvernement sortant dans une plus grande proportion que les électeurs déclarant une détérioration de leur niveau de vie. Cette attente était renforcée par la logique selon laquelle la relation constatée au niveau agrégé entre le changement du revenu personnel disponible et la popularité du gouvernement (Kramer 1971; Fair 1978) était tout simplement la somme des modifications enregistrées au niveau individuel, elles-mêmes reflétées par les réponses des électeurs à la question de type égocentrique.

En dépit de son caractère hautement plausible, cette hypothèse fut loin d'être unanimement confirmée par les études empiriques. En ce qui concerne le vote présidentiel, même si l'influence de la situation économique personnelle a été reconnue dans un certain nombre d'études (Wides 1976; Fiorina 1978; Kiewiet 1983),

la magnitude des effets observés apparaît toutefois fort modeste dans plusieurs études de ce type (Fiorina 1981; Kinder et Kiewiet 1981). Il semble que les effets les plus puissants de cette variable se fassent plutôt sentir de façon indirecte en guidant les évaluations de la performance économique du président (Fiorina 1981). En ce qui concerne les autres types d'élections (par exemple, au Congrès), les effets apparaissent inexistants ou très faibles.

La recherche sur la composante égocentrique du vote économique a enregistré des résultats tout aussi décevants dans d'autres contextes nationaux. Par exemple, Lewis-Beck (1988b) a étudié cette question dans cinq pays d'Europe de l'Ouest (Grande-Bretagne, France, Allemagne de l'Ouest, Italie et Espagne). Ses résultats montrent que l'item des finances personnelles est faiblement relié à diverses variables politiques comme le vote, la satisfaction vis-à-vis la politique économique gouvernementale ou bien les attentes face à la capacité des dirigeants d'améliorer l'économie.

Cette accumulation de résultats négatifs a conduit certains chercheurs à remettre en cause l'idée largement répandue que les préférences politiques étaient nécessairement liées à l'intérêt personnel au plan

économique. Kinder (1983) a formulé cette critique fondamentale avec force conviction:

> "The presumption of self-interest is strong, but the evidence is not. For example, the economic predicaments of private life have only weak and intermittent effects upon which policies citizens endorse. Neither losing a job, nor deteriorating family financial circumstances, nor pessimism about the family's economic future has much to do with support for policies designed to alleviate personal economic distress. When economic self-interest does influence policy beliefs, moreover, the effects tend to be higly circumscribed" (Kinder 1983: 403).

Deux questions surgissent spontanément face à ce constat. Premièrement, comment expliquer que l'expérience économique personnelle soit si faiblement corrélée aux préférences politiques? Deuxièmement, existe-t-il des circonstances où la situation économique personnelle peut exercer une certaine influence sur les choix électoraux des individus?

Les études ont tenté de répondre à ces questions en cherchant à identifier les groupes d'électeurs susceptibles d'être davantage influencés dans leur vote par leur propre situation économique. Par exemple, Weatherford (1978) a montré que les électeurs faisant partie de la classe ouvrière et ayant subi personnellement les contrecoups d'une récession peuvent être identifiés comme l'un de ces groupes. Feldman (1982) est parvenu à

des conclusions similaires en démontrant que le vote des électeurs aux présidentielles américaines était influencé par leur situation économique seulement dans la mesure où ces personnes perçoivent une responsabilité sociale ou gouvernementale sous-jacente à leur bien-être économique.

Kinder et Mebane (1983) poussèrent la démarche encore plus loin en étudiant la question pour toutes les élections présidentielles tenues entre 1956 et 1976. Leur première tâche a consisté à distinguer les électeurs qui perçoivent leur propre situation économique en la reliant à des forces économiques ou sociales plus vastes, des électeurs qui la voient de façon purement égocentrique. Leur conclusion est sans équivoque: le lien statistique observé entre le vote et la situation économique personnelle est nettement plus fort au sein du groupe d'électeurs associant leur propre expérience économique à des forces sociétales globales plutôt qu'à des facteurs de réussite purement individuels.

Reprenant ce faisceau de résultats, Lewis-Beck (1988b) affirme que le vote en fonction de l'intérêt personnel apparaît plus significatif en présence de certaines conditions. Il identifie comme l'une des principales conditions l'attribution de la responsabilité aux

instances gouvernementales pour les difficultés économiques vécues par la famille de l'électeur.

5.2.7 Attribution différentielle de la responsabilité

Lewis-Beck (1988b:35) illustre son raisonnement en imaginant le processus mental qui pourrait faire en sorte qu'une électrice (par exemple Jane Doe) en arrive à voter selon le bilan de sa propre situation économique. L'auteur énonce alors une séquence de raisonnements qui doivent nécessairement entrer en jeu dans le processus mental de l'électrice: 1- Jane Doe doit constater que sa situation économique a changé; 2- Elle doit donner le crédit ou imputer le blâme aux dirigeants en place pour ce changement de situation; 3- Enfin, elle doit voter pour ou contre le parti sortant lors de la prochaine élection.

> "Obviously, the key link in this logical chain is the second step, the attribution of responsibility for the economic change to the incumbent party. Put another way, if Jane believes that her altered financial situation (e.g. a job loss) has nothing to do with politics (e.g. the Republican administration), then it makes little sense for her to respond with a Democratic vote in the upcoming election. Such a vote, to be rational, demands as a preliminary step that she accuses the Republicans of bringing about her economic plight. If most citizens attribute personal financial fortune to individual initiative, a generous boss, or good luck, rather than to politics or society, then only a weak association between personal economic well-being and the vote would be expected" (Lewis-Beck 1988b: 36) .

Dans une synthèse des résultats sur les modèles rétrospectifs du vote, Kiewiet et Rivers (1985) affirment que la notion d'attribution différentielle de la responsabilité constitue la variable clé des études ayant mis en évidence un lien entre la situation économique personnelle et le vote et qu'il s'agit là de la conclusion la plus largement reconnue dans le champ des études de ce type recourant aux données individuelles.

Une fois la pertinence de ce concept clé bien établie, se pose la question de savoir comment mesurer et modéliser de telles attributions?

L'une des façons de procéder pour mesurer l'attribution de responsabilité est d'ajouter, suite à l'item traditionnel portant sur les changements dans l'état des finances personnelles, une question demandant de préciser la part attribuable au gouvernement dans le changement de revenu constaté par le répondant:

> **"Do you think that government has had a great deal, something, or not much at all to do with this?"**

En combinant ce dernier item à la question portant sur l'évolution des finances personnelles, on obtient alors un

indice prenant une valeur négative ou positive selon qu'on blâme le gouvernement pour la détérioration de notre situation ou qu'on lui donne le crédit pour l'amélioration constatée.

Lewis-Beck (1988b) qualifie ce type d'évaluation économique de complexe en comparaison des jugements simples qui s'intéressent uniquement au changement dans le revenu des ménages. Selon lui, la principale différence entre ces deux types d'évaluations réside dans le lien explicite qui est fait par l'électeur entre sa situation économique et l'action gouvernementale. "The obvious gain from the administration of complex items is that they incorporate at least the bare bones of the logic of sociotropic voting"(Lewis-Beck 1988b: 39).

Si cette proposition est exacte, on devrait donc observer une relation plus forte entre cet indice et les choix électoraux qu'entre ces derniers et les items plus simples dans leur composition. Les résultats de recherche supportent généralement cette attente, principalement dans le contexte américain (Fiorina 1981: 29-31). Dans le cas des pays européens étudiés par Lewis-Beck (1988b), les résultats sont un peu moins clairs. Il semble qu'il n'y ait pas toujours de lien direct entre la perception d'un électeur vis-à-vis l'impact favorable ou non de l'action

gouvernementale sur sa propre situation et les intentions de vote. En revanche, une telle relation a été mise en évidence dans le cas de la Grande-Bretagne, un pays réputé pour la force du lien entre l'économie et les comportements électoraux. La relation serait par contre beaucoup plus forte entre l'impact de l'action gouvernementale sur l'économie du pays et le vote.

Cependant, il convient de préciser que le modèle utilisé par Lewis-Beck (1988b) inclut de multiples évaluations économiques de types égocentrique et sociotropique (par exemple, l'impact des politiques du gouvernement sur l'économie du pays ou les attentes par rapport aux politiques futures), donc un risque important de colinéarité. Dans ces circonstances, il se pourrait que l'influence de l'item mesurant l'impact du gouvernement sur la situation financière personnelle ait été sous-évaluée dans un tel modèle de vote.

En ce qui concerne l'impact des évaluations sociotropiques (portant sur l'économie du pays) sur les choix électoraux, il semble que le bilan soit beaucoup plus clair en faveur d'une relation économie/politique. En effet, la plupart des études ayant examiné cette question ont conclu à un rôle important de ce type d'évaluations dans la décision électorale.

> "These different evaluation dimensions are unified by one concern in the voter's mind -Is the governmentdoing a good job running the economy? A yes answer clearly strengthens the intention to vote for a party in the ruling coalition. In fact, the results would seem to allow the following preliminary generalization: For legislative elections in these Western European countries, collective economic evaluations exercise, at the least, a moderate impact on individual vote choice" (Lewis-Beck 1988: 64).

5.2.8 L'hypothèse sociotropique

Comment expliquer cette prépondérance des jugements sociotropiques dans les recherches sur le vote économique? Un certain nombre d'hypothèses ont été avancées en guise de réponse à cette question. La première réfère à ce qui a été désigné dans la littérature comme l'hypothèse sociotropique (Kinder et Kiewiet 1979b). Selon cette explication, les électeurs, lorsqu'ils examinent le bilan du gouvernement en place, se posent la question de la performance économique dans les termes suivants: "-Qu'a fait le gouvernement pour le pays pendant son mandat?" plutôt qu'en se demandant: "Qu'a fait le gouvernement pour moi et ma famille pendant qu'il a été aux commandes du pays?" (Kinder et Mebane 1983). Toutefois, de plus en plus de résultats tendent à montrer que les deux types de questions sont susceptibles d'avoir leur pertinence dépendant des circonstances individuelles.

Cherchant à mesurer l'impact respectif des évaluations égocentriques et sociotropiques, Kiewiet (1983) a montré que les électeurs tenaient compte à la fois des unes et des autres dans leur approche de la performance gouvernementale. Si on compare les deux, ce sont toutefois les évaluations sociotropiques qui semblent avoir l'impact électoral le plus important. Toutefois, même si on observe un effet moindre des évaluations égocentriques sur le vote, leur importance n'en est pas moins soulignée par Kiewiet (1983), notamment lorsque ces évaluations mesurent de façon plus précise l'expérience d'un électeur personnellement affecté par le chômage, par exemple.

Quoi qu'il en soit, il importe d'après Kiewiet (1983) de ne pas opposer jugement égocentrique et jugement sociotropique.

> "The most important point is that in most voter's minds the two motives are most probably not in conflict, but are instead congruent and reinforcing. (...) Still, it seems likely that most people would accept the premise that, ceteris paribus, they themselves would probably be in better shape economically when the national economy performs well than when it performs poorly. That voters value national prosperity, which they clearly do, implies that they would rather live in a world in which economic well-being is increasing and economic opportunities are expanding- for themselves and for everybody else" (Kiewiet 1983: 132).

5.2.9 Erreurs de mesure liées à l'item égocentrique

La possibilité qu'un problème de nature méthodologique puisse expliquer, au moins en partie, la faiblesse de la relation entre les évaluations égocentriques et le vote a été soulevée de façon convaincante par Rosenstone et al. (1986). Tentant d'expliquer les divergences de résultats entre les études fondées sur l'analyse de données individuelles et celles reposant sur des données agrégées, ces auteurs se sont interrogés sur la capacité de l'item égocentrique classique (**"Would you say that you (and your family living with you) are better off or worse off than you were a year ago?"**) à bien refléter les changements réels dans la situation économique des citoyens. En comparant l'effet sur le vote de la mesure traditionnelle à l'impact d'un item proposant au répondant cinq catégories de réponses plutôt que les trois habituelles (meilleure, la même, pire), les auteurs ont constaté une nette amélioration dans la capacité prédictive (vote) de la version plus extensive de la variable égocentrique.

> "The empirical consequences in our data are striking: with new measures, changes in respondents' personal economic well-being exercise substantial influence over their assessment of the national economic scene, the support they give their president, and vote choice. Reliance on the traditional item alone seriously underestimates the political impact of changing personal economic well-being" (Rosenstone et al. 1986: 190).

Dans le cas présent, de tels indices ne sont malheureusement pas disponibles dans la majorité des enquêtes électorales canadiennes. Cependant, la dernière remarque de Rosenstone et al. plaide en faveur des jugements plus complexes formés à partir de deux items simples. Par exemple, les indices évoqués auparavant et qu'on peut obtenir en combinant l'item mesurant les changements dans la situation économique personnelle et la question sur l'attribution de la part de responsabilité gouvernementale dans l'évolution de la situation financière familiale.

5.3 Études d'attribution de la responsabilité dans le contexte canadien

Dans le contexte canadien, peu d'études ont abordé spécifiquement cette question de l'impact des jugements d'attribution de la responsabilité sur le vote. Toutefois, celles qui ont été réalisées tendent à supporter l'importance des évaluations rétrospectives complexes sur les choix électoraux. Kornberg et Clarke (1992: 42) ont tenté de dégager la structure des évaluations économiques des Canadiens au moyen de la technique d'analyse factorielle confirmatoire (LISREL, Joreskog et Sorbom 1988) et d'en estimer l'effet sur les choix électoraux.

Conformément à l'approche classique en matière d'évaluations économiques, ils distinguent d'abord les diverses formes de jugements en fonction de leur nature égocentrique ou sociotropique (2 catégories) et de la dimension temporelle (3 catégories: rétrospectif, contemporain, prospectif). En combinant ces deux dimensions, on obtient les 6 catégories d'évaluations suivantes:

1-Rétrospective/égocentrique;
2-Contemporaine/égocentrique;
3-Prospective/égocentrique;
4-Rétrospective/nationale;
5-Contemporaine/nationale;
6-Future/nationale.

Il est intéressant de noter que la mesure de chacune de ces évaluations ne repose pas dans le cas présent sur une question unique mais comporte toujours deux items distincts. Nous sommes donc en présence d'évaluations dites complexes selon la terminologie employée par Lewis-Beck (1988b). Par exemple, l'évaluation (1) est la combinaison des deux items suivants: "Do you think that you are financially better off now than you were five years ago, worse off, or are things about the same?" et

"Do you think that government has had a great deal, something, or not much at all to do with this?"

Les résultats de l'analyse factorielle confirmatoire des six types d'évaluations indiquent que les jugements économiques des électeurs se structurent fondamentalement autour de trois dimensions distinctes. La première renvoit aux jugements rétrospectifs et contemporains face à la situation économique du pays. La seconde est formée de jugements similaires mais cette fois ayant pour objet les conditions économiques personnelles. Enfin, la troisième dimension regroupe les anticipations économiques, qu'elles soient égocentriques ou sociotropiques.

À l'aide de ces variables et d'autres items mesurant l'appui à certains enjeux spécifiques, les auteurs ont mis au point un modèle de vote visant à mesurer l'impact des déterminants de l'appui au gouvernement conservateur en 1990 (Clarke et al. 1992: 157). Leur modèle prend la forme suivante:

$$PC=\beta_0 + \beta_1 EGO + \beta_2 SOCIO + \beta_3 FUT + \beta_4 FTA + \beta_5 GST + \beta_6 MEECH + \beta_{7-8} IDP + \beta_{9-17} DEMO + \mu$$

où:

PC= appui au Parti conservateur;

β_0 = constante;

EGO=évaluations égocentriques rétrospectives/contemporaines;

SOCIO=évaluations sociotropiques rétrospectives/contemporaines;

FUT= évaluations économiques futures;

FTA= attitude envers l'Accord de libre-échange canado-américain;

GST= attitude face à la taxe sur les produits et services;

MEECH= attitude envers l'Accord du Lac Meech;

IDP= identifications partisanes fédérale et provincale (1988);

DEMO= variables socio-démographiques;

μ = terme aléatoire.

L'estimation du modèle confirme que les trois types d'évaluations économiques ont eu un impact significatif sur l'appui au gouvernement conservateur, un effet qui dépasse même en magnitude l'effet des autres variables comme les enjeux et l'identification partisane mesurée deux ans auparavant.

Selon Clarke et al. (1992: 157), ces résultats sont intéressants dans la mesure où ils démontrent que les évaluations égocentriques et les jugements prospectifs,

qui ont été souvent négligés au profit des évaluations sociotropiques et rétrospectives dans les études sur les déterminants économiques du vote dans divers pays, peuvent elles aussi influencer les choix électoraux d'une façon significative. Le fait que nous soyions en présence d'évaluations économiques de type complexe (i.e. établissant un lien explicite avec la performance gouvernementale) a sûrement favorisé la mise en évidence d'un tel lien. Nous retiendrons cette conclusion au moment d'élaborer notre propre modèle de vote. Nous allons maintenant définir les grandes lignes de la démarche empirique que nous entendons suivre pour atteindre nos objectifs de recherche relativement aux analyses en coupe transversale.

CHAPITRE 6- LA DÉMARCHE D'ANALYSE EN COUPE TRANSVERSALE: ORIENTATIONS MÉTHODOLOGIQUES RETENUES

Nous sommes maintenant en mesure de préciser les principaux choix méthodologiques qui orienteront la démarche empirique envisagée dans la seconde partie de cette thèse. Dans un premier temps, nous allons identifier les précautions méthodologiques que nous entendons adopter pour prévenir certains problèmes liés au statut partiellement endogène de la variable d'identification partisane. Nous justifierons ensuite le choix d'un modèle de vote dit récursif (causalité univoque) dans notre analyse des choix électoraux individuels. Par la suite, nous identifierons les divers types d'évaluations économiques qu'il nous sera possible d'inclure dans ce modèle. Compte tenu des objectifs de la démonstration empirique et de certaines contraintes de continuité touchant les évaluations économiques dans les enquêtes électorales canadiennes, cette question mérite une attention particulière.

6.1 Le concept d'identification partisane et le problème "d'endogénéité": les précautions à prendre

Nous voudrions d'abord revenir sur les problèmes posés par le statut à la fois endogène et exogène du concept d'identification partisane. Compte tenu de l'importance que prendra cette variable dans le modèle de vote que nous entendons proposer, voici quelques jalons méthodologiques devant contribuer à résoudre cette difficulté.

Commençons par nous questionner d'un point de vue empirique sur les effets possibles de l'inclusion d'une variable d'identification partisane contaminée par l'influence des facteurs de court terme inclus du côté droit de l'équation de vote. S'il est vrai que l'identification partisane subit l'influence des variables d'évaluation de la performance des partis et des chefs comme plusieurs chercheurs le soutiennent maintenant, l'insertion de cette variable clé aux côtés de ces mêmes variables d'évaluation pourrait avoir pour effet de sousestimer le rôle de certains déterminants de court terme (variables d'évaluation) dans le modèle de vote (Lockerbie 1989: 292).

Rappelons que l'un de nos objectifs consiste à préciser l'influence des évaluations de la performance économique

sur le vote au Québec et dans le reste du Canada. Or, nos attentes sont à l'effet que de telles évaluations de court terme pourraient intervenir dans les comportements électoraux des citoyens des neuf provinces anglophones mais non chez les électeurs québécois, du moins pendant l'ère Trudeau. Par conséquent, un biais dans l'estimation (favorisant l'hypothèse nulle dans le cas du Québec) pourrait avoir pour effet de favoriser la confirmation de notre attente quant à l'absence de vote économique au Québec dans les décennies 1960 et 1970. C'est pourquoi nous pensons que certaines précautions s'imposent dans les circonstances. Dans le but de prévenir un tel biais d'estimation, nous entendons procéder selon la méthode mise de l'avant par Kiewiet (1983), à savoir la contre-vérification du modèle en coupe transversale par un modèle de vote reposant sur des données longitudinales.

L'intérêt de cette double stratégie repose sur le raisonnement suivant. Lorsque des données provenant d'enquêtes longitudinales (panel) sont disponibles, un point d'ancrage chronologiquement antécédent à tout changement de court terme, et de ce fait au dessus de tout soupçon du point de vue de son caractère exogène, est alors disponible. Il peut s'agir du vote de l'électeur lors de l'élection à la période t-1 ou bien de

l'identification partisane déclarée par l'électeur au même moment (t-1).

La difficulté inhérente à une telle approche est bien entendu la faible disponibilité des données longitudinales dans le cas canadien. Nous disposons toutefois de deux enquêtes de ce type qui peuvent nous permettre d'estimer des modèles de vote longitudinaux pour deux élections fédérales. La première est l'enquête couvrant les élections de 1974-79-80 et la seconde, celle du référendum sur l'Accord de Charlottetown en 1992 et des élections fédérales de 1993. Ces deux enquêtes nous permettront d'estimer des modèles de vote de type longitudinal pour les élections de 1979 et 1993. [55]

Même s'il ne s'agit là que de deux élections sur les sept étudiées, leur situation dans le temps permet de tirer des conclusions sur le vote économique au Québec et dans le reste du Canada dans chacune des sous-périodes considérées (1972-80 et 1984-93). Ainsi, nous serons en mesure de vérifier la robustesse des résultats généraux obtenus au moyen des modèles en coupe transversale. Par exemple, dans

[55]En principe, il pourrait être possible de faire de même pour l'élection de 1980 puisque nous disposons d'une mesure de l'identification partisane au temps t-1 (1979). Toutefois, le faible échantillon d'électeurs dans le cas québécois rend impraticable la mise au point d'un tel modèle de vote pour cette élection. De toute façon, il faut dire que le très court séjour au pouvoir d'un nouveau gouvernement est une situation peu propice à la vérification empirique d'un modèle rétrospectif de vote économique (e.g. Nadeau et Blais 1993).

le reste du Canada, ces résultats devraient confirmer la tendance observée quant à l'effet relativement constant des évaluations économiques sur le vote. Cette stratégie devrait également nous permettre d'évaluer de façon encore plus rigoureuse l'hypothèse selon laquelle la transformation des attachements partisans au Québec dans les premières années de la décennie 1980 aurait eu pour effet de permettre l'expression d'un vote économique dans l'ère de l'après-Trudeau.

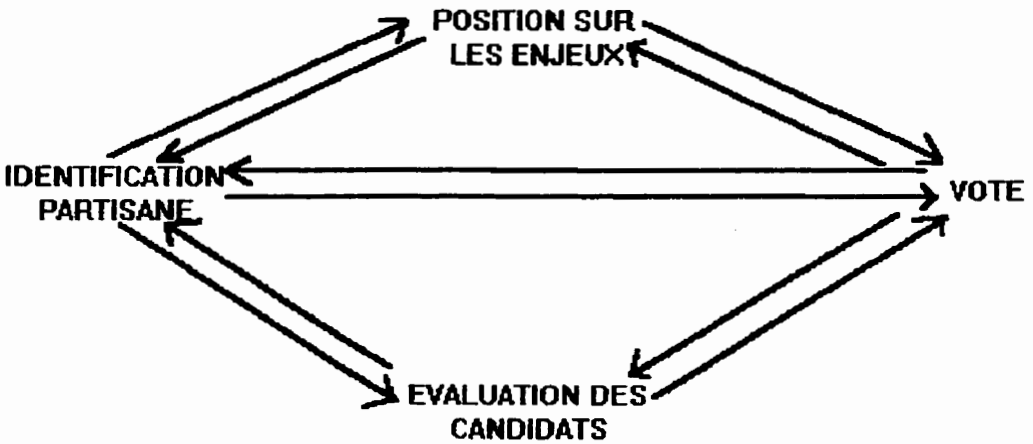
6.1.1 Débat récursif/non récursif

Nous voudrions maintenant examiner le problème posé par les liens de causalité postulés par le modèle de vote. Notre modèle de vote doit-il privilégier une approche univoque de la causalité ou bien devrait-il permettre une causalité réciproque (entre l'identification partisane, les facteurs de court terme et le vote)? Il convient au préalable de nous positionner au sujet du débat récursif/non récursif. En effet, la possibilité que l'identification partisane puisse en même temps influencer et subir l'infuence des évaluations de court terme (partis et chefs) complique en principe l'élaboration d'un modèle de vote. Il est possible de mettre au point un modèle non récursif (voir le diagramme suivant) reconnaissant des liens de causalité réciproques entre d'une part

l'identification partisane et d'autre part, les variables de court terme mesurant les positions sur les enjeux ou les évaluations des chefs (Archer 1987).

Graphique 13

Diagramme illustrant les liens de causalité dans un modèle non récursif



Source: Adaptation du diagramme de Asher (1983: 343).

Nous ne pensons pas qu'il faille trancher en faveur de l'une ou l'autre conception (récursif/non récursif) en vertu d'un jugement sur la valeur théorique des arguments en présence. Nous adoptons plutôt à ce sujet une position pragmatique qui consiste à examiner le problème à partir des deux questions suivantes: 1-quelles sont les difficultés posées par l'estimation de chacune de ces

catégories de modèles? 2- à quelles conditions la spécification retenue peut-elle permettre d'obtenir des estimations fiables et valides?

Concernant la première question, il ne fait aucun doute que les difficultés particulières posées par l'estimation d'un modèle non récursif rendent l'utilisation de cette approche beaucoup moins attrayante que celle des modèles récursifs traditionnels. En effet, il est bien connu que les résultats obtenus au moyen d'un modèle non récursif peuvent varier en fonction du choix des variables exogènes (Fisher 1971). De plus, l'estimation des coefficients à l'intérieur d'un tel modèle se veut un processus fort complexe étant donné la difficulté d'introduire dans la spécification des variables exogènes possédant à la fois une signification théorique et une puissance statistique adéquates (Beck 1986: 261). On peut également mentionner la difficulté d'obtenir les données longitudinales nécessaires à l'estimation de tels modèles de vote.

Face aux nombreux écueils qui menacent de surgir dans ce type de procédure, nous préférons nous laisser guider par la règle énoncée par Asher (1983):

> "One final point needs to be made about the estimation of nonrecursive, and recursive, models. The quality of the obtained estimates will be a function of a number of things including the availability of reliable and valid measures and the correct structural specification of the model. Model specification is primarily a theoretical and not a statistical enterprise" (Asher 1983: 346).

Dans cette perspective, nous devrons nous assurer que notre modèle de vote répondra de façon satisfaisante au critère énoncé par Asher dans la mesure où il n'omettra aucune catégorie de variables explicatives reconnues comme déterminant important du vote, à savoir les principales variables politiques de court et de long termes ainsi que les évaluations économiques. De plus, l'élaboration d'un modèle de type longitudinal dans le cadre des élections fédérales de 1979 et 1993 nous apparaît une précaution supplémentaire face au problème potentiel posé par le caractère partiellement endogène de la variable d'identification partisane (e.g. Kornberg et Clarke 1992: 196).

6.2 Le choix des types d'évaluations économiques

Comme nous venons de le signaler, l'inclusion de toutes les variables pertinentes est une condition préalable à la mise au point d'un modèle de vote susceptible de fournir

des estimations valides quant aux relations à l'étude. Tous les détails techniques concernant les items de questionnaires sélectionnés dans chacune des enquêtes électorales, les règles quant au traitement des données manquantes ainsi que les précisions sur la construction de certains indices d'évaluations économiques sont précisés à l'annexe 1.

Les déterminants économiques des choix électoraux étant particulièrement importants dans la démarche actuelle, nous voudrions maintenant aborder certains problèmes techniques liés à la disponibilité de ces items.

L'une des principales limites qui surgissent dans une étude comme la nôtre réside dans le problème de continuité des items d'évaluations économiques disponibles dans les enquêtes électorales. Bien que la diversité de ce type d'items ait eu tendance à augmenter dans les plus récentes enquêtes électorales fédérales, il faut bien reconnaître que la gamme complète des évaluations économiques n'est disponible que depuis l'enquête de 1988 effectuée sous la direction de R. Johnston, A. Blais, R. Brady et J. Crête. Avant la réalisation de cette enquête, seules les évaluations égocentriques rétrospectives et prospectives étaient disponibles. Ce manque de continuité nous a obligé à restreindre notre période d'étude aux sept élections

fédérales ayant eu lieu entre 1972 et 1993. En effet, une variable économique clé intervenant dans notre modèle électoral de base, soit celle mesurant la part attribuable au gouvernement dans les changements de la situation économique des électeurs, n'est disponible que depuis le sondage de 1972. [56]

Ainsi, on ne saurait retrouver dans nos modèles de vote la gamme complète des six types d'évaluations économiques telles que décrites précédemment par Kornberg et Clarke (1992). Le tableau suivant fait le point sur les items disponibles dans chacune des enquêtes électorales canadiennes réalisées depuis 1972.

---

[56] L'enquête électorale de 1972 ne fait pas partie des *Canadian National Elections Studies* au même titre que les autres sondages électoraux effectués depuis l'élection de 1965 au Canada. Les sondages portant sur l'élection de 1972 ont été réalisés par une firme privée, Market Opinion Research (Canada) Limited, pour le compte du parti Progressiste-conservateur. Les données de ce sondage sont rendues disponibles via *l'Inter-University Consortium for Political and Social Research* (étude no. 7410).

Tableau 6

Items économiques disponibles dans les enquêtes électorales fédérales, 1972-1993

	1972	1974	1979	1980	1984	1988	1993
Type d'évaluations							
Egocentrique rétrospective (simple)	x	x	x	x	x	x	x
Egocentrique rétrospective (complexe)	x	x	x	x	x	x	x
Egocentrique prospective	x	x	x	x	x	x	x
Sociotropique rétrospective (simple)	x	-	-	-	-	x	x
Sociotropique rétrospective (complexe)	-	-	-	-	-	x	x
Sociotropique prospective	-	-	-	-	-	x	x

Source: Canadian National Elections Studies

Notre démarche analytique doit tenir compte d'une certaine discontinuité dans les variables d'évaluations économiques disponibles. De façon à pouvoir comparer les résultats d'une élection à l'autre, nous allons estimer un modèle de base comprenant les seules variables économiques disponibles pour l'ensemble des sept élections en plus des autres variables politiques et socio-démographiques du

modèle. Ces évaluations économiques sont les variables égocentriques d'orientation rétrospective et prospective. En ce qui concerne les deux dernières élections fédérales (1988, 1993), la disponibilité accrue des items d'évaluations économiques nous permettra d'estimer un modèle supplémentaire incluant à la fois des mesures égocentriques et sociotropiques.

Cette étape nous permettra de comparer l'influence des évaluations économiques dans les deux électorats. Nous pourrons vérifier, entre autres, si ces résultats confirment l'absence d'un vote économique au Québec dans les élections de l'ère Trudeau et son apparition dans la période du gouvernement conservateur, une tendance observée dans la première partie de cette thèse.

Nous procéderons dans une deuxième étape à l'estimation d'un modèle de vote en regroupant les données électorales sur la base des deux sous-périodes étudiées (période Trudeau: 1972, 1974, 1979, 1980; règne conservateur: 1984, 1988, 1993) en appliquant le modèle de base incluant les évaluations économiques disponibles dans l'ensemble des enquêtes électorales.

Dans un troisième temps, nous définirons un modèle de vote unique pour toutes les élections comprises entre 1972 et

1993 afin de tester de façon encore plus rigoureuse l'hypothèse de l'apparition d'un vote économique au Québec à partir de 1984. Ce modèle comprendra notamment les deux types d'évaluations disponibles pour chacune des sept élections (soit les évaluations égocentriques rétrospectives de type complexe ainsi que les évaluations égocentriques prospectives) ainsi que des indicateurs économiques objectifs (changements dans le taux de chômage et dans le revenu personnel disponible).

Avant d'entreprendre les analyses multivariées, des analyses bivariées seront effectuées afin d'examiner les micro-mécanismes à l'origine du vote économique. Nous tenterons de mettre en évidence certaines différences dans la façon dont les électeurs du Québec et ceux du reste du Canada perçoivent l'économie ainsi que les liens entre la performance économique gouvernementale et leurs décisions électorales.

6.3 Questions et hypothèses

Nous avons établi en introduction que le principal objectif de la stratégie d'analyse en coupe transversale consistait à mieux comprendre les micro-mécanismes pouvant expliquer la présence (ou l'absence) d'un vote économique

dans le reste du Canada et au Québec pendant les trois dernières décennies.

De façon plus précise, notre démarche vise à répondre aux deux questions suivantes:

1. Quels sont les micro-mécanismes qui règlent l'expression du vote économique? Nous pensons ici au problème des règles de décision assurant la combinaison des facteurs de court et de long termes dans les choix électoraux.

2. Comment expliquer l'absence de vote économique au Québec tout au long de l'ère Trudeau?

Nos hypothèses relativement à ce questionnement sont au nombre de trois:

1. La présence de certains micro-mécanismes à l'intérieur de la chaîne causale du vote économique est une condition nécessaire à l'apparition d'un tel vote dans un électorat donné. Parmi ces micro-mécanismes, il y a la présence, chez les électeurs, d'une triple relation de causalité entre l'économie, la performance gouvernementale et le vote (Lewis-Beck 1988b: 161). "Further, the complex items (i.e. items that link the

words 'government' and 'economy') tend to maintain a high level of substantive and statistical significance, even after extensive controls on other independant variables (...)" (Lewis-Beck 1988b: 161). ***Notre première hypothèse veut qu'un tel mécanisme ait été présent dans l'électorat canadien pendant notre période d'étude.***

2. Le cas particulier du Québec sera examiné, au moyen de notre modèle multivarié, à la lumière de la condition préalable précédente. Or, nous pensons qu'un bris dans l'un des maillons de la chaîne causale risque fort de remettre en cause l'apparition d'un vote économique. Si nous devions constater l'absence d'une relation significative entre un tel indicateur et le vote dans l'électorat québécois lors de plusieurs élections, nous pourrions alors expliquer la faiblesse du vote économique au Québec pendant l'ère Trudeau. ***Notre seconde hypothèse est donc à l'effet que ce micro-mécanisme est absent dans l'électorat québécois pendant les élections de la période Trudeau mais qu'il apparaît durant les élections du règne conservateur (1984-1988-1993).***

3. Enfin, on peut se questionner sur les causes de l'absence d'un tel mécanisme dans la période Trudeau.

Notre hypothèse est à l'effet que les micro-mécanismes du vote économique sont susceptibles d'influencer le vote des individus seulement lorsque ces derniers ont des préférences partisanes qui ne sont pas nettement définies, i.e. qui ne favorisent pas clairement et fortement l'une des formations partisanes en lice.

Suivant cette conception du vote économique, un modèle adéquat de l'impact électoral de la performance économique gouvernementale ne doit pas postuler une influence "en vase clos" des déterminants économiques sur le vote.

> "Notwithstanding structural differences,variations in interparty competition, the location of political parties in ideological and issue space, and the distribution and characteristics of the partisan attachments of individual citizens, it is impossible to comprehend the political support process in contemporary liberal democracies without taking account the manner in which their citizens view the economy, government's reponsibility for its good health and effective management, and how citizens evaluate their personal material circumstances" (Clarke et Kornberg 1989: 272) .

Nous abordons maintenant la démonstration empirique de l'analyse en coupe transversale. Nous chercherons dans un premier temps à caractériser les attachements partisans au Québec et dans le reste du Canada. Cette démonstration est cruciale dans la mesure où ces différences sont au coeur de nos hypothèses de recherche quant à l'effet non uniforme de la performance économique sur le comportement électoral des Québécois et des autres Canadiens.

CHAPITRE 7- LES ALIGNEMENTS PARTISANS AU QUÉBEC ET DANS LE RESTE DU CANADA: DES SPÉCIFICITÉS À RECONNAÎTRE

S'il est un fait bien connu et souvent répété dans l'étude de la politique fédérale canadienne, c'est bien la présence de deux électorats distincts au Québec et dans le reste du Canada. Cependant, ce constat général n'a pas toujours entraîné des analyses conséquentes en ce qui concerne la conduite des études électorales et forcément, des conclusions qu'elles ont permis de dégager. Notre objectif consiste justement à mettre en évidence certaines différences dans les deux systèmes partisans, notamment dans les décennies 1970 et 1980, puis à en tirer certaines conclusions au plan de la démonstration à venir.

Un premier aspect bien documenté de la spécificité du système partisan québécois, du moins dans les décennies 1970 et 1980, concerne la distribution des attachements partisans. Nous n'insisterons pas induement sur cet aspect étant donné qu'il est largement reconnu. Nous avons déjà comparé (chapitre 3) les pourcentages d'électeurs du Québec et du reste du Canada s'identifiant au Parti libéral et au Parti conservateur (1965-1993). Un aspect de la distribution des attachements partisans que nous voudrions maintenant faire ressortir est la comparaison du

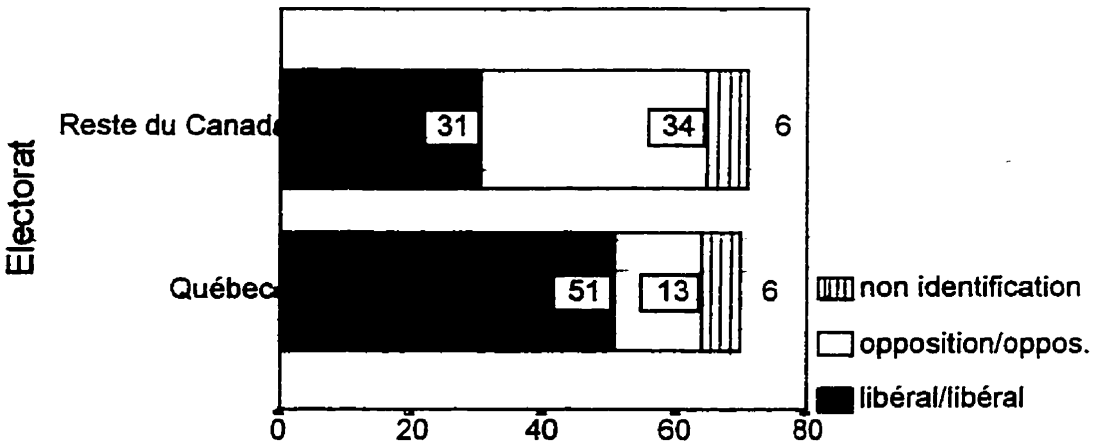
degré de compétitivité qui caractérise chacun des systèmes partisans. Alors qu'au Québec les Libéraux dominent la scène de façon unilatérale (voir le graphique 6 au chapitre 3), la distribution des attachements partisans est beaucoup plus équilibrée dans le reste du Canada si on tient compte en particulier de l'importance du principal tiers parti (NPD) dans la distribution des identifications partisanes.

Un deuxième trait de spécificité encore plus important pour notre propos a trait à la stabilité des attachements partisans au Québec et dans le reste du Canada. La reconnaissance de cette particularité a des conséquences importantes puisqu'elle a pour effet de nuancer le constat souvent réitéré d'un électorat canadien doté d'une grande flexibilité partisane (Clarke et al. 1996:50). Nous pensons qu'une telle constatation peut difficilement s'appliquer au Canada considéré dans son ensemble, c'est-à-dire au Canada comprenant le Québec, surtout lorsqu'il s'agit des décennies 1960 et 1970. Le problème consiste à se demander si l'électorat québécois, durant cette période politique, n'était pas beaucoup plus stable dans ses attachements partisans que l'électorat du reste du Canada. Certaines observations élémentaires permettent d'entrevoir une réponse positive à cette question.

Dans un premier temps, nous avons comparé la stabilité de l'identification partisane des électeurs québécois à celle des autres Canadiens entre 1974 et 1979. Le graphique suivant montre la proportion d'électeurs (à l'intérieur de l'échantillon électoral total) qui ont présenté une stabilité partisane (même parti) entre 1974 et 1979. Remarquons la définition particulière des catégories utilisées. La première correspond aux électeurs libéraux stables (direction) au Québec et dans le reste du Canada. On constate que leur proportion est nettement plus grande dans l'électorat du Québec (51%) que dans celui du reste du Canada (31%).

Graphique 14

Stabilité des attachements partisans, Québec/reste du Canada, 1974-1979.



Electeurs constants dans leur identification

Source: Analyses de l'auteur

CNES, 74-79-80-ref.

Note: Le calcul des proportions du tableau exclut les électeurs des catégories "ne sais pas" et "refus de répondre". C'est pourquoi le total n'est pas égal à 100 pour cent.

La deuxième catégorie est intéressante dans la mesure où elle correspond à une définition très large de la stabilité à un parti. Elle comprend les électeurs qui ont été constants dans leur opposition au gouvernement libéral entre 1974 et 1979 en ceci qu'ils ont été identifiés à chacun de ces deux moments à un parti autre que le Parti libéral. Même si on ne peut parler ici de stabilité partisane au sens strict du terme, il s'agit d'une mesure intéressante qui permet d'examiner le problème de

stabilité dans une optique symétrique parti gouvernemental/partis d'opposition. La troisième catégorie correspond à la stabilité dans la non identification.

Dans le deuxième cas (identifié à un parti d'opposition), les différences sont frappantes entre la situation du Québec et celle du reste du Canada. Dans cette dernière région, la source la plus importante de stabilité partisane (au sens large) provient de l'opposition au parti gouvernemental qui caractérise 34% de l'électorat, contre 31% pour la stabilité de source libérale. En revanche, nous constatons dans l'électorat québécois que la stabilité du lien partisan défini comme une identification à un parti d'opposition est beaucoup plus faible et apparaît même marginale par rapport à la source de stabilité libérale.

De plus, d'autres données semblent suggérer un mouvement partisan significatif allant de l'opposition vers le Parti libéral au pouvoir ou la non identification. En effet, les électeurs québécois qui, en 1974, ont déclaré une identification quelconque à un parti d'opposition et qui ont changé leur attitude en 1979 ont joint les rangs des libéraux et des non identifiés dans des proportions de 15 et 13% respectivement. Ces deux pourcentages représentent des mouvements deux fois plus importants que ceux que nous

observons pour un changement similaire dans le reste du Canada.

Ces quelques observations suggèrent que les alignements partisans de l'électorat du Québec, à tout le moins pendant la décennie 1970, se distinguaient par rapport à ceux du reste du Canada. Au Québec, les alignements partisans avaient la double caractéristique d'être relativement stables en ce qui concerne le parti au pouvoir (libéral) mais beaucoup plus fluctuants lorsqu'il s'agit des partis d'opposition (conservateur, créditiste et néo-démocrate). Cette caractéristique s'ajoute évidemment à la distribution favorisant très nettement le Parti libéral au Québec, particularité qu'on ne retrouve pas de façon aussi accusée dans l'électorat du reste du Canada. En conséquence, le constat général selon lequel les alignements partisans doivent être considérés comme instables ou faibles au Canada doit être nuancé de façon importante en ajoutant la précision suivante: sauf pour le Québec pendant l'ère Trudeau.

Nous allons maintenant suggérer certaines pistes pouvant expliquer de tels constrastes dans les systèmes partisans du Québec et du reste du Canada. Nous pensons que ces différences essentielles peuvent s'expliquer, au moins en partie, par l'affinité particulièrement durable ressentie

par une portion importante de l'électorat québécois envers le Parti libéral fédéral. Cette affinité découlerait du clivage traditionnel entre le Parti conservateur et le Parti libéral sur la question de l'unité nationale vue sous l'angle des rapports Québec/Canada. De quelle façon se manifeste, au plan individuel, cet attachement intense des Québécois envers le Parti libéral fédéral? Nous tenterons de répondre à cette question en recourant au concept d'image partisane.

7.1 Les attachements partisans au Québec: le rôle des images partisanes

Nous tenterons de démontrer qu'une affinité aussi forte envers un parti peut s'expliquer par les images que les électeurs associent aux formations politiques. Dans le cas québécois, il se pourrait que ces images aient été suffisamment fortes pour empêcher certains électeurs d'envisager un appui même temporaire ou circonstanciel au Parti progressiste-conservateur.

Le concept d'image partisane peut expliquer une telle dynamique d'attirance/répulsion intense à l'endroit de certains partis politiques dans des strates électorales entières. Fiorina (1991) a décrit ce concept de la façon

suivante après avoir situé son rôle dans l'explication du vote:

> "But while the particular circumstances surrounding elections obviously are important, political scientists have long been aware that election outcomes also reflect long-term factors that are relatively constant from election to election. One such long-term factor is party image, the popular view of a party based on a history of policy and performance extending considerably beyond the previous two quarters" (Fiorina 1991:24).

Le facteur de long terme qui a généralement reçu le plus d'attention des politologues dans les études électorales est celui de l'identification partisane dans son acception classique, probablement en raison de son origine individuelle et de la facilité avec laquelle on peut la mesurer. Toutefois, cette variable n'est pas la seule digne d'intérêt parmi les facteurs de long terme traduisant un attachement envers les partis. Par exemple, Asher (1984:31) a souligné que les images véhiculées par les partis politiques doivent être considérées comme des facteurs importants dont l'influence se fait sentir de façon continue pendant des périodes de temps qui peuvent s'étaler sur plusieurs élections.

Par exemple, dans le contexte américain, l'une des images partisanes ayant marqué toute une génération d'électeurs est celle assimilant le Parti démocrate au parti de la

prospérité, une perception découlant des politiques mises de l'avant par ce parti dans le cadre du *New Deal* afin de sortir le pays du marasme économique de la Grande Dépression.

Comme l'indique cet exemple tiré de la politique américaine, des événements historiques marquants et ressentis par une grande partie du public ont le pouvoir de susciter des images partisanes fortes et durables qui prendront plusieurs années ou même décennies à se modifier, certaines d'entre elles pouvant même traverser les générations.

7.1.1 L'influence des images partisanes sur le vote

Même si ce facteur de long terme n'a pas reçu par le passé autant d'attention que la variable d'identification partisane, son importance dans les choix électoraux n'en a pas moins été été reconnue par certains chercheurs intéressés plus spécifiquement par leur impact sur les choix politiques comme Sellers (1965), Matthews et Prothro (1964, 1966) et Trilling (1976).

Milne et Mackenzie (1954) ont bien décrit le rôle que peuvent jouer ces images dans la décision politique individuelle. Premièrement, ils soulignent que les enjeux

ayant la double propriété de s'inscrire dans la longue durée et de permettre aux différents partis de se distinguer de façon tranchée sont susceptibles de se cristalliser sous la forme d'images partisanes. Les enjeux sont alors "elevated to the status of party images. A party, so to speak, 'annexes' particular issues and assimilates them to its own image" (Milne et Mackenzie 1954: 137).

Lorsqu'un telle image est intégrée à l'éthos d'un parti, elle peut devenir pour un électeur un motif suffisant pour appuyer ce parti élection après élection, aussi longtemps du moins que la force de cette image est suffisamment présente chez l'individu (Trilling 1976: 8). Pensons par exemple au Parti libéral du Canada qui, pendant une longue partie de son histoire, a réussi à monopoliser la question nationale en s'accaparant du titre de défenseur des intérêts des Canadiens français (Brodie et Jenson 1984). A l'opposé, ces derniers voyaient le Parti conservateur comme le parti de la domination anglaise sur le système politique canadien.

Cet exemple suggère une question intéressante: dans un système partisan où l'on retrouverait un bloc important d'électeurs caractérisés par la présence d'un attachement partisan intense et stable fondé sur ce double mécanisme

de long (identification) et de moyen termes (images), quelles en seraient les conséquences sur le vote économique? Se pourrait-il qu'au sein d'un tel électorat l'influence de certains facteurs de court terme sur le vote soient alors réduite au minimum? Cette possibilité mérite d'être considérée dans le cas québécois et c'est que nous tenterons bientôt de démontrer.

Comment évaluer les effets de telles images partisanes sur les orientations partisanes dans un électorat donné? Matthews et Prothro (1964, 1966) ont été les premiers à fournir une démonstration empirique à l'appui des énoncés théoriques sur le concept d'image partisane. Plus précisément, ils ont eu recours à ce cadre d'analyse pour tenter d'expliquer le changement survenu dans les alignements partisans parmi les électeurs Blancs du Sud des États-Unis dans les décennies 1950 et 1960.

Selon eux, la défection historique des électeurs démocrates blancs au profit du parti républicain n'est pas le résultat de facteurs de court terme comme les enjeux liés à telle ou telle élection ou les personnalités des candidats. Selon eux, ce sont plutôt des enjeux s'inscrivant dans la longue durée qui, en modifiant peu à peu les images et les attachements partisans, ont contribué à la transformation des dits alignements. Ces

deux enjeux sont la position en faveur de l'élargissment des droits civiques défendue par l'organe national du Parti démocrate de même que son appui à l'endroit de l'interventionnisme de l'État fédéral dans l'économie (Matthews et Prothro 1966: 396).

Cette explication du réalignement partisan américain des décennies 1950 et 1960 à partir des changements dans le positionnement des partis sur la question raciale est compatible avec celle de Carmines et Stimson (1984) qui ont développé un cadre d'analyse fondé sur la dynamique de l'évolution des enjeux ("Dynamics of issue evolution"). Cherchant à identifier les conditions permettant à un enjeu particulier de provoquer un tel réalignement des forces partisanes, ces deux auteurs ont dégagé les facteurs suivants:

> "Our discussion of the issue conflict underlying the New Deal suggests the properties that political issues must possess in order to undergo significant evolutionary change. Three such properties are these:
> 1. Issue preferences must be deeply felt and strongly symbolic in character.
> 2. Parties and candidates must take or become associated with different positions on the issues.
> 3. The issue must be on the political agenda for a long time" (Carmines et Stimson 1984: 144.

Une question intéressante est la suivante: Existe-t-il, dans l'histoire politique canadienne et québécoise, des

"super enjeux" de cette nature ayant la capacité d'entraîner des réalignements partisans aussi profonds que celui envisagé par Carmines et Stimson? Nous répondons à cette question par l'affirmative.

Si on pense au Québec en particulier, c'est un lieu commun de dire que le Parti conservateur est sorti grand perdant des crises nationales successives qui ont secoué le pays depuis le début du siècle et même au delà, qu'on pense aux crises de la conscription ou aux luttes linguistiques des minorités francophones du pays. Avec le résultat que ce parti est devenu peu à peu, dans la tête de nombreux Québécois, le parti des Anglais, tandis que son rival, le Parti libéral, revendiquait le titre de champion de la cause des Canadiens français. [57]

Selon nous, la question de l'unité canadienne ou des rapports entre le Québec et le reste du Canada remplit les trois conditions de l'existence d'un "super enjeu" telles

[57]De telles images ont souvent été utilisées par les politiciens ou les organisateurs libéraux du Québec à des fins de stratégie électorale. Le passage suivant tiré de l'ouvrage de Christina McCall-Newman sur l'histoire du Parti libéral du Canada est très explicite à ce sujet. Décrivant les méthodes de Marc Lalonde, la journaliste écrit: "Face aux Conservateurs, il adopta une tactique quelque peu différente. Il "sut toujours faire jouer l'impératif racial', comme le déclara le président du comité électoral progressiste-conservateur, Lowell Murray. A cette fin, il ne se faisait pas faute d'invoquer les peurs tribales profondément enracinées dans la mémoire collective québécoise, qui identifiait les tories comme le parti de la domination anglaise. De 1920 à 1950, le mot clé avait été la conscription. De 1960 à la fin des années 70, ce fut Diefenbaker, principalement en raison de l'attitude adoptée par le célèbre premier ministre sur la question du drapeau canadien ainsi que par le mépris qu'il afficha en dénonçant les ministres canadiens-français éclaboussés par les scandales des années 60 (McCall Newman 1983: 327)".

que décrites par Carmines et Stimson. En effet, l'enjeu de l'unité nationale a suscité l'expression de sentiments très intenses tout au long de l'histoire politique canadienne, cette part d'affectivité étant liée en grande partie aux puissants aspects symboliques et identitaires associés à cette question. Deuxièmement, les principaux partis politiques canadiens ont été associés à des positions très nettes par rapport à cet enjeu. Dans l'électorat québécois, nous pensons en particulier à l'image de défenseur des intérêts du Québec associée au Parti libéral fédéral. Enfin, cet enjeu a fait partie intégrante de l'agenda politique pendant de nombreuses décennies au Canada et au Québec, remplissant ainsi la troisième condition de Carmines et Stimson.

Or, nous avons vu au chapitre 3 qu'une transformation s'est produite dans les alignements partisans au Canada et au Québec au début des années 1980. Notre interprétation de cette rupture est en lien avec les théories de l'évolution des enjeux et des images partisanes. Nous sommes d'avis que le rapatriement de la constitution de 1982 a marqué la fin d'une période politique du point de vue des rapports Québec/reste du Canada. Cette interprétation est compatible avec nos analyses empiriques ayant identifié 1982 comme le moment où la réorientation des forces partisanes au Québec a permis pour la première

fois l'expression d'un vote économique dans l'électorat québécois. En raison de son rôle dans le dossier du rapatriement, le Parti libéral a sans doute perdu une fois pour toutes son image de l'unique défenseur des intérêts des Québécois à Ottawa.

Cette nouvelle donne politique a permis au Parti progressiste-conservateur de rassembler au Québec une large coalition à l'élection de 1984. Cependant, en prenant le pouvoir avec l'aide du Québec, le Parti progressiste-conservateur ne pouvait pas prétendre pour autant au statut hégémonique que son opposant avait réussi à conserver durant plusieurs décennies. Nous prétendons que le nouveau régime partisan mis en place au début des années 1980 a fait éclater en grande partie les puissantes images partisanes des décennies précédentes et que ces nouvelles conditions ont rendu l'électorat beaucoup plus perméable à l'influence des forces de court terme comme les évaluations de la performance économique.

7.1.2 Les images partisanes ajoutent-elles une dimension supplémentaire à l'identification partisane?

Les théoriciens des images partisanes font une nette distinction entre ce concept et celui d'identification partisane. Ainsi, il peut arriver qu'un électeur ait une

identification et des images partisanes plus ou moins concordantes. Une telle situation est plus susceptible de se produire lorsque les alignements partisans sont en période d'instabilité et de transformation. Mais règle générale, les partisans les plus intenses ont généralement des images partisanes tout aussi fortes (Matthews et Prothro 1966).

Il est intéressant de se demander si de telles images ont un impact indépendant par rapport à l'identification partisane. En leur assignant un rôle de moyen terme dans les déterminants du vote (ce qui le distingue de l'effet de long terme associé à l'identification partisane), les images partisanes acquièrent, du moins potentiellement, un rôle dans l'orientation des choix électoraux individuels.

> "At any rate, il may be useful to consider party images as constituting a 'medium-term' force in electoral behavior, as distinguished from long-term and short-term forces, and as playing an intermediary role that connects identification and opinion on issues. (...) That is, changes in party images were intermediary, occuring between the acquisition of past identification and before the adoption of new identification. Furthermore, they were necessary for the transformation of identification" (Trilling 1976: 217).

Comment concevoir l'effet d'interaction des images et de l'identification partisane sur le vote individuel? Comme

nous l'avons mentionné auparavant, les individus présentant une identification partisane intense ont généralement des images partisanes fortes. Le renforcement mutuel de ces deux déterminants du vote nous inspire l'image d'un cadenas partisan extrêmement difficile à briser par le jeu de l'un ou l'autre des facteurs de court terme, que ce soit un enjeu économique ou l'évaluation des partis. Pour de tels électeurs, la prédiction du comportement électoral ne devrait donc pas comporter beaucoup d'aléas et d'incertitudes. Faire défection du parti auquel l'électeur est si fortement identifié devient un comportement peu habituel parce qu'il est en porte-à-faux par rapport aux liens partisans intenses.

Pour illustrer notre propos, prenons le cas d'un électeur québécois sexagénaire au moment de l'élection de 1974, dont l'identification au Parti libéral fédéral a toujours été très intense. De plus, cet électeur a intégré certaines images au sujet des partis politiques fédéraux. Pour lui, le Parti libéral, dirigé dans cette période par Pierre Elliott Trudeau, a toujours été perçu par ses parents et par lui-même comme le parti des Canadiens français. Le reflet symétrique de cette image partisane l'amène à considérer le Parti conservateur comme le parti des Canadiens anglais.

Il est facile d'imaginer que l'identification partisane de cet électeur combinée aux images qu'il associe aux partis fédéraux pèseront très lourdement sur son comportement électoral. En conséquence, on peut penser que la plupart des enjeux de court terme, du moins ceux ne pouvant revendiquer un degré de politisation aussi grand que l'enjeu de l'unité nationale, auront un poids plus limité dans la décision de cet électeur. Par exemple, il se pourrait que certaines considérations sur la performance économique du gouvernement s'avèrent en bout de ligne des enjeux peu importants dans la décision de cet électeur.

Revenons au problème posé par le jeu des interactions entre les images et l'identification partisanes. Considérons maintenant différents cas de figure où l'identification partisane est en conflit plus ou moins marqué avec les images partisanes. Une telle situation s'apparente à celle discutée dans *The American Voter* lorsque l'identification partisane diffère des attitudes sur les enjeux. Suivant la règle classique établie par Campbell et ses collaborateurs (1960), parmi le groupe des partisans intenses dont les attitudes sur les enjeux sont en conflit avec l'orientation partisane, c'est ce dernier facteur qui le plus souvent s'avère déterminant dans le vote de l'individu. Par contre, à l'intérieur du groupe des partisans de faible intensité, le conflit a tendance à

se résoudre du côté de la position de l'électeur sur l'enjeu considéré.

Dans la même logique, un conflit entre de fortes images partisanes libérales et une préfèrence favorisant le chef de l'opposition va résulter dans la supplantation du second facteur par le premier si on considère leur influence respective sur le vote. Par contre, de faibles images partisanes combinées à un certain attrait envers le parti opposé ont pour effet de permettre à ce dernier facteur d'exercer un impact accru sur le vote.

Si on observe un électorat dans lesquel les images partisanes sont plus ou moins structurées et les alignements partisans fortement volatiles, on peut donc s'attendre à ce que les enjeux, notamment économiques, puissent avoir un impact plus important sur le vote. Conformément à l'interprétation courante selon laquelle l'électorat canadien, du moins dans sa portion hors-Québec, correspond à une telle définition de volatilité, il faudrait alors s'attendre à ce que les enjeux économiques de court terme puissent avoir une influence significative sur le vote.

Par contre, dans un électorat caractérisé par des attachements partisans plus stables jumelés à la présence

d'images partisanes fortement structurées, du moins parmi certains groupes d'électeurs, on pourrait s'attendre à ce que les enjeux de court terme comme les évaluations économiques aient un impact beaucoup plus réduit sur les choix électoraux. Un tel cas de figure pourrait correspondre à la situation du Québec pendant l'ère Trudeau.

7.1.3 Leadership et images partisanes

Les évaluations que les électeurs portent sur les leaders des partis politiques ont souvent comme point de départ les images projetées par les chefs. Parmi les dimensions importantes de ces images associées au leadership, on peut signaler la compétence et les traits de personnalité ou de caractère (Kinder et Abelson 1981; Kinder 1983).

Plusieurs dimensions peuvent intervenir dans la formation de ces images. Il peut s'agir de thèmes que les électeurs associent à l'un ou l'autre des chefs. Ces représentations ont alors tendance à devenir la marque de commerce d'un leader en particulier. C'est ainsi que Trudeau est devenu pour plusieurs électeurs canadiens et québécois le champion de l'unité nationale.

De façon plus particulière dans le cas des électeurs québécois, la présence d'un chef Canadien français à la tête du Parti libéral fédéral a souvent été interprétée dans le passé comme un engagement d'un des leurs à défendre les intérêts des Québécois à Ottawa. D'ailleurs, cette image d'un parti dédié à la cause des Canadiens français lorsqu'un "enfant du pays" est à sa tête a permis traditionnellement au Parti libéral fédéral de récolter un surcroît de votes au Québec (Nadeau et Blais 1993).

Ces interrelations font en sorte que certains enjeux et les questions de leadership sont souvent considérés comme un tout indissociable aux yeux des électeurs (LeDuc 1994: 54). Les images projetées par les chefs sont donc liées étroitement aux images véhiculées par les partis eux-mêmes. Quand on demande aux électeurs de dire, dans leurs propres mots, ce qu'ils aiment et ce qu'ils n'aiment pas ("likes and dislikes") à propos de chacun des principaux partis en présence, on constate que plusieurs des réponses données par les gens ont un lien direct avec le leadership.

Le tableau suivant, tiré d'un ouvrage de LeDuc (1994: 55), montre bien l'importance des images associées aux chefs dans la structure des images partisanes.

Tableau 7

Structure des images partisanes au Canada, 1974-1984, (pourcentage de répondants ayant cité un item appartenant à la dite catégorie)

	1974	1979	1980	1984
Politique/enjeu	61	51	60	51
Style/performance	47	50	60	53
Leader/Leadership	38	37	51	23
Partis en général	35	42	40	41
Région/groupe	28	27	31	34
Idéologie	14	15	18	16
N	2 445	2 670	928	3 380

Source: CNES

Ces données semblent toutefois indiquer que l'importance des images associées aux leaders semble être en diminution depuis 1984. On peut sans doute expliquer cette situation par l'arrivée à l'avant-scène politique fédérale de leaders moins connus des électeurs mais également moins aptes à susciter des courants de préférences ou d'opposition passionnés comme c'était le cas avec Pierre Elliott Trudeau.

D'autres indications tendent à montrer que l'effet du leadership sur le comportement des électeurs est en déclin depuis l'élection de 1984 (Clarke et al. 1991: 115; Clarke et al. 1996:102). En effet, lorsqu'on demande aux électeurs d'identifier le facteur le plus important dans leur décision de vote, on observe que le pourcentage de répondants ayant cité le leadership est passé de 37% en 1979 à 30% en 1984, pour ensuite baisser de 10 points de pourcentage supplémentaires entre 1984 et 1988. En 1993, cet indicateur semble s'être stabilisé tout près de la marque des 20% (21%).

7.1.4 Bilan sur le rôle des images partisanes

La pertinence du concept d'image partisane dans le contexte canadien a déjà été suggérée par John Meisel (1973). Celui-ci voyait dans cette notion une composante de long terme qui pourrait remplacer favorablement la variable d'identification partisane, dont l'utilité a déjà été contestée dans les études électorales canadiennes. Nous ne suggérons pas d'aller aussi loin. Pour nous, le concept d'image partisane est utile dans la mesure où il permet de décrire et de caractériser l'affinité particulièrement forte ressentie par une partie importante de l'électorat québécois envers le Parti libéral fédéral pendant l'ère Trudeau. Selon notre conception des images

partisanes, cette dimension ne doit pas remplacer l'identification partisane; nous pensons plutôt que dans certains électorats, elle se combine à l'identification partisane pour donner un amalgame solide et compact pouvant expliquer l'ascendant particulier exercé par un parti sur un groupe d'électeurs donné.

Nous avons noté précédemment que la force des images partisanes de même que l'importance accordée aux chefs lors des élections étaient en diminution depuis le début des années 1980. Nous tenterons maintenant de mieux comprendre les facteurs ayant favorisé l'installation de ce nouveau régime partisan puisque ce changement pourrait être à l'origine du renforcement des déterminants de court terme comme les évaluations économiques dans les choix électoraux des Québécois depuis le début de la décennie 1980.

7.2 Affaiblissement et réorientation des liens partisans dans la décennie 1980: effets générationnels ou accumulation des griefs?

Plusieurs sources identifient le début des années 80 comme une période de transformation des attachements partisans au Canada et au Québec. Dans ce dernier cas, les deux faits marquants de ce changement sont le déclin de

l'identification au Parti libéral jumelé à l'apparition d'un phénomène de volatilité partisane.

> "From the starting point of our survey data in the mid-1960's through the early 1980s the pattern was one of Liberal dominance in Quebec, coupled with Conservative strength in the Prairies. Since then, however, Liberal strength in Quebec has declined and Quebecers have shown great volatility in their partisan attachments. When the 1984 and 1988 elections were held sizable percentages of persons in the latter province accepted a PC party label. In the interval between these contests the percentage of Conservatives decreased markedly, but the percentages of Liberals, although increased, did not return to pre-1984 levels" (Kornberg et Clarke 1992: 75).

L'hypothèse d'un affaiblissement des liens partisans dans une perspective de longue durée ne peut être vérifiée au moyen des enquêtes électorales canadiennes, l'effet de mobilisation des élections ne pouvant être dissocié des autres sources de fluctuation des indicateurs partisans. En d'autres mots, le contexte électoral a souvent pour effet de gonfler à court terme, en raison de la forte sollicitation inhérente aux campagnes électorales, le nombre d'électeurs identifiés à un parti ainsi que l'intensité des liens partisans. Dans cette perspective, le fait d'observer un niveau d'identification partisane relativement constant au moment des élections tenues entre 1972 et 1993 ne permet pas de conclure à l'absence de changements en profondeur dans la nature et la

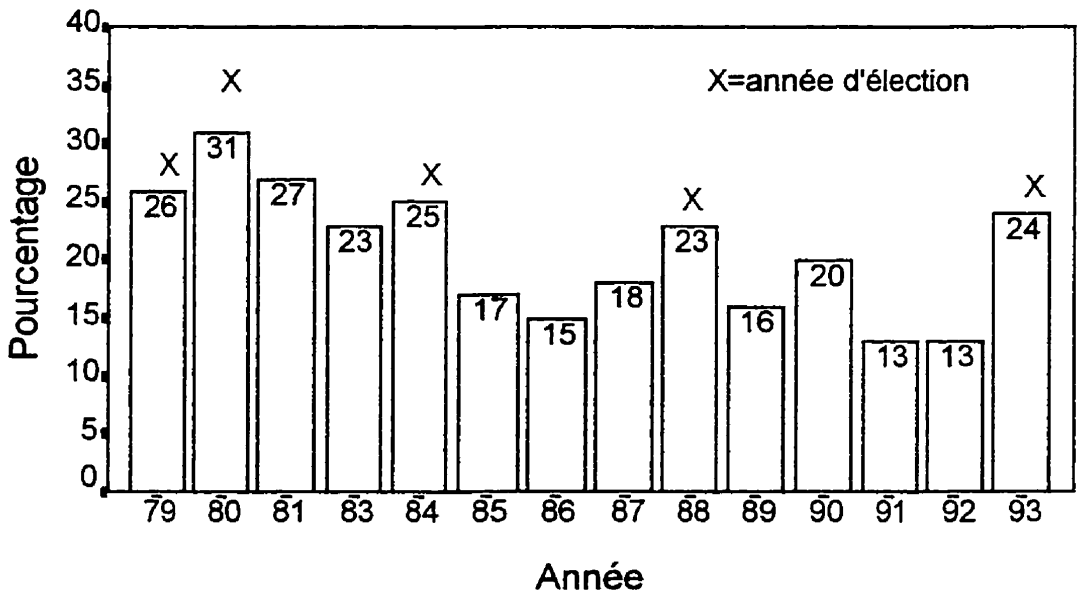
signification des liens qui unissent les partis et les électeurs québécois et canadiens.

Par ailleurs, des données longitudinales recueillies jusqu'au moment des élections de 1993 tendent à suggérer certains changements dans l'intensité de l'identification partisane et dans l'accentuation du phénomène de non identification (Clarke et al. 1996: 61-62). Situant le point de rupture au début des années 80, ces donnés indiquent une tendance à la baisse du pourcentage des électeurs canadiens s'identifiant très fortement à un parti politique conjuguée à une montée de la non identification au sein du même électorat.[58]

[58]La question de savoir jusqu'à quel point l'apparition de deux nouveaux partis fédéraux a contribué à cet affaiblissement des attachements partisans peut être débattue, même si les études disponibles jusqu'à présent ont tendance à montrer que tel n'est pas le cas (Clarke et al. 1996: 60).

Tableau 8

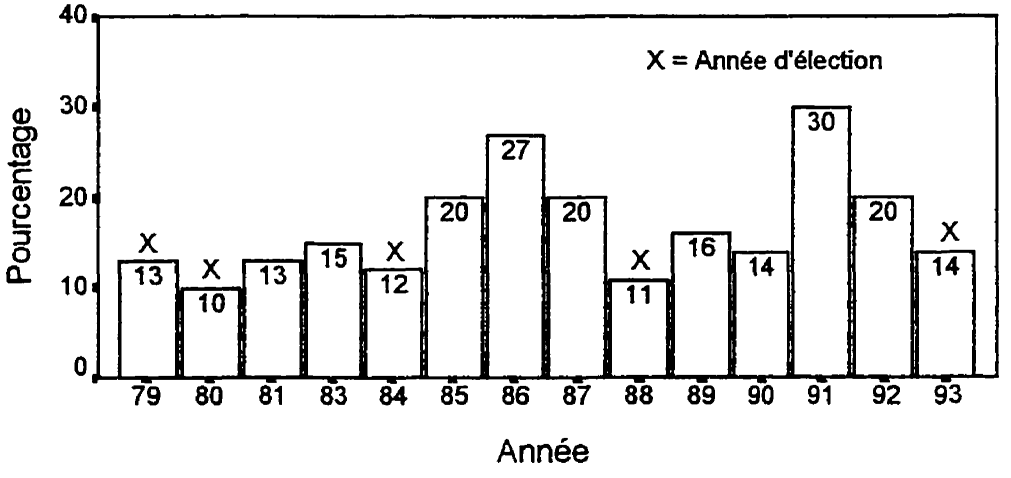
Pourcentage d'électeurs fortement identifiés à un parti, 1979-1993



Source: Clarke et al. 1996: 61.

Tableau 9

Pourcentage d'électeurs non identifiés à un parti, 1979-1993



1979-80-CNES; 1981-QOL; 1983-91, 1993-PSC; 1992-CRS.
Clarke et al. 1996: 61.

> "This pattern, in turn, suggests the presence of a general downward trend in the percentage of very strong identifiers and an upward one in the percentage of non-identifiers. Time series analyses designed to detect such trends confirm their existence" (Clarke et al. 1999: 62).

Comment expliquer cette transformation des attachements partisans (direction et intensité) survenu au début des années 80? Même s'il est difficile de définir le rôle précis des divers facteurs ayant provoqué le bouleversement des anciens alignements partisans au Canada et tout particulièrement au Québec, les recherches nous

conduisent néanmoins à pointer du doigt deux grands types de causes.

7.2.1 Effets générationnels

La première catégorie relève de la théorie générationnelle de l'électorat et tente d'expliquer le changement des attachements partisans par les effets de renouvellement intergénérationnel. Suivant cette approche, l'une des sources de changement dans la distribution et l'intensité des attachements partisans est le remplacement des électeurs les plus âgés par de nouveaux électeurs plus jeunes.

En ce qui concerne l'intensité, Arthur Miller et Warren Miller (1976) ont identifié trois mécanismes générationnels susceptibles de contribuer de façon générale au déclin des attachements partisans. Le premier facteur est lié au fait que de jeunes électeurs non identifiés ont remplacé des électeurs partisans âgés; deuxièmement on suppose que chaque nouvelle cohorte joignant l'électorat est moins partisane; enfin, un recul de l'intensité partisane est également perceptible parmi les électeurs faisant déjà partie de l'électorat, même si cette baisse est moins prononcée que chez les nouveaux électeurs.

Dans le cas du Québec, nous verrons que certaines données tendent à montrer que de telles forces de long terme concourent à expliquer l'émergence d'une nouvelle "génération politique" responsable d'une transformation des alignements partisans perceptible dès la première moitié de la décennie 1980. Ce phénomène n'exclut pas pour autant le jeu simultané d'un processus de conversion de l'électorat déjà constitué comme nous le verrons plus loin, la combinaison des deux phénomènes pouvant rendre compte de l'ampleur de la victoire conservatrice de 1984. A ces deux premiers facteurs, nous ajoutons celui de l'évolution de l'enjeu de l'unité nationale au Canada, dont nous avons discuté précédemment.

Commençons par le facteur générationnel. Une fois de plus, les études portant sur l'impact de cette dimenson sur les liens partisans montrent clairement que la société québécoise peut être considérée comme une société distincte au Canada du point de vue du renouvellement des générations politiques (Johnston 1989:177). Ces résultats plaident fortement en faveur d'un traitement distinct du Québec et du reste du Canada lorsqu'il est question des alignements partisans dans ce pays.

S'appuyant sur des données provenant des enquêtes électorales canadiennes, Johnston (1989) a élaboré divers modèles cherchant à estimer l'effet des variables partisanes et démographiques sur l'intensité et l'orientation partisane au Canada et dans les principales régions du pays. Dans la mesure où ces données ne permettent pas de tirer de conclusions claires quant à l'évolution de l'intensité partisane, concentrons-nous sur les résultats portant sur l'orientation partisane. Conformément au courant théorique dominant dans l'étude des attachements partisans au Canada (Sniderman et al. 1974), soit la volatilité des affiliations partisanes, les résultats indiquent que le renouvellement démographique apparaît, en dehors du Québec, comme une faible source de changement partisan à long terme.

Par contre, l'étude du cas du Québec donne lieu à des résultats fort intéressants. Ces résultats sont particulièrement clairs dans le modèle portant sur l'effet des déterminants générationnels sur les attachements au Parti conservateur. La conclusion formulée par Johnston (1989:168) mérite d'être citée:

> "Les données qui nous en disent le plus long sont cependant celles du Québec (par rapport aux effets de cohorte). Les données relatives aux cohortes reflètent nettement, à défaut de le faire toujours très précisément, la triste histoire du Parti conservateur au Québec. Les cohortes qui ont atteint la majorité électorale entre 1917 et 1953 restent plus profondément étrangères aux Conservateurs qu'aucune autre cohorte antérieure ou postérieure" (Johnston 1989: 168).

Ainsi, il est permis de penser que les électeurs âgés entre 40 et 70 ans au début de la décennie 1970 constituaient une génération très réfractaire au Parti conservateur. Si on peut identifier, au coeur de notre période d'étude, un groupe de Québécois ayant développé une image du Parti conservateur portant le stigmate du parti des Anglais, c'est bien celui que nous venons de signaler.

> "Les événements traumatisants qui ont entouré les deux guerres mondiales semblent en effet avoir affecté, et continuer à affecter, après plusieurs décennies, les préférences des Québécois qui ont atteint la majorité électorale au moment où ces événements survenaient"(Johnston 1989: 177).

Ces données permettent de penser que l'attitude réfractaire ressentie par toute une génération de Québécois envers le Parti progressiste-conservateur est maintenant en perte de vitesse compte tenu du

vieillissement des électeurs les plus touchés par de telles résistances.

Une autre source de changement dans l'équilibre partisan est la propagation graduelle d'une nouvelle sensibilité, qu'on peut définir comme un nouvel éthos favorisant nettement un parti en particulier (Johnston 1989: 179).[59] Les images partisanes peuvent alors jouer un rôle-clé dans la formation de cette sensibilité naissante.

7.2.2 Effets de conversion

Parallèlement à l'influence des facteurs générationnels, il ne faut donc pas exclure un certain impact des forces de conversion sur l'électorat déjà constitué au milieu de la décennie 1980. Cette observation est particulièrement intéressante dans le cas du Québec. Johnston (1989) note tout d'abord qu'un revirement majeur comme celui survenu lors de l'élection fédérale de 1984 n'aurait pu se produire sans la conversion massive des Québécois de tous âges. Mais il reste que les électeurs "qui conservaient, du début de leur âge adulte, le souvenir des événements qui avaient ébranlé le Parti conservateur au Québec, étaient nettement moins susceptibles que les autres d'être

[59] Si de telles forces sont à l'origine d'un réalignement partisan, on parle alors de réalignement séculaire (Key 1959) et non de réalignement critique.

emportés par la vague conservatrice de 1984" (Johnston 1989: 168).

Quels sont les facteurs politiques de long terme qui auraient pu contribuer à ces conversions massives en faveur du Parti conservateur à l'amorce de la décennie 1980? Compte tenu du principal objet d'étude de cette thèse, il est fort intéressant de rappeler la réponse de Johnston (1989) à ce sujet. Il soutient que ces conversions sont possiblement le résultat d'un jugement rétrospectif sur les gouvernements libéraux successifs, effet qu'il décrit comme "l'accumulation de griefs dirigés, en 1984, contre deux décennies quasi-ininterrompus de gouvernement libéral" (Johnston 1989: 178).

L'insistance de l'auteur sur l'aspect cumulatif des griefs n'est pas sans intérêt pour notre propos. Cela peut suggérer l'interprétation suivante. Malgré l'importance des difficultés économiques vécues durant les décennies 1960 et 1970, les électeurs québécois ont appuyé massivement les gouvernements libéraux successifs de cette période, ce qui peut suggérer que leur seuil de tolérance face aux griefs économiques entretenus à l'endroit de leurs dirigeants fédéraux était alors très élevé. Cette tendance à "passer l'éponge" sur les griefs économiques

était sans doute renforcée par le fait qu'une partie importante de cet électorat ne considérait pas le Parti conservateur comme une alternative crédible au gouvernement libéral.

Une maxime populaire veut toutefois que quand la coupe est pleine...elle déborde. L'accumulation des griefs à l'endroit de la performance gouvernementale, notamment dans son volet économique, a probablement induit une saturation au regard de l'attitude complaisante d'accorder à répétition de nouvelles chances au gouvernement sortant. Le double cadenas partisan formé d'un niveau élevé d'identification au Parti libéral et de la présence de fortes images partisanes parmi les clientèles libérales ont sans aucun doute alimenté cette attitude complaisante.

Le trop plein de ces jugements rétrospectifs plus ou moins refoulés, jugements touchant la performance politico-économique du gouvernement, a probablement contribué à favoriser, au début des années 80, une défection massive à l'intérieur des rangs du Parti libéral au bénéfice du Parti progressiste-conservateur, et ce dans tous les groupes d'âge.

Nous serons en mesure de vérifier la plausibilité de cette explication en analysant l'évolution des jugements

rétrospectifs des Québécois par rapport à l'économie. S'il s'avère par exemple que les Québécois n'ont pas été moins nombreux que les autres Canadiens à blâmer les gouvernements libéraux successifs pour leurs difficultés économiques, mais qu'à l'inverse ils ont été plus réticents à leur retirer leur appui même en pareille circonstance, la thèse du seuil de tolérance serait alors compatible avec la mise en veilleuse de la sanction électorale jusqu'au moment du balayage conservateur de 1984. En ce sens, il serait possible de spéculer que les électeurs québécois ont considéré l'élection de 1984 comme une occasion de régler leurs comptes pour les griefs économiques accumulés tout au long du règne libéral.

Nous examinerons maintenant les perceptions économiques sur lesquelles les électeurs ont pu fonder de tels griefs pendant les décennies 1970 et 1980. Nous verrons qu'il peut exister un écart important entre économie objective et économie subjective, de la même façon qu'un grief émis au sujet de la situation économique ne signifie pas pour autant un retrait de l'appui au gouvernement en place.

CHAPITRE 8- ÉCONOMIE OBJECTIVE ET ÉCONOMIE SUBJECTIVE: RECOUPEMENTS ET DIFFÉRENCES

Nous avons décrit dans le chapitre précédent les aspects distinctifs qui ont caractérisé les systèmes partisans du Québec et du reste du Canada dans les dernières décennies. Cette tâche nous a permis de mieux comprendre comment les alignements partisans sont susceptibles de moduler de façon différente l'impact des facteurs de court terme (évaluations économiques) sur les choix électoraux dans chacun des deux électorats considérés.

Ce chapitre nous permettra d'envisager un nouveau facteur pouvant expliquer les différences observées entre les électorats du Québec et du reste du Canada quant à l'influence des facteurs économiques sur le vote. Avant de considérer toute autre hypothèse, on peut se demander si cet écart ne pourrait pas s'expliquer, du moins en partie, par le fait que les électeurs du Québec et du reste du Canada perçoivent différemment les conditions économiques existantes.

8.1 Une économie objective fortement perturbée

Les économies du Canada et du Québec ont connu durant les trois dernières décennies de profonds bouleversements. Pour les citoyens, la manifestation la plus visible de ces nombreux soubresauts a été la volatilité des principaux indicateurs de la performance économique. En effet, les hauts et les bas du chômage et de l'inflation pendant cette période ont fait en sorte que l'économie est devenue au fil des ans l'une des principales préoccupations des citoyens du point de vue de l'agenda des affaires publiques. La population a également assisté, pendant la décennie 1970, à la naissance d'un problème économique inquiétant en raison de sa résistance aux politiques keynésiennes traditionnelles, soit la stagflation. Tous ces facteurs donnent à penser que l'état de l'économie a pu influencer d'une façon ou d'une autre le comportement des électeurs canadiens et québécois depuis les années 1960, ceux-ci étant incités par les fortes variations de la conjoncture à placer dans leur mire électorale la gestion macroéconomique du gouvernement. "Concern with the economy is something that the electorate and the government share", a déjà écrit Helmut Norpoth (1992: 51).

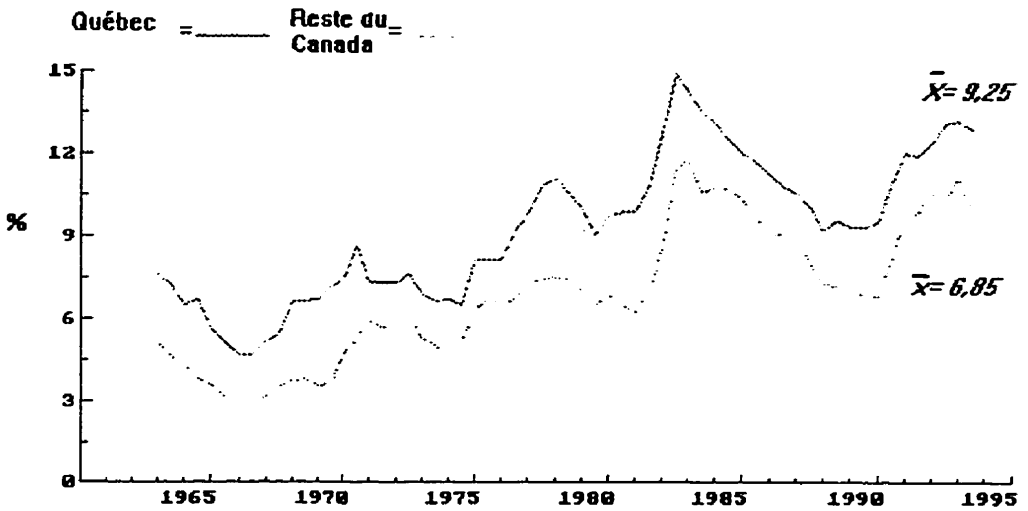
Si on tient compte du fait que l'une des conditions préalables à l'apparition d'un vote dit économique est la présence d'intenses fluctuations dans l'économie (Weatherford 1983), les décennies 1960, 1970 et 1980 satisfont amplement ce premier critère. Toutefois, la première partie de cette thèse nous a montré que la présence de ce seul élément n'était pas suffisante pour amener les électeurs à faire payer les temps économiques difficiles à leurs dirigeants. En effet, si on tient compte en particulier de la faible relation observée entre les fluctuations économiques et l'appui accordé par les Québécois au gouvernement fédéral dans la sous-période 1963-1982, l'examen du comportement de l'économie dite "objective" en tant que principale variable explicative ne permet pas dans tous les cas de dégager l'existence d'un tel lien.

Le graphique suivant illustre ce point de façon encore plus convaincante. Il présente l'évolution du taux de chômage au Québec et dans le reste du Canada pendant la période à l'étude. Selon le diagnostic bien connu (Samuelson et al. 1988: 218), le taux de chômage au Québec durant ces décennies fut généralement le plus élevé de tout le Canada, à l'exception des provinces maritimes. Il ne faut donc pas se surprendre de constater que, dans les trente dernières années, la moyenne du taux de chômage

québécois a dépassé d'environ 2,4 points de pourcentage celui des autres provinces canadiennes considérées dans un seul bloc (9,25 % vs 6,85 %). Notons en particulier les écarts importants entre les deux indicateurs pendant la sous-période 1963-1983, où le taux de chômage atteint à certains moments des sommets records au Québec.

Graphique 15

Taux de chômage, Québec et reste du Canada, 1963-1993



Source: Statistiques Canada, CANSIM, *Eps Québec*, Taux de chômage désaisonnalisé, 15 ans ou plus.

Ces données et nos résultats empiriques sur l'absence de lien conjoncture économique/popularité dans l'électorat du Québec sous le règne libéral suggèrent donc une remarque fondamentale: il ne semble pas exister de lien automatique

et direct entre les conditions économiques objectives et les perceptions des électeurs quant au rôle du gouvernement en ces matières. L'une des raisons invoquées pour expliquer cette apparente contradiction est que l'adéquation est loin d'être parfaite entre les conditions de l'économie et les perceptions que les citoyens développent en lien avec cette situation objective (W.L.Miller, 1989: 155; Norpoth 1992). Cet écart entre économie objective et économie subjective peut être apprécié de plusieurs façons.

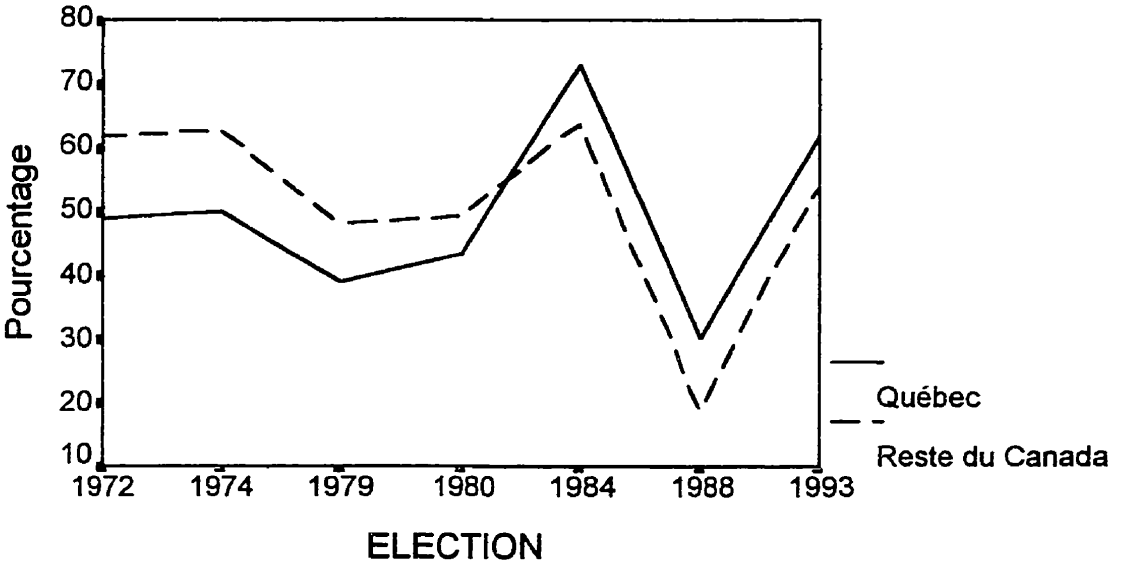
8.2 Jugements sociotropiques

Un premier clivage entre les deux niveaux de réalité est susceptible d'apparaître si on observe l'évolution d'un indicateur mesurant le niveau de préoccupation ressenti par les électeurs en regard des problèmes économiques ("salience"). Depuis les années 1940, on demande aux électeurs canadiens de citer le problème le plus important auquel fait face le Canada. Compte tenu des objectifs spécifiques qui sont les nôtres, nous avons voulu faire ressortir les différences de perceptions des électeurs du Québec et du reste du Canada quant à l'importance accordée aux questions économiques. Puisque des données québécoises n'étaient disponibles qu'à partir de 1972, le graphique suivant porte sur la période 1972-1993. L'indice

économique dont il trace l'évolution a été construit en additionnant les pourcentages d'électeurs ayant cité comme problème le plus important le chômage, l'inflation ou l'économie en général.

Graphique 16

Proportion de l'électorat citant un sujet économique comme problème le plus important du pays, Québec/reste du Canada, 1972-1993



Source: Décima et Canadian Elections Studies

D'abord, ce graphique nous indique que l'économie a pris depuis deux décennies une place fort importante parmi les sujets qui préoccupent le plus les électeurs canadiens et

québécois. De façon générale, entre la moitié et les deux tiers des citoyens canadiens citent une difficulté économique, que ce soit le chômage, l'inflation ou l'état global de l'économie, lorsqu'on leur demande d'identifier le problème le plus important du pays. Le niveau de préoccupation s'est maintenu de façon assez constante tout au long de la période à l'étude, à l'exception d'une baisse importante enregistrée en 1988 au moment où les Canadiens dans leur ensemble affichent un optimisme économique assez remarquable.

L'autre observation intéressante qui se dégage de ce graphique est l'écart séparant la courbe du reste du Canada de celle du Québec. Nous avons rappelé précédemment que le taux de chômage du Québec dépassait généralement de plus de deux points de pourcentage le taux de chômage dans le reste du Canada. On pouvait donc s'attendre à ce que les électeurs québécois, compte tenu d'un taux de chômage frôlant très souvent la barre des 10% dans la province, soient plus préoccupés que les autres Canadiens par la gravité des problèmes économiques. Or, le graphique montre que cette attente ne s'est réalisée qu'entre 1984 et 1993. Dans la sous-période 1972-1980, les électeurs du reste du Canada citent un sujet économique comme problème le plus important dans une proportion plus grande (10 points de pourcentage de plus) que ne le font les électeurs

québécois. Cette observation constitue peut-être un premier indice à considérer lorsque nous aurons à expliquer le changement survenu dans la rationalité économique des électeurs québécois à partir du début des années 80.

Quoi qu'il en soit, l'écart enregistré entre la réalité économique objective et les perceptions, même s'il peut surprendre à première vue, n'est pas un phénomène rare non plus qu'inexplicable. Au Canada, Clarke et Zuk (1987), dans une étude de la fonction de popularité du gouvernement fédéral, ont mis en évidence une telle disparité entre les conditions économiques réelles et les perceptions des électeurs à l'occasion de l'élection de 1979. Lors de cette consultation électorale, le thème de l'unité nationale a relégué au second rang la préoccupation de l'économie malgré des indicateurs en nette détérioration. La disparité apparaît encore plus nette dans le cas du Québec. En 1979, on observe en effet que 31 % des électeurs québécois citent la constitution comme problème le plus important comparativement à 11% chez les électeurs du reste du Canada. Par contre, environ 47% des électeurs hors Québec jugent que l'économie représente le problème le plus important alors que la proportion de Québécois étant du même avis est inférieure

d'environ 10 points de pourcentage. Un tel écart se maintiendra pendant l'année référendaire de 1980. [60]

Butler et Stokes (1975), dans leur étude classique portant sur les élections britanniques, avaient déjà observé un phénomène de cette nature. "What the economy means as a national issue depends on the economic debate between the parties and is capable of changing over time" (Butler et Stokes 1975: 391). Aujourd'hui, on reconnaît de plus en plus que la relation entre l'économie et les électeurs, plutôt que simple et directe, est conditionnée par le contenu du débat politique (Miller 1989: 154).

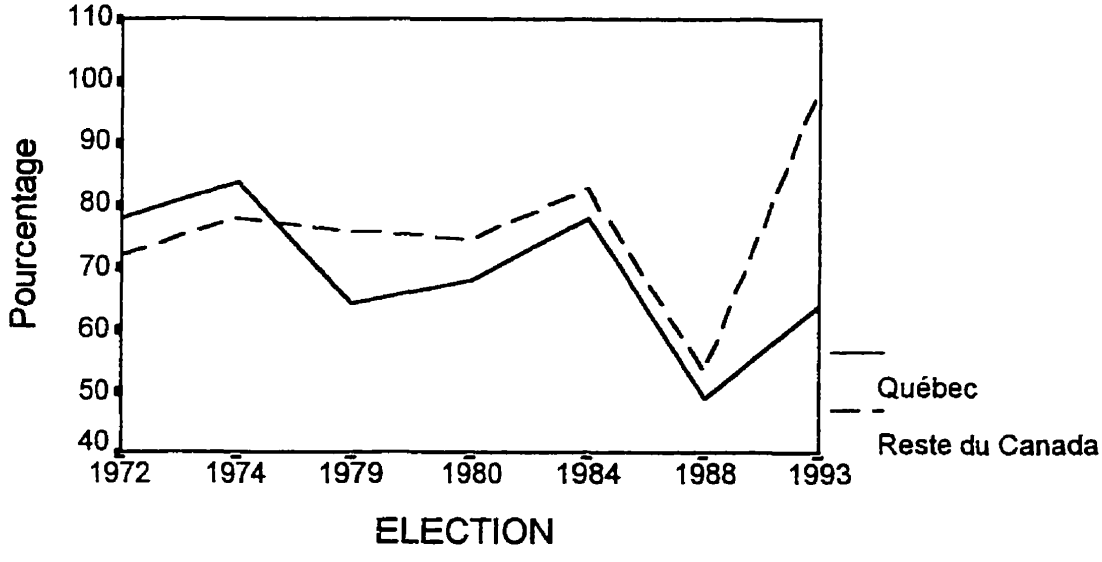
Une indication supplémentaire de l'écart qui peut parfois exister entre l'économie réelle et l'économie subjective nous est révélée par le graphique suivant qui présente le pourcentage d'électeurs, au Québec et dans le reste du Canada, jugeant que l'économie du pays n'est pas en bonne santé. Sauf pour les élections de 1972 et 1974, les électeurs québécois sont un peu moins nombreux que les autres Canadiens à penser que l'économie va mal.

---

[60]Ces données proviennent des sondages Décima réalisés depuis 1980 dans l'ensemble du Canada. Ces données ont été rendues disponbibles via le Centre d'étude de l'opinion publique de l'Université Queen's à Kingston.

Graphique 17

Proportion de l'électorat jugeant que l'économie du pays est en mauvaise santé, Québec/reste du Canada, 1972-1993.



Sources: Décima et Canadian National Elections Studies

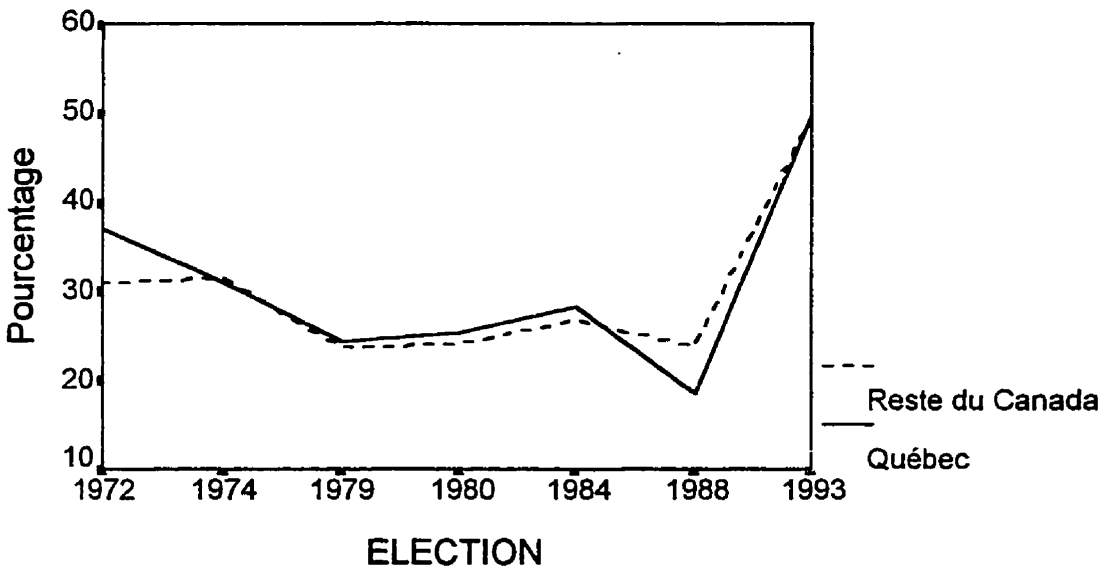
8.3 Évaluations égocentriques

Nous allons maintenant examiner l'évolution des jugements des électeurs du Québec et du reste du Canada au regard de leur propre situation financière (voir graphique 18). De façon générale, la proportion des électeurs qui déclarent une détérioration de leur situation dans l'année précédente varie entre un quart et un tiers de la

population. A l'opposé, entre deux tiers et trois quarts des citoyens jugent que leurs conditions de vie matérielle sont restées les mêmes ou se sont améliorées, cette dernière situation étant le lot d'environ le quart de la population. Pour l'ensemble de la période étudiée, les jugements égocentriques des électeurs ont peu fluctué, à l'exception de la période entourant l'élection de 1993 où les pertes d'emplois massives découlant de la sévère récession qui frappe alors le Canada tout entier semble laisser des traces évidentes sur cet indicateur.

Graphique 18

Proportion de l'électorat pensant que leur situation financière s'est détériorée, Québec/reste du Canada.

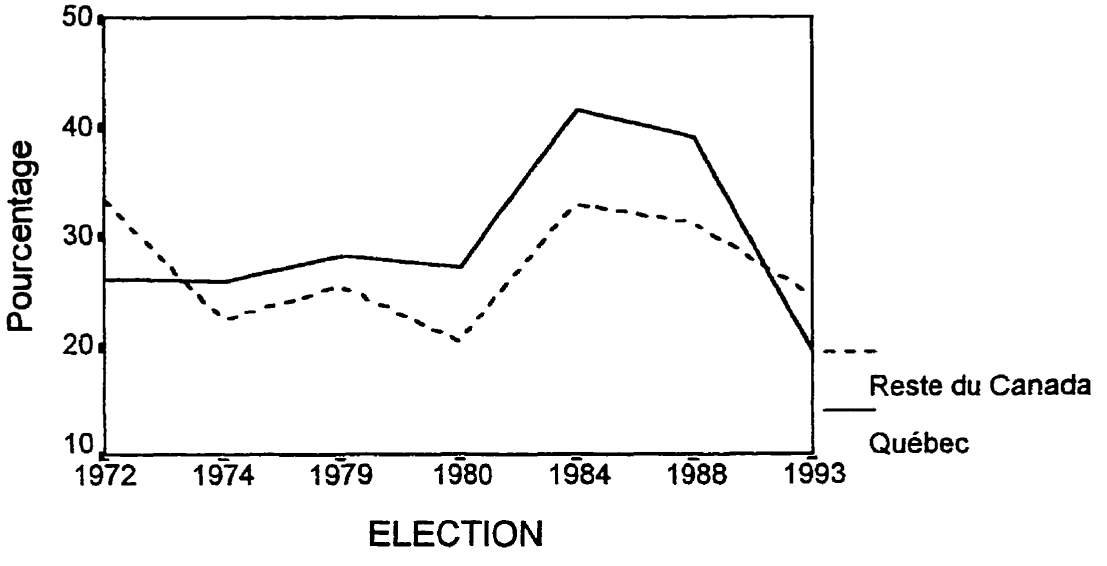


Source: Canadian Elections Studies

Contrairement à ce que nous avons observé dans le cas des jugements sociotropiques, il semble exister peu de différences dans les jugements égocentriques rétrospectifs des Québécois et des autres Canadiens. Par contre, le graphique illustrant l'évolution des jugements égocentriques prospectifs laisse voir certaines différences entre les deux électorats. Sauf pour les années 1972 et 1993, on constate que les Québécois sont plus optimistes que les autres Canadiens dans les projections économiques qu'ils font au sujet de leur propre situation financière. Par exemple, au moment de l'élection de 1984, 33% des électeurs du reste du Canada prévoient une amélioration de leur situation alors que 41% des Québécois sont du même avis. Encore une fois, cette différence souligne de façon frappante le hiatus pouvant exister entre économie objective et perceptions de l'économie.

Graphique 19

Proportion d'électeurs faisant des projections optimistes pour leur propre situation financière, Québec/reste du Canada, 1972-1993.



Source: Canadian Elections Studies

Puisque la différence observée entre les électeurs du Québec et ceux du reste du Canada quant aux attentes économiques ne peut être expliquée par un bilan économique plus favorable pour le Québec, ces données semblent indiquer que les Québécois sont plus optimistes que les autres Canadiens dans leurs prédictions économiques. Cette attitude plus optimiste ne pourrait-elle pas s'expliquer tout simplement par les différences existant dans les attachements partisans au Québec et dans le reste du

Canada? Selon une explication de type rationalisation, on pourrait penser que l'appui inconditionnel d'un grand nombre d'électeurs québécois à l'endroit du gouvernement libéral les porte à se montrer optimistes dans leurs attentes économiques. Le niveau très élevé d'identification au Parti libéral dans l'électorat québécois pourrait alors expliquer la tendance globalement optimiste de l'électorat québécois, du moins pendant l'ère Trudeau. Le tableau suivant nous permet de répondre à cette question. Il présente la distribution des attentes économiques en fonction de l'identification partisane (excluant la catégorie "non identification").

Tableau 10

Attentes économiques des électeurs quant à leur situation financière personnelle (Québec/reste du Canada) (en pourcentages) *

	1972				1974			
	Québec		Reste du Canada		Québec		Reste du Canada	
	LIB.	OPPO.	LIB.	OPPO.	LIB.	OPPO.	LIB.	OPPO.
Va s'améliorer	33	22	41	27	29	21	24	21
Va se détériorer	17	33	11	17	22	32	29	34
gamma	.27		.20		.16		.07	
N	264		736		358		924	

(suite)

	1979				1980			
	Québec		Reste du Canada		Québec		Reste du Canada	
	LIB.	/ OPP.	LIB.	/ OPP.	LIB.	/ OPP.	LIB.	/ OPP.
Va s'améliorer	26	34	27	26	15	26	14	27
Va se détériorer	17	16	28	24	39	19	38	29
gamma	-.12		-.04		-.01		-.21	
N	264		736		201		618	

Source: CNES

* Les catégories intermédiaires non identification et va rester la même ont été exclues de la présentation des données.

Ces données confirment la relation envisagée (lien entre les attentes et l'identification partisane) seulement dans le cas de l'élection de 1972 et plus faiblement dans celui de 1974 au Québec. Dans les deux autres élections (1979 et 1980), la relation est soit faible, soit de direction contraire à celle attendue. En d'autres mots, l'électeur libéral n'est pas nécessairement plus optimiste que l'électeur identifié à un parti d'opposition. On ne peut donc pas expliquer l'attitude plus optimiste des Québécois au plan économique par les différences en ce qui concerne

la distribution de la variable d'identification partisane dans les deux électorats.

Alors comment l'expliquer? On peut se rappeler que certains auteurs ont noté que le recours à l'un ou l'autre des deux types d'évaluations dans la décision électorale (rétrospectif ou prospectif) pouvait dépendre de certaines caractéristiques du système partisan. Par exemple, Clarke et Kornberg (1989) ont émis l'hypothèse que les systèmes fragmentés ou dans lesquels il existe peu de différences entre les partis auraient tendance à encourager les électeurs à fonder leurs décisions sur les évaluations économiques rétrospectives. Par contre, les systèmes partisans fortement différenciés, que ce soit aux niveaux des programmes ou de l'idéologie, amèneraient plutôt les électeurs à formuler des attentes économiques puis à les utiliser de façon conséquente pour guider leurs choix électoraux. Dans cette perspective, on pourrait penser que la forte tendance optimiste observée chez les électeurs québécois contribue d'une façon ou d'une autre à expliquer les choix électoraux. L'analyse multivariée permettra d'évaluer si les attentes économiques ont effectivement une influence sur l'appui des électeurs québécois envers le gouvernement sortant.

8.4 Établir un lien avec la performance gouvernementale

Jusqu'à présent, nos analyses ont porté sur des variables d'évaluations économiques n'établissant aucun lien direct avec la performance gouvernementale. Or, il a été bien démontré que ce type de jugements économiques, même s'il possède une certaine utilité dans l'explication du vote, n'est généralement pas relié de manière très forte aux choix électoraux (Lewis-Beck 1988b:35). Par contre, les jugements économiques complexes, qu'ils soient égocentriques ou sociotropiques, sont susceptibles d'exercer une influence beaucoup plus significative sur le vote (Fiorina 1981).

Nous disposons d'un indicateur de la performance économique gouvernementale pour chacune des élections comprises dans la période 1972-1993. Etant donné que ces jugements sont susceptibles de refléter en partie l'orientation partisane des électeurs, nous allons en examiner la distribution en fonction de l'identification partisane (Parti libéral vs tous les autres partis d'opposition). De façon à mieux faire ressortir les contrastes partisans, les électeurs indépendants sont exclus de ces tableaux.

Le tableau suivant présente la distribution de cette variable dans le reste du Canada.

Tableau 11

Evaluation de l'impact des politiques gouvernementales sur la situation économique personnelle des électeurs (reste du Canada) (en pourcentages)

	1972		1974		1979		1980 *	
	LIB.	**/ OPP.**	**LIB.**	**/ OPP.**	**LIB.**	**/ OPP.**	**CONS.**	**/ OPP.**
Blâme pour une détérioration de la situation	13	15	20	28	19	21	18	23
N'a rien à voir dans le changement ou situation stable	59	76	34	32	30	31	38	31
Donne le crédit pour une amélioration de la situation	28	9	46	40	51	48	44	46
N	736		924		1 878		645	

(suite)

	1984		1988 *		1993 *	
	LIB.	**/ OPP.**	**CONS.**	**/ OPP.**	**CONS.**	**/ OPP.**
Blâme pour dérétioration de la situation	26	35	10	20	33	44
N'a rien à voir dans le changement ou situation stable	28	24	68	72	61	53
Donne le crédit pour une amélioration	46	41	22	8	6	3
N	2 329		3 175		3 705	

* Compte tenu du fait que le gouvernement sortant est alors conservateur, les deux catégories partisanes sont conservateur et opposition. Sources: 1974-80: CNES; 1972:MOR.

De façon générale, entre 20 et 25 % des électeurs blâment le gouvernement pour une détérioration de leur situation financière et 40%, en moyenne, donnent le crédit à leurs dirigeants pour une amélioration. Il reste environ 35% des électeurs qui soutiennent que le gouvernement n'a rien à voir dans l'amélioration ou la détérioration de leur situation ou qui déclarent un statu quo dans leur situation.

Contrairement à ce qu'on aurait pu penser, la distribution de cette variable n'est pas liée de façon très importante aux attachements partisans même si on remarque une propension un peu plus grande au blâme chez les électeurs identifiés à l'un des partis d'opposition et une tendance plus marquée à donner le crédit au gouvernement chez les partisans du parti au pouvoir.

Il ne semble donc pas que l'identification partisane ait eu pour effet de colorer systématiquement les perceptions des électeurs quant à la performance économique gouvernementale, sauf peut-être dans le cas de l'élection de 1972 et dans la période où les électeurs ont exercé leur jugement sur la performance des gouvernements conservateurs (1988 et 1993). Dans le premier cas, la proportion d'électeurs ayant donné le crédit au gouvernement pour une amélioration de leur situation

économique fut beaucoup plus faible que lors des autres élections et a varié de façon importante selon les groupes partisans.

Les évaluations des deux mandats conservateurs (1988 et 1993) présentent également des caractéristiques particulières. D'une part, on remarque que les perceptions varient sensiblement selon les groupes partisans. Mais le point le plus important à souligner est que les Conservateurs semblent avoir récolté très peu de crédit pour les succès économiques perçus comme tels par les électeurs, et ce même en 1988 au moment où une majorité d'électeurs est d'avis que les choses vont bien au plan de l'économie. En 1988, cette réticence à reconnaître la bonne performance économique conservatrice est même perceptible chez les électeurs s'identifiant à ce parti alors que seulement 22% d'entre eux sont d'avis que les politiques du gouvernement ont contribué à leur mieux-être matériel. A l'élection de 1993, la sévère récession fait en sorte que les électeurs sont sans pitié pour leurs gouvernants, et ce, peu importe leur attachement partisan.

Le tableau suivant présente la distribution de la même variable mais cette fois à l'intérieur de l'électorat du Québec.

Tableau 12

Evaluation de l'impact des politiques gouvernementales sur la situation économique personnelle des électeurs (Québec)
(en pourcentages)

	1972		1974		1979		1980 *	
	LIB.	**/ OPP.**	**LIB.**	**/ OPP.**	**LIB.**	**/ OPP.**	**CONS.**	**/ OPP.**
Blâme pour une détérioration de la situation	25	18	32	30	15	21	13	18
N'a rien à voir dans le changement ou situation stable	56	78	32	34	33	32	47	33
Donne le crédit pour une amélioration de la situation	19	4	36	36	52	47	40	49
N	264		358		667		224	

(suite)

	1984		1988 *		1993 *	
	LIB.	/ OPP.	CONS.	/ OPP.	CONS.	/ OPP.
Blâme pour détérioration de la situation	17	23	3	10	27	41
N'a rien à voir dans le changement ou situation stable	32	32	75	77	62	57
Donne le crédit pour une amélioration de la situation	51	45	22	13	11	2
N	696		744		956	

* Compte tenu du fait que le gouvernement sortant est alors conservateur, les deux catégories partisanes sont conservateur et opposition. Sources: CNES.

La distribution de ces évaluations dans l'électorat du Québec ne présente pas de différence significative comparativement à ce que nous avons observé dans le reste du Canada. Généralement, même si les évaluations des électeurs suivent en partie l'orientation partisane, la relation bi-variée entre les deux dimensions (identification partisane et performance gouvernementale) ne semble pas très importante. Les mêmes nuances que celles faites dans le cas des électeurs hors Québec valent toutefois pour les élections de 1972, 1988 et 1993.

En conclusion, nous avons tenté d'identifier des différences marquées dans les perceptions économiques des électeurs québécois et du reste du Canada. D'une part, nous avons constaté que les perceptions ne correspondent pas en tous points aux conditions économiques objectives. Il existe parfois un écart important entre les deux niveaux de réalité.

Il semble que ce soit plutôt la place relative occupée par les enjeux économiques à l'intérieur des préoccupations des électeurs (le problème le plus important) qui ait différé sensiblement dans les deux électorats. En dépit d'une situation économique objective moins favorable au Québec, les Québécois ont cité en moins grand nombre un sujet économique comme problème le plus important entre 1972 et 1980. Cette situation a connu un renversement important à partir du début des années 1980 et jusqu'à la fin de notre période d'étude, alors que la proportion de Québécois citant un problème économique dépassait pour la première fois celle des autres Canadiens. Cette observation intéressante nous amène maintenant à considérer comment les préoccupations et les enjeux jugés importants par les électeurs sont susceptibles d'influencer les choix électoraux individuels.

CHAPITRE 9- ENJEUX ÉCONOMIQUES ET COMPORTEMENT ÉLECTORAL: UN LIEN RÉEL MAIS FLUCTUANT ET DIFFICILE À ÉTABLIR

9.1 L'influence des enjeux: une évolution

Les premiers modèles de vote développés dans le sillage de l'école de Michigan étaient peu enclins à reconnaître l'importance des enjeux dans les choix électoraux (e.g. Campbell et al. 1960; Butler et Stokes 1975). Selon ce courant de littérature, peu d'électeurs remplissent durant les années 1950 les deux conditions nécessaires à la formulation d'un vote en fonction d'un enjeu (Campbell et al. 1960). Ces conditions peuvent être résumées dans les termes suivants: l'électeur doit posséder une opinion suffisamment structurée et stable sur l'enjeu en question et percevoir des différences dans les positions des candidats ou des partis quant à cet enjeu. Même en ce qui concerne les questions les plus importantes d'une élection, les premières recherches ont montré que plusieurs électeurs ne parvenaient pas à franchir la barre des exigences minimales du vote en fonction des enjeux.

Des recherches effectuées dans les décennies suivant les travaux de Campbell et ses collaborateurs ont dégagé des conclusions différentes. Par exemple, RePass (1971) a montré que, dans la mesure où on permet aux électeurs de

se prononcer sur les enjeux qui sont véritablement importants pour eux, on constate qu'ils perçoivent des différences quant aux positions des partis sur ces enjeux et que ces différences peuvent influencer leur vote.

En plus de l'innovation méthodologique introduite par la question ouverte sur l'enjeu le plus important (plutôt que de présenter une liste préétablie), on peut souligner les différences de contexte social et politique entre les années 1950 et les décennies 1960 et 1970, différences qui ont pu influencer la capacité de l'électeur à percevoir les enjeux selon un schéma partisan.

> "Much of the revisionist literature claims that the findings of *The American Voter* are time-bound: that they refer to the relatively tranquil era of the 1950's, in which conflict between the parties and candidates was at a minimum and in which many of the divisive issues of the 1960's and 1970's had not yet emerged" (Asher 1984: 910).

Ainsi, il est maintenant reconnu que l'opinion des électeurs sur certains enjeux clés peut influencer leur vote de façon significative (Repass 1971; Nie et al. 1976; Sarlvik et Crewe 1983). Il apparaît donc que l'importance du vote en fonction des enjeux a augmenté entre les décennies 1950 et 1970, du moins en Grande-Bretagne et aux États-Unis (Franklin 1985; RePass 1971). Cette tendance a même été observée dans le cas canadien. Clarke et al.

(1991:69) ont établi que les enjeux ont pris de plus en plus d'importance dans les élections des deux dernières décennies. "The nation's appetite for issues and its concern about them has, if anything, increased over the last two decades. This trend culminated in the 1988 federal election in which free trade and allied issues dominated most electoral discussion" (Clarke et al. 1991:69).

Ce constat nous incite fortement à considérer l'évolution de l'importance des différents types d'enjeux, notamment ceux de nature économique, dans les élections fédérales comprises dans la période à l'étude. Le but de cet exercice étant de mettre en évidence le climat politique général de chacune de ces élections, nous ne croyons pas utile de distinguer les données en fonction du clivage Québec/reste du Canada.[61]

Le tableau suivant, tiré de l'ouvrage *Absent Mandate: Canadian Electoral Politics in an Era of Restructuring*, illustre les changements dans l'importance accordée à ces enjeux d'une élection à l'autre.[62]

---

[61]De toute façon, un examen rapide des tableaux ventilés selon le clivage Québec/reste du Canada n'a laissé apparaître que peu de différences entre les deux électorats de ce point de vue.

[62]Le sondage réalisé à l'élection de 1972 ne comportait pas de question similaire sur les enjeux électoraux et c'est pourquoi nous n'avons pu inclure les données de cette élection dans le tableau.

Tableau 13

Enjeux considérés comme étant les plus importants par les électeurs, élections de 1974 à 1993

	1974	1979	1980	1984	1988	1993
Enjeux économiques.						
Economie générale	5	11	9	17	2	23
Inflation, coût de la vie, contrôle prix et salaires	46	14	14	2	–	–
Taxes	3	8	3	3	4	2
Dépenses gouv. déficit, budget	3	4	17	12	7	21
Chômage, emploi	3	10	4	36	2	34
Libre-échange	–	–	–	–	88	2
Autres enjeux économiques	3	1	1	3	–	–
Enjeux liés à la Fédération						
Unité nationale, relations inter-gouv., constitution	2	10	7	2	6	3
Bilinguisme, langue	3	3	–	1	–	–
Québec, séparatisme, Référendum	1	15	6	2	–	–

(suite)

	1974	1979	1980	1984	1988	1993
Enjeux de ressources naturelles						
Prix pétrole, politique de l'énergie	2	4	31	1	–	–
Environnement, pollution	–	5	1	1	9	1
Enjeux sociaux						
Logement, santé, pensions, femmes	12	5	2	11	14	5
Autres enjeux						
Politique étrangère, défense	2	2	3	3	1	1
Leadership	6	14	15	8	5	3
Changement, partis, évaluations rétrospectives	1	8	8	14	1	3
Confiance, patronage, gouv.majoritaire, sondages	7	1	4	4	1	4
Autres	3	2	2	4	3	2
Aucun, ne sais pas	30	28	22	25	5	7

Sources: 1974-84-CNES; 1988-CPS; 1993-PSC.
Tiré et adapté de Clarke et al. 1996: 29.

Note: Les pourcentages ont été arrondis. Le total de chaque colonne n'est pas égal à 100% étant donné que certains répondants ont donné plus d'une réponse.

Première remarque suggérée par les données de ce tableau, l'importance accordée par les électeurs aux différents types d'enjeux varie de façon notable d'une élection à l'autre. En effet, tout se déroule comme si les préoccupations des électeurs avaient alterné, d'une élection à l'autre, entre les questions politiques et les enjeux économiques.

Alors que la question de l'inflation est la principale préoccupation des électeurs en 1974 - rappelons-nous que le taux d'inflation amorce au moment de la crise du pétrole de 1973 sa montée en flèche qui le conduira au seuil des 11% en 1974-75 - l'enjeu de l'économie est de retour dans l'agenda électoral de 1979, mais il doit cette fois partager la scène avec le problème du Référendum québécois et donc de l'unité nationale malgré un taux d'inflation tout aussi inquiétant.

Après un court séjour au pouvoir du gouvernement conservateur minoritaire dirigé par Joe Clark, les Canadiens sont conviés une nouvelle fois aux urnes le 18 février 1980. La stratégie des Libéraux consiste alors à diriger l'intérêt des électeurs vers les propositions budgétaires du ministre Crosbie, le débat sur la politique énergétique et la question du leadership. Au terme d'un mandat marqué par l'une des pires crises économiques

depuis la Grande dépression et par des taux de chômage dépassant les douze pour cent, les Libéraux sollicitent en septembre 1984 un nouveau mandat avec à leur tête un chef nouvellement désigné en la personne de John Turner. Exploitant les difficultés économiques vécues par les électeurs canadiens durant les quatre dernières années au moyen du slogan "Jobs, jobs, jobs", les Conservateurs réussissent enfin à recentrer l'attention des électeurs sur l'enjeu de l'emploi.

Après un premier mandat marqué pas une série de scandales retentissants mais également par une conjoncture économique somme toute favorable, le Conservateurs obtiennent une deuxième majorité consécutive lors de l'élection de 1988, dont l'enjeu principal sinon unique fut celui du libre-échange commercial avec les États-Unis. Comme pour boucler la boucle, l'élection fédérale du 25 octobre 1993, qui a eu pour effet de replacer au pouvoir le Parti libéral avec une majorité confortable, a eu comme principal enjeu la question de l'emploi et de l'économie.

Ce va-et-vient rapide dans les enjeux d'une élection à l'autre est considéré par certains chercheurs comme l'un des faits dominants de la politique canadienne dans les dernières décennies.

> "The major feature of the Canadian public's concern with issues in the last two decades has been a propensity to change the important issue from one election to another. In its continuing search for solutions to pressing problems, the electorate has accepted altered issue agendas quite readily" (Clarke et al. 1991: 84).

9.11 Comment les enjeux influencent-ils les résultats électoraux?

L'importance accrue du vote en fonction des enjeux observée ces dernières décennies ne doit pas nous amener à surestimer l'impact de ce type de vote sur les résultats d'une élection donnée. En effet, malgré l'apparition dans les dernières décennies de conditions plus favorables à l'émission d'un vote en fonction des enjeux (Denver 1989: 87), les critères classiques énoncés par Campbell et al. (1960) sont toujours applicables lorsque nous voulons mesurer l'impact de ce type de positionnement sur les résultats électoraux. Rappelons que ces conditions, au niveau individuel, stipulent que les électeurs doivent avoir une opinion sur des enjeux qu'ils considèrent importants, percevoir des différences interpartisanes quant à ces enjeux et identifier un parti dont la position est assez rapprochée de la leur.

Au niveau agrégé, l'impact d'un enjeu sur l'issue d'une élection est donc lié aux exigences suivantes: on doit retrouver dans l'électorat un niveau de préoccupation élevé associé à cet enjeu, des opinions tranchées sur cet enjeu ainsi qu'une distribution des opinions favorisant de façon nette l'une des options partisanes en présence. Par conséquent, il est facile de conclure que de telles conditions ne sont pas présentes pour tous les enjeux dans chacune des élections. En faisant un survol des enjeux qui ont marqué chacune des sept élections fédérales à l'étude, nous serons à même de constater que les enjeux économiques, malgré l'importance qu'ils prennent parfois au niveau individuel, n'ont pas nécessairement un impact décisif au plan électoral.

9.2 1972: une économie en difficulté et un chef en perte de vitesse

Au début des années 1970, la popularité du gouvernement Trudeau est à la remorque d'événements politiques marquants. A l'automne de 1970, la Crise d'Octobre avait eu pour effet de gonfler la popularité du gouvernement sous l'influence d'un mouvement de ralliement autour des autorités fédérales. Toutefois, quelques mois plus tard, l'échec de la Conférence de Victoria (août 1971) allait provoquer un effet contraire en minant la crédibilité de

la formation politique reconnue comme le parti de l'unité nationale, particulièrement au Québec.

Mais une conjoncture économique de plus en plus difficile (chômage à 7,1%, le plus élevé en 15 ans; taux d'inflation à 5,3%, le niveau le plus élevé en 20 ans) allait faire en sorte de ramener l'économie au coeur des préoccupations de l'électorat. Le 30 octobre 1972, les électeurs servent un sévère avertissement au gouvernement Trudeau en le réélisant d'extrême justesse avec 109 députés (107 conservateurs; 31 néo-démocrates; 15 créditistes et 2 indépendants). Combinée à la dégradation de l'image de Pierre Elliott Trudeau dans l'électorat, la publication de statistiques économiques désastreuses en pleine campagne électorale explique en grande partie cette quasi-défaite libérale. Le Parti libéral parvient toutefois à restreindre l'ampleur de la punition en limitant les dégâts au Québec, où le vote libéral est en recul de seulement 4 points par rapport à l'élection de 1968 (54 vs 50), comparé à une perte de neuf points en Ontario (47 vs 38).

9.3 1974: les électeurs et l'inflation

La campagne électorale de l'élection de 1974 fut largement dominée par les questions économiques et en particulier

par le problème de l'inflation. On aurait pu s'attendre à ce que la grande préoccupation des électeurs vis-à-vis la montée des taux d'inflation nuise de façon significative au gouvernement libéral sortant. Tel ne fut pourtant pas le cas (Clarke et al. 1991: 135). C'est que l'une des conditions préalables à l'apparition de conséquences électorales était absente, à savoir qu'aucun des partis en lice ne parvint à attirer vers lui un grand nombre d'électeurs favorables à ses propres orientations en cette matière. Ce facteur a sans doute été renforcé par le fait que le Parti progressiste-conservateur proposa aux citoyens un programme de lutte contre l'inflation qui était loin de faire l'unanimité dans l'électorat, à savoir un programme de contrôle des prix et des salaires.

Si on regarde maintenant l'impact électoral des leaders, la supériorité libérale en ce domaine fut encore une fois un facteur non négligeable dans l'issue de l'élection, même si les effets du leadership ne furent pas aussi importants que lors de l'élection fédérale de 1968 alors que la Trudeaumanie battait son plein (Clarke et al. 1991: 136).

9.4 1979: une réorientation de la politique économique?

La campagne électorale de 1979 n'a pas permis de centrer l'attention des électeurs sur un seul enjeu dominant, comme ce fut le cas à l'élection de 1974. En effet, aucun des enjeux jugés importants par les électeurs ne fut mentionné par plus de 15% de l'électorat (Clarke et al. 1991: 139). Tandis que le Parti conservateur tentait d'orienter le débat public vers le bilan économique du gouvernement libéral, ce dernier souhaitait débattre des questions d'unité nationale et de leadership, plus susceptibles de lui assurer une domination sur le parti tory obligé de composer avec un chef inexpérimenté et très peu charismatique, Joe Clark.

Le résultat mitigé de l'élection, c'est-à-dire un gouvernement conservateur minoritaire, refléta le succès partiel de chacun des partis dans son domaine de prédilection, l'économie pour les Conservateurs, l'unité nationale et le leadership pour les Libéraux. De plus, les Libéraux ne manquèrent pas de profiter à nouveau de leur avantage considérable en matière de leadership, la préférence de l'électorat pour Pierre Elliott Trudeau étant particulièrement marquée au Québec, qui augmenta de

huit points son appui au Parti libéral par rapport à l'élection de 1974.

9.5 1980: l'unité nationale reprend le dessus sur l'économie

Certaines des décisions prises par le gouvernement Clark pendant son court séjour au pouvoir en 1979-80 (budget Crosbie, taxe sur l'essence, privatisation de Pétro-Canada) ainsi que la question plus globale de la politique énergétique canadienne furent au coeur de la consultation électorale du 18 février 1980. Encore une fois, l'impact électoral du vote en fonction des enjeux fut plutôt réduit en raison de l'incapacité des partis à se ménager un quelconque avantage sur l'un ou l'autre des enjeux en question (Clarke et al. 1991: 143).

Le seul enjeu vraiment détermimant au plan électoral fut celui associé aux chefs, qui résulta en un rejet sans équivoque du leadership de Clark au profit de celui incarné par Trudeau. Une fois de plus, le Québec fut particulièrement sensible à cette influence si on en juge par l'appui de 62% des électeurs québécois accordé au Parti libéral lors de cette élection.

9.6 1984: "Jobs, jobs, jobs"

L'élection du 4 septembre 1984 eut lieu au lendemain de la pire récession qu'ait connu le Canada depuis la Grande Dépression. Il ne faut donc pas se surprendre que les questions économiques, particulièrement le problème du chômage, aient été au centre du débat électoral déclenché par le nouveau chef du Parti libéral et premier ministre désigné, John Turner. De leur côté, les Conservateurs ont également à leur tête un nouveau chef, Brian Mulroney, dont la popularité se situe à des niveaux jamais atteints par les chefs tories des deux dernières décennies, particulièrement dans l'électorat du Québec.

En procédant à la réforme constitutionnelle de 1982, le gouvernement de Pierre Elliott Trudeau avait le sentiment de clore une fois pour toutes le débat de l'unité nationale. Cette interprétation fut au moins valable pour l'élection de 1984, qui se tint quelques mois seulement après le départ du Premier ministre Trudeau.

Bien que les électeurs interprétèrent alors les difficultés économiques de multiples façons (taux de chômage élevé, faiblesse de la croissance économique, dépenses gouvernementales incontrôlées), une impression se répandit dans toutes les couches de l'électorat et dans

toutes les régions du pays. Le gouvernement libéral, usé par tant d'années au pouvoir, n'était plus en mesure de relancer l'économie sur la voie de la prospérité. D'autant plus que le nouveau chef du Parti libéral, peu populaire malgré son arrivée récente à l'avant-scène politique, n'a pas vraiment réussi à se démarquer de l'ancien régime.

A l'inverse, les Conservateurs parviennent à convaincre l'électorat dans son ensemble "that they would get the economy moving again, and would work to create employment" (Clarke et al. 1991: 144).

Le leadership semble toutefois représenter une préoccupation moins importante pour les électeurs à l'élection de 1984, aucune des personnalités impliquées dans la course n'ayant atteint un statut similaire à celui que pouvait revendiquer un Pierre Elliott Trudeau (LeDuc 1990: 106). De plus, leur style de leadership semble recourir davantage à l'approche consensuelle qu'à la controverse, ce qui rend plus difficile la formation d'opinions plus tranchées à l'endroit des chefs.

En conclusion, on peut dire que les Conservateurs ont réussi, en 1984, à accomplir avec l'enjeu de l'économie ce qu'ils n'avaient pu faire en 1974 avec la question de l'inflation.

> "The ability of a party to link itself to a particular issue or set of issues in the mind of the electorate has been a crucial element of party political strategy in most recent election campaigns. Thus, the Conservatives' emphasis on unemployment in 1984 was intended as an indictment of the Liberals' economic record, much as inflation had been in 1974" (LeDuc 1990: 107).

9.7 1988: l'élection du libre-échange

L'élection fédérale de 1988 a souvent été présentée comme l'élection du libre-échange. Dans une enquête réalisée suite à l'élection d'un second gouvernement conservateur majoritaire, près de 90% des électeurs ont cité le libre-échange comme l'enjeu le plus important de l'élection, un niveau jamais atteint auparavant par ce type de mesure de la principale préoccupation électorale (Kornberg et Clarke 1992: 202). Toutefois, la question de savoir si cet enjeu a constitué un facteur déterminant dans l'issue de cette élection n'est pas aussi claire (e.g. Frizzel 1990; Clarke et al. 1991; Johnston et al. 1992).

S'il ne fait aucun doute que le libre-échange a été considéré par la grande majorité des électeurs comme l'enjeu le plus important de la campagne (Johnston 1992: 142; Kornberg et Clarke 1992: 202), il n'est pas certain qu'on puisse expliquer la victoire conservatrice par

l'effet de cet enjeu compte tenu de la distribution fort partagée des opinions entre partisans et opposants.

Pour les Conservateurs, il semble que le principal bénéfice électoral du positionnement sur l'enjeu du libre-échange ait été de retenir les électeurs ayant appuyé le PC à l'élection de 1984 (Clarke et al. 1991: 144). Par contre, parmi les électeurs ayant modifié leur choix électoral entre les deux élections, il semble bien que la position anti-libre-échange des Libéraux ait eu plus de succès que la position conservatrice pour attirer ces électeurs "en mouvement ".

Quoi qu'il en soit, ces résultats sont une autre démonstration éloquente que l'importance accordée à un enjeu n'est pas synonyme d'impact électoral.

> "Although free trade was the issue, its status as a position issue meant that its impact on party support depended heavily on the distribution of public opinion and the dynamics thereof. Also, because free trade was a prospectively oriented issue, its long-term effects on the country's economy, society and polity were uncertain and, hence, open to debate" (Kornberg et Clarke 1992: 204).

Enfin, sur la question du leadership, les Conservateurs ont bénéficié d'un certain avantage, même si cet enjeu n'apparaît plus en mesure d'influencer le vote autant que

par le passé étant donné l'attitude plus sceptique des électeurs envers les chefs (Pammet 1990: 131). L'avantage des Conservateurs s'explique en grande partie par la faiblesse du leadership libéral de John Turner plutôt que par la popularité de Mulroney lui-même (Kornberg et Clarke 1992: 207).

9.8 1993: le retour de la préoccupation de l'emploi

Invités à porter un jugement sur la performance conservatrice des neuf dernières années, les électeurs canadiens ont prononcé le 25 octobre 1993 une sanction sévère et sans appel: jamais dans l'histoire des élections fédérales un parti au pouvoir ne s'était vu infliger une défaite aussi cuisante, passant de 43% des votes et 169 députés, à seulement 16% de l'appui populaire et deux députés.

Divers facteurs ont été avancés afin d'expliquer cet effondrement. On cite notamment l'impopularité extrême d'un gouvernement usé par deux mandats consécutifs, deux échecs constitutionnels retentissants, une campagne électorale maladroite menée sous la conduite d'un chef inexpérimenté ainsi que l'arrivée sur la scène fédérale de deux nouveaux partis (Nadeau, Guérin et Martin 1995). Toutefois, un élément à ne pas négliger est la profonde

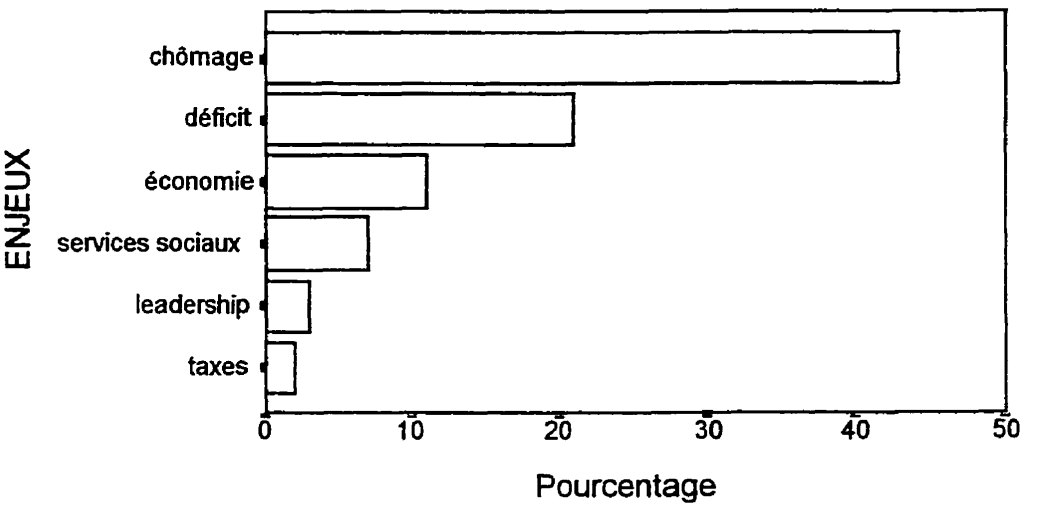
récession économique qui frappe alors le Canada depuis le début des années 1990. Avec la montée en flèche du taux de chômage qui atteint quasiment les niveaux records de 1982, la morosité des Canadiens au plan économique est à son zénith. Au début de 1993, environ 50% de la population du pays croit que sa propre situation économique s'est détériorée et les projections quant à l'avenir ne sont guère plus reluisantes.

Lorsqu'interrogés dans les sondages pendant la campagne, les électeurs canadiens citent le chômage et la création d'emplois comme les enjeux les plus importants de cette élection. Les Libéraux exploitent cette préoccupation des électeurs en intégrant à leur programme (défini dans le fameux livre rouge) le projet des infrastructures. La réduction du déficit, sujet de prédilection des politiciens conservateurs, ne parvient pas à se faufiler au coeur de l'agenda des électeurs, sauf parmi les tranches les plus à droite de cet électorat, qui de toute façon se laissent tenter par les appels du Reform Party. Au Québec, le Bloc québécois fait une percée significative en enfourchant le cheval de bataille de la souveraineté, une option rendue plus attrayante suite aux échecs répétés des politiques de réforme constitutionnelle.

Graphique 20

Enjeux de la campagne électorale de 1993, Canada,

18 au 20 octobre 1993



Source: The Reid Report, vol. 8, oct. 1993.

Fait important, l'élection de 1993 confirme la tendance déjà amorcée dans les élections précédentes quant à la dégradation de l'image des chefs dans l'électorat et de l'affaiblissement de leur impact sur les choix électoraux individuels. Le phénomène que certains auteurs ont désigné comme étant "the demise of leadership" (Clarke et al. 1996: 142) contribue de façon indirecte à rehausser l'importance des enjeux de court terme dans les choix

électoraux, notamment par le biais des évaluations de la performance économique des élus.

Nous examinerons dans le prochain chapitre de quelle façon ce type d'évaluations peut intervenir dans la micro-décision électorale lorsque nous considérons l'effet concomitant des déterminants politiques du vote.

CHAPITRE 10- L'ANALYSE EMPIRIQUE: L'INTERACTION DES DÉTERMINANTS ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES DANS LA DÉCISION ÉLECTORALE

10.1 Les mécanismes de la décision électorale individuelle

Ayant situé le contexte et les enjeux propres à chacune des sept élections fédérales ayant eu lieu depuis 1972, nous abordons maintenant le coeur de notre démonstration, qui porte essentiellement sur les micro-mécanismes de la décision électorale. Plusieurs questions doivent être résolues pour permettre une meilleure compréhension de l'enchaînement des facteurs débouchant sur la décision électorale. Premièrement, nous nous interrogerons sur le poids relatif des divers types de facteurs dans le processus décisionnel. Cette interrogation nous amènera à proposer certaines règles élémentaires de décision électorale qui permettront de mieux comprendre le choix final résultant de la combinaison des facteurs politiques et économiques.

Mais avant de considérer cette question plus complexe, nous tenterons d'évaluer l'importance que prennent généralement les déterminants politiques dans les choix

électoraux individuels des citoyens du pays. Nous verrons que le poids des variables politiques dans la décision électorale est fort important, comme nous l'indiquent les analyses cherchant à mesurer l'effet des préférences partisanes et des évaluations des chefs sur le vote.

10.1.1 Le poids des divers types de déterminants: les évaluations des chefs et des partis

Dans les démocraties libérales contemporaines, on reconnaît le rôle majeur des images véhiculées par les chefs de partis en tant que facteurs de court terme susceptibles d'influencer suffisamment le comportement électoral (Clarke et Stewart 1985). Ce rôle a été mis en évidence par plusieurs études réalisées dans divers contextes nationaux, que ce soit en Australie (Aitkin 1977), aux États-Unis (Campbell et al. 1960), au Canada (Clarke et al. 1979), ou plus récemment en Grande-Bretagne (Crewe 1983, cité dans Clarke et Stewart 1985).

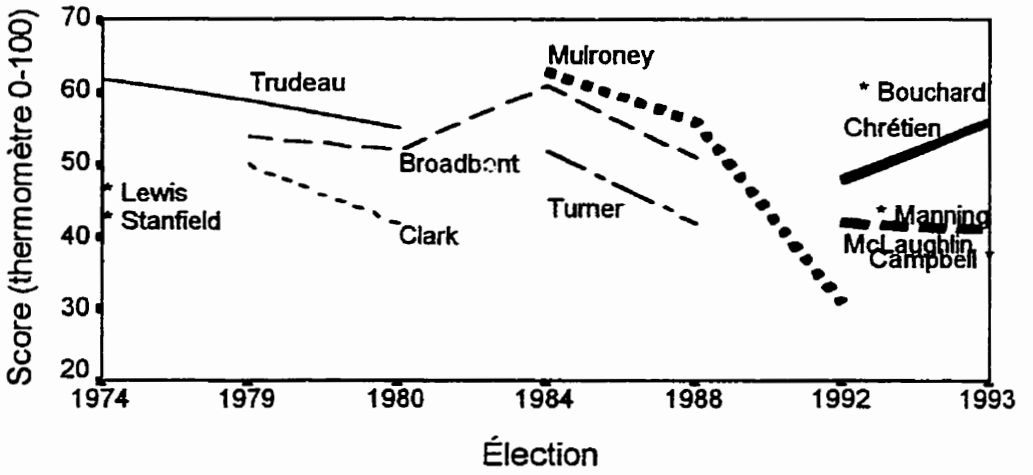
Dans le cas canadien, il a été suggéré que la façon traditionnelle qu'ont les partis de conduire les campagnes électorales, c'est-à-dire selon une approche de type "courtage" politique ("brokerage"), peut contribuer à favoriser un rôle accru des leaders dans la détermination

des choix électoraux (Schwartz 1967; Brodie et Jenson 1990, cité par Kornberg et Clarke 1992).

Durant la plus grande partie de l'ère Trudeau (1968-1984), cette approche des campagnes électorales a favorisé de façon très nette les Libéraux en raison de l'avantage marqué que possédait leur chef comparativement aux leaders des principaux partis politiques canadiens (Kornberg et Clarke 1992: 207). Cette situation a changé du tout au tout avec le départ de Trudeau et son remplacement par John Turner qui, avec Joe Clark, partage le triste exploit d'avoir débuté sa carrière de chef de parti au niveau de popularité le plus bas pour un nouveau leader. Le graphique suivant montre l'évolution de la popularité des différents chefs de partis fédéraux de 1974 à 1993.

Graphique 21

Popularité des chefs de partis canadiens, 1974-1993



Source: Clarke et al. 1996: 77.
1974-80-CNES; 1984, 1988, 1993-PSC; 1992-CRS.

Il est souvent difficile de départager les effets respectifs du leadership et des enjeux sur les choix électoraux. Il peut arriver par exemple que la position d'un électeur sur un enjeu ne soit en fait que la rationalisation d'un choix arrêté en fonction de son attachement partisan ou de l'évaluation très favorable qu'il fait de son chef. D'un autre côté, il se peut que la perception que développe un électeur par rapport aux mérites d'un chef de parti soit le résultat des positions prises par ce chef sur un enjeu particulièrement important pour l'électeur. Plusieurs études ont toutefois montré que

la direction causale la plus fréquente entre ces variables part des évaluations des chefs vers les autres facteurs de court terme du choix électoral (Converse et Markus 1984; Kelley et Mirer 1974).

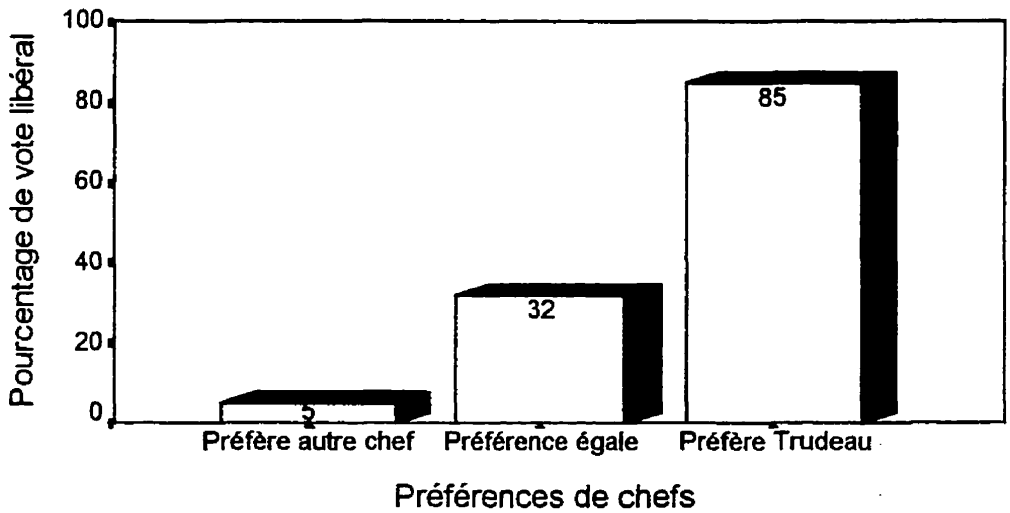
Il est toutefois difficile d'évaluer de façon exacte l'impact électoral du leadership. Dans leur étude classique du cas britannique, Butler et Stokes (1975, chap. 17) ont comparé les attitudes des électeurs à l'endroit des partis aux préférences exprimées envers les chefs. Ainsi, ils ont analysé le cas de figure de l'électeur favorable à un parti mais préférant le leader d'un autre parti. Dans ce groupe d'électeurs, un certain nombre d'entre eux choisissent alors d'appuyer le parti du chef préféré. Toutefois, les attitudes envers les partis continuent d'être le facteur décisif chez le plus grand nombre de ces électeurs. Il existe cependant une situation où le facteur leadership est en mesure d'influencer un nombre accru d'électeurs, et ce malgré les préférences partisanes. Cette situation est celle où il existe un déséquilibre marqué dans la popularité des deux principaux leaders rivaux.

De plus, on reconnaît généralement que c'est lorsque les électeurs adoptent des attitudes de neutralité envers les partis que l'impact des leaders sur le vote risque d'être

le plus important. Dans le cas canadien, des études ont montré que les attitudes envers les chefs pouvaient avoir de puissants effets sur le comportement électoral. Par exemple, lors de l'élection de 1980, Clarke et al. (1991: 106) ont examiné l'effet du leadership sur le vote après contrôle des préférences partisanes. Chez les électeurs qui préfèrent le Parti libéral de façon au moins égale aux autres partis, la tendance à voter libéral augmente de façon significative à mesure que s'accroît la préférence envers le chef libéral. Par exemple, parmi les électeurs qui préfèrent un autre chef que le chef libéral, la proportion de ceux qui décident de voter libéral est de seulement 5%. Lorsque les chefs sont évalués de façon égale, la proportion monte à 32%. Enfin, chez les électeurs qui préfèrent le chef libéral, 85% d'entre eux appuieront le Parti libéral.

Graphique 22

Vote libéral selon les préférences de chefs, 1980
(parmi les électeurs ayant au moins une préférence égale pour le Parti libéral)



Source: Clarke et al. 1991: 106.

Nous avons voulu comparer dans nos électorats du Québec et du reste du Canada l'influence des préférences quant aux chefs sur les choix électoraux. Pour ce faire, nous avons utilisé l'approche de Clarke et al. (1991:106) en mesurant cet effet à l'intérieur d'un groupe d'électeurs ayant des préférences neutres ou positives face au Parti libéral. Le tableau suivant présente les niveaux d'appui recueilli par le Parti libéral selon les préférences de chefs (un seul échantillon regroupant les données des élections de 1972, 1974 et 1979).

Tableau 14

Vote libéral selon les préférences de chefs, Québec/reste du Canada, (électeurs ayant des préférences neutres ou positives face au parti libéral) 1972, 1974, 1979

	Québec			Reste du Canada		
	% vote pour le parti sortant	% vote contre	n	% vote pour le parti sortant	% vote contre	n
Préfère le chef de l'opposition	18	82	77	11	89	427
Neutralité face aux chefs	72	28	177	62	38	432
Préfère le chef libéral	86	14	794	81	19	1368
	79	21	1047	64	36	2227

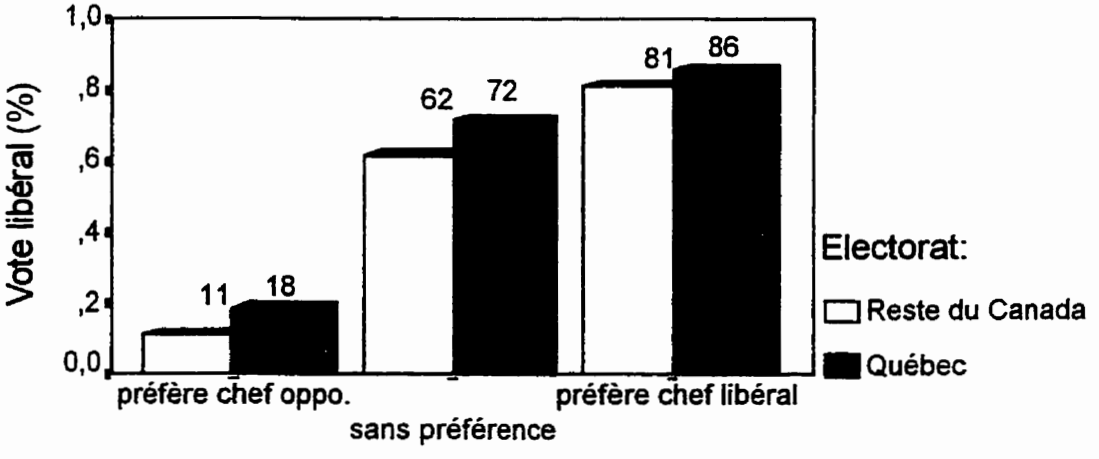
Source: 1974-79:CNES; 1972: MOR.

Ce tableau montre l'effet puissant des préférences de chefs sur le vote, et ce autant dans le reste du Canada qu'au Québec. Par exemple, seulement 18% des électeurs québécois neutres ou favorables au Parti libéral mais qui préfèraient le chef de l'opposition ont appuyé le gouvernement sortant lors des élections de 1972, 1974 et 1979. Cette proportion est multipliée par quatre lorsque l'électeur n'a pas vraiment de préférence quant au leader

qui ferait selon lui le meilleur chef de gouvernement (voir graphique suivant).

Graphique 23

Vote libéral en fonction des préférences de chefs (%)
(électeurs neutres ou favorables au Parti libéral)
1972, 1974, 1979.



Source: Analyses de l'auteur, Canadian National Elections Studies, 1974, 1979; 1972: Market Opinion R.

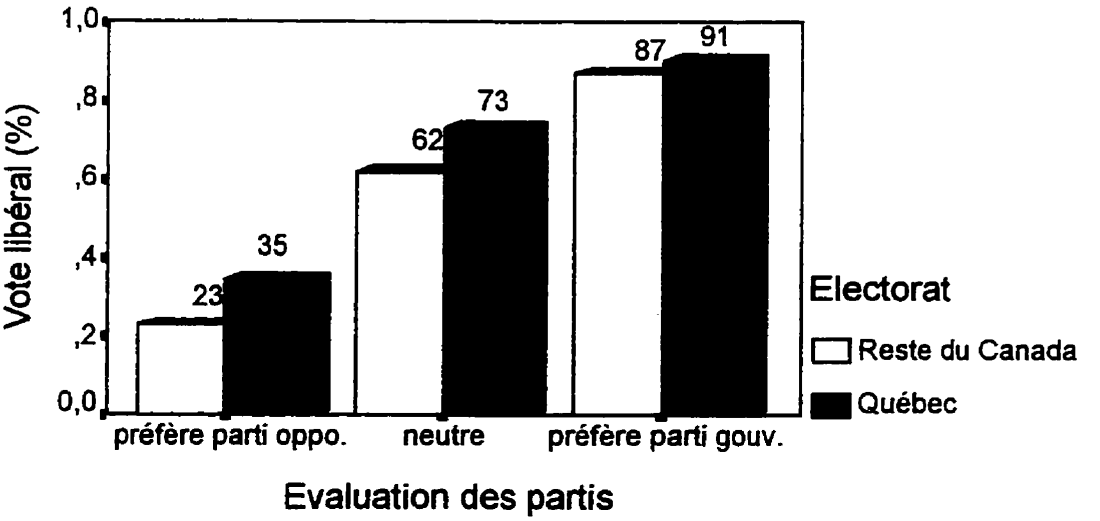
Dans le reste du Canada, encore moins d'électeurs qu'au Québec ont voté pour le parti gouvernemental (libéral) lorsqu'ils n'appréciaient pas le chef (11%). Le fait que 18% des électeurs québécois neutres ou favorables vis-à-vis les politiques du Parti libéral mais n'appréciant pas

le chef Pierre Elliott Trudeau aient quand même accordé leur appui au Parti libéral est une autre indication de l'attrait particulier exercé par ce parti au Québec et la résistance équivalente ressentie par nombre d'électeurs à l'endroit du Parti progressiste-conservateur.

Examinons maintenant l'impact des préférences partisanes sur les choix électoraux. Le graphique suivant illustre cette influence après contrôle des préférences quant aux chefs.

Graphique 24

Vote libéral selon les préférences de partis (électeurs neutres ou favorables au chef libéral), Québec/reste du Canada, 1972, 1974, 1979.



Source: Analyses de l'auteur,CNES 1974, 1979.
1972: Market Opinion Research.

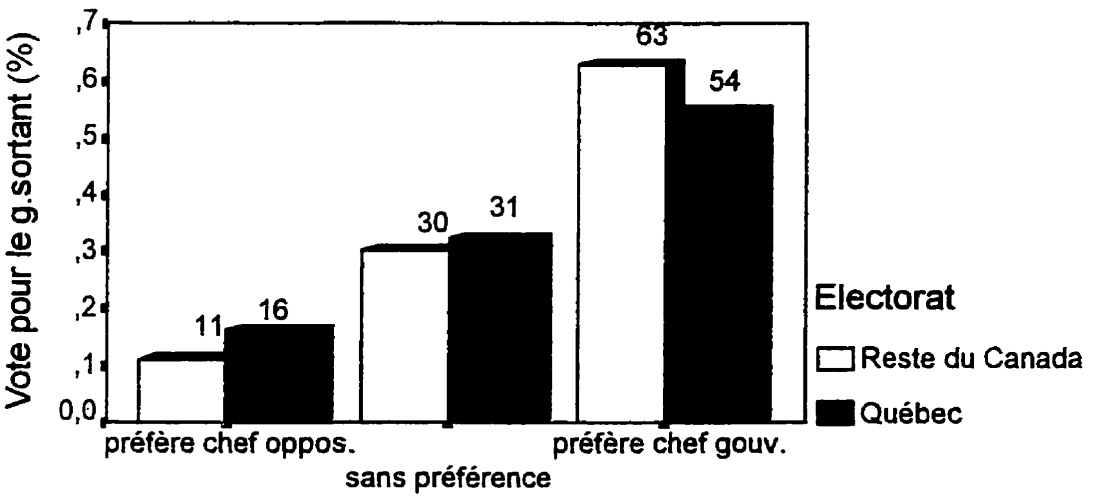
On constate que les préférences quant aux partis ont eu également un impact puissant sur le vote des électeurs du Québec et du reste du Canada durant la période 1972-1980. Toutefois, cet impact semble un peu plus modeste que dans le cas des préférences de chefs puisque le niveau inférieur du vote libéral (i.e. dans la catégorie "plus proche d'un autre parti") est environ deux fois plus important que dans le cas précédent, et ce autant au

Québec que dans le reste du Canada. Ceci signifie que pour un niveau de préférence équivalent (i.e. neutre ou positif), l'effet néfaste d'un chef mal aimé semble plus important que l'effet dommageable que peut représenter un jugement défavorable envers ce même parti.

Les deux graphiques suivants portent également sur l'impact des préférences de chefs et de partis sur l'appui au gouvernement en place, mais cette fois dans les trois élections de la période 1984-1993. Même si l'influence de ces variables apparaît toujours significative, elle semble toutefois de moindre importance comparativement à la période Trudeau.

Graphique 25

Vote libéral selon les préférences de chefs (%), Québec/reste du Canada, 1984-1993.



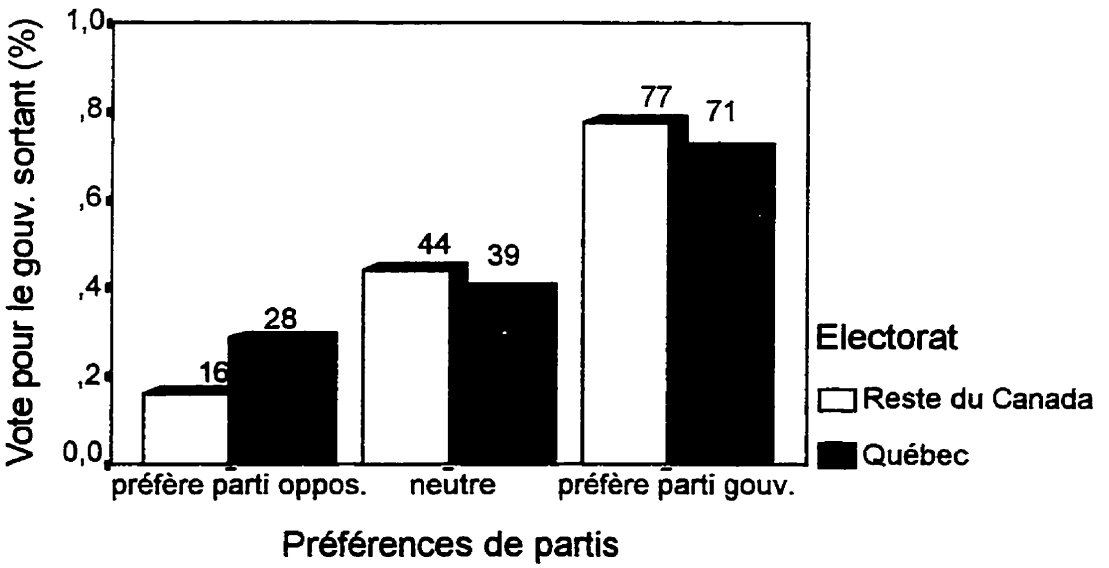
Source: Analyses de l'auteur. CNES 1984, 1988, 1993.

Graphique 26

Vote libéral selon les préférences de partis,

Québec/reste du Canada,

1984-1993.



Analyses de l'auteur, CNES 1984, 1988, 1993.

En conclusion, on peut retenir que les effets du leadership sur le vote, même s'ils sont généralement importants, peuvent varier selon les contextes électoraux et partisans. Ils sont particulièrement marqués lorsqu'il existe de fortes différences dans la popularité des chefs en présence, par exemple durant l'ère Trudeau au Canada.

Enfin, les effets du leadership et des enjeux sont souvent interreliés et c'est pourquoi il n'est pas toujours facile d'isoler l'impact respectif de chacune de ces deux influences de court terme sur le vote.

10.1.2 Une règle de décision électorale: combiner les déterminants politiques et économiques

Pour mieux comprendre les micro-mécanismes de la décision électorale, il faut d'abord s'interroger sur le poids respectif des divers types de déterminants dans les choix électoraux. Suivant Lewis-Beck (1988b: 159), les évaluations économiques n'ont pas un poids équivalent à l'identification partisane dans les choix électoraux individuels, "but it occupies a middle ground in terms of importance, somewhere between partisan identification and current issues" (Lewis-Beck 1988b: 159). Cette proposition signifie que les évaluations économiques auraient en général moins de poids que les préférences partisanes de base, mais qu'elles dépasseraient en importance les autres types d'enjeux faisant partie du débat électoral.

Suivant cette conception et la démonstration quant à l'effet puissant des préférences de partis et de chefs sur le vote, il est raisonnable de postuler que les électeurs, lorsqu'ils doivent faire le choix d'appuyer ou non le

parti sortant, font jouer dans un premier temps leurs préférences partisanes avant de considérer de quelconques variables économiques de court terme dans leur décision électorale. Cette règle nous conduit à la proposition suivante: les considérations économiques vont surtout intervenir dans les choix des individus chez qui le poids des facteurs politiques n'a pas encore permis de trancher la décision électorale.

Si nous posons que les évaluations des partis et les jugements sur les chefs sont les deux variables clés intervenant dans la décision électorale, nous pouvons représenter cette décision par une matrice en deux dimensions comprenant neuf cellules (voir tableau 17). A l'instar de Kelley (1983: 11), nous posons la règle suivante:

- l'électeur place dans la balance ce qu'il aime et ce qu'il n'aime pas au sujet des principaux candidats et partis en lice. L'électeur accorde à chaque préférence (ou attitude négative) un poids égal dans sa délibération. Enfin, il vote pour le candidat qui recueille, au net, le plus grand nombre d'attitudes favorables. S'il n'y a pas de candidat répondant à ce dernier critère, la décision est considérée nulle. C'est alors que d'autres considérations peuvent

intervenir pour faire pencher la balance, par exemple, dans le cas qui nous intéresse, les jugements économiques de court terme. [63]

Chaque cellule de cette matrice contient la somme de chaque combinaison possible avec, entre parenthèses, le résultat probable de la décision électorale (0: contre le gouvernement sortant; 1: pour le gouvernement; 0,5: ambivalence avec un penchant vers le gouvernement; -0,5: ambivalence avec un penchant contre le gouvernement; ?: résultat non prévisible en raison d'une neutralité dans les attitudes).

[63]Les évaluations des partis étant fortement corrélées avec les variables d'attachement partisan (r moyen de .60), il n'est pas utile de considérer les deux variables dans les règles de choix électoral de notre modèle. C'est pourquoi nous pouvons considérer, après l'obtention d'un score nul en ce qui regarde la somme des préférences de partis et de chefs, que l'électeur se tournera vers les considérations économiques.

Tableau 15

Matrice de vote à deux dimensions

Evaluation du chef du gouvernement

Evaluation du parti gouvernemental		**positive** (1)	**neutre** (0)	**négative** (-1)
	positive (1)	① 2 vote (1)	② 1 vote (0,5)	③ 0 vote (?)
	neutre (0)	④ 1 vote (0,5)	⑤ 0 vote (?)	⑥ -1 vote (-0,5)
	négative(-1)	⑦ 0 vote (?)	⑧ -1 vote (-0,5)	⑨ -2 vote (0)

Ainsi, ce modèle de vote simple stipule que la concordance entre les deux facteurs (cellules 1 et 9) conduit à un choix électoral quasi déterminé (2 ou -2) soit à l'encontre du gouvernement sortant, soit en faveur de ce dernier. Dans notre échantillon d'électeurs du reste du Canada(1972-1980), cette règle se vérifie aisément. En effet, 98% des électeurs se situant dans la cellule (positive-positive) ont voté pour le gouvernement. A l'inverse, chez ceux affichant une attitude négative sur

les deux dimensions, le vote en faveur du gouvernement est d'environ 10%.

La situation est moins claire lorsque les deux facteurs de vote ne sont pas concordants. Deux cas de figure sont alors possibles: soit que les deux attitudes sont diamétralement opposées et alors nous avons un résultat nul (cellules 3 et 7) ou bien les deux attitudes sont neutres pour un résultat semblable (cellule 5); soit que la somme des deux attitudes donne un résultat non nul favorisant légèrement l'une ou l'autre option (cellules 2, 4, 6, 8). Si la règle de vote énoncée précédemment est exacte, nous devrions nous intéresser de façon particulière aux électeurs se situant sur la diagonale de la matrice de vote, soit ceux affichant un résultat nul en termes de préférences de partis et de chefs. On pourrait alors penser que c'est à l'intérieur de ce groupe d'électeurs que d'autres considérations sont susceptibles d'intervenir le plus intensément dans la décision électorale.

Si cela est exact, les "champions" du vote économique devraient se retrouver dans le groupe des électeurs ayant comme principale caractéristique de présenter un bilan nul en termes de préférences quant aux partis et aux chefs. Une telle disponibilité partisane fera en sorte que ces

électeurs seront ouverts au jeu des considérations économiques pour guider leur choix électoral. Nous avons voulu tester cette hypothèse dans l'électorat du reste du Canada (où nous avons observé un vote économique) en mesurant l'association entre les divers jugements sur la performance économique et le vote, tout en prenant soin de contrôler les préférences partisanes et les évaluations des leaders. Pour ce faire, nous reprenons la matrice de vote mais cette fois en y incluant des mesures d'association (gamma) entre les évaluations économiques (impact de l'action gouvernementale sur le changement de revenu personnel) et le vote.

Tableau 16

Degré de vote économique,
en fonction des préférences des électeurs (partis et chefs)
Reste du Canada
(1972, 1974, 1979, 1980)

	Préfère le chef du gouvernement	Aucune préférence quant au chef	Préfère le chef de l'opposition
	①	②	③
Préfère le parti gouvernemental	-.03	.22	24
	④	⑤	⑥
Aucune préférence de parti	-.24	.20	.21
	⑦	⑧	⑨
Préfère un parti de l'opposition	.26	.09	.00

Source: 1974-80:CNES; 1972: MOR.

Conformément à nos attentes, le vote économique est absent chez les électeurs des cellules 1 et 9 (gammas =-.03 et .00), traduisant l'absence de vote économique à l'intérieur de ces groupes partisans. Par contre, on retrouve un vote économique chez les électeurs des cellules 2 et 6, qui ont comme particularité d'être sans préférence sur l'une des deux dimensions. Le gamma négatif (-.24) dans la cellule 4 montre à l'évidence que les électeurs de ce groupe n'ont pas voté en fonction de l'économie puisque la relation attendue est de signe positif. Mais la conclusion la plus intéressante à tirer de ce tableau vient de l'examen de la fameuse ligne diagonale, où nous retrouvons une forte association entre les jugements économiques et le vote chez les trois groupes d'électeurs concernés (cellule 3, 5 et 7). Ainsi, notre proposition selon laquelle moins les préférences partisanes (partis et chefs) sont définies chez un électeur donné et plus les considérations économiques peuvent influencer son vote est bien attestée par les données du tableau 18. En conservant ce modèle de vote à l'esprit, nous allons maintenant nous tourner vers l'électorat du Québec pour tenter d'élucider l'absence de vote économique durant l'ère Trudeau.

Le tableau 17 nous présente les statistiques (gammas) sur le degré d'association entre les jugements économiques et le vote selon les préférences de partis et de chefs.

Tableau 17

**Degré de vote économique,
en fonction des préférences des électeurs (partis et chefs)
Québec
(1972, 1974, 1979, 1980)**

	Préfère le chef du gouvernement	Aucune préférence quant au chef	Préfère le chef de l'opposition
Préfère le parti gouvernemental	.02	-.43	.13
Aucune préférence de parti	-.04	-.39	-.11
Préfère un parti de l'opposition	.05	.27	.10

Source: 1974-80-CNES; 1972: MOR.

Notons d'abord la faiblesse et/ou le signe négatif de plusieurs coefficients de ce tableau sur le vote économique au Québec. Les électeurs des cellules 1 et 9, comme dans le reste du Canada, montrent un faible vote économique. Le point le plus important réside toutefois dans l'absence de vote économique dans la diagonale de la matrice, i.e. chez les électeurs affichant un résultat nul quant aux préférences de partis et de chefs.

Il est intéressant de se demander ce qui a inspiré le vote de ces électeurs puisqu'en situation de résultat nul quant aux préférences partisanes, ils n'ont pas eu recours aux évaluations économiques pour guider leur choix électoral. Pour répondre à cette question, commençons par examiner le partage du vote dans chacun des groupes de la matrice. Pour ce faire, nous avons construit un tableau montrant la répartition du vote selon les préférences de partis et de chefs. Nous avons choisi de ne pas inclure les données de l'élection de 1980 étant donné le court mandat de neuf mois du gouvernement Clark, une situation qui se prête mal à l'analyse d'un vote qui aurait pu être guidé par des évaluations des politiques gouvernementales en lien avec le bien-être économique des électeurs considéré dans un horizon rétrospectif d'au moins un an. Malgré tout, nous avons quand même jugé bon de vérifier nos résultats en incluant les données de l'élection de 1980. Cette variante ne change en rien les principales conclusions que nous pouvons tirer du tableau 18.

Pour chacun des groupes caractérisés selon leurs préférences de partis et de chefs, ce tableau contient les pourcentages du vote en faveur ou non du gouvernement sortant. La dernière colonne est l'écart de l'appui favorisant le gouvernement entre les deux électorats. Les deux colonnes du centre indiquent dans quelles catégories d'électeurs nous retrouvons un vote économique. Les flèches obliques ↗ situent les groupes de la diagonale de notre matrice de vote.

Tableau 18

Répartition du vote (%) (pour ou contre le gouvernement sortant) dans chacune des catégories de la matrice, 1972-74-79.

	Reste du Canada		Vote économique?		Québec		Ecart Q/RC
Préfère le parti au pouvoir	**Pour**	**Contre**			**Pour**	**Contre**	
préfère le chef du gouvernement	89	11	non	non	93	7	+4
pas de préférence de chef	79	21	non	oui	81	19	+2
préfère le ↗chef de l'opposition	41	59	oui	non	50	50	+9
Pas de préférence de parti							
préfère le chef du gouvernement	70	30	oui	non	77	23	+7
pas de ↗préférence de chef	34	66	oui	non	48	52	+14
préfère le chef de l'opposition	8	92	non	non	14	86	+6
Préfère un parti d'opposition							
préfère le ↗chef du gouvernement	26	74	oui	non	35	65	+9
pas de préférence de chef	15	84	oui	non	29	71	+14
préfère le chef de l'opposition	2	98	non	non	3	97	+1
Tous les électeurs	59	41	oui	non	67	32	+8

↗ correspond aux groupes de la diagonale de la matrice de vote

Source: 1974, 1979-CNES; 1972-MOR.

Ce tableau nous permet d'abord de constater que durant la période à l'étude, le niveau d'appui aux gouvernements sortants (toujours libéral) a été plus important au Québec que dans le reste du Canada. C'est ce que nous indique le chiffre 8 au bas du tableau 18, qui est la différence globale dans le niveau d'appui accordé au gouvernement par les électeurs du Québec et ceux du reste du Canada lors des élections de 1972, 1974 et 1979. Si cette première observation n'est pas très surprenante, un deuxième constat est nettement plus intéressant en regard de notre propos.

Il s'agit de la distribution particulière des écarts Québec/reste du Canada dans l'appui au gouvernement, selon les groupes partisans. Cette distribution semble indiquer que les écarts les plus importants favorisant le parti gouvernemental se concentrent dans les groupes qui, dans le reste du Canada, ont présenté le niveau de vote économique le plus fort. Il s'agit des groupes marqués ↗ (+9, +14, +9) en plus du groupe "préfère parti d'opposition/neutralité sur le chef" (+14)(qui présentait également un vote économique dans le reste du Canada). Dans ces groupes, l'écart Québec/reste du Canada dans le niveau d'appui au parti gouvernemental dépasse l'écart moyen de 8%.

Ces résultats tendent à montrer que la plus grande partie du surcroît d'appui obtenu, au Québec, par le gouvernement libéral sortant dans les élections de 1972, 1974 et 1979 a été concentrée chez les électeurs les plus susceptibles de générer un vote économique, soit ceux affichant un bilan nul en ce qui concerne les préférences de partis et de chefs. Or, les gains anormalement importants du Parti libéral auprès de cette clientèle tendent à montrer que plusieurs électeurs, théoriquement disponibles pour acheminer un vote économique, ont finalement choisi en grand nombre d'accorder leur appui au Parti libéral. Nous avons vu que ce choix final a été effectué sans considération pour les jugements économiques du type de ceux que nous avons évalué dans nos modèles de vote (voir les gammas de la matrice de vote des électeurs québécois).

Comment expliquer un tel comportement chez ces groupes d'électeurs québécois? Car rappelons-nous que les électeurs de la diagonale (matrice de vote) ont comme caractéristiques d'avoir des préférences différentes et opposées (somme nulle) quant au parti et au chef, ou de n'afficher aucune préférence sur les deux dimensions. Mais s'ils avaient été véritablement neutres dans leur orientation partisane (et supposons que les évaluations économiques n'aient pas joué dans leur cas), n'aurait-on

pas dû observer, dans ces groupes, un écart Québec/reste du Canada relativement constant d'environ 8% quant à l'appui accordé au parti gouvernemental? Pourquoi le Parti libéral a-t-il réussi à gruger une part encore plus grande d'appuis électoraux justement dans cette tranche d'électeurs supposément neutres?

Un certain nombre d'explications sont possibles. L'une d'elles consiste à soutenir que le Parti libéral a tiré profit d'un avantage marqué par rapport à d'autres facteurs ou enjeux électoraux qui ont fini par faire pencher la plupart des électeurs dits "neutres" vers le parti gouvernemental. Toutefois, cette explication est peu plausible pour la raison suivante. Compte tenu du fait que notre variable de préférence quant au parti tient compte des deux enjeux considérés par chaque électeur comme les plus importants (et les partis les plus près de la position de l'électeur sur ces enjeux) et que notre analyse intègre également les préférences quant aux principaux chefs en présence, il est improbable que notre démarche ait pu laisser passer des enjeux ayant eu un impact aussi systématique sur le vote des électeurs dits neutres.

La seconde explication nous est fournie par la théorie des images partisanes. Rappelons-nous que cette théorie

stipule que les électeurs entretiennent avec les partis des rapports qui dépassent le niveau du simple attachement partisan tel qu'entendu dans son acception classique. En effet, le rôle des partis dans certains événements historiques majeurs a pour effet de produire, dans l'opinion publique, certaines associations durables entre ces partis et les intérêts ou enjeux défendus ou mis de l'avant par eux lors de ces débats politiques marquants.

Ceci revient à dire qu'une formation partisane peut réussir à s'approprier le monopole d'un enjeu en particulier, au point où cette question devient alors la marque de commerce privilégiée de ce parti aux yeux d'un grand nombre d'électeurs. On ne parle plus ici d'enjeu au sens strict du terme puisque l'électeur n'a pas à trancher entre des politiques concrètes visant à résoudre un problème précis. L'enjeu s'élève plutôt à la dimension d'image partisane, au sens où un parti devient le parti de la prospérité, le parti de la paix ou le parti des Canadiens français. Rappelons-nous également que les images partisanes peuvent être souvent cristallisées dans la personne du leader, d'où l'étroite association observée fréquemment entre les images des partis et les images des chefs.

Or, nous avons vu précédemment que les images partisanes étaient relativement fortes dans l'électorat québécois dans les années 1970, en particulier les images associées au Parti libéral et à la présence d'un chef canadien français à sa tête. Nous avons constaté que ces images favorisaient de façon très nette le Parti libéral par rapport au Parti conservateur. Etant donné la force des images libérales dans l'électorat québécois, on peut donc penser qu'une préférence déclarée à l'endroit du Parti libéral, qu'elle soit orientée vers le chef ou le parti lui-même, comporte quelque chose de plus qu'une simple préférence pour un autre parti.

Revenons maintenant aux électeurs des groupes de la diagonale. Dans deux groupes sur trois, ceux-ci ont comme caractéristique de préférer soit le chef du Parti libéral, soit ce même parti. Toutefois, nous savons également que leurs préférences partisanes ne sont pas complètement concordantes parce qu'en même temps, ils préfèrent un parti d'opposition relativement à la seconde dimension. Par exemple, il peut s'agir d'un électeur qui aime Pierre Elliott Trudeau mais qui préfère les politiques économiques du Parti conservateur. Ou d'un électeur qui aime bien l'orientation social-démocrate du Parti libéral sans toutefois apprécier le leadership de Trudeau pour diverses raisons.

Dans ces deux cas de figure, nous avons observé une tendance accrue des électeurs québécois à choisir en bout de ligne le Parti libéral, ce qui laisse supposer que l'attraction exercée par ce parti auprès de ces clientèles est plus fort que certaines résistances apparemment existantes. Nous pensons que cette attrait spécial peut s'expliquer précisément par les fortes images partisanes associées au Parti libéral dans plusieurs tranches de l'électorat québécois, images qui laissent une place fort limitée à toute autre considération qui pourrait venir modifier l'influence de cette attraction, par exemple un quelconque jugement sur la performance économique des dirigeants telle qu'évaluée à travers l'impact des politiques gouvernementales sur la situation financière personnelle des électeurs. Cette hypothèse d'un impact supplémentaire des images partisanes sur le vote sera évaluée de façon empirique dans la section suivante.

10.2 L'effet des images partisanes sur le vote: un impact substantiel dans l'électorat québécois

Il est possible de mesurer l'importance qu'accordent les électeurs aux images partisanes en leur demandant ce qu'ils aiment ou n'aiment pas à propos de chacun des partis. Ces questions sont généralement ouvertes, aucun

choix de réponse n'étant suggéré par l'interviewer ou le questionnaire. Par exemple, on demande à chaque répondant de nommer un élément du Parti libéral qu'il n'aime pas, cette question étant reprise une deuxième fois pour une possibilité de deux éléments défavorables. Ensuite, on demande au même répondant d'identifier deux aspects qu'il aime dans le même parti. On fait de même pour chacun des principaux partis en lice. En comptabilisant le nombre d'éléments favorables et défavorables à chaque parti, il est possible de construire un indice des images partisanes qui permet de traduire l'orientation et la force de ces images pour chacun des électeurs.

Dans le cas où nous avons deux principaux partis en présence, le nombre maximal de réponses qu'un électeur peut fournir est de huit (deux choses qu'il aime et deux qu'il n'aime pas dans le cas du Parti libéral; deux choses qu'il apprécie et deux qu'il n'apprécie pas dans le cas du Parti progressiste-conservateur). Le répondant a le choix de ne fournir aucun élément qu'il aime ou qu'il n'aime pas dans un parti. Pour construire un indice des images partisanes, il suffit d'additionner toutes les réponses d'un même électeur en accordant un point pour une réponse favorable au Parti libéral ou une réponse défavorable au Parti conservateur, puis enlever un point pour un élément défavorable au Parti libéral ou favorable au Parti

conservateur. Cet indice prend alors des valeurs comprises entre -4 et 4: la position neutre est caractérisée par la faiblesse des images partisanes, les chiffres positifs sont associés aux images libérales et les négatifs aux images conservatrices. Ainsi, un score de 4 sur cet indice traduirait la présence de très fortes images partisanes libérales chez l'électeur.

Nous avons mesuré un tel indice pour les électeurs du Québec et pour ceux du reste du Canada en utilisant le sondage électoral de 1979. Le tableau 21 présente la moyenne de ces indices dans chacun des groupes partisans du Québec et du reste du Canada.

Tableau 19

Distribution des images partisanes selon les groupes d'électeurs (classés en fonction de leur identification partisane) (Québec/resteCanada), 1979.

	Québec		Reste du Canada	
	Score images partisanes	**n**	**Score images partisanes**	**n**
Libéral	1.42	263	1.08	437
PC	-.94	39	-1.59	498
Autres partis	.57	54	-.09	188
Non identifié	.23	52	-.32	122
NSP	.50	36	-.44	82
Tous	.89	444	-.31	1229

Source: CNES 1979.

Les deux colonnes "score" sont les indices d'images partisanes moyens calculés pour chacun des groupes partisans. Les scores peuvent être facilement interprétés. Les signes positifs réfèrent à des images partisanes libérales tandis que les chiffres négatifs correspondent à des images partisanes conservatrices. La force de ces indices est proportionnelle à la force des images partisanes. Globalement, nous observons que les images partisanes sont nettement plus fortes chez les électeurs

du Québec (.89, orientation libérale) que chez ceux du reste du Canada (-.31, orientation conservatrice). Rappelons que ces images peuvent référer à différentes dimensions comme le leadership, l'idéologie, les politiques, le style des partis et des chefs, etc.

Par exemple, les électeurs libéraux du Québec ont un score de 1.42, ce qui signifie qu'ils ont déclaré chacun en moyenne environ un élément positif et demi en faveur du Parti libéral ou bien 1,42 aspect qu'ils n'apprécient pas au sein du Parti conservateur (ou une combinaison des deux donnant 1,42). Il est intéressant de comparer cet indice moyen à celui obtenu par les électeurs libéraux du reste du Canada, qui est de 1.08, un score significativement plus faible.

Chez les Conservateurs du Québec et du reste du Canada, la situation se trouve inversée. En effet, les électeurs conservateurs du Québec ont des images partisanes plus faibles que celles qui caractérisent les conservateurs du reste du Canada (-.94 vs -1.59). De la même façon, on constate que le vote de ces deux groupes d'électeurs en faveur du parti sortant correspond à ce qu'on a observé dans le cas des électeurs libéraux. Alors que 8% des Conservateurs du Québec accordent leur appui au gouvernement libéral, seulement 1,3% font de même dans le

reste du Canada. En tenant compte de la distribution particulière des identifications partisanes dans l'électorat du Québec en 1979 (au Québec, libéral = 59%; PC= 9%; dans le reste du Canada, libéral = 35%; PC=40%) et de la combinaison d'images partisanes fortes chez les électeurs libéraux et faibles chez les conservateurs, il est facile de constater qu'une proportion importante du vote, chez les électeurs québécois, est plus ou moins "figée" par une structuration des images et des attachements partisans nettement à l'avantage des Libéraux.

Notons également que les électeurs québécois qui se disent identifiés à un autre parti que les deux principales formations politiques fédérales ont quand même un certain penchant pour le parti libéral (.57) tandis que le même groupe d'électeurs dans le reste du Canada présentent une très faible structuration de leurs images partisanes (-09) avantageant très légèrement le Parti progressiste-conservateur. Cependant, ce penchant plus important en faveur du Parti libéral s'est traduit en termes de vote par un avantage plutôt modeste en faveur du Parti libéral (7% contre 5%). Par contre, il semble se cacher parmi les électeurs québécois disant ne pas savoir s'ils sont proches ou non d'un parti fédéral des électeurs assez

favorables au Parti libéral puisque 50% d'entre eux ont appuyé le gouvernement libéral en 1979.

Il a été montré ailleurs que la force des images partisanes pouvait avoir une influence significative sur les choix électoraux, après contôle des principaux déterminants du vote (Trilling 1976). Nous avons voulu mesurer l'ampleur de cet impact en faisant ressortir l'effet des images partisanes sur le pourcentage de vote recueilli par le parti au pouvoir lors de l'élection de 1979. Nous avons choisi de tester leur impact électoral en adoptant l'approche qui consiste à le mesurer à l'intérieur d'un groupe d'électeurs ayant déjà des préférences libérales bien nettes quant au chef et aux politiques du parti. Au moyen de ce test exigeant, nous serons en mesure d'évaluer si la présence d'images partisanes fortes ajoute quelque chose de plus à l'impact des attachements partisans tels que mesurés traditionnellement. Le tableau 20 compare l'impact électoral des images partisanes des électeurs québécois et canadiens ayant de nettes préférences pour le Parti libéral.

On peut y voir premièrement que les images partisanes ont, dans chacun des deux électorats, un effet relativement important sur le niveau d'appui accordé au gouvernement

libéral sortant. Cet impact est toutefois plus important chez les Libéraux du Québec, comme l'indique la statistique gamma au bas du tableau.

Tableau 20

Vote libéral selon la force des images partisanes (électeurs préférant le parti et le chef libéral) Québec/reste du Canada, 1979.

Indice d'images partisanes	Québec	Reste du Canada
0	69	61
1	80	67
2	86	75
Tous les libéraux	77	67
gamma	.33	.20

Source: CNES 1979.

Parmi les électeurs libéraux du Québec ayant des images partisanes neutres, 69% d'entre eux ont voté pour le Parti libéral sortant tandis que ce poucentage grimpe à 86% chez les Libéraux ayant un score élevé à l'indice d'images partisanes (+2). Mais le gain le plus important s'est produit chez les électeurs montrant un score de +1 comparativement aux électeurs ayant des images partisanes neutres. Dans le reste du Canada, les images partisanes

ont eu également un impact, mais la relation entre les deux variables est nettement plus faible (voir gammas).

Il est de plus en plus évident que les images partisanes fortes favorisant le Parti libéral au Québec ont eu des conséquences importantes pour affaiblir encore plus l'impact des facteurs de court terme intervenant dans les choix électoraux individuels des Québécois, impact déjà confiné à un étroit corridor par une distribution des attachements partisans nettement à l'avantage des Libéraux.

10.3 L'ère de l'après-Trudeau: le changement se confirme dans l'électorat québécois

Examinons maintenant les mécanismes de la décision électorale dans la période comprise entre 1984 et 1993. Nous avons vu que les résultats de l'analyse en série chronologique suggéraient l'apparition d'un vote économique au Québec et le maintien de celui déjà présent dans l'électorat du reste du Canada. L'analyse de certaines relations bivariées au niveau des micro-mécanismes sous-jacents nous permettra de faire un pas de plus dans la compréhension de la situation dans l'ère de l'après-Trudeau. Nous regarderons dans un premier temps la force de la relation bivariée entre le vote et les

évaluations économiques (impact de l'action gouvernementale sur les changements dans la situation économique personnelle) dans les différents groupes d'électeurs identifiés par notre matrice de vote à deux dimensions. Le tableau 21 présente les statistiques gamma dans l'électorat du reste du Canada pour les élections de 1984, 1988 et 1993 (échantillon regroupé).

Tableau 21

Relation entre le vote et les évaluations économiques (gammas), selon les préférences de partis et de chefs
Reste du Canada
(1984, 1988, 1993)

	Préfère le chef du gouvernement	Aucune préférence quant au chef	Préfère le chef de l'opposition
Préfère le parti gouvernemental	.25	.20	.61
Aucune préférence de parti	.30	.29	.20
Préfère un parti de l'opposition	.27	.40	.00

Source: 1984-88-93: CNES.

On remarque tout d'abord la présence d'un vote économique dans tous les groupes d'électeurs, sauf un (préfère un parti d'opposition et le chef de l'opposition officielle). La force de cette relation est relativement constante à travers tous les groupes, à l'exception d'un vote

économique plus important parmi les électeurs qui préfèrent le parti gouvernemental sans toutefois apprécier son chef (.61). En 1984, rappelons que c'est un John Turner fort impopulaire qui dirigeait les destinées du Parti libéral; en 1988, la cote de popularité de Brian Mulroney était en chute libre mais son opposant John Turner ne pouvait revendiquer une situation plus enviable. En 1993, Kim Campbell ne parvint pas non plus à asseoir son leadership de façon solide par rapport aux autres chefs. Ces données suggèrent que les électeurs traditionnellement attachés aux politiques d'un parti en particulier mais n'appréciant pas son chef ont voté dans plusieurs cas en fonction de leur évaluation de la performance économique du gouvernement.

Même si chacun des trois groupes de la diagonale (électeurs ayant des préférences contradictoires ou neutres) présentent un solide vote économique, ce dernier n'est pas nécessairement plus important que celui manifesté par les électeurs des autres groupes comme ce fut le cas durant la période Trudeau. Par exemple, on retrouve une relation entre les évaluations économiques et le vote même parmi le groupe des électeurs préférant tant le parti au pouvoir que son chef. Ces électeurs représentent une portion relativement importante de l'électorat du reste du Canada dans cette période. Parmi

ces électeurs, ceux qui blâment le gouvernement pour ses politiques économiques appuient le gouvernement sortant dans une proportion de 83%. Cette proportion grimpe à 90% parmi ceux qui donnent au gouvernement le crédit pour une amélioration de leur situation financière.

Un groupe d'électeurs encore plus important en termes d'effectifs est celui n'ayant pas de préférence de partis mais préférant le chef du gouvernement sortant. On constate que plusieurs de ces électeurs, qui semblent plutôt froids à l'appel des partis, ont voté en suivant leurs évaluations de la performance économique du gouvernement. En effet, si seulement 45% de ceux ayant blâmé le gouvernement sortant pour les ratés de leur propre situation économique ont appuyé ce même gouvernement, cette proportion atteint 72% parmi les électeurs qui sont d'avis que leurs dirigeants ont contribué à améliorer leur situation familiale au plan matériel.

Voyons maintenant si les tendances observées dans l'électorat du reste du Canada sont également présentes au Québec. Le tableau 22 vise à dégager la présence de relations entre le vote et les évaluations de la performance économique dans l'électorat québécois lors des élections de 1984, 1988 et 1993.

Tableau 22

Relation entre le vote et les évaluations économiques (gammas), selon les préférences de partis et de chefs
Québec
(1984, 1988, 1993)

	Préfère le chef du gouvernement	Aucune préférence quant au chef	Préfère le chef de l'opposition
Préfère le parti gouvernemental	.65	.34	-.28
Aucune préférence de parti	.52	.50	.19
Préfère un parti de l'opposition	.61	.43	.45

Source: 1984-88-93-CNES.

Les chiffres de ce tableau sont des gammas mesurant le degré d'association entre la variable d'évaluation économique (impact des politiques gouvernementales sur les finances personnelles) et l'appui accordé au gouvernement en place. La première conclusion à tirer du tableau 22 est qu'il permet d'observer un net renforcement du vote économique dans l'électorat québécois lors des élections de l'ère de l'après-Trudeau. Contrairement à ce que nous avons observé pour la période Trudeau, il existe un vote économique de magnitude relativement forte dans presque tous les groupes d'électeurs distingués selon leurs préférences de chefs et de partis (8 sur 9).

Examinons d'abord la signification concrète de ces relations dans les divers groupes d'électeurs québécois. Le tableau 23 présente les pourcentages d'appui au parti gouvernemental selon les évaluations de la performance économique.

Tableau 23

Vote en faveur du parti gouvernemental selon les évaluations de l'impact des politiques sur la situation économique, par groupes d'électeurs (Québec) 1984-1993 (en pourcentages)

Préférences chefs	Préférences partis	Evaluations de la performance économique		
Préfère chef gouv.	Préfère parti gouv.	Blâme pour une détérioration	Pas de lien entre les deux ou situation n'a pas changé	Crédit pour une amélioration
oui	oui	45	73	93
oui	non	26	38	79
non	oui	20	73	12
neutre	oui	45	61	73
oui	neutre	22	51	68
neutre	neutre	20	20	65
non	non	2	8	12
neutre	non	15	0	25
non	neutre	9	16	16
Tous	N 1 817	16	34	43

Source: 1984-88-93-CNES.

Le contraste avec le même tableau présentant les données des élections de 1972, 1974 et 1979 est frappant. Dans ce cas-ci, on observe un impact généralement fort appréciable de la variable effet de l'action gouvernementale sur le niveau d'appui accordé au gouvernement sortant. Comme nous l'avons indiqué auparavant, cet effet est présent dans la plupart des groupes d'électeurs, dont les effectifs sont plus ou moins importants. Examinons l'impact de la relation sur certains groupes plus significatifs en termes de nombre. C'est le cas par exemple des électeurs qui n'ont pas de préférences partisanes déclarées mais qui apprécient davantage le chef du parti gouvernemental. Parmi ces électeurs, ceux qui blâment le gouvernement pour l'effet néfaste de ses politiques économiques n'appuient celui-ci que dans une proportion de 22%. Déjà, le fait de ne voir aucun lien entre les politiques et la situation économique fait plus que doubler cette proportion à 51% (n'oublions pas que ces électeurs aiment le chef du parti sortant). Enfin, les électeurs qui sont convaincus que les politiques gouvernementales ont contribué à améliorer leur situation financière ont trouvé qu'il valait la peine d'appuyer les dirigeants au pouvoir dans une proportion de 68%.

En outre, nous avions constaté que, durant la période Trudeau, les électeurs les plus susceptibles de recourir aux évaluations économiques pour guider leur vote étaient ceux ayant des préférences opposées quant au chef et au parti (et les sans préférences). Or, il semble bien que cette règle de vote économique soit beaucoup moins opérante dans la période 1984-1993 alors que les électeurs de tous les groupes semblent recourir aux évaluations de la performance économique pour structurer leur décision. Ce constat signifie que les règles que nous avons suggérées précédemment pour décrire les mécanismes de choix électoral dans la période Trudeau sont beaucoup moins valables pour la période 1984-1993.

En effet, nous avions identifié les préférences quant aux chefs et aux partis comme deux variables prépondérantes dans le mécanisme de décision électorale. Dans un tel contexte de choix, la propension des électeurs à fonder leur décision d'appuyer ou non le parti gouvernemental sur les jugements économiques est fortement conditionnée par leur positionnement envers les partis et les chefs. Dans cette optique, ce sont surtout les électeurs peu contraints au niveau des préférences partisanes qui sont enclins à orienter leur décision au moyen des évaluations économiques.

La situation prévalant dans la période 1984 à 1993 est bien différente. C'est que les préférences partisanes, même si elles continuent de jouer un rôle important, semblent beaucoup moins déterminantes en ce qui concerne la décision de l'électeur d'appuyer ou non les dirigeants au pouvoir. Ces résultats suggèrent que l'importance des préférences partisanes (chefs et partis) n'a plus, depuis l'élection de 1984, le même poids dans les choix électoraux des Québécois (voir les graphiques 25 et 26) et même des autres Canadiens. Tout se passe comme si une partie du poids des préférences partisanes à l'intérieur des choix électoraux avait été transférée aux évaluations économiques.

10.4 L'affaiblissement des attachements partisans: un phénomène plus large?

Le fait que les indices d'une transformation observée dans le poids électoral des préférences partisanes apparaissent autant au Québec que dans le reste du Canada est probablement une indication qu'un phénomène sous-jacent plus profond est à l'origine de ce changement. D'ailleurs, une tendance similaire a été observée dans d'autres contextes nationaux, notamment aux États-Unis (Declercq et al. 1975; Wattenberg 1987), quant au recul de l'importance des attachements partisans dans les choix électoraux. L'un

des facteurs pouvant expliquer l'affaiblissement de la dite relation est la montée du phénomène de la non identification, dont la nature et l'importance exactes continuent de diviser les politologues.[64] Toutefois, le constat d'une indifférence (mêlée quelquefois d'hostilité) de plus en plus grande des citoyens à l'endroit des partis est une tendance largement reconnue dans les travaux existants sur le sujet (Dennis 1992, 1986, 1980, 1975, 1966; Wattenberg 1984; Miller et Traugott 1989).

Si cette tendance lourde est exacte, on ne doit pas se surprendre que des facteurs de long terme comme les préférences quant aux partis et aux chefs aient eu moins d'impact sur les choix électoraux depuis l'élection de 1984 au Canada. Et parallèlement, il est normal d'observer depuis ce temps un renforcement d'un facteur de court terme comme celui des évaluations économiques. "As such, the weakening of partisanship over the past decade amplifies an already high potential for short-term forces to influence party fortunes" (Clarke et al.1996: 62).

Notre accord avec ces auteurs serait complet si nous y ajoutions les précisions suivantes au sujet de l'intensification des forces de court terme déjà potentiellement présentes dans l'électorat. Disons tout

[64]Pour un compte-rendu de ce débat, voir Wattenberg (1984: 23-31).

d'abord que notre conception des forces de court terme nous amène à privilégier les évaluations économiques parmi ce type de facteurs. Si l'énoncé précédent est tout à fait exact en ce qui concerne les électeurs du reste du Canada, déjà habitués à un certain niveau de vote économique dans les élections des décennies 1960 et 1970, la remarque est beacoup moins pertinente dans le cas des électeurs québécois, qui ont recours depuis peu au mécanisme de décision électorale fondé sur l'influence des considérations économiques. Si on peut se permettre une certaine analogie sociologique, il est intéressant de noter une fois de plus la rapidité avec laquelle les citoyens québécois sont passés d'un régime à l'autre au plan des comportements politiques, un passage sans transition entre un régime essentiellement dominé par les préférences partisanes et un régime fortement utilitariste où les liens entre le rôle des gouvernements et le bien-être économique des citoyens et de la société prennent une importance grandissante dans les décisions électorales individuelles.

10.5 Présentation des modèles multivariés de vote et description des variables

Les analyses précédentes tendent à confirmer l'hypothèse centrale de cette étude, à savoir que la force plus ou

moins grande des attachements et des préférences partisanes peut conditionner l'influence des déterminants économiques sur le vote comme nous l'indiquent nos résultats dans l'électorat québécois. Toutefois, nos analyses n'ont pas encore été soumises au test exigeant d'un modèle de vote multivarié permettant d'évaluer l'influence spécifique des divers facteurs de court et de long termes sur le comportement électoral des Québécois et des autres Canadiens lors de chacune des élections fédérales ayant eu lieu entre 1972 et 1993.

Étant donné que nous cherchons à comprendre la cause d'un changement de tendance dans le vote économique des Québécois survenu au début des années 1980, nous estimerons nos modèles de vote en deux temps selon la distinction déjà établie entre les deux séries d'élections. Nous nous intéresserons d'abord aux élections de 1972, 1974, 1979 et 1980 avant de procéder à l'analyse des élections de 1984, 1988 et 1993.

10.5.1 Définition du modèle de vote

Le modèle de vote utilisé dans cette démonstration s'appuie tant sur certains aspects du modèle de Michigan que sur certaines composantes des modèles économiques du vote. Dans sa formulation générale, le modèle de Michigan

stipule que les choix électoraux sont fonction d'une série de facteurs de court et de long terme incluant les positions sur les enjeux, les évaluations des partis et des leaders, les attachements partisans et l'image des partis (Asher 1984:36). Nous ajoutons à cette liste de composantes les évaluations portant plus spécifiquement sur la performance économique des élus dont les effets sur le comportement électoral ont été étudiés plus spécialement dans les travaux se réclamant de l'approche économique (Kinder et Kiewiet 1981; Fiorina 1981).

De façon plus spécifique, notre modèle de vote s'apparente à celui utilisé par Kiewiet (1983:32) pour étudier l'effet de certaines évaluations économiques sur le vote présidentiel ou le vote pour élire les membres du Congrès. Ce modèle, dans sa version en coupe transversale, prend la forme suivante:

$$V^{p,c} = f\ (\beta_0 + \beta_1 R + \beta_2 D + \beta_k E_k + u)$$

La variable dépendante dans ce modèle, $V^{p,c}$, est le choix électoral du répondant (p=présidentiel; c=Congrès) et elle prend la valeur 0 ou 1 selon que le choix est en faveur du candidat démocrate ou républicain. Les variables *R* et *D* sont deux variables dichotomiques traduisant l'attachement partisan de l'électeur envers l'un des deux principaux

partis américains. Une catégorie de référence (absente de la spécification) est formée des répondants s'identifiant comme des indépendants purs. Les termes E_k comprennent une série de variables de perceptions économiques, autant égocentriques que sociotropiques.

Concernant le point méthodologiquement sensible du statut à la fois endogène et exogène de la variable d'identification partisane, Kiewiet (1983) est d'avis qu'un modèle comme celui qu'il adopte est exempt de la plupart des problèmes qui pourraient survenir avec l'utilisation de la variable d'attachement partisan sous la forme de l'échelle en sept points. Cependant, il ajoute qu'il est prudent de vérifier la qualité des estimations obtenues au moyen de ce modèle en coupe transversale avec un modèle longitudinal ayant parmi ses variables indépendantes, le vote du répondant au temps t-1.[65] Nous allons également emprunter cette stratégie de vérification dans la mesure où des données canadiennes longitudinales sont disponibles, ce qui est le cas pour les élections fédérales de 1979 et 1993.

Notre propre modèle de vote s'appuie donc sur la spécification utilisée par Kiewiet (1983) à laquelle nous

[65]Nous avons plutôt choisi d'inclure la variable d'identification partisane au temps t-1 dans notre modèle panel, suivant en cela l'exemple de Kornberg et Clarke (1992: 197).

avons apporté certains amendements mineurs. La forme générale de notre modèle de vote en coupe transversale, que nous désignerons par la suite comme le modèle (1), est donnée par l'équation suivante:

$$VOTE = \beta_0 + \beta_1 \text{ IDENTG} + \beta_2 \text{ IDOPP} + \beta_3 \text{ CHEFS} + \beta_4 \text{ PARTIS} + \beta_5 \text{ IMPACT} + \beta_6 \text{ PROSPEC} + \beta_7 \text{ REGION} + \beta_8 \text{ DEMO} + \mu(1)$$

Où:

VOTE = variable dépendante exprimant le choix électoral du répondant, qui prend la valeur 1 si l'électeur appuie le gouvernement sortant et la valeur 0 s'il vote contre;

IDENTG = une variable dichotomique qui prend la valeur 1 si l'électeur déclare une identification au parti gouvernemental et 0 autrement;

IDOPP = une variable dichotomique qui prend la valeur 1 si l'électeur déclare une identification à l'un des partis d'opposition et 0 autrement;

CHEFS = une variable d'évaluation des chefs. Cette variable prend une valeur entre -2 et +2 selon que le répondant a une préférence très marquée (-2) ou modérée (-1) pour le chef de l'opposition, n'a pas de préférence

déclarée quant au leadership (0) ou préfère le chef du gouvernement (+1, +2). [66]

PARTIS = une variable d'évaluation des partis qui traduit le degré de proximité des répondants avec les partis (gouvernemental vs opposition) sur les deux enjeux jugés les plus importants par chacun des électeurs. Cette variable prend une valeur comprise entre -2 et 2.

IMPACT et PROSPEC = deux variables d'évaluations économiques comprenant des perceptions de nature égocentrique rétrospective et prospective.[67] La première variable (IMPACT) mesure l'impact de l'action gouvernementale sur le changement dans la situation économique des électeurs. Cette variable prend trois valeurs: -1 pour un blâme adressé au gouvernement en cas de détérioration de la situation économique personnelle, 0 pour un constat de neutralité à l'égard de l'impact des politiques gouvernementales (ou pour une situation financière inchangée) et 1 pour les électeurs donnant le

---

[66]Cette variable a été construite à partir des thermomètres (échelle de 1 à 100) mesurant la popularité du chef du parti au pouvoir et du chef du principal parti d'opposition. Un premier score compris entre -99 et +99 a été obtenu en soustrayant l'évaluation du chef du principal parti d'opposition de celle du chef du gouvernement. Les résultats nuls ont reçu le code 0, les scores compris entre 1 et 29 ont été codés 1 et les scores > 29 , 2. Pour les résultats négatifs, les mêmes règles furent suivies pour obtenir des codes de -1 et -2.

[67]Des perceptions de type sociotropique ont également été incluses dans les modèles supplémentaires qui ont été estimés pour les élections de 1988 et 1993.

crédit à leurs dirigeants gouvernementaux pour une amélioration de leur situation économique personnelle. La seconde variable (PROSPEC) traduit les attentes économiques des électeurs. Elle prend trois valeurs possibles: 1 pour un électeur qui croit que sa situation économique va s'améliorer dans les prochaines années, 0 pour un électeur qui est d'avis qu'elle va rester la même et -1 pour quelqu'un croyant que sa situation va se détériorer.

REGION = variables régionales utilisées dans les modèles de vote s'appliquant au reste du Canada. Elles prennent la forme de deux variables dichotomiques marquant l'appartenance régionale du répondant à l'Ouest canadien ou à la région des Maritimes. La catégorie de référence est l'Ontario.

DEMO = une série de quatre variables dichotomiques visant à distinguer l'appartenance des répondants à certaines catégories socio-démographiques: âge (+50), scolarité (université) , revenu (tiers supérieur), langue (français dans le reste du Canada et anglais au Québec).

Quelques explications s'imposent au sujet de l'inclusion et de la forme de ces variables. L'insertion de la variable d'identification partisane dans notre modèle part

du point de vue selon lequel les attachements partisans au Canada ne sont pas simplement l'expression des intentions de vote présentes des électeurs, mais qu'elles traduisent une réelle prédisposition partisane qui influence les perceptions de l'électeur et manifeste une relative stabilité pendant plusieurs années. Ce constat traduit une position bien reconnue dans la littérature. "Relatedly, although our panel studies cover only a segment of the life cycle, they too reveal that a majority of the electorate have stable party identification over several years (Kornberg et Clarke 1992: 196)". Dans le présent modèle de vote, la variable d'identification partisane est donc considérée comme un point de référence antérieur et relativement stable à partir duquel on peut mesurer les changements induits par les facteurs de court terme.

Les évaluations des leaders occupent maintenant dans les modèles de vote une place centrale dans la mesure où plusieurs travaux ont reconnu que cette variable constituait le déterminant le plus immédiat du choix électoral, une dimension focalisant l'influence des autres facteurs de court terme sur le vote (Page et Jones 1979; Kinder et Abelson 1981; Converse et Markus 1984). L'insertion de la variable CHEFS constitue donc une pratique courante dans les études électorales que ce soit aux États-Unis (Converse et Markus 1984), en Grande-

Bretagne (Marks 1993: 137) ou au Canada (Kornberg et Clarke 1992: 197). Certains chercheurs ont même soutenu que les évaluations des chefs pouvaient s'avérer une variable encore plus importante dans l'explication du vote que celle de l'identification partisane (Kelley et Mirer 1974). Une étude récente a montré que l'effet des évaluations comparatives et prospectives des leaders sur l'appui aux partis britanniques était plus important que l'influence des évaluations de chacun des chefs considéré individuellement (Nadeau, Niemi et Amato 1995). Ces résultats nous amènent à inclure dans notre modèle une variable d'évaluation comparant la popularité du PM à celle du chef du principal parti d'opposition.

Dans le contexte canadien, l'effet des évaluations des leaders dans les choix électoraux a été bien démontré, particulièrement dans les décennies 1970 et 1980 où l'importance des chefs politiques semble être davantage présente dans les enjeux électoraux. (Clarke et al. 1991:105). Nos variables d'évaluations des leaders ont été construites à partir des thermomètres basées sur des échelles de 1 à 100, lesquels scores ont ensuite été ramenées à trois catégories.

La variable PARTIS est une évaluation des formations partisanes exprimée à travers un jugement de proximité de

l'électeur sur les enjeux qu'il considère comme les plus importants dans une élection donnée. La variable utilisée dans le présent modèle est basée sur des mesures de proximité se rapportant à des enjeux importants cités par le répondant lui-même, une méthode favorisant une meilleure mesure de l'influence de ce type de facteurs (Asher 1983: 363).

Etant donné que notre approche s'inspire également des modèles économiques du vote, nous avons inclus à notre spécification les variables de perceptions économiques égocentrique/rétrospective et prospective (IMPACT et PROSPEC), incluant une variable de type complexe évaluant la part de l'action gouvernementale dans l'évolution de la situation économique des électeurs. Cette dernière variable constitue l'un des éléments clés de notre modèle. Son insertion est nécessaire pour vérifier si l'une des conclusions les plus souvent énoncées dans les études sur les déterminants économiques du vote réalisées en coupe transversale peut être étendue aux cas canadien et québécois:

> "In short, the assumption that economic conditions influence voting decisions only to the extent that voters attribute responsibility for these conditions to incumbent politicians is ubiquitous in this literature" (Kiewiet et Rivers 1985: 219).

En plus d'inclure des jugements de type rétrospectif, la série de variables d'évaluations économiques comprendront des items prospectifs, ce qui permettra d'évaluer l'importance relative de ces deux types de considérations dans les choix électoraux des Québécois et des autres Canadiens.

Les variables REGION visent à tenir compte des différences régionales dans les reste du Canada. A cette fin, nous avons inclus dans notre modèle des variables permettant de capter les spécificités électorales propres à trois grandes sous-régions: les provinces maritimes, l'Ontario et l'Ouest. Enfin, une série de variables socio-démographiques, soit l'âge, le niveau de scolarité, le revenu et la langue d'usage ont été intégrées aux différents modèles de vote.

Quelques mots maintenant au sujet de la méthode statistique choisie pour estimer cette équation. Le caractère dichotomique de la variable dépendante (vote pour ou contre le gouvernement sortant- 1,0) n'interdit pas le recours à la méthode des moindres carrés ordinaires pour estimer une équation de régression. Toutefois, il peut arriver que les valeurs estimées de la variable dépendante se trouvent hors de l'intervalle (0,1). Afin de palier cet inconvénient, nous avons opté pour le modèle de

régression logistique (DeMaris 1992; Aldrich et Nelson 1984) pour estimer de telles équations.

Dans le cas d'une variable dépendante prenant seulement deux valeurs comme c'est le cas actuellement, on donne habituellement au modèle logistique la forme suivante:

$$\ln \frac{p_i}{1-p_i} = a + \sum_{h=1}^{k} b_h x_{hi}$$

où a (constante) et les b_h désignent les paramètres à estimer, x_i, x_2, ..., x_{ki} sont les variables explicatives (déterminants politiques et économiques, etc.) ou leurs logarithmes. Appliquée à des données électorales, cette équation stipule que, si $x_{h\,i}$ est la valeur prise par x_h pour le i-ème électeur, p_i est la probabilité que cet électeur accorde son appui au gouvernement sortant lorsque les variables exogènes prennent les valeurs $x_{1\,i}$, $x_{2\,i}$, ..., $x_{k\,i}$. Cette équation ne comporte pas de terme d'erreur dans la mesure où elle ne porte pas sur la possession d'un attribut mais sur des probabilités de se voir conférer cet attribut. On supposer alors que $E(u_i) = 0$. Notons enfin que nos modèles de régression logistique seront estimés par la

méthode du maximum de vraisemblance ("maximum likelihood") telle qu'appliquée par le logiciel SPSS (v.6.0).

Définissons maintenant les composantes de notre modèle longitudinal. Le modèle de type longitudinal que nous avons choisi d'estimer dans un souci de précaution méthodologique prend la forme suivante:

$$VOTE_t = \beta_0 + \beta_1 IDENTG_{t-1} + \beta_2 IDOPP_{t-1} + \beta_3 CHEFS_t + \beta_4 PARTIS_t + \beta_5 IMPACT_t + \beta_6 PROSPEC + \beta_{7-8} REGION_t + \beta_9 DEMO + u$$

Soulignons l'inclusion dans ce modèle longitudinal des deux variables d'identification partisane au temps t-1, ce qui nous garantit le caractère antécédent et par le fait même exogène de cette mesure. Les autres variables sont identiques à celles incluses dans le modèle en coupe transversale. Etant donné la faible disponibilité des données longitudinales, cette spécification pourra être estimée dans deux élections sur les sept comprises dans la période d'étude, soit celles de 1979 et 1993. Malgré ces limites, une telle procédure de vérification devrait nous permettra de porter un meilleur jugement sur la validité des estimations obtenues dans le cadre du modèle en coupe transversale.

10.6 Résultats de l'analyse multivariée

Le Tableau 24 présente les résultats de l'analyse de régression logistique des déterminants politiques et économiques du vote fédéral au Québec et dans le reste du Canada pour les quatre élections de la sous-période 1972-1980. Pour chaque élection, la colonne de gauche reproduit les résultats expliquant les choix électoraux dans le reste du Canada tandis que la colonne de droite présente l'effet des différents déterminants sur le vote fédéral au Québec.

Tableau 24
Déterminants du vote pour le parti du gouvernement fédéral sortant, Québec/Reste du Canada, 1972-1980

	1972		1974		1979		1980	
Région	**Reste du Canada**	***Québec***	**Reste du Canada**	***Québec***	**Reste du Canada**	***Québec***	**Reste du Canada**	***Québec***
Constante	-.99	*-.12*	-1.06	*-1.96* *	-.23	*-.27*	-4.46 **	*-4.49* **
	(1.0)	*(1.02)*	(.84)	*(1.08)*	(.61)	*(.63)*	(2.28)	*(2.10)*
Identifié au parti gouvernemental	2.24***	*2.06* ***	2.01 ***	*2.02* ***	1.78 ***	*3.34* ***	2.32 ***	*10.93* ***
	(.36)	*(.54)*	(.32)	*(.51)*	(.25)	*(.44)*	(.44)	*(2.00)*
Identifié à l'un des partis d'opposition	-1.33 ***	*-2.30* ***	-2.05 ***	*-2.61* ***	-2.30 ***	*-1.83* ***	-1.41 ***	*-1.00*
	(.36)	*(.73)*	(.36)	*(.67)*	(.33)	*(.51)*	(.41)	*(1.20)*
Evaluation des partis sur les enjeux-clés	.52 ***	*.57* ***	.91 ***	*.84* ***	.75 ***	*.46* **	.69 ***	*1.14* *
	(.08)	*(.15)*	(.14)	*(.22)*	(.10)	*(.20)*	(.25)	*(.66)*
Evaluation relative des chefs	.68 ***	*.47* *	.46 ***	*.53* ***	.73 ***	*.97* ***	.81 ***	*.74* **
	(.16)	*(.31)*	(.10)	*(.22)*	(.08)	*(.18)*	(.12)	*(.36)*
Impact gouv. sur l'économie	**0.49 ** **	***-.35***	**.29 ** **	***-.13***	**.18 * **	***-.27***	**.14**	***.18***
	(.26)	***(.45)***	**(.16)**	***(.28)***	**(.12)**	***(.23)***	**(.40)**	***(.66)***
Evaluations égocentrique prospectives	**.38 * **	***.48***	**-.09**	***.17***	**.17**	***-.72 ** **	**-.25**	***-1.03***
	(.21)	***(.40)***	**(.18)**	***(.32)***	**(.14)**	***(.30)***	**(.24)**	***(.73)***
Age	.00	*.61*	.65 **	*.92* *	.21	*.61*	.94 ***	*-.35*
(50 ans et +)	(.04)	*(.51)*	(.29)	*(.54)*	(.22)	*(.41)*	(.36)	*(.93)*
Langue	0.91	*.98* *	1.36 *	*-.03*	.92 *	*.29*	-.05	*2.74* ***
(Qué.: anglais; ROC: français)	(.81)	*(.59)*	(.72)	*(.50)*	(.48)	*(.62)*	(2.11)	*(1.10)*
Scolarité élevée	.58 *	*1.19*	-.27	*-.10*	-.67 ***	*-.36*	.29	*-2.05*
(université)	(.33)	*(.81)*	(.35)	*(.61)*	(.23)	*(.39)*	(.36)	*(1.39)*
Revenus élevés	.50 *	*-.53*	-.27	*-.21*	-.39 *	*-.78* **	.65 *	*1.01*
(tiers supérieur)	(.29)	*(.59)*	(.28)	*(.50)*	(.22)	*(.41)*	(.35)	*(1.30)*
Région Ouest	-.07	*XXXX*	-1.25 ***	*XXXX*	-0.16	*XXXX*	.36	*XXXX*
	(.29)		(.30)		(.24)		(.37)	
Région Est	-.15	*XXXX*	-.06	*XXXX*	0.30	*XXXX*	.27	*XXXX*
	(.46)		(.34)		(.25)		(.45)	
N	632	*215*	854	*307*	1 690	*588*	565	*173*
% prédictions correctes	89	*87*	91	*91*	92	*94*	90	*96*
chi carré	494	*148*	752	*229*	1 473	*526*	489	*81*
pseudo R^2 corr.	.44	*.41*	.47	*.43*	.46	*.47*	.46	*.32*

Note: *XXXX* indique des variables exclues de la spécification. Les chiffres de ce tableau sont des coefficients logistiques et des erreurs-types (entre parenthèses). Les astériques indiquent le seuil de signification du test unilatéral: * .10. ** .05. *** .01. Pour une discussion du pseudo R carré , voir Aldrich et Nelson (1984). Le pseudo R carré est obtenus selon la formule: $\chi 2/ \chi+N$. Pour obtenir la version corrigée, on doit multiplier par un facteur de correction approprié (voir Hagle et Mitchell 1992).

Source: Analyses de l'auteur réalisées à partir des données d'enquêtes des Canadian National Election Studies (1974, 1979, 1980). 1972: Market Opinion Research.

Les variables indépendantes du modèle peuvent être classées en trois blocs distincts. Le premier comprend les quatre variables politiques du modèle, soit les variables d'identification partisane ainsi que les évaluations des partis et des chefs. Le deuxième bloc nous intéresse de façon particulière puisqu'il comprend les déterminants économiques du vote. La première variable de ce groupe est un jugement complexe sur la responsabilité gouvernementale vis-à-vis l'amélioration ou la détérioration de la situation économique des individus tandis que la seconde correspond aux attentes économiques personnelles des électeurs.

Enfin, un dernier bloc comprend une série de variables socio-démographiques qui servent de variables contrôle dans notre modèle de vote: l'âge, la langue, la scolarité, le niveau de revenu ainsi que l'appartenance régionale.

Les coefficients logistiques ne sont pas aussi facilement interprétables que les coefficients de régression obtenus au moyen d'un modèle linéaire. Dans ce dernier cas, nous savons que la valeur du coefficient peut être interprétée comme l'effet, sur la variable dépendante, d'un changement d'une unité dans la valeur de la variable indépendante associée au coefficient. Le coefficient logistique

correspond plutôt au logarithme du ratio de la probabilité que l'événement 'y' se produise sur la probabilité qu'il ne se produise pas.

L'une des façons de surmonter cette difficulté d'interprétation consiste à transformer les coefficients sous la forme de changements de probabilités (ΔP). [68] C'est l'approche que nous avons utilisée et dont les résultats sont présentés au tableau 25.

Mais auparavant, voyons les principaux résultats qui ressortent de l'analyse de régression logistique tels qu'ils apparaissent au tableau 24. On constate tout d'abord que les coefficients associés aux variables du premier bloc (déterminants politiques) sont presque tous significatifs et de signe attendu. Parmi cette catégorie de déterminants, ce sont les variables mesurant l'identification partisane des électeurs qui semblent avoir l'impact le plus important sur le vote, en faveur ou à l'encontre du gouvernement sortant. Notons toutefois qu'on observe des fluctuations parfois importantes dans la magnitude de ces coefficients entre les contextes électoraux et entre les électorats du Québec et du reste du Canada. Dans le cas québécois par exemple, il n'est pas

[68] Voir la note du tableau suivant pour des précisions sur la façon de transformer les coefficients logistiques en changements de probabilités.

surprenant que l'appui au gouvernement sortant, en 1979 (libéral sortant) et en 1980 (conservateur sortant), ait été si fortement déterminé par l'identification au parti gouvernemental dans un contexte où le Parti libéral a recueilli respectivement 62 et 68% des suffrages exprimés dans chacune de ces consultations électorales.

Les coefficients associés à la variable d'évaluation des partis sont également fort significatifs dans les différents modèles estimés. Même que dans plusieurs cas, l'effet de cette variable semble encore plus important que celui de l'identification partisane si on tient compte du fait que la variable d'évaluation des partis est construite à partir d'une échelle de -2 à +2, ce qui doit être pris en compte dans l'interprétation des coefficients. La même remarque vaut pour les coefficients associés à la variable d'évaluation des chefs, dont les effets apparaissent tout aussi importants que ceux des évaluations touchant les partis.

Nous abordons maintenant le bloc des déterminants économiques de notre modèle. D'une part, observons que le degré de signification ainsi que la magnitude de ces coefficients n'atteint pas le niveau de ce que nous avons observé pour les déterminants politiques. Toutefois, plusieurs de ces coefficients affichent un caractère

significatif, en particulier dans le cas de la variable d'évaluation économique complexe. Par contre, les anticipations égocentriques (attentes économiques) ne semblent pas avoir influencé fortement l'appui au gouvernement fédéral sortant.

Le constat qui apparaît cependant le plus fondamental à l'intérieur de ce bloc est la dichotomie frappante qui ressort entre les résultats du Québec et ceux du reste du Canada. En effet, alors que l'effet de la variable d'évaluation économique complexe est significatif pour trois élections sur quatre dans le reste du Canada (1980 étant l'exception), un tel effet n'est perceptible, dans l'électorat québécois, pour aucune des quatre élections fédérales considérées.

Ce résultat est compatible avec ce que nous avons observé précédemment dans l'analyse des données en série chronologique et dans nos analyses bivariées en coupe transversale. En effet, nos résultats en série chronologique avaient montré que, dans la période 1963-1982, l'appui au parti gouvernemental tel que mesuré semestriellement dans l'électorat québécois n'avait pas été influencé par les fluctuations du chômage et de l'inflation. Selon nos résultats, cette situation a été renversée dans l'ère de l'après-Trudeau où un vote

économique important a commencé à se manifester dès 198.S2. Les résultats obtenus à partir des analyses en coupe transversale nous permettent de mieux comprendre l'absence de relation, constatée au niveau agrégé, entre les fluctuations de la conjoncture et la popularité des gouvernements pendant la première sous-période.

En d'autres mots, l'absence de vote économique au Québec pendant les décennies 1960 et 1970 aurait pu s'expliquer par le faible recours aux évaluations de la performance gouvernementale pour guider les choix électoraux. Mais le problème ne réside pas dans l'absence de ce type d'évaluations chez les électeurs québécois, comme nous l'avons vu au chapitre intitulé "Économie objective et économie subjective: recoupements et différences". L'anomalie, si on peut parler ainsi, se situe plutôt dans la faible relation entre de tels jugements sur la performance économique gouvernementale et les décisions électorales comme telles.

Selon nous, cette conclusion s'impose pour deux raisons. La première, c'est que la variable centrale de cette analyse (évaluation de la part de responsabilité gouvernementale dans les changements de l'économie des ménages) a été identifiée dans plusieurs démocraties occidentales comme un déterminant clé des choix électoraux

individuels. Ainsi, on peut généralement s'attendre à ce que cette évaluation soit liée fortement aux décisions électorales individuelles, dans la mesure où cette variable vise la part, attribuable au gouvernement, dans le changement du revenu personnel disponible tel que perçu par l'électeur. Une telle mesure vise à répondre de façon satisfaisante au fameux débat amorcé par Kramer (1983:97) au sujet de la distinction désormais classique entre la part de changement dans le revenu personnel imputable aux causes idyosyncratiques et celle qu'on peut raisonnablement associer aux politiques gouvernementales. Nous avons vu précédemment que l'absence d'un vote économique au Québec dans la période Trudeau peut s'expliquer, si on remonte encore plus loin dans la chaîne causale, par le jeu des règles de décision quant au vote individuel résultant des effets combinés des facteurs de long (l'identification partisane) et de court terme (des évaluations des partis et des chefs).

Enfin, le dernier bloc de notre modèle incluait une série de variables socio-démographiques. Quelques-unes d'entre elles passent la rampe de la signification statistique dans certaines élections fédérales. Les variables les plus significatives semblent être celles de la langue, du revenu et de l'âge. Contentons-nous d'examiner l'effet général de la variable linguistique sur le vote.

Conformément aux attentes en cette matière, les coefficients significatifs associés à cette variable tendent à indiquer que les deux principaux groupes minoritaires de chacun des électorats étudiés, soit les anglophones du Québec et les francophones du reste du Canada, ont eu tendance généralement à appuyer en plus grand nombre le gouvernement sortant, qui était libéral dans trois élections sur quatre.

10.6.1 Interprétation en termes de changement de probabilités

Le tableau 25 nous fait voir les changements de probabilités associés à chacune des variables contenues dans les différents modèles électoraux. Les changements de probabilités confirment ce que nous avons indiqué précédemment, à savoir que les déterminants politiques ont de puissants effets sur la probabilité d'appuyer ou non le gouvernement sortant. Dans le cas des variables d'identification partisane, rappelons qu'une catégorie de référence, soit le fait de n'être identifié à aucun parti politique, n'apparaît pas au tableau. Par conséquent, l'interprétation des changements de probabilités associés aux deux variables d'identification partisane doit se faire en référence à cette catégorie manquante.

Tableau 25

Déterminants du vote pour le parti du gouvernement fédéral sortant, Québec/Reste du Canada, 1972-1980, changements de probalilités

	1972		1974		1979		1980	
	Reste du Canada	***Québec***	**Reste du Canada**	***Québec***	**Reste du Canada**	***Québec***	**Reste du Canada**	***Québec***
Identifié gouvernement	.43	*.29*	.39	*.25*	.41	*.32*	.48	*.88*
Identifié opposition	-.31	*-.30*	-.40	*-.28*	-.49	*-.26*	-.33	*-.15*
Evaluation des partis	.13	*.12*	.22	*.15*	.18	*.09*	.17	*.18*
Evaluation des chefs	.17	*.10*	.11	*.10*	.18	*.18*	.20	*.10*
Impact du gouvernement sur situation économique	**.12**	***-.07***	**.07**	***-.03***	**.03**	***-.06***	**.03**	***.02***
Anticipations égocentriques	**.09**	***.10***	**-.02**	***.04***	**.04**	***-.14***	**-.06**	***-.16***
Age	.00	*.12*	.16	*.16*	.05	*.12*	.23	*-.04*
Langue	.22	*.18*	.30	*-.01*	.22	*.06*	-.01	*.56*
Scolarité	.14	*.21*	-.07	*-.02*	-.06	*-.08*	.07	*-.39*
Revenu	.12	*-.13*	-.07	*-.05*	-.09	*-.15*	.16	*.15*
Région Ouest	-.02	*XXXX*	-.27	*XXXX*	-.04	*XXXX*	.09	*XXXX*
Région Est	-.04	*XXXX*	-.01	*XXXX*	.07	*XXXX*	.07	*XXXX*
Moyenne	.45	*.65*	.48	*.69*	.35	*.66*	.39	*.12*

Source: Analyses de l'auteur réalisées à partir des données des enquêtes Canadian National Elections Studies. (sauf 1972-MOR)
Notes:Les chiffres de ce tableau sont des changements de probabilités évalués à partir de la moyenne échantillonnale de la variable dépendante. La formule utilisée pour calculer les changements de probabilité résultant d'un changement d'un point dans l'une des variables indépendantes est la suivante:

$\Delta P = P(D=1/L_1) - P(D=1/L_0) = \exp(L_1)/[1+\exp(L_1)] - \exp(L_0)/[1+\exp(L_0)]$,
où D est notre variable dépendante dichotomique, L_0 est le coefficient logistique avant le changement d'une unité dans la variable indépendante X j, et L_1 est le coefficient logistique après le changement d'unité dans la variable Xj. Pour des précisions sur la justification mathématique de cette formule, voir Trond Petersen, "A Comment on Presenting Results from Logit and Probit Models", *American Sociological Review* 50 (1985), 130-131.

Prenons par exemple le cas de l'élection de 1972. Le changement de probabilités indiqué dans la colonne "reste du Canada" est de .43. Cette statistique signifie que la probabilité d'appuyer le gouvernement sortant augmente de 43 points de pourcentage si on est un électeur identifié au parti gouvernemental (qui est le Parti libéral à ce moment), plutôt qu'un électeur sans attachement partisan. Au Québec, le changement de probabilités est un peu plus restreint à .29. De façon générale, l'augmentation de probabilités associée au fait d'être identifié au parti gouvernemental varie entre .25 et .48, si on exclut le cas particulier de l'élection de 1980 au Québec (.88).

Dans cette dernière élection, le fait d'être identifié au Parti progressiste-conservateur (sortant) augmentait la probabilité de voter pour le gouvernement de Joe Clark de 88 points de pourcentage en comparaison du niveau de probabilité qu'avait un électeur indépendant de voter pour les conservateurs. Ces résultats traduisent une différence très marquée dans le comportement des électeurs sans attachement partisan et celui des électeurs identifiés au Parti conservateur. En d'autres termes, les premiers ont appuyé en très grand nombre le Parti libéral tandis que les seconds faisaient de même pour le Parti conservateur. Ce contraste très important entre ces deux groupes

d'électeurs permet de mieux comprendre les résultats impressionnants obtenus par les Libéraux lors de cette élection (68% de l'appui total). En effet, l'ampleur de la victoire libérale a été rendue possible grâce notamment à l'appui massif des contingents d'électeurs non identifiés aux conservateurs, et en particulier ceux n'ayant aucune allégeance déclarée. Dans le reste du Canada, les Libéraux ont bénéficié d'un phénomène similaire, même s'il fut de moindre importance qu'au Québec (changement de probabilités de .48).

Examinons maintenant de façon plus approfondie les effets puissants des variables d'évaluations des partis et des chefs sur les choix électoraux. De façon générale, l'évaluation (positive ou négative) que les électeurs font de la capacité du parti gouvernemental et des autres partis de s'occuper des enjeux importants a une inluence notable sur le vote, influence qu'on peut chiffrer en termes de changement de probabilités variant entre .09 et .22 pour chaque point de progression sur l'échelle en cinq points. Prenons par exemple l'élection de 1974 où les changements de probabilités sont de .22 et de .15 respectivement dans l'électorat du reste du Canada et dans celui du Québec. Dans le premier cas, cela signifie qu'un électeur choisissant le parti au pouvoir comme celui reflétant le mieux sa position personnelle sur chacun des

deux enjeux qu'il considère les plus importants dans cette élection voit sa probabilité d'appuyer le gouvernement sortant augmenter de 44 points de pourcentage (2 X .22) comparativement à un électeur qui affiche une attitude de neutralité dans son évaluation des partis. Dans le cas du Québec, l'augmentation de probabilité est un peu plus restreinte à .30 (2 X .15).

La variable d'évaluation des chefs a également des effets importants en termes de changements de probabilités relativement à la décision d'appuyer ou non le gouvernement sortant. Prenons le cas de l'élection de 1979, où l'effet du leadership a semblé jouer de façon puissante dans les deux électorats (ΔP). D'une part, cela ne doit pas nous surprendre outre mesure compte tenu de la différence affichée par le niveau de popularité des deux chefs en présence (Joe Clark et Pierre Elliott Trudeau), particulièrement au Québec. Ensuite, rappelons-nous qu'en 1979, 37% des électeurs ont déclaré avoir voté en fonction des leaders en présence, un sommet pour l'ensemble des élections considérées dans cette étude.

Le changement de probabilités associé à la variable d'évaluation des chefs est le même au Québec et dans le reste du Canada, soit .18. Rappelons que cette variable mesure la popularité relative des chefs à l'aide d'un

indice prenant une valeur de -2 à 2. Autant au Québec que dans le reste du Canada, le fait de passer d'une position de neutralité envers l'un des chefs à une attitude très favorable (30 points de différence et plus sur les thermomètres) fait augmenter de 36 points de pourcentage la probabilité de voter pour le gouvernement sortant, toutes choses étant égales par ailleurs. A l'inverse, la probabilité qu'un électeur quelconque entretenant, pour une raison ou pour une autre, une grande réserve à l'endroit de la performance de Pierre Elliott Trudeau comme chef du gouvernement, avait une probabilité de voter libéral inférieure de 36 points de pourcentage comparé à celle d'un électeur plaçant Trudeau et Clark sur un pied d'égalité.

Discutons maintenant des changements de probabilités associés aux effets des déterminants économiques du vote. Comme nous l'avons signalé précédemment, l'impact des variables d'évaluations économiques sur les choix électoraux apparaît plus faible que celui des déterminants politiques. Les changements de probabilités reflètent donc cette réalité. Commençons par examiner les effets de la variable économique complexe sur le vote des électeurs du reste du Canada à l'élection de 1972. Rappelons-nous que cette variable se présente sous la forme d'un indice prenant trois valeurs: -1 pour un blâme adressé au

gouvernement en cas de détérioration de la situation économique personnelle, 0 pour un constat de neutralité à l'égard de l'impact des politiques gouvernementales (ou pour une situation financière inchangée) et 1 pour les électeurs donnant le crédit à leurs dirigeants gouvernementaux pour une amélioration de leur situation économique personnelle.

À l'élection de 1972, un électeur ayant blâmé le gouvernement sortant pour la baisse de son niveau de vie voyait sa probabilité d'appuyer le gouvernement libéral sortant fondre de 12 points de pourcentage comparé à un électeur soutenant que le gouvernement n'a rien à voir dans sa situation économique. Entre un électeur blâmant le gouvernement pour ses déboires financiers et un électeur lui imputant une amélioration de sa situation financière, le changement de probabilités d'appuyer le gouvernement sortant s'élève alors à une différence de 24 points de pourcentage (2 X.12).

Étant donné que peu des coefficients mesurant l'effet des anticipations égocentriques sur le vote sont significatifs, il y a peu à dire des changements de probabilités associés à cette variable. [69] Les attentes

[69]Soulignons que le coefficient de la variable d'anticipations est significative au Québec en 1979 mais que son signe (négatif) est contraire à la direction attendue.

économiques, du moins celles qui s'expriment sous la forme de prévisions quant à la situation économique personnelle des électeurs, ne semblent donc pas jouer un rôle significatif dans les choix électoraux des électeurs. Nous serons en mesure d'évaluer si une telle conclusion est valable également dans le cas des anticipations sociotropiques, que nous pourrons étudier dans les élections de 1988 et 1993. Mais auparavant, nous allons examiner les résultats de l'analyse de régression logistique portant sur les élections de 1984, 1988 et 1993.

10.6.2 Résultats de l'analyse pour l'ère de l'après-Trudeau

Le tableau 26 présente les résultats des analyses de régression logistique pour la période 1984 à 1993 tandis que le tableau 27 reproduit la transformation des coefficients logistiques en changements de probabilité. Soulignons tout d'abord l'effet des variables politiques sur le vote en faveur ou non du gouvernement sortant.

Tableau 26
Déterminants du vote pour le parti du gouvernement fédéral sortant, Québec/Reste du Canada, 1984-1993

	1984		1988		1993	
Région	**Reste du Canada**	***Québec***	**Reste du Canada**	***Québec***	**Reste du Canada**	***Québec***
Constante	-3.21***	*-3.32****	-2.93 ***	*-2.33 ****	-7.03 ***	*-4.39 ****
	(.46)	*(.47)*	(.41)	*(.59)*	(1.47)	*(1.61)*
Identifié au parti gouv.	2.37***	*1.90 ****	1.30 ***	*1.63 ****	1.91 ***	*2.89 ****
	(.24)	*(.31)*	(.15)	*(.36)*	(.26)	*(.48)*
Identifié à l'un des partis d'opposition	-1.75***	*-3.95 ****	-1.01 ***	*-.78 ****	-.68 **	*-1.51 ****
	(.29)	*(1.04)*	(.16)	*(.25)*	(.33)	*(.60)*
Evaluation des partis	.79 ***	*.83 ****	.39 ***	*.32 ****	.81 ***	*.46 ** (1)*
	(.14)	*(.21)*	(.06)	*(.11)*	(.12)	*(.21)*
Evaluation relative des chefs	.91 ***	*.78 ****	.50 ***	*.40 ****	.68 ***	*.57 *** (2)*
	(.08)	*(.12)*	(.06)	*(.11)*	(.12)	*(.21)*
Impact du gouvernement sur l'économie	**.02**	***.24 ****	**.33 ***	***.49 *****	**.29 ***	***.58 ****
	(.10)	***(.17)***	**(.13)**	***(.23)***	**(.18)**	***(.35)***
Evaluations égocentriques prospectives	**.23 ***	***-.23***	**.16**	***.03***	**-.06**	***.66 *****
	(.13)	***(.22)***	**(.11)**	***(.20)***	**(.16)**	***(.36)***
Age	.64 ***	*.34*	.13	*.06*	.45 **	*.05*
(50 ans et +)	(.019	*(.29)*	(.15)	*(.27)*	(.23)	*(.45)*
Langue	1.04 ***	*-.22*	.22	*-.40*	-1.88 **	*.06*
(Qué.: anglais; ROC: français)	(.33)	*(.36)*	(.26)	*(.32)*	(.98)	*(.69)*
Scolarité élevée	.18	*-.32*	.46 ***	*.15*	-.24	*-.24*
(université)	(.21)	*(.36)*	(.15)	*(.26)*	(.23)	*(.47)*
Revenus élevés	-.23	*.31*	.26 **	*-.21*	.01	*.65*
(tiers supérieur)	(.18)	*(.27)*	(.13)	*(.50)*	(.23)	*(.46)*
Région Ouest	-.38 **	*XXXX a*	-.22	*XXXX*	-0.63***	*XXXX*
	(.20)		(.14)		(.23)	
Région Est	.06	*XXXX*	.16	*XXXX*	0.87 ***	*XXXX*
	(.24)		(.18)		(.34)	
N	2 159	*661*	1 918	*528*	1 421	*591*
% prédictions correctes	92	*87*	82	*78*	91	*95*
chi carré	1 384	*441*	1 023	*222*	666	*211*
pseudo R^2 corr.	.66	*.68*	.59	*.50*	.54	*.45*

Les chiffres de ce tableau sont des coefficients logistiques et des erreurs-types (entre parenthèses). Les astériques indiquent les coefficients significatifs (test unilatéral) aux seuils suivants: * p< 0.1, ** p < 0.05; *** p<0.01.

Notes 1 et 2: Dans le cas du Québec en 1993, les variables d'évaluation des chefs et des partis ont été construites comme dans toutes les autres élections, i.e. en soustrayant les évaluations du principal parti d'opposition à la Chambre des Communes de celles du parti au pouvoir. Nous avons toutefois testé une spécification qui tient compte de la montée du Bloc québécois en tant que principal parti d'opposition au Québec. Ces deux variables ont été construites en soustrayant l'évaluation du Bloc québécois (et de son chef) de celle du parti au pouvoir (conservateur). L'inclusion de ces variables d'évaluations ne changent pas les résultats en ce qui concerne l'effet de la variable anticipations économiques sur le vote mais elle a pour effet de rendre le coefficient de la variable impact des politiques gouvernementales non significatif au seuil .10.

De façon générale, la magnitude des coefficients associés à l'effet de l'identification partisane sur les choix électoraux semble quelque peu inférieure à ce que nous avons observé dans la période Trudeau. Les coefficients associés aux variables des évaluations des partis et des chefs indiquent que ces facteurs ont encore un impact important, quoique peut-être un peu moindre, sur les choix électoraux. Par exemple, à l'élection de 1984, le fait de juger John Turner très supérieur à Brian Mulroney avait pour effet d'augmenter de 38 points de pourcentage la probabilité d'appuyer le Parti libéral (reste du Canada). Au Québec, ce même changement de probabilités atteint 36 points de pourcentage. Il est toutefois intéressant de noter que l'effet de la variable des chefs semble diminuer de façon importante dans les deux dernières élections fédérales. Cette observation est compatible avec le constat selon lequel les électeurs canadiens sont de plus en plus sceptiques face aux leaders politiques (LeDuc 1994), avec le résultat qu'aucun chef de parti traditionnel ne réussit maintenant à être un atout quasi-imbattable pour son parti sur la scène électorale.

Il y a toutefois une exception à cette règle, et il s'agit du cas Lucien Bouchard, le chef du Bloc québécois. En introduisant dans notre modèle une variable d'évaluation du leader du Bloc Québécois, nous avons pu mesurer l'impact de celle-ci sur les choix électoraux des Québécois à l'élection de 1993 (voir tableau 28 sur le

modèle incluant les évaluations égocentriques et sociotropiques). Or, cette évaluation a un impact substantiel sur l'appui au gouvernement sortant comme nous l'indique le coefficient de -.90, qui correspond à une diminution de la probabilité de voter conservateur de 22 points de pourcentage pour chaque point sur l'échelle de -2 À 2.

Examinons maintenant les résultats issus du bloc de variables économiques. La première constatation qui s'impose, c'est que tous les coefficients associés à la variable mesurant l'impact des politiques gouvernementales sur les finances personnelles, sauf un (reste du Canada-1984), sont significatifs et de signe attendu. La magnitude de ces coefficients varient de .24 à .58, ce qui traduit des effets assez importants sur le vote.

Mais la conclusion la plus importante à tirer de ce tableau est la présence de coefficients significatifs dans les trois modèles estimant l'effet des déterminants économiques sur l'électorat québécois. Dans chacune des trois élections, l'effet de la variable d'impact de l'action gouvernementale sur le vote des Québécois est même plus important que l'impact observé dans l'électorat du reste du Canada. Il s'agit là d'un renversement de tendance assez spectaculaire si on considère l'absence d'une telle relation dans l'électorat québécois pendant toute la période Trudeau.

Quant à la variable d'anticipations égocentriques (évaluations égocentriques prospectives), elle a eu un effet sur le vote seulement lors des élections de 1984 (reste du Canada) et de 1993 (Québec). Hormis ces deux cas, la variable prospective ne semble pas contribuer davantage aux choix électoraux individuels, ce qui nous conforte dans l'idée que le modèle rétrospectif n'a rien à envier au modèle prospectif pour expliquer les choix électoraux individuels dans les dernières décennies au Canada.

Revenons à la variable d'évaluation économique complexe pour tenter d'en évaluer l'impact en termes de changements de probabilité face à la décision d'appuyer le gouvernement sortant. Par exemple, à l'élection de 1988, le coefficient est de .49. Si on transforme ce coefficient en changement de probabilité, le résultat donne .12, qu'on peut interpréter comme une augmentation de probabilité égale à 12 points de pourcentage d'appuyer le gouvernement conservateur sortant, lorsqu'un électeur accorde aux dirigeants en place le crédit d'une amélioration de sa situation plutôt que de juger avec neutralité l'action gouvernementale. L'effet observé à l'élection de 1988 au sein de l'électorat québécois constitue incidemment l'impact le plus important de cette variable dans les sept élections fédérales étudiées. A l'élection de 1993, le jugement sur la performance économique du gouvernement est lié de façon significative aux choix électoraux des

Québécois comme l'indique un changement de probabilité égal à 7 points de pourcentage.

Tableau 27

Déterminants du vote pour le parti du gouvernement fédéral sortant, Québec/Reste du Canada, 1984-1993, changements de probalilités

	1984		1988		1993	
	Reste du Canada	***Québec***	**Reste du Canada**	***Québec***	**Reste du Canada**	***Québec***
Identifié au parti gouvernemental	.53	*.44*	.30	*.31*	.40	*.57*
Identifié à un parti d'opposition	-.40	*-.65*	-.24	*-.18*	-.11	*-.24*
Evaluation des partis sur les enjeux-clés	.16	*.20*	.10	*.08*	.14	*.05*
Evaluation relative du P. Ministre	.19	*.18*	.12	*.10*	.11	*.06*
Impact gouvernemental sur la situation économique	**.00**	***.05***	**.08**	***.12***	**.04**	***.07***
Anticipations égocentriques	**.04**	***-.05***	**.04**	***.01***	**-.01**	***.08***
Moyenne/ Variable dépendante	.22	*.31*	.43	*.55*	.16	*.10*

Source: Analyses de l'auteur à partir de 1984-88-93-CNES.

Examinons maintenant les résultats des deux modèles supplémentaires élaborés pour les élections de 1988 et 1993, modélisation qui avait pour but d'estimer l'effet spécifique des évaluations égocentriques et sociotropiques sur le vote. Rappelons que seules les enquêtes électorales de 1988 et 1993 contenaient la gamme complète des variables d'évaluation économique. Le tableau suivant ne contient que les résultats portant sur les variables politiques et économiques. Pour les résultats complets, voir l'annexe 2.

Tableau 28

Déterminants du vote pour le parti du gouvernement fédéral sortant, Québec/Reste du Canada, 1988 et 1993 (modèle incluant évaluations égocentriques et sociotropiques)

	1988		1993	
Région	**Reste du Canada**	***Québec***	**Reste du Canada**	***Québec***
Constante	-3.68 ***	*-4.31 ****	-7.07 ***	*-4.39 ****
	(.48)	*(.84)*	(1.23)	*(1.61)*
Identifié au parti gouvernem.	1.26***	*1.52 ****	1.96 ***	*3.63 ****
	(.16)	*(.3)*	(.28)	*(.63)*
Identifié à l'un des partis d'opposition	-1.04***	*-.83 ****	-.73 ***	*-.94*
	(.16)	*(.26)*	(.34)	*(.73)*
Evaluation des partis	.36 ***	*.79 ****	.79 ***	*.67 ****
	(.06)	*(.11)*	(.12)	*(.26)*
Evaluation du P. Ministre et du chef de l'opposition.	.47 ***	*.40 ****	.67 ***	*72 ****
	(.06)	*(.11)*	(.13)	*(.26)*
-Evaluation Bouchard (l)	XXX	*XXX*	XXX	*-.90 ****
				(.23)

(suite)

Tableau 28 (suite)

Déterminants du vote pour le parti du gouvernement fédéral sortant, Québec/Reste du Canada, 1988 et 1993 (modèle incluant évaluations égocentriques et sociotropiques)

	1988		1993	
	Reste du Canada	***Québec***	**Reste du Canada**	***Québec***
Impact des politiques gouvernementales sur la situation des ménages	**.20** **(.13)**	***.02*** ***(.10)***	**.34 *** **(.21)**	***.46*** ***(.41)***
Evaluations égocentriques prospectives	**.11** **(.11)**	***.34*** ***(.24)***	**-.29** **(.18)**	***.73 **** ***(.43)***
Evaluations sociotropiques rétrospectives	**-.13** **(.11)**	***.06*** ***(.21)***	**-.13** **(.17)**	***.29*** ***(.38)***
Evaluations sociotropiques prospectives	**.17 *** **(.11)**	***.46 ***** ***(.20)***	**.61 ***** **(.18)**	***-.34*** ***(.40)***
Impact des politiques gouvernementales sur l'économie du pays	**.48 ***** **(.13)**	***.51 ***** ***(.23)***	**.29** **(.20)**	***-.56*** ***(.49)***
N	1 918	*528*	1 275	*541*
prédictions correctes	82	*79*	91	*96*
chi carré	1 043	*236*	626	*220*
pseudo R^2 corrigé	.59	*.53*	.56	*.49*

(1) Une variable d'évaluation du chef du Bloc Québécois, Lucien Bouchard, a été introduite en 1993 pour tenir compte de la montée de ce leader lors de cette élection fédérale.
Source: Analyses de l'auteur réalisées à partir des données d'enquêtes des Canadian National Election Studies.

L'observation la plus importante à tirer de ce tableau a trait à l'effet respectif des deux types de variables mesurant l'impact des politiques gouvernementales sur l'économie personnelle et sur l'économie du pays. En ce qui concerne l'élection de 1988, l'effet de la variable sociotropique semble avoir supplanté celui de la variable égocentrique (impact sur l'économie personnelle). La relation entre ce type d'évaluation (sociotropique) de la performance économique et le vote est relativement forte si on en juge par la magnitude des coefficients dans le reste du Canada (.48) et au Québec (.51).

À l'élection de 1993, la situation est différente puisque l'effet de la variable d'impact économique gouvernemental de type égocentrique demeure présent dans l'électorat du reste du Canada malgré l'insertion de la variable sociotropique dans la spécification. Dans le cas du Québec, aucune des deux variables d'impact gouvernemental n'a maintenant un effet sur le vote. Cependant, les attentes économiques égocentriques des électeurs continuent, dans cette spécification, d'influencer les choix électoraux des Québécois.

Nous allons maintenant procéder à l'estimation du modèle longitudinal tel qu'annoncé précédemment afin de vérifier la robustesse des paramètres obtenus dans le cadre du modèle en coupe transversale.

10.7 Résultats du modèle longitudinal

La spécification du modèle longitudinal est semblable à celle du modèle en coupe transversale (équation 1), sauf en ce qui concerne la variable d'identification partisane. Dans le modèle longitudinal, cette variable est celle mesurant l'orientation des attachements partisans au temps t-1. Rappelons que cette précaution vise à s'assurer de la présence, du côté droit de l'équation, d'une variable complètement exogène par rapport aux déterminants de court terme inclus dans la spécification. Dans le cas présent, la faible disponibilité de données longitudinales nous a contraint à limiter cette spécification aux seules élections de 1979 et 1993. Néanmoins, la présence d'une élection au coeur de chacune des deux périodes considérées (1972-1980 et 1984-1993) atténue fortement ce désavantage.

L'estimation du modèle longitudinal permet globalement de confirmer les résultats obtenus au moyen du modèle en coupe transversale. Même si quelques paramètres estimés sont différents, les deux approches ne présentent pas de différences significatives dans les résultats qu'elles permettent d'obtenir (voir les résultats complets reproduits à l'annexe 3). Dans le cas de l'élection de 1979, le modèle longitudinal confirme que les évaluations économiques n'ont pas eu d'influence sur les choix électoraux des Québécois lors de cette consultation électorale alors que leur impact s'est fait sentir sur les décisions électorales des citoyens du reste du Canada. Une

légère différence doit toutefois être soulignée entre les résultats des deux modèles. Dans le cas du modèle longitudinal, l'influence significative des jugements économiques sur le vote est celle découlant des évaluations prospectives plutôt que celle associée à la variable impact de l'action gouvernementale. Il faut toutefois noter que les deux modèles ont été estimés avec un nombre de cas très différents, le modèle longitudinal pouvant compter sur un N sensiblement inférieur (panel: N respectifs de 848 et 252 pour le Reste du Canada et le Québec; coupe transversale: N =1690 et N=564). Certaines disparités dans le caratère statistiquement significatif des coefficients estimés ne doit pas nous surprendre outre mesure en présence de telles différences échantillonnales.

Dans le cas du modèle longitudinal de l'élection de 1993 estimé à partir de l'enquête portant sur le Référendum sur l'entente de Charlottetown et sur l'élection de 1993, les résultats confirment en tous points la tendance observée au moyen du modèle en coupe transversale (voir l'annexe 3)

10.8 Bilan du vote économique au Québec et au Canada pendant les deux sous-périodes

Dans le but d'obtenir un tableau d'ensemble des déterminants politiques et économiques du vote dans les deux périodes considérées, nous avons regroupé les données des élections en deux sous-ensembles selon qu'elles appartiennent à l'une et l'autre période. Nous avons ensuite estimé deux modèles de vote pour chacune des deux sous-périodes, l'un pour le Québec et le second pour le reste du Canada. Les résultats du tableau 29 confirment ce que nous avons observé dans nos modèles en coupe transversale, à savoir que les variables économiques rétrospectives complexes (impact de l'action gouvernementale) ont influencé les électeurs du reste du Canada mais pas ceux du Québec pendant l'ère Trudeau.

Tableau 29

Déterminants du vote pour le gouvernement fédéral sortant, Québec/Reste du Canada,

(1972-1979) * et (1984-1993)

	1972-1979		1984-1993	
Région	**Reste du Canada**	***Québec***	**Reste du Canada**	***Québec***
Constante	-.10	*-.66 **	-.68 ***	*-1.15 ****
	(.42)	*(.41)*	(.20)	*(.14)*
Identifié au parti gouvernemental	1.89***	*2.55 ****	1.79 ***	*1.78 ****
	(.16)	*(.26)*	(.10)	*(.16)*
Identifié à l'un des partis d'opposition	-1.80***	*-2.04 ****	-1.34 ***	*-1.50 ****
	(.18)	*(.33)*	(.12)	*(.18)*
Evaluation des partis	.95 ***	*.98****	.82 ***	*.77 ****
	(.08)	*(.14)*	(.08)	*(.13)*
Evaluation P. Ministre-chef de l'opposition	1.05 ***	*1.12 ****	.98 ***	*.90****
	(.09)	*(.17)*	(.05)	*(.09)*
Impact du gouvernement sur l'économie	**.20 ****	***-.20***	**.29 *****	***.58****
	(.10)	***(.17)***	**(.06)**	***(.11)***
Evaluations égocentriques prospectives	**.29 *****	***.07***	**.13 ***	***.25 *****
	(.09)	***(.17)***	**(.07)**	***(.12)***
Age	.02	*.58 ***	.28 ***	*.08*
(50 ans et +)	(.14)	*(.25)*	(.09)	*(.16)*
Langue	.87 **	*.93 ****	-.67 ***	*-.03*
(Qué.: anglais; ROC: français)	(.34)	*(.30)*	(.19)	*(.21)*
Scolarité élevée	-.21	*.10*	.26 **	*-.09*
(université)	(.16)	*(.29)*	(.10)	*(.16)*
Revenus élevés	-.05	*-.55 ***	.14	*.20*
(tiers supérieur)	(.14)	*(.26)*	(.09)	*(.15)*
Région Ouest	-.35 **	*XXXX*	-.43 ***	*XXXX*
	(.14)		(.10)	
Région Est	-.09	*XXXX*	.21 *	*XXXX*
	(.18)		(.12)	
N	3 174	*895*	5 507	*1 783*
% prédictions correctes	90	*90*	87	*84*
chi carré	2 575	*825*	3 179	*927*
pseudo R^2 corr.	.76	*.81*	.62	*.58*

* Les données de l'élection de 1980 ont été exclues de ces analyses étant donné que cette élection ne permet pas d'évaluer l'hypothèse d'un vote économique rétrospectif dans l'électorat. Source: 1972-MOR; Autres: CNES.

Le modèle estimé à partir du regroupement des échantillons électoraux de 1984, 1988 et 1993 indiquent un net renversement de tendance dans le cas du Québec. La magnitude deux fois plus grande du coefficient associé aux évaluations égocentriques complexes dans l'électorat du Québec (.58 comparé à .29 dans le reste du Canada) est une indication de l'importance que prennent les jugements sur la performance économique du gouvernement fédéral dans le comportement des électeurs québécois depuis 1984.

Quant à l'influence des déterminants politiques du vote dans l'ère de l'après-Trudeau, la magnitude des coefficients estimés, tant au Québec que dans le reste du Canada, tend à indiquer que l'impact de l'identification partisane, des évaluations des chefs et des préférences partisanes a fléchi globalement dans les trois élections de la période 1984-1993 comparativement aux élections de la décennie précédente. La diminution de cette influence est particulièrement marquée dans l'électorat québécois, ce qui tend à confirmer que c'est l'affaiblissement des déterminants politiques qui a permis au vote économique de se manifester à l'intérieur de l'électorat québécois dès 1984.

10.8.1 Effets d'interaction

Le regroupement des échantillons électoraux en deux grandes sous-périodes nous permet d'explorer certains effets d'interaction entre les variables économiques et les variables politiques clés. Par exemple, l'idée que le recours aux évaluations économiques puisse être plus courante au sein de certains groupes partisans est une possibilité qui mérite d'être évaluée.

Nous avons donc procédé à l'estimation de trois modèles interactifs pour chacun des électorats étudiés. Le premier modèle intègre dans sa spécification une variable interactive formée de la multiplication des variables d'identification partisane (deux variables dichotomiques et une variable manquante "non identification") par la variable d'évaluation de l'impact gouvernemental sur l'économie. La spécification du modèle interactif (INTER1) est complétée par les autres variables contenues dans le modèle standard utilisé dans cette thèse (modèle (1) en coupe transversale).

Le second modèle (INTER2) est quasi-identique, sauf pour la forme de la variable interactive. Cette fois, le terme interactif a été formé en multipliant les variables de

préférences partisanes (évaluation des partis) par la variable d'évaluation d'impact gouvernemental. Les variables d'évaluation des partis prennent la forme de deux variables dichotomiques (neutralité et plus proche du parti au pouvoir) plus une catégorie manquante (plus proche d'un parti d'opposition).

Enfin, le troisième modèle interactif (INTER3) nous a permis de tester l'hypothèse selon laquelle l'effet des évaluations économiques complexes est fortement conditionné par le positionnement des électeurs sur les deux autres variables politiques, soit les préférences de chefs et de partis. Selon cette hypothèse, on s'attend à ce que l'influence de la variable économique clé (impact économique du gouvernement) soit particulièrement forte dans le groupe des électeurs ayant des préférences non concordantes quant au parti et au chef. Pour tester cette possibilité, nous avons construit une nouvelle variable formée de l'addition des variables d'évaluations de chefs et de partis. Cette nouvelle variable prend des valeurs allant de -2 (préférences pour le parti et le chef de l'opposition) à 2 (deux préférences favorisant le parti au pouvoir). Notre attente est à l'effet que le groupe composé des électeurs affichant un score de -1, 0 ou 1 sur cette variable sera le plus fortement influencé dans son comportement aux urnes par les évaluations économiques.

Les deux tableaux suivants nous donnent les résultats de ces différents modèles. Pour plus de clarté, nous avons omis les variables socio-démographiques et conservé uniquement les variables politiques et économiques. Les résultats complets sont reproduits à l'annexe 4. Le premier tableau porte sur la période Trudeau.

Tableau 30

Analyse des déterminants du vote pour le gouvernement fédéral sortant, Québec/Reste du Canada, 1972-1979 (spécifications interactives)

		INTER1		INTER2		INTER3	
	Région	**Reste du Canada**	***Québec***	**Reste du Canada**	***Québec***	**Reste du Canada**	***Québec***
Constante		-.28	*-.73*	-.13	*-.68 **	-.28	*-1.53 **
		(.55)	*(.66)*	(.42)	*(.42)*	(.51)	*(.93)*
Identifié au parti gouvernemental **(IDENTG)**		2.18***	*2.55 ****	1.88 ***	*2.56 ****	2.18 ***	*2.63 ****
		(.09)	*(.17)*	(.16)	*(.26)*	(.17)	*(.25)*
Identifié à l'un des partis d'opposition **(IDOPP)**		-1.64***	*-1.67 ****	-1.81 ***	*-2.03 ****	-1.91 **	*-2.16****
		(.62)	*(1.07)*	(.18)	*(.33)*	(.17)	*(.32)*
Evaluation des partis **(PARTIS)**	(1)	.95 ***	*.98 ****	(neutre)	*(neutre)*		
		(.08)	*(.14)*	-.14	*.19*		
				(.31)	*(.52)*		
				(gouver.)	*(gouver.)*		
				1.23***	*.90 **		
				(.32)	*(.51)*		
Evaluation P. Ministre/chef de l'opposition **(CHEFS)**		1.05 ***	*1.12 ****	1.06 ***	*1.12 ****		
		(.09)	*(.18)*	(.09)	*(.17)*		
Evaluation **CHEFS + PARTIS**	(2)						
-neutre ou faible		X	*X*	X	*X*	-.31	*1.21*
						(.41)	*(.94)*
-fort						2.58 ***	*2.27 ***
						(.49)	*(1.02)*

(suite)

Tableau 30 (suite)
Analyse des déterminants du vote pour le parti du gouvernement fédéral sortant, Québec/Reste du Canada, 1972-1979
(spécifications interactives)

	INTER1		INTER2		INTER3	
	Reste du Canada	***Québec***	**Reste du Canada**	***Québec***	**Reste du Canada**	***Québec***
Impact du gouvernement sur l'économie (IMPACT)	**.21 **** (.10)	*-.23 (.19)*	**.20 **** (.10)	*-.20 (.18)*	**.11** (.17)	*.16 (.44)*
Evaluations égocentriques prospectives (PROSPEC)	**.29 ***** (.09)	*.07 (.17)*	**.28 ***** (.09)	*.06 (.17)*	**.23 ***** (.09)	*.15 (.16)*
INTER 1						
IDENTG*IMPACT	**-.00 (.15)**	*-.12 (.30)*	**X**	*X*	**X**	*X*
IDOPP*IMPACT	**-.07 (.13)**	*.06 (.23)*				
INTER 2 (3)						
PARTIS (0) *IMPACT	**X**	*X*	**-.00 (.14)**	*-.08 (.24)*	X	*X*
PARTIS (1)*IMPACT			**-.09 (.14)**	*.03 (.24)*		
INTER 3 (4)						
$(CHEF+PARTI)^0$*IMPACT	**X**	*X*	X	*X*	**.32(.18)***	*-.36 (.45)*
$(CHEF+PARTI)^1$*IMPACT					**-.30 (.22)**	*-.03 (.49)*
N	3 174	*895*	3 174	*895*	3 174	*895*
% prédictions correctes	89	*90*	90	*90*	90	*89*
chi carré	2 575	*826*	2 578	*826*	2 455	*607*
pseudo R^2	*.76*	*.81*	*.76*	*.81*	*.74*	*.69*

Les chiffres de ce tableau sont des coefficients logistiques et des erreurs-types (entre parenthèses). Les astériques indiquent les coefficients significatifs (test unilatéral) aux seuils suivants: * $p< 0.1$, ** $p < 0.05$; *** $p<0.01$.
Note 1: Dans la spécification INTER 2, PARTIS est opérationnalisée sous forme de deux variables dichotomiques (neutralité et préférence favorisant le parti au pouvoir). La catégorie manquante est la préférence pour un parti d'opposition.
Note 2: Dans la spécification INTER 3, une variable formée de la somme de CHEFS+PARTIS a été ajoutée.
Note 3: Les variables PARTIS (0) et PARTIS (1) correspondent aux catégories de neutralité et de préférence pour le parti gouvernemental respectivement. La catégorie PARTIS (-1), préférence pour un parti d'opposition, représente la catégorie manquante dans cette spécification.
Note 4: $(CHEF+PARTI)^0$ correspond à des préférences contraires pour le parti et le chef ou à une préférence neutre sur l'une des deux dimensions. $(CHEF+PARTI)^1$ correspond à des préférences concordantes en faveur du parti gouvernemental.
Source: 1972: MOR; Autres:CNES.

Les coefficients associés aux variables interactives nous intéressent tout particulièrement. De façon générale, les résultats de ces modèles nous suggèrent qu'il existe peu d'effets d'interaction entre les variables d'identification partisane et les évaluations économiques (voir coefficients non significatifs). La seule exception a trait au modèle intéractif 3 (INTER3). On y voit, dans l'échantillon de l'électorat du reste du Canada, qu'un des termes interactifs est significatif (.31) et de signe attendu (+). Ce coefficient évalue précisément la force de la relation entre les évaluations de l'impact gouvernemental sur l'économie et le vote au sein du groupe formé par les électeurs ayant des préférences partisanes non concordantes ou faibles. Dans l'électorat du Québec, aucun effet d'interaction n'apparaît dans ce groupe d'électeurs, confirmant ainsi ce que nous avons observé dans nos analyses bivariées, à savoir l'absence de relation entre les évaluations économiques et le vote dans tous les groupes d'électeurs durant la période Trudeau. Examinons maintenant les coefficients associés aux termes d'interaction dans les élections des décennies 80 et 90.

Tableau 31
Analyse des déterminants du vote pour le parti du gouvernement fédéral sortant, Québec/Reste du Canada, 1984-1993
(spécifications interactives)

	INTER1		INTER2		INTER3	
Région	**Reste du Canada**	***Québec***	**Reste du Canada**	***Québec***	**Reste du Canada**	***Québec***
Constante	-.68 *** (.21)	*-1.15 *** (.15)*	-.78 *** (.21)	*-1.23 *** (.16)*	-.81 *** (.22)	*-1.26*** (.17)*
Identifié au parti gouvernemental **(IDENTG)**	1.75*** (.10)	*1.84 *** (.17)*	1.83 *** (.10)	*1.82 *** (.17)*	1.81 *** (.10)	*1.82 *** (.17)*
Identifié à l'un des partis d'opposition **(IDOPP)**	-1.38*** (.12)	*-1.52 *** (.18)*	-1.33 *** (.12) (neutre)	*-1.50 *** (.18) (neutre)*	-1.33 *** (.12)	*-1.49*** (.18)*
Evaluation des partis **(PARTIS)**	.82 *** (.08)	*.73*** (.13)*	.14 ** (.06) (gouver.) .74 *** (.09)	*.12 (.10) (gouver.) .71 *** (.13)*	.89 *** (.12)	*.69 *** (.21)*
Evaluation P. Ministre/chef de l'opposition **(CHEFS)**	.98 *** (.05)	*.92 *** (.09)*	.98 *** (.05)	*.89 *** (.09)*	.99 *** (.06)	*.85 *** (.10)*
Evaluation **CHEFS+PARTIS**						
-neutre ou faible	X	*X*	X	*X*	.20 *(.10)	*.16 (.12)*
-fort					.07 (.15)	*.09 (.30)*
Impact du gouvernement sur l'économie (IMPACT)	**.33*** (.07)**	***.64 *** (.11)***	**.25 *** (.07)**	***.59 *** (.12)***	**.16 * (.09)**	***.69 *** (.15)***
Evaluations égocentriques prospectives (PROSPEC)	**.10 (.07)**	***.25 ** (.12)***	**.13 * (.07)**	***.26 ** (.12)***	**.13 ** (.07)**	***.25 ** (.12)***
INTER 1						
IDENTG*IMPACT	**-.11 (.10)**	***.22 (.17)***	**X**	***X***	**X**	***X***
IDOPP*IMPACT	**-.07 (.09)**	***-.33(.14)****				
INTER 2 (2)						
PARTIS (0) *IMPACT	**X**	*X*	**.13 (.09)**	***-.00(.14)***	X	*X*
PARTIS (1)*IMPACT			**.02 (.12)**	***.08 (.19)***		
INTER 3 (3)						
$(CHEF+PARTI)^0$*IMPACT	**X**	*X*	X	*X*	**.20(.10)****	***-.15 (.17)***
$(CHEF+PARTI)^1$*IMPACT					**.06 (.15)**	***.45 (.25) ****
N	5 420	*1 745*	5 507	*1 783*	5 507	*1 783*
% prédictions correctes	87	*85*	88	*85*	87	*85*
chi carré	3 169	*925*	3 187	*929*	3 188	*933*
pseudo R^2 corrigé	.63	*.59*	.62	*.58*	.62	*.58*

Les chiffres de ce tableau sont des coefficients logistiques et des erreurs-types (entre parenthèses). Les astériques indiquent les coefficients significatifs (test unilatéral) aux seuils suivants: * $p< 0.1$, ** $p < 0.05$; *** $p<0.01$.

D'une part, les deux premiers modèles (INTER1 et INTER2) ne nous permettent pas davantage de mettre en évidence de quelconques effets d'interaction entre les variables politiques et économiques. Sauf pour un terme interactif dans l'électorat du Québec [modèle 1: -.33, significatif mais de signe contraire (-)], aucun des coefficients estimé n'est significatif.

Par contre, le modèle 3 nous permet d'observer des effets d'interaction à la fois dans l'électorat du reste du Canada et dans celui du Québec. Dans le premier électorat, le coefficient significatif (.20) confirme ce que nous avons observé auparavant, à savoir que l'influence des évaluations économiques s'est faite sentir de façon privilégiée parmi les électeurs ayant des préférences de partis et de chefs soit faibles, soit contradictoires.

Dans le cas du Québec, l'effet d'interaction est plutôt observé dans le groupe d'électeurs affichant des préférences favorisant le parti au pouvoir. Rappelons nous que ce résultat avait déjà été entrevu dans les analyses bivariées de la période 1984-93 (voir tableau 24: gamma de .65 dans le groupe préférant à la fois le chef et le parti au pouvoir). On peut probablement expliquer ce résultat par le comportement de plusieurs électeurs conservateurs

aux élections de 1988 et 1993. En 1988, un grand nombre d'entre eux, sans doute déçus par certains aspects de la performance conservatrice, mais en même temps peu attirés par les politiques libérales ou par le chef de ce parti John Turner, ont eu recours aux évaluations économiques pour orienter leur choix électoral. En 1993, un phénomène similaire a pu jouer mais cette fois avec encore plus d'intensité. Les électeurs conservateurs, toujours aussi froids vis-à-vis le chef libéral (Jean Chrétien) mais tentés pour plusieurs d'entre eux (surtout les plus nationalistes) d'appuyer le Bloc québécois et son chef Lucien Bouchard, ont alors utilisé les arguments de la rationnalité économique pour jeter dehors les Conservateurs dans un contexte économique fort difficile.

10.9 Modèle selon l'approche de Markus: les rôles respectifs des économies subjective et objective

Nous avons déjà exposé les avantages et les inconvénients respectifs des analyses du vote économique réalisées à partir de données en série chronologique et de données en coupe transversale. Dans le premier cas, ce type d'approche permet de mesurer l'effet des conditions économiques objectives sur le vote et d'évaluer simultanément l'influence des perceptions (niveau agrégé) sur le comportement électoral lorsque de telles évaluations sont disponibles. Dans le cadre de la présente thèse, seules les fluctuations de la conjoncture économique ont pu être intégrées à notre modèle en série chronologique, les perceptions de l'économie n'étant pas disponibles pour l'ensemble de la période à l'étude.

L'influence de ces perceptions a pu être évaluée au moyen des modèles en coupe transversale mis au point dans la seconde partie de cette thèse. Nous avons vu que de telles évaluations de la performance économique gouvernementale pouvaient avoir un effet relativement important sur le vote, mais que cet effet était conditionné à la fois par la force des déterminants politiques du vote et par certains facteurs liés à la dualité système partisan (Québec/reste du Canada). Toutefois, il n'est pas possible

de tester, dans le cadre d'une telle approche, l'influence que pourrait avoir sur les choix électoraux les fluctuations de la conjoncture économique, cette dernière dimension ne présentant aucune variation dans un devis en coupe transversale.

Un troisième type d'approche permet toutefois de surmonter cette difficulté et de mesurer simultanément l'effet des perceptions et des fluctuations de l'économie sur le vote individuel. Markus (1988, 1992) a élaboré un tel modèle dans le cadre de ses travaux visant à trancher le débat égocentrique/rétrospectif. Regroupant en un seul échantillon l'ensemble des données individuelles portant sur les neuf élections présidentielles américaines ayant eu lieu entre 1956 et 1988, il a pu intégrer du côté droit de l'équation à la fois des variables de perceptions égocentriques sur la situation financière des électeurs et des mesures reflétant les fluctuations de la conjoncture économique entre 1956 et 1988, statistiques traduisant le versant sociotropique du modèle. On peut désigner cette approche sous le terme d'analyse en coupes transversales fusionnées ("Pooled Cross-Sectional Analysis"). Le modèle utilisé par Markus (1988) prend la forme suivante:

$$Vote_{it} = \alpha + \beta_1 PERSFIN_{it} + \beta_2 \Delta RPDI_t + (\beta_3 + \beta_4 ID_{it} + \beta_5 RACE_{it}) INCUMB_t + \mu_{it}$$

où

$Vote_{it}$ correspond au vote de l'individu i au temps t, ce vote pouvant être exprimé sous la forme d'une variable dichotomique prenant la valeur 1 ou 0 selon que l'électeur appuie ou non le gouvernement sortant,

PERSFIN est une mesure de la situation financière égocentrique rétrospective,

ΔRPDI est le changement dans le revenu personnel disponible observé dans l'année présidentielle,

INCUMB indique l'identité du parti au pouvoir (1 pour les Démocrates et -1 pour les Républicains),

ID est une variable d'identification partisane,

RACE identifie l'appartenance au groupe des électeurs de couleur.

Précisons que le terme entre parenthèses évalue la possibilité d'une interaction entre l'identité du parti sortant et les variables d'identification partisane et de race.

Les résultats obtenus par Markus (1988) méritent d'être rappelés. Sa principale conclusion tend à montrer qu'on ne peut opposer vote égocentrique et vote sociotropique, les deux formes d'influence étant présentes dans les choix électoraux des électeurs américains. Autrement dit, les variables de l'économie objective et de l'économie subjective ont toutes deux un effet indépendant sur le vote.

> "In addition to the impact of national economic conditions on the vote, [our demonstration] shows that individuals' perceptions of changes in their personal financial situations are linked to their candidate choices in presidential elections" (Markus 1988 148).

Nous avons voulu appliquer ce type de devis pour évaluer l'effet spécifique des évaluations de la performance économique du gouvernement canadien et des fluctuations de la conjoncture réelle. Compte tenu des résultats de nos analyses en série chronologique, nous avons choisi d'inclure dans ce modèle à la Markus une variable marquant les changements survenus dans la situation du chômage. Cette variable a été construite en calculant la différence

du taux de chômage entre le moment de l'élection et le niveau moyen du même indicateur dans les trois années précédentes.[70] Nous avons également ajouté à cet indicateur les changements dans le revenu personnel disponible mesurés d'une façon similaire. L'ajout de cet indicateur se justifie par le fait que notre variable d'évaluation de la performance économique du gouvernement est justement construite à partir d'une mesure des changements perçus par les électeurs dans leur revenu familial disponible.

Les changements réels dans le revenu personnel disponible peuvent être considérés comme des effets intervenant au niveau du pays dans son ensemble, le modèle postulant que l'influence de ces changements est uniforme pour tous les électeurs au moment d'une élection donnée. À l'opposé, les changements de la situation financière personnelle tels que perçus par les électeurs varient d'un individu à l'autre, même dans le cadre d'une élection donnée. En mesurant l'impact respectif de ces deux variables dans un modèle multivarié, nous nous trouvons à isoler l'effet net et spécifique des perceptions subjectives sur le vote.

---

[70] Il s'agit de la pratique courante en cette matière. Alt (1979) a eu recours au même horizon temporel de trois ans pour construire ses variables de taux "critiques" d'inflation. Nadeau et Blais (1993) ont eu recours quant à eux à une période de comparaison de cinq ans.

Suivant la stratégie utilisée jusqu'à présent dans cette thèse, nous avons procédé à l'estimation de deux modèles, l'un pour l'électorat du reste du Canada et le second pour l'électorat du Québec. Nos modèles en coupes transversales fusionnées prennent la forme suivante:

$$VOTE_{it} = \alpha + \beta 1IDENTG_{it} + \beta 2IDOPP_{it} + \beta 3CHEF_{it} + \beta 4PARTI_{it} + \beta 5IMPACT_{it} + \beta 6PROSPEC\ it + \beta 7\Delta TAUX\ CHOMt + \beta 8\Delta REVENU_{t} + \beta 9POST80 + \beta 10SORTANT_{t} + \beta 11(IMPACT * SORTANT) + \beta 12(IMPACT * POST80) + \beta 13SOCIODEMO_{it} + \mu_{it}$$

Les variables de ce modèle sont les mêmes que celles utilisées dans notre modèle en coupe transversale (équation 1), sauf pour les mesures de la conjoncture économique (changements du taux de chômage et du revenu personnel disponible) et la variable reflétant l'identité du parti gouvernemental sortant (1=libéral; 0=conservateur). Les termes d'interaction visent à évaluer la possibilité que le vote économique ait pu varier en fonction de l'identité du parti au pouvoir (SORTANT) ou de la période considérée POST80: 1= post 80; 0 = pré 80).

En ce qui concerne la méthode utilisée pour estimer cette équation, nous avons eu recours à la même que celle employée par Markus (1988) qui avait estimé son équation par la méthode des moindes carrés ordinaires. Il avait

toutefois pris la précaution d'utiliser une variable instrumentale en lieu et place de la variable de changement dans le revenu personnel disponible compte tenu de l'erreur de mesure entachant la variable économique choisie (suivant en cela la conduite suggérée en pareil cas par Johnston 1985:428-35). En ce qui concerne la présente démarche, cette précaution ne nous apparaît pas nécessaire étant donné que notre variable économique clé, soit l'impact de l'action gouvernementale sur le changement dans le revenu familial, n'est pas reconnue pour la faiblesse de sa fiabilité statistique.[71]

[71]Comme dans les analyses précédentes, celle-ci exclut les données de l'élection de 1980.

Tableau 32

Déterminants du vote, 1972-1993,

(modèle en coupes transversales fusionnées), Québec/reste du Canada

	Reste du Canada		Québec	
			A	B
Constante	.326 ***	___	.357 ***	.226 ***
	(.02)		(.02)	(.04)
Identifié au parti gouvernemental	.40 ***	___	.429 ***	.427 ***
	(.01)		(.01)	(.02)
Identifié à l'un des partis d'opposition	-.134 ***	___	-.166 ***	-.165 ***
	(.01)		(.02)	(.02)
Evaluation des partis	.10 ***	___	.09 ***	.09 ***
	(.01)		(.01)	(.01)
Evaluation P. Ministre/chef de l'opposition	.11 ***	___	.094 ***	.095 ***
	(.00)		(.01)	(.01)
Impact du gouvernement sur l'économie	**.04 *****		**.029**	**.013**
	(.01)	___	**(.02)**	**(.02)**
Evaluations égocentriques prospectives	**.012 *****	___	**.003**	**.001**
	(.00)		**(.01)**	**(.01)**
Chômage	**-.015 *****	___	**-.01 ***	**-.01 ***
	(.00)		**(.008)**	**(.009)**
Revenu pers. disponible	**.01 *****	___	**-.032 ****	**.02 ***
	(.00)		**(.01)**	**(.01)**
REVENU*POST80	X	___	X	.122***
				(.03)
CHOM*POST80	X	___	X	X
POST80	.017 **	___	-.074 ***	.246 ***
	(.01)		(.02)	(.07)
SORTANT	.057 ***	___	.09 ***	.071 ***
	(.01)		(.02)	(.02)
IMPACT*SORTANT	-.029 ***	___	-.04 **	-.023
	(.01)		(.02)	(.02)
IMPACT*POST	-.003	___	.036 **	.033 **
	(.00)		(.02)	(.02)

(suite)

Tableau 32

Déterminants du vote, 1972-1993,
(modèle en coupes transversales fusionnées), Québec/reste du Canada

	Reste du Canada		Québec	
Age	.032 ***	___	.028 ***	.028 ***
(50 ans et +)	(.00)		(.01)	(.01)
Langue	.066 ***	___	.026 *	.026 *
(Qué.: anglais; ROC: français)	(.02)		(.02)	(.02)
Scolarité élevée	.012	___	-.013	-.012
(université)	(.01)		(.01)	(.01)
Revenus élevés	.008	___	.00	-.00
(tiers supérieur)	(.01)		(.01)	(.01)
Région Ouest	-.034***	___	X	X
	(.01)			
Région Est	.018 **	___	X	X
	(.01)			
N	9 208	___	3 032	3 032
R^2 corrigé	.59		.61	.62

Source: 1972: MOR; Autres: CNES.

Examinons d'abord les résultats dans l'électorat du reste du Canada. Nous voyons dans le tableau 32 que les variables politiques ont les effets les plus importants sur les choix électoraux. Quant aux variables économiques, les coefficients qui sont associés aux variables d'évaluations PROSPEC et IMPACT sont tous les deux significatifs et traduisent une influence relativement importante sur le vote. Les coefficients liés aux variables de la conjoncture économique (CHOM et REVENU)

sont également significatifs et de signe attendu, c'est-à-dire négatif pour le chômage et positif pour le revenu personnel disponible. Ces coefficients tendent à indiquer qu'une baisse (hausse) dans le taux de chômage a eu pour effet, pendant cette période, d'augmenter (de réduire) la probabilité d'appuyer le gouvernement sortant. Des changements dans le revenu personnel disponible se sont également traduits par un impact significatif sur les choix électoraux.

Le coefficient significatif et positif de la variable SORTANT indique, dans l'électorat canadien, une plus forte propension à appuyer le gouvernement au pouvoir lorsque celui-ci est libéral (72, 74, 79, 84). Le coefficient de la variable POST80 est significatif, indiquant que la propension des électeurs à appuyer le parti au pouvoir a varié dans les deux sous-périodes étudiées.

En ce qui concerne les effets d'interaction, le terme IMPACT*POST80 n'est pas non plus significatif, confirmant que l'effet des évaluations économiques sur les choix électoraux a été relativement constant dans l'électorat canadien pendant toute la période à l'étude. Quant à la variable interactive IMPACT*SORTANT, elle est significative et de signe négatif, ce qui tend à montrer que les électeurs du reste du Canada ont eu tendance à

recourir de façon plus importante aux évaluations de la performance économique du gouvernement lorsque ce dernier était formé par le Parti progressiste-conservateur. [72]

Examinons maintenant les résultats dans l'électorat du Québec. Observons d'abord dans la spécification A l'impact important des déterminants politiques sur le vote. Etant donné que l'impact des considérations économiques ne s'est fait sentir que dans trois élections sur sept (84, 88, 93), il n'est pas tellement surprenant de constater que les variables IMPACT et PROSPEC ne sont pas significatives. Toutefois, le coefficient de la variable IMPACT approche le seuil de signification de .10, ce qui traduit sans doute le renforcement de la relation dans l'ère de l'après-Trudeau.

Les résultats indiquent une légère influence du taux de chômage (CHOM). L'effet de la variable de changement dans le revenu personnel disponible (REVENU) semble faible, et son signe (négatif) est contraire à la direction attendue. On peut se demander si cette dernière anomalie ne pourrait

[72]Dans la première partie de cette thèse, nous avons constaté que l'effet de la conjoncture économique sur l'appui gouvernemental au sein de l'électorat du reste du Canada avait quelque peu fléchi lors du premier mandat conservateur. Les résultats actuels montrent toutefois que le vote économique des électeurs canadiens s'est plutôt manifesté pendant cette période par le biais de jugements sur la performance gouvernementale, sans que ces évaluations aient nécessairement un lien avec la situation économique objective. Cette interprétation est compatible avec le constat selon lequel la popularité du premier gouvernement Mulroney a peu bénéficié, durant le déroulement de son mandat, du bilan économique favorable en matière d'emploi.

pas s'expliquer par la faiblesse de la relation entre cette variable et le vote dans la période Trudeau. Une telle hypothèse pourra être testée en introduisant une variable interactive supplémentaire (REVENU*POST80). Quant aux autres variables interactives, les coefficients qui y sont associés sont significatifs et de signes attendus. Le coefficient de la variable IMPACT*POST80 montre que les évaluations économiques ont eu un effet sur les choix électoraux des Québécois après 1980. Le coefficient négatif de la variable IMPACT*SORTANT suggère que l'impact du vote économique a été surtout concentré dans les élections où le gouvernement sortant était conservateur.

L'hypothèse selon laquelle l'effet du changement dans le revenu personnel disponible (REVENU) s'est fait sentir uniquement dans la période post 1980 a été vérifiée en incluant dans la spécification B un terme d'interaction formé de la multiplication des variables REVENU et POST80.[73] Comme l'indique le tableau 32 (dernière colonne), le coefficient obtenu dans le premier cas est significatif et de signe attendu (positif), confirmant un effet du revenu personnel disponible sur les choix électoraux des Québécois, mais seulement à partir de l'élection de 1984.

---

[73]Nous nous sommes abstenu de créer une variable interactive dans le cas du taux de chômage étant qu'un telle spécification aurait créé un problème sévère de colinéarité.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Deux préoccupations centrales ont inspiré la recherche conduite dans cette thèse de doctorat. La première question intéresse tout particulièrement la science politique québécoise et canadienne tandis que la seconde rejoint le domaine plus large des études cherchant à éclairer les relations entre l'économie et le comportement politique des électeurs.

Du point de vue de la politique canadienne, la présente recherche se justifiait d'abord par le bilan mitigé des études ayant mis en relation l'influence des conditions économiques générales sur les choix électoraux et les résultats des élections au Canada. Pour les uns, cette influence serait minimale ou très conjoncturelle. Ce qui revient à dire que l'économie aurait eu un impact sur le comportement des électeurs canadiens seulement lorsque certaines conditions politico-économiques ont été réunies (Monroe et Erickson 1986; Clarke et Zuk 1987). Ce courant insiste surtout sur le rôle du débat partisan comme catalyseur des mécanismes dont se servent les électeurs pour récompenser ou punir le gouvernement en place sur la base des fluctuations de l'économie.

Pour d'autres, l'influence des conditions économiques sur les choix ou sur les résultats électoraux en tant que tels n'est pas nécessairement soumise à des conditions aussi restrictives. De façon générale, les électeurs récompensent leurs dirigeants en les réélisant lorsque les choses vont bien au plan économique, et les punissent en portant au pouvoir leurs opposants lorsque la situation de l'économie apparaît mauvaise ou sans perspective d'amélioration. Une telle conception de la relation entre l'économie et le comportement des électeurs renvoie aux théories classiques du vote rétrospectif telles que développées par des auteurs comme Key (1966) ou Kramer (1971). Dans le cas canadien, cette approche du vote économique a permis de confirmer l'existence d'un lien entre l'économie et le vote (Nadeau et Blais 1993; Happy 1992).

La position retenue dans la présente recherche se voulait à mi-chemin entre ces deux courants. D'une part, la démarche actuelle reconnaissait dès le départ que certains facteurs politiques pouvaient conditionner l'apparition d'un vote économique dans un électorat donné. Parmi ces facteurs, nous avons placé au premier plan la stabilité des alignements partisans dans le ou les électorats considérés. Toutefois, notre approche ne rejetait pas non plus l'idée selon laquelle l'influence de l'économie sur

le vote pouvait s'exercer selon le schéma traditionnel de l'électeur rétrospectif. Cependant, nous sommes maintenant d'avis, compte tenu des résultats obtenus dans cette recherche, qu'un tel lien direct entre l'économie et le vote n'est pas toujours observable. Nos résultats ont montré qu'il peut surtout se manifester au sein d'électorats évoluant dans un système partisan faiblement aligné. Autrement, une forte stabilité des alignements partisans a tendance à restreindre de façon trop importante la marge d'influence des facteurs électoraux de court terme parmi lesquels prennent place les déterminants économiques.

En effet, les deux stratégies de recherche mises de l'avant dans cette étude (série chronologique/coupe transversale) aboutissent à des conclusions convergentes: nous n'avons pu déceler aucune trace de vote économique dans le vote fédéral des Québécois durant la plus grande partie du règne libéral, sauf pour la dernière partie du mandat de 1980. Ce n'est véritablement que dans l'ère de l'après-Trudeau qu'apparaissent les premiers signes d'une nette influence de l'économie sur le comportement électoral des Québécois au niveau fédéral. Par contre, l'ensemble électoral constitué par les citoyens du reste du Canada a été perméable tout au long des trois décennies étudiées (1960, 1970, 1980 et début 90) à l'influence des

conditions économiques, phénomène qui a toutefois varié en importance selon les contextes politiques et économiques. ***Notre hypothèse énoncée dans le cadre de l'analyse en série chronologique (la conjoncture économique a influencé l'appui des électeurs canadiens au gouvernement fédéral pendant les décennies 1960 à 1990) a donc été confirmée au moins en partie.*** Compte tenu de la double stratégie de recherche retenue dans cette thèse, ces conclusions apparaissent particulièrement solides du point de vue de l'étude du vote économique au Canada. Toutefois, nous avons aussi montré que ce vote économique avait été concentré essentiellement dans l'électorat du reste du Canada durant l'ère Trudeau.

Nous sommes d'avis que ce constat permet d'éclairer le débat entourant l'existence et la force du vote économique au Canada. Comme nous l'avons indiqué précédemment, les études portant sur cette question dans le cas canadien n'avaient pas réussi à dégager un consensus au plan des résultats. Nos propres conclusions, en particulier celles qui mettent en évidence la dichotomie Québec/reste du Canada quant à l'expression d'un vote économique, contribuent à expliquer cette situation. Nos résultats tendent en effet à montrer que le Canada peut être considéré, à tout le moins jusqu'au début de la décennie 1980, de la même façon qu'un groupe de pays incluant

l'Italie et l'Allemagne dont la relation économie/vote peut être qualifiée de modérée ou fluctuante.

Cette qualification se justifie par la présence, au sein de l'électorat canadien, d'un groupe important d'électeurs (l'électorat du Québec) dont le comportement a été plus ou moins imperméable aux effets de l'économie, du moins pendant l'ère Trudeau. Cette absence de vote économique dans l'électorat québécois en général a été observée autant dans notre analyse en série chronologique que dans notre analyse en coupe transversale, ce qui confirme de façon nette l'hypothèse d'un électeur québécois ne disposant pas de tous les attributs de l'électeur économique durant le règne hégémonique du Parti libéral.

Nous pensons que cette situation n'est pas étrangère aux difficultés qu'ont éprouvées les chercheurs, dans le passé, à identifier un vote économique fort et constant dans l'électorat canadien. Incidemment, l'effet de dilution du vote économique qu'a pu exercer l'électorat québécois à l'intérieur de l'électorat canadien globalement considéré peut expliquer la faiblesse de la relation entre l'économie et le vote constaté dans un certain nombre d'études. D'ailleurs, les études antérieures ont rarement distingué les deux électorats.

Une autre contribution plus générale touche le champ de la science politique s'intéressant de façon spécifique aux relations entre l'économie et les comportements électoraux. Comme le mentionnait Michael Lewis-Beck en 1991, ce domaine de recherche fait face à un défi considérable en lien avec le caractère fluctuant de la relation à l'étude. En plus du problème de variabilité transnationale, Lewis-Beck mentionnait également les disparités importantes entre les résultats des recherches réalisées au moyen de données agrégées et les études recourant à des données en coupe transversale. Comment réconcilier les résultats plus ou moins contradictoires issus de ces différents types d'études, particulièrement dans le cas canadien où le bilan des recherches était particulièrement mitigé?

Nous avons montré que l'application d'une stratégie de recherche recourant de façon simultanée aux deux grandes approches du vote économique pouvait s'avérer fort pertinente, particulièrement dans le contexte canadien. Cette façon de faire permet de confronter au sein d'une même démarche de recherche les résultats obtenus à partir d'approches qui ont chacune leurs avantages et leurs limites. Une telle pratique permet en plus d'assurer un minimum de cohérence quant à la formulation des questions intéressant l'une et l'autre des stratégies de recherche.

Nos résultats militent en faveur d'une conception non mécaniste du vote économique, i.e. qui ne postule en rien "that the relationship between economic conditions and the vote is unconditional, uniform and constant" (Leithner 1993: 340). Cette proposition signifie que le vote économique devrait être étudié préférablement en tenant compte des variables politiques contextuelles susceptibles d'influer sur l'orientation et la force de la dite relation. Dès le début des années 80, Kernell et Hibbs (1981) plaidaient pour une telle conception après avoir constaté le bilan "éclaté" des conclusions touchant ce domaine de recherche. La longue citation suivante mérite d'être reproduite étant donné sa pertinence toujours actuelle:

> "Micro decisions underlie these macro relationships, and a definitive understanding of the effects of the economy on political support awaits clarification of a number of issues about how electorates perceive and evaluate the economy. (...). And to the degree that groups within the population are differentially affected by given economic conditions, they should also differ in their satisfaction with the government's performance. (...). The political impact of economic conditions may, therefore, have a less than perfect association than suggested by its aggregated individual effects. Accordingly, understanding the relationships between the economy and public opinion may require that we study less the structural features of the economy or even the collective self-interest of income classes, and more the structural features of the polity" (Kernell et Hibbs 1981: 50).

Plus d'une décennie plus tard, leur constat apparaît tout aussi important (e.g. Lewis-Beck 1991), notamment dans le cas canadien.

S'il faut identifier une contribution particulière de la présente thèse au champ de la science politique s'intéressant au vote économique, nous pensons que les deux points suivants devraient être retenus:

1. des électorats différenciés en termes d'histoire, de contexte et de culture politique peuvent réagir politiquement de façon fort différente à des conditions économiques similaires;

2. avant de procéder à l'estimation de liens statistiques entre l'économie et les comportements électoraux dans certains électorats, nous devrions chercher à bien caractériser les variables politiques et partisanes associées à ces électorats.

Les conclusions de notre étude apportent une autre contribution, cette fois en relation avec l'avancement des connaissances intéressant la science politique canadienne et québécoise. Cet apport renvoit à l'aspect de notre démonstration établissant le caractère distinct du

comportement électoral des Québécois au sein du système politique fédéral. Cette question a fait l'objet d'un certain nombre de débats en science politique. Jusqu'à présent, la spécificité électorale québécoise a surtout été abordée sous l'angle du vote monolithique (Cairns, 1968; Macpherson 1991; Bakvis et Macpherson 1995), cette tendance à voter d'un seul bloc qui aurait caractérisé le comportement des électeurs du Québec pendant une longue partie de leur histoire politique fédérale.

Pour certains, ce phénomène ne constitue pas un "fait social autonome" et tiendrait davantage aux distorsions du système électoral qu'à une véritable spécificité électorale (Cairns 1968). Par contre, d'autres voient dans le vote en bloc des Québécois lors des élections fédérales une forme de rationalité électorale utilisée par un groupe minoritaire pour se tailler une marge d'influence adéquate à l'intérieur du système politique fédéral (Bakvis et Macpherson 1995). De ce point de vue, le vote monolithique des Québécois reposerait sur des fondements psycho-sociologiques réels dont la mécanique reste encore largement à éclaircir. Nous pensons que la présente recherche contribue quelque peu à cette tâche d'approfondissement. En effet, nous avons constaté l'absence de vote économique dans l'électorat québécois pendant l'ère Trudeau, ce qui nous permet de mieux

comprendre une dimension fort importante de ce "fait social autonome" qui s'est manifesté par une rationalité politico-économique distincte.

En ce qui concerne les analyses scrutant le comportement électoral individuel, la spécificité électorale québécoise a souvent été reconnue implicitement dans un certain nombre d'études empiriques en science politique. Cependant, peu de travaux ont été conçus de façon conséquente au plan de la modélisation et de l'analyse du vote comme cela fut le cas dans le cadre de la présente thèse. Par exemple, lorsque Clarke et al. (1996) soutiennent que la flexibilité partisane est la principale marque de commerce des électeurs canadiens depuis plusieurs décennies, il apparaît difficile d'étendre leur proposition à l'ensemble de électorat canadien (i.e. comprenant les électeurs québécois) pour toute la période de l'après-guerre. La difficulté apparaît de façon évidente dans la citation suivante:

"A major consequence of decades of brokerage politics is that no party has been able to count on a stable base of supporters who will remain loyal to it through the bad times as well as the good" (Clarke et al. 1996:50).

Or, nous avons démontré qu'il existait une exception importante à ce constat général: le règne politique du Parti libéral fédéral au Québec pendant l'ère Trudeau. Une proposition résume bien l'attitude des électeurs québécois vis-à-vis les gouvernements libéraux qui se sont succédé pendant les décennies 1960, 1970 et 1980. C'est justement d'avoir appuyé ces gouvernements en faisant abstraction des hauts et des bas de la conjoncture économique. Autrement dit, nos résultats tendent à montrer que le Parti libéral fédéral a pu compter sur l'appui quasi indéfectible d'une portion importante de l'électorat québécois pendant qu'il se trouvait à la tête du pays dans les décennies 1960 et 1970.

Confrontés à une conjoncture économique difficile, plusieurs de ces électeurs ont souvent considéré que le gouvernement sortant était au moins en partie responsable de cet état de fait. Ainsi, l'absence de vote économique chez les Québécois durant l'ère Trudeau ne découle pas d'un défaut d'attribuer la responsabilité au gouvernement pour les déboires économiques vécus par les citoyens. Elle s'expliquerait plutôt par le fait qu'un grand nombre d'électeurs ne pouvaient envisager sérieusement, même pour des griefs économiques importants, une défection dans leur appui au gouvernement libéral sortant. Le résultat fut que bien peu d'entre eux étaient disposés à punir le

gouvernement pour les mauvaises performances économiques en accordant leur confiance au principal parti d'opposition. ***Rappelons que l'une de nos hypothèses indiquait la possibilité que le micro-mécanisme associé au jugement sur la performance économique des élus soit inopérant dans l'électorat québécois, ce que nos résulats ont confirmé.*** Mais ils ont également montré que ces jugements étaient présents chez les électeurs québécois même s'ils n'ont pas joué un grand rôle au plan électoral, du moins sous le règne du Parti libéral.

La découverte de deux régimes bien distincts quant à l'effet respectif des déterminants politiques et économiques sur le vote revêt une grande importance. Le premier régime est celui ayant pris place dans la période d'hégémonie libérale et le second s'est manifesté sous le règne du Parti progressiste-conservateur. Pendant la période libérale, la force impressionnante des déterminants traditionnels du vote a eu pour effet d'empêcher l'expression d'une quelconque influence des facteurs relatifs à l'économie. En revanche, le déclin de l'identification au Parti libéral ainsi que l'affaiblissement des liens partisans a favorisé l'émergence d'un vote de nature économique au début de la décennie 1980, à l'instar de ce qui a été observé dans la plupart des démocraties occidentales ces deux dernières

décennies (Norpoth, Lewis-Beck et Lafay 1991). Les attachements partisans ont également connu un certain fléchissement dans le reste du Canada. Toutefois, l'effet de cet affaiblissement s'est avéré moins dramatique sur le phénomène à l'étude en fin de période étant donné qu'il existait déjà un niveau relativement important de vote économique dans cet électorat.

Comment expliquer cette évolution des attachements partisans, particulièrement au Québec? Outre les effets générationnels, la théorie de Carmines et Stimson relativement au rôle des "super enjeux" dans la transformation des alignements partisans nous a semblé fort pertinente pour expliquer le changement survenu dans les équilibres partisans au Canada vers 1982. Dans le cas canadien, l'histoire politique ne manque pas d'événements auxquels ont été associés des conséquences décisives pour l'image des partis. Or, la question de l'unité nationale peut être considérée comme un "super enjeu" capable d'induire de telles transformations. D'une part, nos observations sur l'évolution des images partisanes nous amènent à penser que la question nationale a été au coeur du phénomène d'appui quasi indéfectible favorisant le Parti libéral au Québec. D'autre part, nous avons soutenu que la transformation des alignements partisans constatée au début des années 1980 avait été induite en partie par

l'entrée dans une nouvelle ère au chapitre des rapports Québec/Canada. La réforme constitutionnelle de 1982 a sans doute contribué à installer le système partisan québécois sur ses nouvelles fondations.

La redécouverte d'un Parti progressiste-conservateur longtemps boudé par les électeurs québécois a également son importance dans ce processus. Le fait qu'un Québécois, Brian Mulroney, ait pris les commandes de ce parti en 1983 au moment où le Parti libéral était sur le point de choisir un leader anglophone pour succéder à Pierre Elliott Trudeau a également contribué à détruire pour de bon les fortes images partisanes accolées à chacun de ces partis au Québec. Suite au rapatriement de 1982 et au moment de l'élection de 1984, un grand nombre de Québécois ont modifié leurs préférences quant au parti le plus apte à défendre leurs intérêts à Ottawa.

L'existence de ces deux régimes fut également perceptible au niveau des règles de décision électorale assurant la combinaison des déterminants politiques et économiques du vote. Dans un système partisan relativement fort et stable comme celui de la période Trudeau au Québec, les électeurs les plus susceptibles de voter en fonction de la performance économique gouvernementale sont précisément ceux dont les préférences partisanes ne sont pas

totalement concordantes. Dans ce cas, tout fonctionne comme si les considérations économiques pouvaient se faufiler jusqu'au coeur du processus de décision électorale avec une forte probabilité d'influencer le vote de l'électeur. Un tel mécanisme peut très bien se concevoir dans un contexte où la force des attachements partisans laisse bien peu de place aux autres facteurs de vote dans le processus de décision électorale.

Cependant, ces conditions restrictives n'ont plus autant d'importance dans un système où les attachements partisans sont moins stables et structurés. Il apparaît alors que les évaluations économiques peuvent influencer le comportement politique des citoyens dans la plupart des catégories d'électeurs, peu importe les préférences partisanes quant aux chefs ou aux programmes. Ces résultats tendent à suggérer que les attachements partisans n'ont plus aujourd'hui, pour l'électeur moyen du Québec, la signification qu'elles avaient dans les décennies précédentes. Il faut noter en plus que le phénomène dit de "demise of leadership" a sans doute contribué à renforcer le poids des déterminants économiques de court terme sur les choix électoraux.

La combinaison de ces facteurs pourrait expliquer que nous avons retrouvé, dans l'ère de l'après-Trudeau, un solide

vote économique dans presque tous les groupes d'électeurs, et ce autant au Québec que dans le reste du Canada. ***Notre hypothèse énonçant que les évaluations économiques influencent le vote seulement lorsque le bilan des préférences partisanes chez un électeur ne favorise pas nettement et fortement l'un des partis en lice n'a donc été que partiellement confirmée par nos résultats.***

Notre étude a également contribué à élucider un certain nombre de micro-mécanismes à la base du vote économique. Premièrement, nous avons observé que l'impact des déterminants économiques du vote ne dépassait pas en magnitude celui des déterminants politiques traditionnels comme les évaluations des chefs et des partis, qui doivent être considérées selon les résultats de nos analyses comme les principaux facteurs pesant sur les choix électoraux individuels.

Nous pensons avoir contribué à mieux établir l'importance de la contextualisation politique dans l'appréciation du vote économique, même si un certain nombre de questions n'ont pas obtenu de réponse satisfaisante dans le cadre de cette thèse. Si la présente recherche ouvre des perspectives intéressantes quant à l'étude du vote économique au Canada et au Québec, elle laisse en plan

certaines questions qui mériteraient d'être approfondies dans une phase ultérieure.

1. D'autres recherches seraient nécessaires afin de mieux comprendre l'origine du bris structurel survenu dans l'expression de la rationalité politico-économique des Québécois au début des années 80. En effet, les causes de ce changement de "régime" quant à la relation entre l'économie et les décisions électorales des Québécois restent encore assez énigmatiques même si certains facteurs ont été effleurés du doigt dans la présente recherche. Bien qu'un tel questionnement soit au coeur de la science politique canadienne et québécoise, il faut bien admettre qu'il n'est jamais facile d'expliquer complètement les changements en profondeur touchant un système partisan quel qu'il soit. Puisque le parallèle a été relevé précédemment dans cette thèse, il n'est pas inutile de souligner que les causes du réalignement partisan qui s'est déployé aux États-Unis dans les décennies 1950 et 1960 sur la base de la question raciale sont loin d'être complètement élucidées (e.g. Converse 1976; Nadeau et Stanley 1993). De la même façon, le rôle respectif des facteurs liés à l'évolution des enjeux comme la transformation du débat constitutionnel au Canada et des facteurs générationnels comme une meilleure connaissance de la

nouvelle génération politique et des valeurs moins matérialistes qu'elles ont tendance à adopter (e.g. Pelletier et Guérin 1996) mériteraient une place de choix parmi les travaux pouvant intéresser les politologues dans les années à venir.

2. Bien que les électeurs québécois aient commencé à exprimer un vote économique similaire à celui des autres Canadiens depuis 1984, on peut se demander s'il ne subsiste pas certaines différences entre les deux électorats quant à la façon de voir et d'interpréter les enjeux économiques. On peut penser que de telles particularités continuent d'exister dans la mesure où celles-ci prennent généralement leur source dans l'identité culturelle propre à chaque groupe national. Prenons le cas des valeurs des électeurs quant à leur conception des forces sociales ou économiques. Par exemple, une meilleure connaissance des structures d'attitudes associées à l'individualisme ou à la façon de voir l'échec ou la réussite économique (causes personnelles ou facteurs sociétaux en lien avec la responsabilité des dirigeants politiques?) permettrait de caractériser chacun des deux électorats du point de vue des attitudes susceptibles d'influencer la relation entre l'économie et le vote.

S'il est vrai que l'économie est devenue une préoccupation majeure dans la vie publique des sociétés démocratiques, le questionnement de recherche portant sur les relations entre l'économie et le comportement électoral dépasse de loin le niveau de la simple curiosité scientifique. La question de savoir dans quelle mesure et à quelles conditions les dirigeants politiques sont imputables devant les électeurs de leurs décisions économiques et des résultats qui en découlent constitue un enjeu fondamental dans toutes les sociétés démocratiques. La présente thèse se voulait une modeste contribution à cette question cruciale de démocratie.

***

BIBLIOGRAPHIE

Livres et périodiques

ABRAMSON, Paul R., *Political Attitudes in America: Formation and Change*, San Francisco, W.H. Freeman, 1983.

ACHEN, Christopher H., «Mass Political Attitudes and the Survey Response», *American Political Science Review*, 69, 1218-1231, 1975.

ACHEN, Christopher H., «Toward Theories of Data: The State of Political Methodology», dans Finifter, Ada W., (sous la dir.), *Political Science: The State of the Discipline*, American Political Science Association, 1983.

ALBERT, Alain, «Conditions économiques et élection: le cas de l'élection provinciale de 1976 au Québec», *Revue canadienne de science politique*, 13, 325-45, 1980.

ALDRICH, J.H. et NELSON, F.D., *Linear Probability, Logit and Probit Models*, Beverly Hills, CA., Sage University, Paper series on Quantitative Applications in the Social Sciences, 07-045, 1984.

ALESINA, Alberto et ROSENTHAL, Howard, «Partisan Cycles in Congressional Elections and the Macroeconomy», *American Political Science Review*, 83, 373-398, 1989.

ALESINA, Alberto, et CARLINER, Geoffrey, *Politics and Economics in the Eighties*, Chicago, The University of Chicago Press, 1991.

ALT, James E. et CHRYSTAL K., Alec, *Political Economics*, Berkeley, University of California Press, 1983.

ALT, James E., *The Politics of Economic Decline: Economic Managment and Political Behavior in Britain since 1964*, Cambridge, Cambridge University Press, 1979.

AMATO, Tim, «Unit Roots, Co-Integration, and All that Stuff», Presented at the annual meeting of the Midwest Political Science Association, Chicago, 1993.

ARBRAMSON, Paul R., «Générations et changement politique aux États-Unis», dans CRÊTE, Jean et FAVRE, Pierre (sous la

dir.), *Générations et Politique*, Québec et Paris, Les Presses de l'Université Laval et Economica, 89-150, 1989.

ARCHER, Keith et JOHNSON, Marquis, «Inflation, Unemployment and Canadian Federal Voting Behavior», *Canadian Journal of Political Science* , 21, 569-584, 1988.

ARCHER, Keith, «A Simultaneous Equation Model of Canadian Voting Behaviour», *Canadian Journal of Political Science*, 20, 553-572, 1987.

ASHER, Herbert B., «Some Consequences of Measurement Error in Survey Data », *American Journal of Political Science*, 18, 469-485, 1974.

ASHER, Herbert B., «Voting Behavior Research in the 1980s: an Examination of Some Old and New Problem Areas», dans FINIFTER, Ada W. (sous la dir.), *Political Science: The State of the discipline*, American Political Science Association, 1983.

ASHER, Herbert B., *Presidential Elections and American Politics: Voters, Candidates, and Campaigns since 1952*, 3e éd., Homewood, Ill., 1984.

BAILEY, Harry A. et KATZ, Ellis, *Ethnic Group Politics*, Columbus, Charles and Merril Publishing Company, 1969.

BAKVIS, Herman et MACPHERSON, Laura G., «Quebec Block Voting and the Canadian Electoral System», *Canadian Journal of Political Science*, XXVIII, 659-692, 1995.

BANERJEE, Anindya, DOLADO, Juan J., GALBRAITH, John W. et al., *Co-Integration, Error Correction, and the Econometric Analysis of Non-Stationary Data*, Oxford, Oxford University Press, 1993.

BARTELS, L.M. et BRADY, H.E., «The State of Quantitative Political Methodology», dans FINIFTER, A.W.(sous la dir.), *Political Science: The State of the Discipline II*, 1993.

BECK, N., «Comparing Dynamic Specifications: The Case of Presidential Approval», dans STIMSON, James A. (sous la dir.), *Political Analysis*, vol. 3, Ann Arbor et University of Michigan Press, 1992.

BECK, N., «The Economy and Presidential Approval», dans NORPOTH, Helmut, LEWIS-BECK, Michael S. et LAFAY, Jean-Dominique (sous la dir.), *Economics and Politics, The Calculus of Support*. Ann Arbor et University of Michigan Press, 1991.

BECK, Nathaniel, «Time-Varying Parameter Regression Models», *American Journal of Political Science*, 27, 557-600, 1983.

BECK, Paul Allen, «Choice, Context, and Consequence: Beaten and Unbeaten Paths toward a Science of Electoral Behavior», dans WEISBERG, Herbert F. (sous la dir.), *Political Science: The Science of Politics*, New York, Agathon Press, 1986.

BEHR, Roy L. et IYENGAR, Shanto, «Television News, Real-World Cues, and Changes in the Public Agenda», *Public Opinion Quarterly*, 49, 38-57, 1985.

BELLUCI, Paolo, «Italian Economic Voting: A Deviant Case or Making a Case for a Better Theory», dans NORPOTH, Helmut, LEWIS-BECK, Michael S. et LAFAY, Jean-Dominique (sous la dir.), *Economics and Politics, The Calculus of Support*, Ann Arbor et University of Michigan Press, 1991.

BERELSON, Bernard, LAZARSFELD, Paul et MCPHEE, William, *Voting*, Chicago, University of Chicago Press, 1954.

BLOOM, H.S. et PRICE, D.H., «Vote Response to Short-Run Economic Conditions: The Asymetric Effect of Prosperity and Recession», *American Political Science Review*, 69, 1240-1254, 1975.

BOROOAH, V.K., et PLOEG, F. Van der, *Political Aspects of the Economy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983.

BOX, George E.P., et JENKINS Gwilym M., *Time Series Analysis*, San Francisco, Holden-Day, 1976.

BOX, George E.P., et TIAO, G.C., «Intervention Analysis with Applications to Economic and Environmental Problems», *Journal of the American Statistical Association* , 70, 70-79, 1975.

BRACE, Paul, et HINCKLEY, Barbara, *Follow the Leader*, New York, Basic Books, 1992.

BRETON, Gilles et JENSON, Jane, «La nouvelle dualité canadienne», dans BALTHAZAR, Louis, LAFOREST, Guy et LEMIEUX, Vincent (sous la dir.), *Le Québec et la restructuration du Canada, 1980-1992. Enjeux et perspectives*, 75-94, 1992.

BRODIE, Janine M. et JENSON, Jane, «The Party System», dans WHITTINGTON, Michael S. et WILLIAMS, Glenn (sous la dir.), *Canadian Politics in the 1980s*, 2e éd., Toronto, Methuen, 1984.

BRODIE, Janine et JENSON, Jane, «The Party System», dans WHITTINGTON, Michael S. et WILLIAMS, Glenn (sous la dir.), *Canadian Politics in the 1990s*, 3e éd., Toronto, Nelson, 1990.

BRODY, Richard A. et ROTHENBERG, Lawrence S., «The Instability of Partisanship: An Analysis of the 1980 Presidential electio », *British Journal of Political Science*, 18, 445-466, 1988.

BRODY, Richard Y., *Stability and Change in Party Identification: Presidential to Off-Years*, Paper delivered at the 1977 annual meeting of the American Political Science Association, Washington, D.C., September 1977.

BROEMELING, Lyle D., et TSURUMI, Hiroki, *Econometrics and Structural Change*, New York, Marcel Dekker Inc., 1987.

BROWN, R.L., DURBIN, J. et EVANS, J.M., «Techniques for Testing the Constancy of Regression Relationships Over Time (With Discussion)», *Journal of the Royal Statistical Society*, B 37, 149-192, 1975.

BUTLER, David et STOKES, Donald, *Political Change in Britain*, New York , St. Martin's Press. 1975.

CAIRNS, Alan C., «The Electoral System and the Party System in Canada, 1921-1965», *Canadian Journal of Political Science*, I, 1968.

CAMPBELL, Angus, CONVERSE, Philip E., MILLER, Warren E. et al., *The American Voter*, New York, John Wiley & Sons, 1960.

CAMPBELL, Angus, GURIN, Gerald et MILLER, Warren E., *The Voter Decides*, Evanston, Ill., Row, Peterson, 1954.

CARMICHAEL, C.M., «Economic Conditions and the Popularity of the Incumbent Party in Canada», *Revue canadienne de science politique.*, 23, 713-26, 1990.

CARMINES, E.G., et STIMSON, J.A., «The Dynamics os Issue Evolution: The United States», dans DALTON, Russell J, FLANAGAN, Scott C. et BECK, P.A. (sous la dir.), *Electoral Changes in Advanced Industrial Democracies, Realignment or Dealignment?*, Oxford, Princeton, University Press, 134-158, 1984.

CHAPPELL, Henry W. et KEECH, William R., «A New View of Political Accountability for Economic Performance», *American Political Science Review*, 79, 10-27, 1985.

CHOW, C., «Tests of Equality Between Sets of Coefficients in Two Linear Regressions», *Econometrica*, 28, 591-605, 1960.

CHRYSTAL, Alec K. et PEEL, David A., «What Can Economics Learn from Political Science and Vice Versa», *American Economic Review*, 76, 62-65, 1986.

CLARKE, Harold, D. et STEWART, Marianne C., «Prospections, Retrospections and Rationality: The Bankers Model of Presidential Approval Reconsidered», *American Journal of Political Science*, 38, 1104-1123, 1994.

CLARKE, Harol D., MISHLER, William et Whitely, Paul, «Recapturing the Falklands: Models of Conservative Popularity, 1979-83», *British Journal of Political Science*, 20, 63-81, 1990.

CLARKE, Harold D, RAPKIN, Jonathan et STEWART, Marianne C., «A President Out of Work: A Note on the Political Economy of Presidential Approval in the Bush Years», *British Journal of Political Science*, 535-550, 1994.

CLARKE, Harold D. et al., *The Political Economy of Party Support in Canada, 1980-84*, Manuscrit non publié, 1986.

CLARKE, Harold D. et KORNBERG, Allan, «Public Reactions to Economic Performance and Political Support in Contemporary Liberal Democracies: The Case of Canada» dans CLARKE, Harold, STEWART, Marianne C. et ZUK, Gary (sous la dir.), *Economic Decline and Political Change*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 253-282,1989.

CLARKE, Harold D. et KORNBERG, Allan, «Support for the Canadian Federal Progressive Party Since 1988: The Impact of Economic Evaluations and Economic Issues», *Revue canadienne de science politique*, 25, 29-53, 1992.

CLARKE, Harold D. et STEWART, Marianne C., «Short-Term Forces and Partisan Change in Canada: 1974-8 », *Electoral Studies*, 3, 15-36, 1985.

CLARKE, Harold D. et ZUK, Gary, «The Politics of Party Popularity, Canada 1974- 1979», *Comparative Politics* , 20, 299-315, 1987.

CLARKE, Harold D., ELLIOTT, Euel W., MISHLER, William et al., *Controversies in Political Economy: Canada, Great Britain, the United States*, Boulder, Westview Press, 1992.

CLARKE, Harold D., et SUZUKI, Motoshi, «Partisan Dealignment and the Dynamics of Independence in the American Electorate, 1953-1988», *British Journal of Political Science*, 24, 57-77, 1993.

CLARKE, Harold D., JENSON, Jane, LEDUC, Lawrence et al., *Absent Mandate: Canadian Electoral Politics in an Era of Restructuring*, 3e éd., Agincourt, Gage, 1996.

CLARKE, Harold D., JENSON, Jane, LEDUC, Lawrence et al., *Absent Mandate: Interpreting Change in Canadian Elections*, 2e éd., Agincourt, Gage, 1991.

CLARKE, Harold D., JENSON, Jane, LEDUC, Lawrence et al., *Political Choice in Canada*, Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1979.

CONOVER, Pamela J., FELDMAN, Stanley et KNIGHT, Kathleen, «Judging Inflation and Unemployment: The Origins of Retrospective Evaluations», *Journal of Politics*, 48, 565-588, 1986.

CONOVER, Pamel J., FELDMAN, Stanley et KNIGHT, Kathleen, «The Personal and Political Underpinnings of Economic Forecasts», *American Journal of Political Science*, 31, 559-583, 1987.

CONOVER, Pamela J., FELDMAN, Stanley et KNIGHT, Kathleen, «Judging Inflation and Unemployment: The Origins of

Retrospective Evaluations», *Journal of Politics*, 48, 565-588, 1986.

CONVERSE, P.E., «The Nature of Belief Systems in Mass Publics», dans APTER, D. (sous la dir.), *Ideology and discontent*, New York, Free Press, 206-261, 1964.

CONVERSE, Philip E. et MARKUS, Gregory, « "Plus Ça Change ..." : The New CPS Election Study Panel », dans NIEMI, Richard et WEISBERG, Herbert F. (sous la dir.), *Controversies in Voting Behavior*, 2e éd., Washington, D.C., Congressional Quarterly Press, 1984.

CONVERSE, Philip E., *The Dynamics of Party Support: Cohort-analyzing Party Identification*, Beverly Hills, Calif., Sage Publications, 1976.

CRÊTE, Jean et FAVRE, Pierre (sous la dir.), *Générations et Politique*, Québec et Paris, Les Presses de l'Université Laval et Economica, 1989.

CRETE, Jean et SIMARD, Johanne, «Conditions économiques et résultats électoraux au Québec», dans CRETE, Jean, (sous la dir.), *Le comportement électoral au Québec*, Chicoutimi, Gaétan Morin, 1984.

CREWE, I., «Why the Conservatives Won and Labour Lost the British Election», Public Opinion, 6, 56-60, 1983.

DECLERCQ, E., HURLEY, T.L. et LUTTBERG, N.R., « Voting in American Presidential Elections: 1956-1972 », dans KIRKPATRICK, S.A. (sous la dir.), *American Electoral Behavior: Change and Stability*, Beverly Hills, CA., Sage, 9-33, 1975.

DENNIS, Jack, «Changing Public Support for the American Party System», dans CROTTY, William J. (sous la dir.), *Paths to Political Reform*, Lexington, MA., D.C., Heath-Lexingtion, 35-66, 1980.

DENNIS, Jack, «Political Independence in America, III: In Search of Closet Partisans», *Political Behavior*, 14, 261-296, 1992.

DENNIS, Jack, «Support for the Party System by the Mass Public», *American Political Science Review*, 60, 600-615, 1966.

DENNIS, Jack, «Trends in Public Support for the American Party System», *British Journal of Political Science*, 5, 179-222, 1975.

DENNIS, Jack, *Public Support for the Party System, 1964-1984*, Paper presented at the Annual Meeting of APSA, Washington, D.C., 1986.

DENVER, David, *Elections and Voting Behaviour in Britain*, New York et London, Philip Allan et University of Lancaster, 1989.

DICKEY, D.A., et FULLER, W.A., «Distribution of the Estimators for Autoregressive Series With A Unit Root», *Journal of the American Statistical Association* , 74: 427-31, 1979.

DION, Léon, *Nationalismes et politique au Québec*, Montréal, Hurtubise HMH, 1975.

DOWNS, Anthony, *An Economic Theory of Democracy*, New York, Harper and Row, 1957.

DUFOUR, Jean-Marie, «Recursive Stability Analysis of Linear Regression Relationships», *Journal of Econometrics*, 19, 31-76, 1982.

DUNLEAVY, P. et HUSBANDS, C.T., *British Democracy at the Crossroads*, London, Allen and Unwin, 1985.

ENGLE, R.F., et GRANGER C.W.J., «Co-integration and Error-Correction: Representation, Esitmation and Testing», *Econometrica* , 55, 251-276, 1987.

ENGLE, Robert F., et YOO, Sam, «Cointegrated Economic Time Series: An Overview with New Results», dans ENGLE et GRANGER (sous. la dir.), *Long-Run Economic Relationships: Readings in Cointegration*, Oxford, Oxford University Press, 1991.

ESSIEN-UDOM, E.U., «Black Nationalism: Conclusions and Trends», dans BAILEY, Harry A. et KATZ, Ellis (sous la dir.), *Ethnic Group Politics*, Colombus, Charles and Merril Publishing Company, 1969.

FAIR, R.S., «The Effect of Economic Events on Votes for President», *Review of Economics and Statistics*, 60, 159-173, 1978.

FARLEY, John, HINICH, Melvin et MCGUIRE, Timothy W., «Some Comparisons of Tests for a Shift in the Slopes of a Multivariate Linear Time Series Model», *Journal of Econometrics*, 3, 297-318, 1975.

FEIGERT, Frank, *Canada Votes: 1935-1988*, Durham, N.C., Duke University Press, 1989.

FELDMAN S., «Economic Self-Interest and Political Behavior», *American Journal of Political Behavior*, 26, 446-466, 1982.

FIGLEWSKI, Stephen et WACHTEL, Paul, «The Formation of Inflationary Expectations», *Review of Economics and Statistics*, 63, 1-10, 1981.

FIORINA, Morris P., «Economic Retrospective Voting in American national Elections: a microanalysis», *American Journal of Political Science*, 22, 426-43, 1978.

FIORINA, Morris P., «Elections and the Economy in the 1980s: Short and Long-Term Effects», dans ALESINA, Alberto, et CARLINER, Geoffrey (sous la dir.), *Politics and Economics in the Eighties*, Chicago, The University of Chicago Press, 1991.

FIORINA, Morris P., *Retrospective Voting in American National Election.*, New Haven, Yale University Press, 1981.

FISCHER, Stanley et HUIZINGA, John, «Inflation, Unemployment, and Public Opinion Polls», *Journal of Money, Credit and Banking*, 14, 1-19, 1982.

FISHER, Franklin M., «The Choice of Instrumental Variables in the Estimation of Economywide Econometric Models», dans BLALOCK, H.M. (sous la dir.), *Causal Models in the Social Sciences*, Chicago, Aldine-Atherton, 1971.

FRANKLIN, Mark N., «Assessing the Rise of Issue Voting in British Elections since 1964'», *Electoral Studies*, 4, 36-55, 1985.

FREY, B.S. et SCHNEIDER, F., «A Politico-Economic Model of the United Kingdom: New Estimates and Predictions», *The Economic Journal*, 91, 738-741, 1981.

FUCHS, Lawrence H., «American Jews and the Presidential Vote», dans BAILEY, Harry A. et KATZ, Ellis (sous la dir.), *Ethnic Group Politics*, Charles and Merril Publishing Company, Columbus, 1969.

GARMAN, David D. et RICHARDS, Daniel J., «Policy Rules, Inflationary Bias, and Cyclical Stability», Journal of Money, Credit and Banking, 21, 409-421, 1990.

GOLDBERG, Arthur S., «Discerning a Causal Pattern Among Data on Voting Behavior», *American Political Science Review*, 60, 913-922, 1966.

GOLDEN D. et POTERBA J., «The Price of Popularity: The Political Business Cycle Reexamined», *American Journal of Political Science*, 24, 696-714, 1980.

GOLDFELD, S.M., et QUANDT, R.E. (sous la dir.), *Studies in Nonlinear Estimation*, Cambridge, Ballinger Publishing Company, 1976.

GOOGHART, C.A.E., et BHANSALI, R.J., «Political Economy», *Political Studies*, 18, 43-106, 1970.

GOURIEROUX, Christian et MONFORT, Alain, *Cours de séries temporelles*, Paris, Economica, 1983.

GRANGER, C.W.J. et NEWBOLD, P., «Spurious Regressions in Econometric », *Journal of Econometrics* , 2, 20, 1974.

GREENSTEIN, Fred I., *Children and Politics*, New Haven, Yale University Press, 1965.

GREEN, Donald Philip et PALMQUIST, Bradley, «How Stable Is Party Identification?», Revised version of paper presented at the Roundtable *"Party Identification: A New Look at the New Look?"* at the annual meeting of the American Political Science Association, Chicago, 3-6, 1992.

GRENN, Donald Philip et PALMQUIST, Bradley, «Of Artifacts and Partisan Instability », *American Journal of Political Science*, 34, 872-902, 1990.

GUERIN, D. et NADEAU, R., «Conjoncture économique et comportement électoral au Québec», *Recherches sociographiques*, 36, 65-75, 1995.

GUSFIELD, Joseph, *Symbolic Crusade*, Urbana, Ill., University of Illinois Press, 1966.

HAGLE et MITCHELL, G.E., «Goodness-of-Fit Measures for Probit and Logit », *American Journal of Political Science*, 36, 752-784, 1992.

HAPPY, J.R., «Economic Performance and Retrospective Voting in Canadian Federal Elections», *Revue canadienne de science politique*, 22, 377-387, 1989.

HAPPY, J.R., «The Effects of Economic and Fiscal Performance on Incumbency Voting: The Canadian Case», *British Journal of Political Science* , 22, 117-130, 1992.

HAPPY, J.R., «Voter Sensitivity to Economic Conditions: A Canadian-American Comparison », *Comparative Politics* , 19, 45-56, 1986.

HARTWIG, Frederick, JENKINS, William R. et TEMCHIN, Earl M., «Variability in Electoral Behavior: The 1960, 1968, and 1976 Elections», *American Journal of Political Science*, 24, 553-558, 1980.

HIBBING, J.R. et ALFORD, J.R., «The Electoral Impact of Economic Conditions: Who is Held Responsable ?», *American Journal of Political Science*, 25, 423-439, 1981.

HIBBS, Douglas A., (avec la collaboration de Douglas RIVERS et N. VASILITOS), «On the Demand for Economic Outcomes: Macroeconomic Performance and Mass Political Support in The United States, Great Britain and Germany », *Journal of Politics* , 44, 426-462, 1982.

HIBBS. Douglas A., «Causal Inferences in Time-Series Regressin Models», dans COSTNER, Herbert L. (sous la dir.), *Sociological Methodology* , 1973-74, Sans Francisco, Jossey-Bass, 1974.

HIBBS, Douglas A., *The American Political Economy: Macroeconomics and Electoral Politics in the United States*, Cambridge, Harvard University Press, 1987.

HOFSTADTER, Richard, *The Age of Reform*, New York, Knopf, 1955.

HYMAN, Herbert H., *Political Socialization*, Glencoe, Free Press, 1959.

IYENGAR, Shanto et KINDER, Donald R., *News That Matters: Television and American Opinion*, Chicago, University of Chicago Press, 1987.

JACKSON, John E., «Issues, Party Choices, and Presidential Votes», *American Journal of Political Science*, 19, 161-185, 1975.

JACKSON, R.J. et JACKSON, D., *Politics in Canada*, Prentice-Hall, Scarborough, 1990.

JACOBS, Rodney L. et JONES, Robert A. «Price Expectations in the United States, 1947-1975», *American Economic Review*, 70, 269-277, 1980.

JACOBSEN, G.C. et KERNELL, S., *The Structure of Choice: a Theory of Congressional Elections*, New Haven, Yale University Press, 1982.

JOHNSTON J., *Econometrics Methods*, New York, McGraw Hill, 1985.

JOHNSTON, Richard, «Party Identification Measures in the Anglo-American Democracies: A National Survey Experiment», *American Journal of Political Science*, 36, 542-559, 1992.

JOHNSTON, Richard, BLAIS, André, BRADY, Henry E. et al., *Letting the People Decide, Dynamics of a Canadian Election*, Montréal, Mc Gill-Queen's University Press, 1992.

JOHNSTON, Richard, *Public Opinion and Public Policy in Canada: Questions of Confidence*, Vol. 35, Royal Commission on the Economic Union and Development Prospects for Canada, Toronto, University of Toronto Press, 1982.

JOHNSTON, Richard, Générations politiques et changement électoral au Canada, dans CRÊTE, Jean et FAVRE, Pierre (sous la dir.), *Générations et Politique*, Québec et Paris, Les Presses de l'Université Laval et Economica, 1989.

JORESKOG, Karl G. et SORBOM, Dag, *LISREL 7: A Guide to the Program and Applications*, Chicago, SPSS Inc., 1988.

KATONA, George, Psychological Economics, New York, Elsevier, 1975.

KELLEY, Stanley Jr. et MIRER, Thad W., «The Simple Act of Voting», *American Political Science Review*, 68, 572-591, 1974.

KELLEY, Stanley Jr., *Interpreting Elections*, Princeton University Press, 1983.

KENNEDY, Peter, *A Guide to Econometrics*, 3e éd., Oxford UK & Cambridge USA, Blackwell, 1992.

KENSKI, Henry, C., «Inflation and Presidential Popularity», *Public Opinion Quarterly*, 41, 86-90, 1976.

KENSKI, Henry, C., «The Impact of Economic Conditions on Presidential Popularity», *The Journal of Politics*, 39, 764-773, 1977.

KERNELL, Samuel et HIBBS, Douglas A., «A critical Threshold Model of Presidential Popularity», dans HIBBS, Douglas A., FASSBENDER, Heino et RIVERS, R. Douglas (sous la dir.), Contemporary Political Economy: Studies on the Interdependence of Politics and Economics, Amsterdam, North-Holland Publishing Company, 1981.

KERNELL, Samuel, «Explaining Presidential Popularity», *American Political Science Review*, 72, 506-22, 1978.

KERNELL, Samuel, *Going Public: New Strategies of Presidential Leadership*, DC: CQ Press, 1993.

KEY, V.O., «Secular Realignment and the Party System», *Journal of Politics*, 21, 198-210, 1959.

KEY, V.O., *Politics, Parties and Pressure Groups*, 5e éd., New York, Crowell, 1964.

KEY, V.O., *The Responsible Electorate*, Vintage Books, 1966.

KIEWIET, D.R. et RIVERS, D., «A Retrospective on Retrospective Voting», dans EULAU H. et LEWIS-BECK, M.S. (sous la dir.), Economic Conditions and Electoral Outcomes in the United States and Western Europe, New York, Agathon, 1985.

KIEWIET, Roderick D., *Macroeconomics and Micropolitics*, Chicago, University of Chicago Press, 1983.

KINDER, D.R. et MEBANE, W.R., «Politics and Economics in Everyday Life», dans MONROE, Kristen R. (sous la dir.), *The Political Process and Economic Change*, New York, Agathan Press, 141-180, 1983.

KINDER, D.R., «Diversity and Complexity in American Public Opinion», dans FINIFTER, A.W., *Political Science: The State of the Discipline*, Washington, American Political Science Association, 1983.

KINDER, Donald R. et ABELSON, R. Paul, *Appraising Presidential Candidates: Personality and Affect in the 1980 Campaign*, Paper prepared for the 1981 annual meeting of the American Political Science Association, New York, September 3-6, 1981.

KINDER, Donald R. et KIEWIET, D. Roderick, «Sociotropic Politics: The Americain Case», *British Journal of Political Science*, 11, 129-161, 1981.

KINDER, Donald R. et KIEWIET, D.R., «Economic Discontent and Political Behavior: the role of Personal Grievances and Collective Economic Judgments in Congressional Voting», *American Journal of Political Science*, 23, 495-527, 1979a.

KINDER, Donald R. et KIEWIET, D.R., «Sociotropic Politics: the American Case», *British Journal of Political Science*, 11, 129-161, 1979b.

KING, Gary, KEOHANE, Robert O., VERBA, Sidney, *Designing Social Inquiry: Scientific Inference in Qualitative Research*, Princeton, Princeton University Press, 1994.

KIRCHGASSNER, Gebhard, «Economic Conditions and the Popularity of West German Parties: Before and After the 1982 Government Change», dans NORPOTH, Helmut, LEWIS-BECK, Michael S. et LAFAY, Jean-Dominique (sous la dir), *Economics and Politics, The Calculus of Support*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1991.

KORNBERG, Allan, et CLARKE, Harold D., *Citizens and Community. Political Support in a Reprentative Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

KRAMER, Gerald H., «The Ecological Fallacy Revisited: aggregate-versus individual-level findings on economics

and elections and sociotropic voting», *American Political Science Review,* 77, 92-111, 1983.

KRAMER, Gerard H., «Short-Term Fluctuations in U.S. Voting Behavior, 1896-1964», *American Political Science Review,* 65, 131-143, 1971.

KRAUSE, Robert, «The Progressive Conservative Campaign: Mission Accomplished», dans FRIZZELL, Alan, PAMMETT, Jon H. et WESTELL, Anthony (sous la dir.), *The Canadian General Election of 1988,* Ottawa, Carleton University Press, 1989.

KROSNICK, Jon A., «The Stability of Political Preferences: Comparisons of Symbolic and Nonsymbolic Attitudes», *American Journal of Political Science,* 35, 547-576, 1991.

KUECHLER, Manfred, «Public Perceptions of Parites' Economic Competence», dans NORPOTH, Helmut, LEWIS-BECK, Michael S. et LAFAY, Jean-Dominique, *Economics and Politics: The Calculus of Support,* Michigan, The University of Michigan Press, 1991.

KUKLINSKI, James et WEST, Karrell, «Economic Expectations and Voting Behavior in United States House and Senate Elections», *American Political Science Review,* 75, 436-447, 1981.

LAFAY, J.D., «Political Dyarchy and Popularity Functions: Lessons form the 1986 French Experience», dans NORPOTH, Helmut, LEWIS-BECK, Michael S. et LAFAY, Jean-Dominique (sous la dir.), *Economics and Politics, The Calculus of Support,* Ann Arbor, University of Michigan Press, 1991.

LAU, R. et SEARS, D., «Cognitive Links Between Economic Grievances and Political Responses», *Political Behavior,* 3, 279-302, 1981.

LAZARSFELD, Paul, BERELSON, Bernard et GAUDET, Hazel, *The People's Choice,* New York, Columbia University Press, 1968.

LEDUC, Lawrence , «The Flexible Canadian Electorate», dans Penniman (sous la dir.), *Canada at the Polls,* 1984, Duke University Press, 1988.

LEDUC, Lawrence et PRICE, Richard, *The Impact of Televised Campaign Debates on Public Opinion and Electoral Behaviour in Canada,* Paper Presented to the Annual Meeting of the

International Communications Association, Dublin, Ireland, 1990.

LEDUC, Lawrence, «Leaders and Voters: The Public Images of Canadian Political Leaders», dans MANCUSO, Maureen, PRICE, Richard G. et WAGENBERG, Ronald (sous la dir.), Leaders and Leadership in Canada, Toronto, Oxford University Press, 1994.

LEITHNER, Christian, «Economic Conditions and the Vote: A Contingent rather than Categorical Influence», *British Journal of Political Science*, 23, 339-372, 1993.

LEMIEUX, Vincent, *Le quotient politique vrai*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1973.

LEWIS-BECK, Michael S., «Economics and the American Voter: Past, Present, Future», *Political Behavior*, 10, 5-21, 1988a.

LEWIS-BECK, Michael S., «Introduction», dans NORPOTH, Helmut, LEWIS-BECK, Michael S. et LAFAY, Jean-Dominique (sous la dir.), *Economics and Politics, The Calculus of Support*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1991.

LEWIS-BECK, Michael S., *Economics and Elections: The Major Western Democracies*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1988b.

LEWIS-BECK, Michael S., et MITCHELL, Glenn, «Transnational Models of Economic Voting: Tests from a Western European Pool», *Revista del Instituto de Estudios Economicos*, 4, 65-81, 1990.

LEWIS-BECK. Michael S., «Comparative Economic Voting: Britain, France, Germany, Italy», *American Journal Of Political Science*, 30, 315-346, 1986.

LOCKERBIE, Brad, «Change in Party Identification: The Role of Prospective Economic Evaluations», *American Politics Quarterly*, 291-311, July 1989.

MACKUEN, Michael B., «Political Drama, Economic Conditions, and the Dynamics of Presidential Popularity», *American Journal of Political Science* 27:, 165-192, 1983.

MACKUEN, Michael B., ERIKSON, Robert S. et STIMSON, James A., «Peasants or Bankers? The American Electorate and the

U.S. Economy», *American Political Science Review* , 86, 597-611, 1992.

MACKUEN, Michael B., ERIKSON, Robert S. et STIMSON, James S., «Macropartisanship», *American Political Science Review*, 83, 1125-1142, 1989.

MACPHERSON, Laura G., *Quebec Block Voting*, Thèse en science politique, Université Dalhousie, 1991.

MALINVAUD, E., *Méthodes statistiques de l'économétrie*, 3e éd., Paris, Dunod, 1981.

MARKUS, G. B., «The Impact of Personal and National Economic Conditions on the Presidential Vote: A Pooled Cross-Sectional Analysis», *American Journal of Political Science*, 32, 137-154, 1988.

MARKUS, Gregory B. et CONVERSE, Philip E., «A Dynamic Simultaneous Equation Model of Electoral Choice», *American Political Science Review*, 73, 1055-1070, 1979.

MARKUS, Gregory B., «The Impact of Personal and National Economic Conditions on Presidential Voting, 1956-1988», *American Journal of Political Science*, 36, 829-834, 1992.

MATTHEWS, Donald R. et PROTHRO, James W., *Negroes and the New Southern Politics*, New York, Harcourt, Brace and World, 1966.

MCCALL-NEWMAN, *Les rouges: un portrait intime du parti libéral*, Montréal, Les Éditions de l'homme, 1983.

MCCLEARY , R., et HAY, R.A., *Applied Time-Series Analysis*, Beverly Hills, Sage, 1980.

MEISEL, John, «Howe, Hubris and '72: An Essay On Political Elitism», dans *Working Papers on Canadian Politics*, 2e éd., Montréal, McGill-Quenn's University Press, 1975.

MEISEL, John, *Working Papers on Canadian Politics*, Montreal, Enlarged ed. et McGill-Quenn's University Press, 1973.

MILLER, Arthur H. et WATTENBERG, M.P., «Throwing the Rascals Out: Policy and Performance Evaluations of Presidential Candidates, 1952-1980», *American Political Science Review*, 79, 359-372, 1985.

MILLER, Arthur H., et MILLER, Warren E., «Rejoinder: Ideology in the 1972 Electio », *American Political Science Review*, 70, 832-849, 1976.

MILLER, W.L., «Studying How the Economy Affects Public Attitudes and Behavior: Problems and Prospects», dans CLARKE, Harold D., STEWART, Marianne C. et ZUK, Gary, *Economic Decline and Political Change: Canada, Great Britain, the United States*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1989.

MILLER, W.L., et MACKIE, M., «The Electoral Cycle and The Asymetry of Government and Opposition Popularity: An Alternative Model of the Relationship Between Economic Conditions and Political Popularity», *Political Studies*, 21, 263-279, 1973.

MILLER, Warren E. et TRAUGOTT, Santa, *American National Election Studies Sourcebook, 1952-1986*, Cambridge, MA., Harvard University Press, 1989.

MILNE, R.S. et MACKENZIE, H.G., *Straight Fight*, London, The Hansard Society, 1958.

MISHLER, William, HOSKIN, Marilyn et FITZGERALD, Roy, «British Parties in the Balance: A Time-Series Analysis of Long-Term Trends in Labour and Conservative Support», *British Journal of Political Science.*, 19, 211-236, 1989.

MONDAK, Jeffrey, «Source Cues and Policy Approval: The Cognitive Dynamics of Public Support for the Reagan Agenda», *American Journal of Political Science*, 37, 186-212, 1993.

MONROE, Kristen et ERICKSON, Lynda, «The Economy and Political Support: The Canadian Case», *Journal of Politics*, 48, 616-647, 1986.

MONROE, Kristen, R., «Economic Influences on Presidential Popularity», *Public Opinion Quarterly* , 42, 360-369, 1978.

MOSLEY, Paul, «Images of the Floating Voter: The Political Cycle Revisited», *Political Studies*, XXVI, 375-394, 1978.

MUELLER, John E., «Presidential Popularity from Truman to Johnson», *American Political Science Review*, 64, 18-34, 1970.

MUTH, John F., «Rational Expectations and the Theory of Price Movements», dans ROBERT, E. Lucas, Jr. et SARGENT, Thomas J. (sous la dir.), *Rational Expectations and Econometric Practice*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1981.

NADEAU, Richard, et BLAIS, André, «Explaining Outcomes in Canada: Economy and Politics», *Revue canadienne de science politique* , 26, 775-792, 1993.

NADEAU, Richard, «Le virage souverainiste des Québécois, 1980-1990», *Recherches sociographiques*, XXXIII, 9-28, 1992.

NADEAU, Richard, et STANLEY, Harold W., "Class Polarization in Partisanship Among Native Southern Whites", 1952-90, *American Journal of Political Science*, 37, 900-919, 1993.

NADEAU, Richard, *Conjoncture économique et appui aux partis politiques fédéraux au Québec et dans le reste du Canada, 1958-1983*, Montréal, Université de Montréal, Manuscrit non publié, 1994.

NADEAU, Richard, et MENDELSOHN, Matthew, «Short Term Popularity Boost Due to Leadership Change in Great-Britain», *Electoral Studies* , 13, 222-228, 1994.

NADEAU, Richard, GUÉRIN, Daniel et MARTIN, Pierre, «L'effondrement du parti progressiste-conservateur à l'élection de 1993», *Revue québécoise de science politique*, 27, 123-148, 1995.

NADEAU, Richard, *Modélisation et analyse empirique des fluctuations de court terme du comportement électoral: le cas canadien*, Thèse de doctorat, Montréal, Département de sc. politique, Université de Montréal, 1987.

NADEAU, Richard, NIEMI, Richard G. et AMATO, Timothy, «Prospective and Comparative or Retrospective and Individual? Party Leaders and Party Support in Great Britain», *British Journal of Political Science*, 1995.

NANNESTAD, Peter, et PALDAM, Martin, *The VP Function; A Survey of The Literature on Vote and Popularity Functions*. Université d'Arhus, Manuscrit non publié, 1993.

NIE, Norman, VERBA, Sidney et PETROCIK, John, *The Changing American Voter*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1976.

NIEMI, Richard G. et JENNINGS, M. Kent, «Issues and inheritance in the formation of party identification», *American Journal of Political Science*, 35, 970-988, 1991.

NORPOTH, Helmut, «*Economics, Politics and The Cycle of Presidential Popularity* », *Political Behavior*, 6, 253-73, 1984.

NORPOTH, Helmut, «The Popularity of the Thatcher Government: A Matter of War and Economy», dans NORPOTH, Helmut, LEWIS-BECK, Michael S. et LAFAY, Jean-Dominique (sous la dir.), *Economics and Politics, The Calculus of Support*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1991.

NORPOTH, Helmut, *Confidence Regained: Economics. Mrs. Thatcher. and the British Voter*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1992.

NORPOTH, Helmut, et YANTECK, Tom, «Macroeconomic Conditions and Fluctuations of Presidential Popularity», *American Journal of Political Science*, 27, 785-807, 1983.

NORPOTH, Helmut, LEWIS-BECK, Michael S. et LAFAY, Jean-Dominique (sous la dir.), *Economics and Politics, The Calculus of Support*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1991.

OSTROM, Charles W., et SMITH, Renee M., *Routinization and Reciprocity in U.S. Defense Expenditure Policy Making: An Analysis of Countervailing Forces*, Michigan State University, Manuscrit non publié, 1991.

OSTROM, Charles W., *Time Series Analysis, Regression Techniques*, 2e éd., Newsbury Park, Sage Publications, Quantitative Applications in Social Sciences, 1990.

PACEK, Alexander et RADCLIFF, Benjamin, «The Political Economy of Competitive Elections in the Developing World», *American Journal of Political Science*, 39, 745-759, 1995.

PAGE, Benjamin I. et JONES, Calvin C., «Reciprocal Effects of Policy Preferences, Party Loyalties and the Vote», *American Political Science Review*, 73, 1071-1089, 1979.

PAGE, Benjamin, et SHAPIRO, Robert Y., «Presidents as Opinion Leaders: Some new Evidence», *Policy Studies Journal*, 12, 649-661, 1984.

PAGE, Benjamin, et SHAPIRO, Robert Y., *The Rational Public: Fifty Years of Trends in Americans' Policy Preferences*, Chicago, University of Chicago Press, 1992.

PALDAM, Martin, «How Robust is the Vote Function? A Study of Seventeen Nations over Four Decades», dans NORPOTH, Helmut, LEWIS-BECK, Michael S. et LAFAY, Jean-Dominique (sous la dir.), *Economics and Politics, The Calculus of Support*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1991.

PARISI, Arturo et PASQUINO, Gianfranco, *Relazioni partiti-elettori e tipi di voto, Continuata e mutamento elettorale in Italia*, Bologne, 1977.

PEFFLEY, Mark, «The Voter as Juror: Attributing Responsability for Economic Conditions», dans EULAU H. et LEWIS-BECK, M.S., *Economic Conditions and Electoral Outcomes in the United States and Western Europe*, New York, Agathon, 1985.

PELLETIER, Réjean, et GUÉRIN, Daniel, «Postmatérialisme et clivages partisans au Québec: les partis sont-ils différents?», *Revue canadienne de science politique*, sous presse, 1996.

PERETZ, P., *The Political Economy of Inflation in the United States*, Chicago, University of Chicago Press, 1983.

PETERSEN, Trond, «A Comment on Presenting Results from Logit Probit Models», *American Sociological Review*, 50, 130-131, 1985.

PISSARIDES, C.A., «British Government Popularity and Economic Performance», *Economic Journal* , 90, 569-581, 1980.

POWELL, G. Bingham Jr., et WHITTEN, Guy, «A Cross-National Analysis of Economic Voting: Taking Account of the Political Context», *American Journal of Political Science*, 37, 391-414, 1993.

PRICE, Simon, et SANDERS, David, «Modeling Government Popularity in Postwar Britain: A Methodological Example», *American Journal of Political Science* , 37, 317-34, 1993.

RATTINGER, Hans, «Unemployment and Elections in West Germany», dans NORPOTH, Helmut, LEWIS-BECK, Michael S. et LAFAY, Jean-Dominique, *Economics and Politics: The Calculus of Support*, Michigan, The University of Michigan Press, 1991.

REPASS, David E., «Issue Salience and Party Choice», *American Political Science Review*, 65, 389-400, 1971.

RIVERS, Douglas et RIVERS, Nancy L., «Passing the President's Program: Public Opinion and Presidential Influence in Congress», *American Journal of Political Science*, 29, 183-196, 1985.

RIVERS, Douglas, *Distributed-lag Models in Political Research*, Paper presented at the annual meeting of the Midwest Political Science Association, 1980.

ROSEN, Corey M., «A Test of Presidential Leadership of Public Opinion: The Split-Ballot Technique», *Polity*, 6, 282-290, 1973.

ROSENTONE, Steven J., HANSEN, John Mark et KINDER, Donald R., «Measuring Change in Personal Economic Well-Being», *Public Opinion Quarterly*, 50, 176-192, 1986.

SAMUELSON, Paul A., NORDHAUS, William D. et McCALLUM, John, *Economics*, 6^{e} éd., Toronto, McGraw-Hill Ryerson Limited, 1988.

SANDERS, David, MARSH, David et WARD, Hugh, «Governement Popularity and the Falklands War», *British Journal of Political Science*, 17, 281-313, 1987.

SARGAN, D., «Wages and Prices in the United Kingdom: A Study in Econometric Methodology», dans HENDRY, D., et K. WALLIS

(sous la dir.), *Econometrics and Quantitative Methodology*, Oxford, Basil Blackwell, 1984.

SARLVIK, Bo et CREWE, Ivor, *Decade of Dealignment*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983.

SCHLOZMAN, K.L., et VERBA, S., *Injury to Insult*, Cambridge, Harvard University Press, 1979.

SCHNEIDER, F., «Different Income Classes and Presidential Popularity: An Empirical Analysis», *Munich Social Science Review* , 2, 53-69, 1978.

SCHULMAN, Mark A. et POMPER, Gerald M., «Variability in Electoral Behavior: Longitudinal Perspectives From Causal Modeling», *American Journal of Political Science*, 19, 1-18, 1975.

SCHWARTZ, Mildred A., *Public Opinion and Canadian Identity*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1967.

SEARS, D.O., LAU, R.R., TYLER, T.R. et al. «Self-interest versus symbolic politics in policy attitudes and presidential voting», *American Political Science Review*, 74, 670-684, 1980.

SELLERS, Charles, «The Equilibrium Cycle in Two-Party Politics», *Public Opinion Quarterly*, 29, 16-38, 1965.

SIEGFRIED, André, *The Race Question in Canada*, Toronto, McClelland and Stewart et Carlton Library Edition, (1907), 1966.

SIGELMAN, Lee, et SIGELMAN, Carol K., «Presidential Leadership of Public Opinion: From Benevolent Leader to Kiss of Death?», *Experimental Study of Politics* , 7, 1-22, 1981.

SNIDERMAN, Paul M., FORBES, H. Donald et MELZER, Ian, «Party Loyalty and Electoral Volatility: A Study of the Canadian Party System», *Canadian Journal of Political Science*, 7, 268-288, 1974.

STIMSON, James A., «Political Support for American Presidents: A cyclical Model», *Public Opinion Quaterly*, 40, 1-21, 1976.

SUZUKI, Motoshi, «The Rationality of Economic Voting and the Macroeconomic Regime», *American Journal of Poltical Science*, 35, 624-642, 1991.

TRILLING, Richard J., *Party Image and Electoral Behavior*, New York, John Wiley & Sons, 1976.

TUFTE, Edward R., «Determinants of the Outcomes of Midterm Congressional Elections», *American Political Science Review*, 69, 812-826, 1975.

TUFTE, Edward R., *Political Control of the Economy*, Princeton, Princeton University Press, 1978.

TUFTE, Edward R., *The Political Control of the Economy*, Princeton, Princeton University Press, 1978.

WATTENBERG, M.P., «The Hollow Realignment: Partisan Change in a Candidate-Centered Era », *Public Opinion Quarterly*, 51, 58-74, 1987.

WATTENBERG, Martin P., *The Decline of American Political Parties: 1952-1980*, Cambridge, Harvard University Press, 1984.

WEATHERFORD, Stephen M., «Economic Conditions and Electoral Outcomes: Class Differences in the Political Response to Recession», *American Journal of Political Science* , 22, 917-938, 1978.

WEATHERFORD, Stephen M., «Economic Determinants of Voting», dans Samuel Long (sous la dir.), *Research of Micropolitics vol. 1*, Greenwich CT, JAI Press, 1986.

WEATHERFORD, Stephen M., «Economic Voting and the Symbolic Politics Argument: A Reinterpretation and Synthesis», *American Political Science Review*, 77, 158-174, 1983.

WEISBERG, Herbert F., «A Multidimensional Conceptualization of Party Identification», dans NIEMI, Richard et WEISBERG, Herbert F. (sous la dir.), *Controversies in Voting Behavior*, 2e éd., Washingtion, D.C., Congressional Quarterly Press, 1984.

WHITELEY, P. , «Economic Performance and Government Popularity in Britain », *Political Behavior*, 6, 395-410, 1984.

WHITELEY, Paul, «Macroeconomics Performance and Government Popularity in Britain: the Short-Run Dynamics», *European Journal of Political Research*, 14, 45-61, 1986.

WOLFINGER, Raymond E., «The Development and Persistence of Ethnic Voting », *American Political Science Review*, 59, 896-908, 1965.

WONNACOTT T.H., et WONNACOTT, R.J., *Statistique*, 4e éd., Economica 1990.

YANTEK, «Government Popularity in Great Britain under Conditions of Economic Decline », *Political Studies*, 33, 467-83, 1985.

ANNEXE 1

DESCRIPTION DES VARIABLES CLÉS ET PRÉCISIONS SUR LA CONSTRUCTION DE CERTAINS INDICES

Les analyses empiriques contenues dans cette thèse de doctorat reposent sur des enquêtes électorales réalisées dans un intervalle temporel s'échelonnant sur trois décennies (1963-1993). Toutes ces enquêtes sauf une (1972-ICPSR 7410: Market Opinion Research) font partie de la série des *Canadian National Elections Studies* (1965- ICPSR no.7225; 1968-ICPSR no.7009; 1974-1979-1980-Référendum-ICPSR no.8079; 1984-ICPSR no.8544; 1988-ICPSR no.9386; Référendum sur l'entente de Charlottetown-1993-ICPSR no. non disponible.) Compte tenu de cette période de temps fort étendue, il est normal que les items et questions portant sur les mêmes dimensions ne soient pas nécessairement semblables dans leur libellé. Nous avons donc jugé utile d'indiquer le numéro de la question tel qu'il apparaît dans le "codebook" de chaque enquête ainsi que le libellé anglais des variables utilisées dans les différentes enquêtes. Les règles générales s'appliquant au traitement des données manquantes et au choix des variables particulières sont spécifiées au début de chaque dimension.

Vote (variable dépendante)

De façon générale, cette variable fut construite à partir des réponses des électeurs ayant voté dans l'élection considérée et des réponses des électeurs n'ayant pas voté mais ayant formulé un choix hypothétique. Dans les cas de 1974, 1979, 1980 et 1984, les intentions de vote ont été recueillies après l'élection. En 1972, il s'agit des intentions de vote avant l'élection (juin-juillet 1972). En 1988, nous avons utilisé dans un premier temps les intentions de vote fermes exprimées pendant la campagne. La question de l'enquête post-élection a été utilisée pour déterminer le choix des électeurs indécis durant la campagne. Le cas de 1993 a été traité de façon plus prudente en conservant uniquement les votes fermes exprimés dans le sondage durant la campagne compte tenu du biais qu'a pu constituer la défaite cuisante des Conservateurs.

1972-

Now, if a federal election were held today, would you be voting Progressive Conservative, Liberal, NDP or Social Credit? (Q-25).

1974-1979-1980-ref.

For which party did you vote in 1974 federal election? **(var. 161).**

If you had voted in july 1974 election, who would you have voted for? (var. 164)

1979: var.1234-idem; 1980: var.2062-idem.

1984

var. 125 et var. 127-idem.

1988

var.b2 -idem; var.xb2 (post-élection)-idem.

1993

var.cpsa3- If you do vote, which party do you think you will vote for: the Conservative Party, the Liberal Party, the New Democratic Party, or another party?

Identification partisane

Les items mesurant l'identification partisane dans les différentes enquêtes électorales canadiennes présentent une certaine contuinité dans leur formulation. De par son allusion à une auto-identification personnelle et affective ("think of yourself") en même temps qu'habituelle ("usually"), cette mesure s'apparente à l'échelle traditionnelle dite de Michigan, avec la mention "Generally speaking" en moins. La construction de la variable d'identification partisane s'est déroulée en deux étapes. Premièrement, les choix partisans à la question traditionnelle sur l'identification ont été enregistrés. Ensuite, les réponses des électeurs ayant affirmé "Dont know" (ne sais pas) ou "None of these" (rien de cela) à la première question et ayant déclaré une allégeance au moment de la question sur leur penchant envers l'un ou l'autre des partis ont été conservées. Les autres étaient classés parmi les non identifiés (indépendant). Dans les enquêtes de 1974-79-80, une catégorie "none, independent" s'ajoutait aux catégories habituelles "Refused" et "Don't Know". Une première réponse classée dans cette catégorie était enregistrée comme une non identification. En 1988 et en 1993, les questions utilisées pour déterminer

l'identification partisane viennent du sondage durant la campagne.

1972-
var. 26- Generally speaking, in Federal Politics, as of today, do you consider yourself a Progressive Conservative, Social Credit, Liberal or NDP?

1974-1979-1980-ref.
1974: var.131; 1979: var.1192; 1980:var. 2043.
Thinking of Federal Politics, do you usually think of yourself as a Liberal, Conservative, NDP, Social Credit, or what?

1984
var.81-idem.

1988
var. il et var. i4-idem.

1993
var. cpsm1-idem. et var. cpsm4.

Changement dans la situation économique personnelle

Les items mesurant les changements dans la situation économique personnelle présentent certaines variations selon les enquêtes. Dans la plupart des cas, il s'agit d'un item égocentrique portant sur un horizon d'un an et demandant à l'électeur de déclarer son degré de satisfaction face à sa situation matérielle actuelle. Toutefois, à partir de l'élection de 1984, la question devient nettement rétrospective avec une référence explicite à un horizon

d'un an. En 1972, aucun item égocentrique n'étant disponible, nous avons dû recourir à un item sociotropique.

1972-

var.4-

Overall, do you thnik Canada as a nation is better off, worse off, or about the same as it was two or three years ago?

1974-1979-1980-ref.

1974:var.14; 1979: var.1026; 1980: var.2016-

Now, I'd like to ask you how you and your family are doing these days. First, let's think about the material side of your life-the things you can buy and do- all the things that make up your material standard of living. Would you say that you are very satisfied, fairly satisfied, a little dissatisfied, or very dissatisfied with the material side of your life right now?

1984

var.A7-

Compared to your material standard of living one year ago, would you say that you are better off, about the same, or worse off today?

1988

var.c1-

Would you say that you are better off or worse off financially than you were a year ago?

1993

var.cpsc1-

Would you say that you are better off or worse off financially than you were a year ago?

Impact du gouvernement dans le changement de la situation économique

Cette question constitue l'une des variables clés de notre étude. Deux régimes sont identifiables en ce qui concerne la facture de cette question. Jusqu'en 1980 inclusivement, la question n'identifie aucune direction (positive ou négative) dans l'impact de l'action gouvernementale. Elle se contente de proposer des choix quant à l'intensité de cet impact ("great deal, somewhat, no concern"). C'est pourquoi nous avons dû combiner (en les multipliant) cette question à celle mesurant le changement dans la situation économique personnelle pour déterminer la direction de cet impact. A partir de 1984, la question inclut à la fois la direction et l'intensité puisque les choix de réponses vont de "very positive" à "very negative". Dans tous les cas, la variable finale est ramenée à trois catégories: impact positif, aucun impact, impact positif. Les réponses des catégories résiduelles ("DK", "refused") ont été intégrées à la catégorie intermédiaire (aucun impact).

Le cas de 1972 est particulier et nous avons dû utiliser une variable d'impact économique quelque peu différente étant donné l'absence d'une variable similaire à ce que nous retrouvons dans les autres enquêtes. Une question demandait qui était le plus responsable pour le problème économique le plus important (inflation ou chômage). Les réponses ont ensuite été codées (-1, 0, 1) en fonction de leur propension à attribuer la responsabilité au gouvernement en place.

1972-

Who do you think is most responsible for the problem?

1974-1979-1980-ref.

Do you think that government has a great deal, something, or not much at all to do with this?

1984

var.A6b- What has been the effect of the federal government on how you and your family are doing these days?

1988

var.c3-

Would you say that the economic policies of the federal government made you better off, worse off, or haven't they made much of a difference?

1993

var. cpsc3-idem.

Attentes quant à la situation économique personnelle

Les items mesurant les attentes quant à la situation économique personnelle ont connu peu de modifications à travers les différentes enquêtes électorales. La principale différence dans les items porte sur l'étendue de l'horizon temporel, soit un ou quatre ans.

1972-

var. 5-

Thinking about the future, do you think you will be better off, worse off, or in about the same shape a year from now?

1974-1979-1980-ref.

1974: var.16-

Still thinking about the material side of things and looking ahead over the next three or four years, do you think that you will be better off, worse off, or will things stay about the same?
1979: var.1028-idem; 1980: var. 2018-idem.

1984
var. A8- idem 1974.

1988
var. c2-
Do you think that a year from now you will be better off financially, worse off, or just about the same as now?

1993
var. cpsc2-idem 1988.

Évaluation des chefs

Dans tous les cas sauf un (l'exception étant l'enquête de 1972), la variable d'évaluation des chefs a été construite à partir des thermomètres mesurant la popularité du chef du parti gouvernemental et du chef du principal parti d'opposition (soustraction des deux résultats). Les électeurs ayant répondu "ne sais pas" ou ayant refusé ont été récupérés dans une catégorie reflétant la neutralité. Dans le cas du sondage de 1972, la question mesure l'appréciation des électeurs (3 choix de réponses) à l'endroit de la performance du chef du gouvernement en tant que PM et de celle de son vis-à-vis comme chef de l'opposition. La variable finale classe les répondants en trois catégories selon qu'ils préfèrent le chef du parti

gouvernemental, qu'ils n'ont pas de préférence quant aux chefs ou qu'ils préfèrent le chef de l'opposition. En 1988, nous avons dû recourir à la fois aux thermomètres du sondage durant la campagne et du sondage post-élection étant donné qu'une partie seulement de l'échantillon était interrogée à chaque fois sur cette question.

1972-

var.15-

Generally speaking, do you approve or disapprove of the way Prime Minister Trudeau (Robert Stanfield) is handling his job as Prime Minister (Leader of the Opposition)?

1974-1979-1980-ref.

Like Trudeau Thermometer

1974: var. 187; 1979: var. 1261; 1980: var. 2080.

Like PC Leader Thermometer

1974: var. 190; 1979: var. 1264; 1980: var. 2083.

1984

Thermometer: John Turner

var. 301.

Thermometer: Brian Mulroney

var. 302.

1988

Thermometer: Brian Mulroney

var.d2a et xe2a (post-élection).

Thermometer: John Turner

var.d2b et xe2b (post-élection)

1993
Thermometer: Kim Campbell
var.cpsd2a.
Thermometer: Jena Chrétien
var. cpsd2b.

Évaluation des partis sur les enjeux les plus importants

Cette variable a été construite à partir des questions sur les deux enjeux les plus importants de l'élection et le(s) parti(s) que l'électeur considère le(s) plus proche(s) de sa propre position sur cet enjeu. Les préférences des répondants quant au parti le plus proche sur chaque enjeu ont été additionnées pour donner un indice d'évaluation de la performance des partis prenant généralement 5 valeurs, qui furent ramenées à trois en bout de ligne (1: préfère le parti au pouvoir; 0: sans préférence déclarée; -1: préfère un parti d'opposition). Etant donné que les sondages de 1988 et 1993 n'ont pas posé la question des partis les plus proches sur les deux enjeux les plus importants, nous avons dû recourir à une évaluation relative des partis (gouvernement/opposition officielle) à partir des thermomètres. Le cas du sondage de 1972 est encore une fois particulier dans la mesure où nous avons dû utiliser des évaluations des performances des partis sur des enjeux économiques (politiques en matières

d'inflation et de chômage) et non économiques (politique sociale).

1972
var. 24-
Now, I'd like you to go through the list of problems and issues again and have you tell me whether you think the liberal, Progressive Conservative, Social Credit, or New Democratic Party is best able to handle each one:
-Inflation/Cost of living;
-Unemployment.

var. 8-
Do you think that the Federal governments current proposal for old age pension is or is not adequate?

1974-1979-1980-ref.
Most important issue-
1974: var. 92 et var. 97; 1979: var.1154 et var. 1160; 1980: var. 2021 et var.2027.
Party closest on first (second) issue-
1974: var.95 et var. 100; 1979: var.1158 et var. 1164; 1980: var. 2025 et var. 2031.
Now, I would like to ask you some more specific questions about the recent federal election. What, in your opinion, was the most (the second most) important issue in that election?

1984
Most (second most) important issue-
var. 65- idem 74.
Party Best able to deal with first (and second) issue-
var. 69 et var. 77.
Could you tell me whether you think the Liberal, Progressive Conservative, Social Credit, or New Democratic Party is best able to handle first (or second) issue?

1988
Thermometer: Progressive Conservative Party
var. d2d.
Thermometer: Liberal Party.
var. d2e.

1993
Thermometer: Progressive Conservative Party
var.cpsd2g.
Thermometer: Liberal Party
var. cpsd2h.

ANNEXE 2- RÉSULTATS COMPLETS-

MODÈLES 1988-1993

Déterminants du vote fédéral, Québec/Reste du Canada, 1988 et 1993 (modèle incluant évaluations égocentriques et sociotropiques)

	1988		1993	
Région	**Reste du Canada**	***Québec***	**Reste du Canada**	***Québec***
Constante	-3.68 ***	*-4.31 ****	-7.07 ***	*-4.39 ****
	(.48)	*(.84)*	(1.23)	*(1.61)*
Identifié au parti gouvernem.	1.26***	*1.52 ****	1.96 ***	*3.63 ****
	(.16)	*(.3)*	(.28)	*(.63)*
Identifié à l'un des partis d'opposition	-1.04***	*-.83 ****	-.73 ***	*-.94*
	(.16)	*(.26)*	(.34)	*(.73)*
Evaluation des partis	.36 ***	*.79 ****	.79 ***	*.67 ****
	(.06)	*(.11)*	(.12)	*(.26)*
Evaluation du P. Ministre et du chef de l'opposition.	.47 ***	*.40 ****	.67 ***	*72 ****
	(.06)	*(.11)*	(.13)	*(.26)*
-Evaluation Bouchard (1)	**XXX**	***XXX***	**XXX**	*-.90 *** (.23)*
Impact des polit. gouv. sur la situation des ménages	**.20**	***.02***	**.34 ***	***.46***
	(.13)	***(.10)***	**(.21)**	***(.41)***
Evaluation égoc. prospective	**.11**	***.34***	**-.29**	***.73 ****
	(.11)	***(.24)***	**(.18)**	***(.43)***
Evaluation sociotropique rétrospective	**-.13**	***.06***	**-.13**	***.29***
	(.11)	***(.21)***	**(.17)**	***(.38)***
Evaluation sociotropique prospective	**.17 ***	***.46 *****	**.61 ***	***-.34***
	(.11)	***(.20)***	**(.18)**	***(.40)***
Impact des polit. gouver. sur l'économie du pays	**.48 ***	***.51 *****	**.29**	***-.56***
	(.13)	***(.23)***	**(.20)**	***(.49)***
Age (50 ans et +)	-.10	*-.13*	.33	*-.55*
	(.15)	*(.28)*	(.25)	*(.58)*
Langue (Qué.: angl.; ROC:fr.)	.17	*-.33*	-1.77 *	*-1.51 **
	(.26)	*(.33)*	(1.02)	*(.87)*

ANNEXE 2 (SUITE)-RÉSULTATS COMPLETS-

MODÈLES 1988-1993

	1988		1993	
Scolarité élevée	.45 ***	*.17*	.22	*.01*
(université)	(.15)	*(.26)*	(.24)	*(.59)*
Revenus élevés	.27 **	*.02*	.00	*.62*
(tiers supérieur)	(.14)	*(.24)*	(.24)	*(.55)*
Région Ouest	-.21	*XXXX*	-.49 **	*XXXX*
	(.15)		(.25)	
Région Est	.15	*XXXX*	1.06 ***	*XXXX*
	(.18)		(.36)	
N	1 918	*528*	1 275	*541*
prédictions correctes	82	*79*	91	*96*
chi carré	1 043	*236*	626	*220*
pseudo R^2 corrigé	.59	*.53*	.56	*.49*

(1) Une variable d'évaluation du chef du Bloc Québécois, Lucien Bouchard, a été introduite en 1993 pour tenir compte de la montée de ce leader lors de cette élection fédérale.
Source: Analyses de l'auteur réalisées à partir des données d'enquêtes des Canadian National Election Studies.

ANNEXE 3

-RÉSULTATS MODELES LONGITUDINAUX (PANEL)-

	Panel 1974-79		Panel 1992-93	
	Reste C.	**Québec**	**Reste C.**	**Québec**
Constante	-2.99 (.62) a	-3.23 (.66) a	-7.87 (.24) a	-6.0 (1.49) a
IDENTG	1.75 (.22) a	3.02 (.40) a	1.69 (.45) a	2.07 (.67) a
IDOPP	-2.10 (.33) a	-1.80 (.50) a	-.49 (.25) b	-.01 (.58)
PARTIS	1.02 (.12) a	.95 (.25) a	.05 (.01) a	.06 (.02) a
CHEFS	.73 (.00) a	1.70 (.32) a	.80 (.23) a	.46 (.33)
IMPACT	**-.06 (.14)**	**-.21 (.30)**	**.93 (.35) a**	**1.37 (.52) a**
PROSPEC	**.34 (.17) b**	**-.48 (.37)**	**-.02 (.29)**	**-.07 (.51)**
LANGUE	.39 (.47)	.82 (.90)	3.32 (.24) a	2.60 (.98) a
AGE	.30 (.24)	.62 (.47)	.83 (.42) b	.52 (.66)
SCOL	-.16 (.30)	-.41 (.54)	.91 (.42) b	.01 (.69)
REVENU	-.13 (.28)	-.52 (.47)	-.05 (.40)	1.33 (.71) b
OUEST	-.76 (.29) a	X	-1.14 (.43) a	X
MARITIME	.10 (.29)	X	-.98 (.60) c	X
N	848	252	480	216
% prédictions	88	88	92	93
chi carré	614	155	239	73
pseudo R^2 corrigé	.71	.64	.56	.43

Les chiffres de ce tableau sont des coefficients logistiques. Erreurs-types entre parenthèses. Les lettres correspondent aux seuil de signification: a-.01; b-.05; c-.1.

ANNEXE 4 - MODELES INTERACTIFS-(1972-1979)

RÉSULATS COMPLETS

Analyse des déterminants du vote fédéral, Québec/Reste du Canada, 1972-1979 (spécifications interactives)

	INTER1		INTER2		INTER3	
	Reste du Canada	***Québec***	**Reste du Canada**	***Québec***	**Reste du Canada**	***Québec***
Constante	-.28	*-.73*	-.13	*-.68 **	-.28	*-1.53 **
	(.55)	*(.66)*	(.42)	*(.42)*	(.51)	*(.93)*
Identifié au parti gouvernemental **(IDENTG)**	2.18***	*2.55 ****	1.88 ***	*2.56 ****	2.18 ***	*2.63 ****
	(.09)	*(.17)*	(.16)	*(.26)*	(.17)	*(.25)*
Identifié à l'un des partis d'opposition **(IDOPP)**	-1.64***	*-1.67 ****	-1.81 ***	*-2.03 ****	-1.91 **	*-2.16****
	(.62)	*(1.07)*	(.18)	*(.33)*	(.17)	*(.32)*
Evaluation des partis **(PARTIS)**	.95 ***	*.98 ****	(neutre) -.14	*(neutre) .19*	X	*X*
	(.08)	*(.14)*	(.31)	*(.52)*		
			(gouver.) 1.23***	*(gouver.) .90 **		
			(.32)	*(.51)*		
Evaluation P. Ministre/chef de l'opposition **(CHEFS)**	1.05 ***	*1.12 ****	1.06 ***	*1.12 ****	X	*X*
	(.09)	*(.18)*	(.09)	*(.17)*		
Evaluation CHEFS+PARTIS						
-neutre ou faible	X	*X*	X	*X*	-.31	*1.21*
					(.41)	*(.94)*
-fort					2.58 ***	*2.27 ***
					(.49)	*(1.02)*
Impact du gouvernement sur l'économie (IMPACT)	**.21 ****	***-.23***	**.20 ****	***-.20***	**.11**	***.16***
	(.10)	***(.19)***	**(.10)**	***(.18)***	**(.17)**	***(.44)***

ANNEXE 4 (SUITE) - MODÈLES INTERACTIFS (1972-1979)

RÉSULATS COMPLETS

	INTER1		INTER2		INTER3	
	Reste du Canada	*Québec*	**Reste du Canada**	*Québec*	**Reste du Canada**	*Québec*
Evaluations égocentriques prospectives	.29 *** (.09)	*.07 (.17)*	.28 *** (.09)	*.06 (.17)*	.23 (.09)	*.15 (.16)*
INTER 1						
IDENTG*IMPACT	-.00 (.15)	*-.12 (.30)*	X	*X*	X	*X*
IDOPP*IMPACT	-.07 (.13)	*.06 (.23)*				
INTER 2 (2)						
PARTIS (0) *IMPACT	X	*X*	-.00 (.14)	*-.08 (.24)*	X	*X*
PARTIS (1)*IMPACT			-.09 (.14)	*.03 (.24)*		
INTER 3 (3)						
$(CHEF+PARTI)^0$*IMPACT	X	*X*	X	*X*	.32(.18)*	*-.36 (.45)*
$(CHEF+PARTI)^1$*IMPACT					-.30 (.22)	*-.03 (.49)*
Age	.01	*.58 ** *	.02	*.58 ** *	.04	*.50 ** *
(50 ans et +)	(.14)	*(.25)*	(.14)	*(.25)*	(.13)	*(.24)*
Langue	.87 ***	*.93 *** *	.86	*.94 *** *	.88 **	*.67 ** *
(Qué.: anglais; ROC: français)	(.34)	*(.30)*	(.34)	*(.30)*	(.33)	*(.29)*
Scolarité élevée	-.21	*.10*	-.23	*.10*	-.12	*.05*
(université)	(.16)	*(.29)*	(.16)	*(.30)*	(.15)	*(.27)*
Revenus élevés	-.05	*-.55*	-.06	*-.55 ** *	-.03	*-.35*
(tiers supérieur)	(.14)	*(.26)*	(.14)	*(.26)*	(.13)	*(.26)*
Région Ouest	-.35 ***	*XXXX*	-.34 ***	*XXXX*	-0.34***	*XXXX*
	(.14)		(.14)		(.14)	
Région Est	-.09	*XXXX*	-.05	*XXXX*	.05	*XXXX*
	(.18)		(.18)		(.17)	
N	3 174	*895*	3 174	*895*	3 174	*895*
% prédictions correctes	89	*90*	90	*90*	90	*89*
chi carré	2 575	*826*	2 578	*826*	2 455	*607*
pseudo R^2	.76	*.81*	.76	*.81*	.74	*.69*

Les chiffres de ce tableau sont des coefficients logistiques et des erreurs-types (entre parenthèses). Les astériques indiquent les coefficients significatifs (test unilatéral) aux seuils suivants: * $p< 0.1$, ** $p < 0.05$; *** $p<0.01$.

ANNEXE 4 (SUITE)-MODÈLES INTERACTIFS-1984-1993

Analyse des déterminants du vote fédéral, Québec/Reste du Canada, 1984-1993
(spécifications interactives)

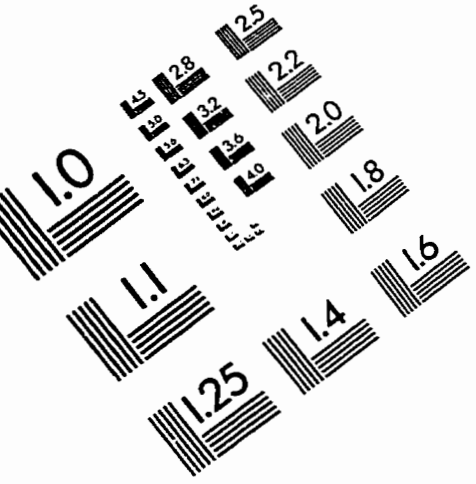
	INTER1		INTER2		INTER3	
Région	**Reste du Canada**	***Québec***	**Reste du Canada**	***Québec***	**Reste du Canada**	***Québec***
Constante	-.68 *** (.21)	*-1.15 *** (.15)*	-.78 *** (.21)	*-1.23 *** (.16)*	-.81 *** (.22)	*-1.26*** (.17)*
Identifié au parti gouvernemental **(IDENTG)**	1.75*** (.10)	*1.84 *** (.17)*	1.83 *** (.10)	*1.82 *** (.17)*	1.81 *** (.10)	*1.82 *** (.17)*
Identifié à l'un des partis d'opposition **(IDOPP)**	-1.38*** (.12)	*-1.52 *** (.18)*	-1.33 *** (.12)	*-1.50 *** (.18)*	-1.33 *** (.12)	*-1.49*** (.18)*
Evaluation des partis **(PARTIS)**	.82 *** (.08)	*.73*** (.13)*	(neutre) .14 ** (.06) (gouver.) .74 *** (.09)	*(neutre) .12 (.10) (gouver.) .71 *** (.13)*	.89 *** (.12)	*.69 *** (.21)*
Evaluation **CHEFS+PARTIS** -neutre ou faible -fort	X	*X*	X	*X*	.20 *(.10) .07 (.15)	*.16 (.12) .09 (.30)*
Evaluation P. Ministre/chef de l'opposition **(CHEFS)**	.98 *** (.05)	*.92 *** (.09)*	.98 *** (.05)	*.89 *** (.09)*	.99 *** (.06)	*.85 *** (.10)*
Impact du gouvernement sur l'économie (IMPACT)	**.33*** (.07)**	***.64 *** (.11)***	**.25 *** (.07)**	***.59 *** (.12)***	**.16 * (.09)**	***.69 *** (.15)***
Evaluations égocentriques prospectives	**.10 (.07)**	***.25 ** (.12)***	**.13 * (.07)**	***.26 ** (.12)***	**.13 ** (.07)**	***.25 ** (.12)***
INTER 1 IDENTG*IMPACT IDOPP*IMPACT	**-.11 (.10) -.07 (.09)**	***.22 (.17) -.33(.14)****	**X**	***X***	**X**	***X***

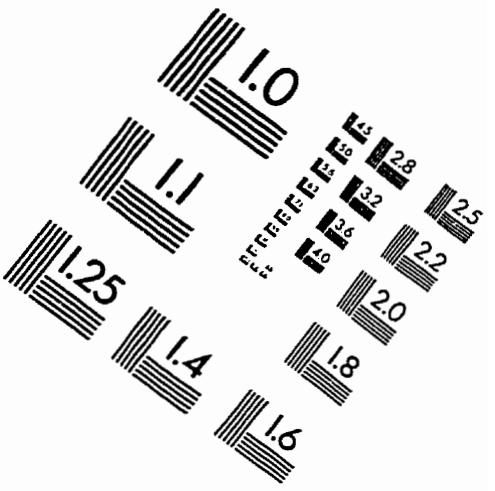
ANNEXE 4 (SUITE)-MODÈLES INTERACTIFS-1984-1993

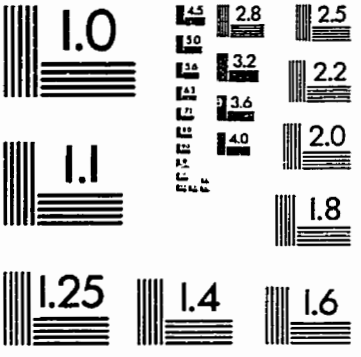
	INTER1		INTER2		INTER3	
	Reste Canada	*Québec*	Reste du Canada	*Québec*	Reste du Canada	*Québec*
INTER 2	**X**	*X*				
PARTIS (0) *IMPACT			**.13 (.09)**	***-.00 (.14)***	X	*X*
PARTIS (1)*IMPACT			**.02 (.12)**	***.08 (.19)***		
INTER 3						
(CHEF+PARTI)^0*IMPACT	**X**	*X*	X	*X*	**.20(.10)****	**-.15 (.17)**
(CHEF+PARTI)^1*IMPACT					**.06 (.15)**	**.45 (.25) ***
Age	.29 ***	*.04*	.30 ***	*.09*	.29 ***	*.09* -
(50 ans et +)	(.10)	*(.16)*	(.09)	*(.16)*	(.09)	*(.16)*
Langue	.63 ***	*-.09*	.68 ***	*-.01*	.67 ***	*-.03*
(Qué.: anglais; ROC: français)	(.19)	*(.22)*	(.19)	*(.22)*	(.19)	*(.22)*
Scolarité élevée	.23 **	*-.05*	.26 ***	*-.09*	.27 ***	*-.09*
(université)	(.10)	*(.17)*	(.10)	*(.16)*	(.10)	*(.17)*
Revenus élevés	.15	*.19*	.16 *	*.21*	.16	*.21*
(tiers supérieur)	(.09)	*(.15)*	(.09)	*(.15)*	(.09)	*(.15)*
Région Ouest	-.43 ***	*XXXX*	-.43 ***	*XXXX*	-0.43***	*XXXX*
	(.10)		(.10)		(.10)	
Région Est	.26 **	*XXXX*	.20	*XXXX*	.20	*XXXX*
	(.13)		(.13)		(.13)	
N	5 420	*1 745*	5 507	*1 783*	5 507	*1 783*
% prédictions correctes	87	*85*	88	*85*	87	*85*
chi carré	3 169	*925*	3 187	*929*	3 188	*933*
pseudo R^2	.63	*.59*	.62	*.58*	.62	*.58*

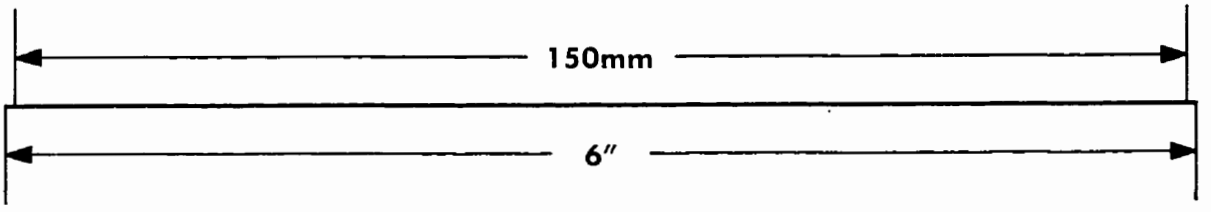
Les chiffres de ce tableau sont des coefficients logistiques et des erreurs-types (entre parenthèses). Les astériques indiquent les coefficients significatifs (test unilatéral) aux seuils suivants: * $p< 0.1$, ** $p < 0.05$; *** $p<0.01$.

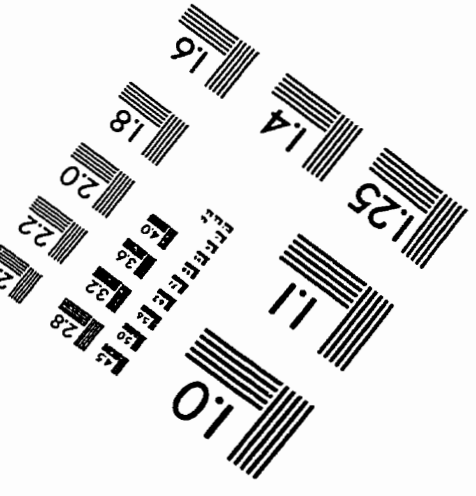
IMAGE EVALUATION TEST TARGET (QA-3)

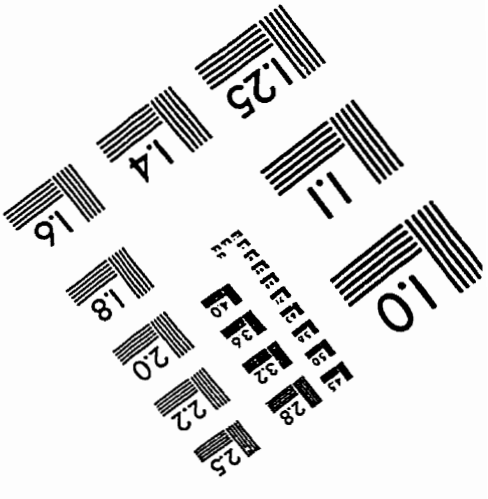










APPLIED IMAGE, Inc
1653 East Main Street
Rochester, NY 14609 USA
Phone: 716/482-0300
Fax: 716/288-5989

© 1993, Applied Image, Inc., All Rights Reserved